

REVUE
HISTORIQUE

HISTORICAL

REVUE

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET LOUIS EISENMANN

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historicus

Cicéron, de Orat., II, 15.

CINQUANTE-CINQUIÈME ANNÉE

TOME CENT SOIXANTE-TROISIÈME

Janvier-Avril 1930

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1930

REVUE
HISTORIQUE

REVUE DE L'HISTOIRE DE FRANCE

REVUE DE L'HISTOIRE DE FRANCE

REVUE DE L'HISTOIRE DE FRANCE

REVUE DE L'HISTOIRE DE FRANCE

REVUE DE L'HISTOIRE DE FRANCE

REVUE DE L'HISTOIRE DE FRANCE

REVUE DE L'HISTOIRE DE FRANCE

I
que
bril
pén
l'im
rité
de
con
le n
litt
men
trou
Nov
cus
Tac
sior
doc
rius
clos
illu
nou
des

1.
volu
seul
pas
pour

2.
Hern

L'EMPEREUR TIBÈRE

ET

LE CULTE IMPÉRIAL

Il n'y a guère dans l'histoire du monde ancien de figures sur lesquelles les opinions soient aussi divisées que sur Tibère. La peinture brillante qu'en a donnée Tacite s'impose par sa finesse et par sa pénétration. Mais, en même temps, nous ne pouvons nous dérober à l'impression que Tacite, bien souvent, ne nous dit pas toute la vérité sur l'homme et sur l'empereur. Nous voudrions bien avoir plus de témoignages, contemporains, directs, qui nous permettraient de contrôler les faits mentionnés par Tacite, et surtout ses jugements. Et le même désir nous vient, lorsque nous remontons à nos autres sources littéraires, dont aucune n'est impartiale. Malheureusement, les documents de l'époque de Tibère sont rares et insignifiants¹. Les moindres trouvailles qui la concernent n'en ont que plus de prix à nos yeux. Nous avons vu dernièrement sortir d'Égypte deux édits de Germanicus, dont le texte a éclairé d'une façon surprenante les chapitres de Tacite qui parlent du séjour de Germanicus en Égypte et de l'impression que ce séjour a produite sur Tibère. On a beaucoup écrit sur ces documents, et la controverse qui a été ouverte récemment par Cichorius et Wilcken sur l'activité de Germanicus en Égypte n'est pas encore close² qu'un groupe de documents, cette fois épigraphiques, vient illustrer un autre aspect de l'activité et de la politique de Tibère, et nous renseigne de première main sur l'attitude de Tibère à l'égard d'une des institutions les plus importantes du « principat » d'Auguste — le

1. Le plus récent historique du principat de Tibère est celui de H. Dessau dans le deuxième volume de sa *Geschichte der Römischen Kaiserzeit*. Pour Dessau, Tacite est une autorité non seulement pour la matérialité des faits, mais pour le jugement à porter sur eux. Il ne donne pas de bibliographie, et l'on devra attendre jusqu'à la nouvelle édition de Schiller (par Hohl) pour en avoir une qui soit complète.

2. Voir K. Cichorius, dans *Römische Studien*, 1922, p. 375 et suiv., et U. Wilcken, dans *Hermes*, 63, 1928, p. 48 et suiv.

culte impérial. Et cela est de grande conséquence. Pour Auguste, l'organisation de son culte n'avait pas présenté de grandes difficultés. Il n'avait eu qu'à régler un mouvement spontané qui tendait vers la déification du « sauveur » et du « pacificateur » du monde. Ce mouvement était profond et, dans la majorité des cas, sincère. Il prenait les formes les plus diverses et la variété même de ses manifestations facilitait la tâche du prince. Il ne s'agissait pour Auguste que de choisir entre ces manifestations, d'indiquer sa prédilection pour les unes et son aversion pour les autres. Mais il est évident qu'il ne pouvait et ne voulait pas arrêter net un mouvement qui venait des masses de la population de l'Empire et qui sanctionnait son pouvoir usurpé. Ses efforts dans cet ordre d'idées, les résultats qu'il a obtenus ont été maintes fois mis en relief dans plusieurs études approfondies sans pour- tant que le dernier mot sur ce sujet ait été dit¹.

Pour Tibère, la question était toute différente. En ce qui concerne son prédécesseur, il n'y avait ni doute ni embarras : Auguste, surtout après sa mort, était un dieu comme son père adoptif César. L'organisation du culte du dieu Auguste n'était pas chose difficile ; il y avait un précédent : le dieu César. Mais elle n'éliminait ni ne résolvait le nouveau problème qui se posait. César et Auguste étaient dieux. Soit ! Et leurs successeurs ? Avant tout, le successeur immédiat d'Auguste, le prosaïque Tibère, qui n'était ni « sauveur » ni « pacificateur », dont le front n'était ceint d'aucun nimbe divin, qui était bien mortel et bien humain et qui, non sans orgueil de noble Romain, se sentait tel. A côté de lui se trouvait sa mère Livie, la femme du dieu Auguste, et, près de lui et de Livie, se profilaient les figures des deux successeurs au trône, désignés comme tels par Auguste : Germanicus et Drusus, l'un le fils adoptif et l'autre le fils légitime de Tibère. Ainsi, dès son avènement, Tibère était forcé d'envisager immédiatement dans son ensemble le problème du culte impérial. Aussitôt que Tibère s'installa sur le Palatin, l'Empire s'empressa d'offrir des honneurs divins à la veuve du grand empereur, Livie, à son successeur et fils adoptif Tibère et à ses petits-fils Germanicus et Drusus. Quel accueil réserver à ces offres ? De la réponse qui leur serait rendue dépendaient tout l'avenir et la

1. Il est inutile de donner une bibliographie de la question sur l'attitude d'Auguste envers le culte impérial. On consultera à ce sujet mon article « Augustus » dans *Röm. Mith.*, 38-39, 1923-1924, p. 281 et suiv., et mon livre *Mystic Italy*, 1928 ; cf. la bibliographie dans l'édition allemande de mon *Histoire économique et sociale de l'Empire romain*, chap. II, note 3 ; sur la tendance d'Auguste à se faire dieu pendant sa vie, E. Bickermann, *Die römische Kaiserapotheose*, dans *Arch. für Papyrusforsch.*, 10 (1929), p. 20 et suiv. (du tirage à part).

forme même de gouvernement créée par Auguste. En outre, la situation était compliquée par les ambitions et les aspirations des membres de la famille d'Auguste : la hautaine et superbe Livie, qui croyait détenir les pensées de son mari divin ; l'ambitieux et brillant Germanicus, rival de l'insignifiant Drusus, fils de Tibère. Comment y fut-il pourvu ? C'est ce que le groupe de documents épigraphiques dont je viens de parler va nous aider à comprendre. Aux textes connus de Tacite, de Suétone et de Dion Cassius, ces textes ajoutent des données nouvelles qui sont des traits de lumière. Quoiqu'ils aient été tout récemment commentés par des savants éminents : M. Kougéas, d'Athènes, M. Seyrig, actuellement directeur du Service archéologique de Syrie, M. Kornemann, de Breslau, M. Wenger, de Munich, et M. De Sanctis, de Rome, je ne regarde pas comme inutile d'y revenir et d'exprimer mon interprétation personnelle, non seulement de certains de leurs détails particulièrement délicats, mais de leur signification essentielle et de leur véritable portée¹.

I

Récemment trouvées à Gythion, en Laconie, ces inscriptions furent gravées sur deux stèles dont nous n'avons que deux fragments, un de chacune. En même temps que les deux fragments de ces deux stèles ont été exhumés deux autres monuments intéressants : un autel avec une dédicace en latin et en grec en l'honneur de C. Iulius Eurycles, fils de Lachares, faite par les citoyens romains de Laconie, et un fragment de dédicace à la Tyché de la ville de Gythion, qui, comme nous allons voir, n'était autre que Livie, femme d'Auguste, divinisée.

Je laisserai de côté ces deux monuments accessoires, limitant mon étude au libellé des deux stèles. Dans l'état actuel, l'une contient la seconde moitié d'une loi sacrée (*νόμος ἱερός*). La partie subsistante de ce texte règle les sacrifices, les jeux scéniques et les processions organisées par la cité de Gythion d'abord en l'honneur d'Auguste divinisé, de Tibère, de Livie ; en second lieu de Germanicus, de Drusus et du libérateur de la Grèce Flamininus, et, après eux, d'Eurycles, décédé, et de son fils vivant, Lacon. Le commencement et la fin de ce document

1. S. B. Kougéas, dans *Ἑλληνικά*, I (Athènes, 1928), p. 7 et suiv. et 152 et suiv. ; E. Kornemann, *Neue Dokumente zum lakonischen Kaiserkult*, Breslau, 1929 (*Abh. der Schles. Gesellschaft für vaterländische Kultur*, I) ; H. Seyrig, dans *Rev. arch.*, 29, 1929, p. 84 et suiv. ; L. Wenger, dans *Zeitschr. der Sav. St. für Rechtsgesch.*, 49 (1929), p. 308 et suiv., et G. De Sanctis, dans *Riv. di Fil.*, 6, 1928, p. 586 et suiv. Je n'ai pris connaissance de l'article de M. Wenger qu'après que mon mémoire a été définitivement rédigé.

manquent. Des passages conservés on peut proposer la traduction suivante, où je m'inspire largement de celle que M. Seyrig a insérée dans sa publication :

[L'agoranome... ; et] il posera [ces... trois images (εἰκόνας) : sur le... du centre celle du dieu Auguste] père de [Tibère Cés]sar ; sur le... de droite [celle de Iulia Augu]sta ; sur le troisième celle de Tibère Cés[sar fils] d'Auguste : ces images lui auront été fournies par la ville. En avant, au milieu du théâtre, il fera placer, en outre, une table, et dessus un encensoir (θυμιατήριον). Avant l'entrée des artistes (ἀρχαῖματα), les membres du Conseil (συνέδροι) et les collègues de magistrats au complet brûleront l'encens au salut des princes (ὑπὲρ τῆς τῶν ἡγεμόνων σωτηρίας[ε]).

L'agoranome célébrera la première journée comme celle du dieu César Auguste, Sauveur-Libérateur, fils du dieu [Jules] ; la deuxième comme celle de l'empereur Tibère César Auguste et Père de la Patrie ; la troisième comme celle de Iulia Augusta, Fortune de notre nation et de notre ville ; la quatrième comme celle de la Victoire de Germanicus César ; la cinquième comme celle de la Vénus de Drusus César ; la sixième comme celle de Titus Quinctius Flamininus. Il aura soin de la bonne tenue des concurrents. Il rendra compte à la ville des engagements des artistes, au titre de la caisse des biens sacrés, dans la première assemblée qui suivra le concours. S'il est convaincu de détournements ou de fausses écritures, après preuve faite, il ne gèrera plus aucune magistrature et ses biens seront confisqués. Les biens des saisis seront consacrés et employés par les archontes en charge à des ornements supplémentaires, et à tout Gythéate il sera loisible d'intenter impunément une action sur l'emploi des fonds sacrés.

L'agoranome, en outre, après en avoir fini avec la célébration des journées des dieux et princes, fera paraître encore les artistes en deux jours de concours scéniques (thyméliques = τῶν θυμηλικῶν ἀγώνων), l'un à la mémoire de Caius Iulius Eurycles, en son temps bienfaiteur de notre nation et de notre ville en mainte circonstance ; l'autre en l'honneur de Iulius Laco, défenseur de la sécurité et du salut de notre nation et de notre ville. Il célébrera les concours aux jours qu'il pourra après ceux de la déesse. Quand il sortira de charge, il remettra à l'agoranome son remplaçant, par acte public, tout le matériel des concours, et la ville en recevra acte signé de la partie prenante.

Quand l'agoranome célébrera les concours thyméliques, il fera partir la procession du sanctuaire d'Asclépios et d'Hygie. La procession sera formée des éphèbes et des jeunes hommes au complet, ainsi que des autres citoyens couronnés de laurier et vêtus de blanc, et elle comprendra, en outre, les vierges sacrées et les femmes en vêtement rituel. Lorsque la procession arrivera au Césareum, les éphores sacrifieront un taureau pour le salut des princes et dieux, et pour l'éternelle conservation de leur principat. Après le

sacrific
à sacr
ou n'
gistra
amen
pours
Les
strat
dieu
les pl
et de
pierr
chive
jour
hom
négl
temp

D
mis
frag
doc
vins
que
les p
com
Gyt
de l
vou
m'a
ave
Sui
lett
I
con
lett
loi
don
par
des
me

sacrifice, ils inviteront les « phidities » (clubs) et les collèges de magistrats à sacrifier sur l'agora. S'ils ne forment pas la procession ou ne sacrifient pas, ou n'obligent pas, après leur sacrifice, les « phidities » et les collèges des magistrats à sacrifier sur l'agora, ils seront frappés au profit des dieux d'une amende de deux mille drachmes, et il sera loisible à tout Gythéate de les poursuivre.

Les éphores, présidés par Terentius Biadas en (cette) année où Chairon est stratège et prêtre du dieu César Auguste, livreront trois images peintes du dieu Auguste, de Iulia Augusta et de Tibère César, fils d'Auguste ; en outre, les plates-formes de théâtre pour le chœur, quatre portants pour les mimes, et des tabourets pour la symphonie. Ils feront aussi dresser une stèle de pierre où ils auront fait graver la loi sacrée, et ils déposeront dans les archives publiques une copie de la loi sacrée, afin qu'en public et au grand jour et à portée de chacun la loi rende manifeste aux yeux de tous les hommes la reconnaissance du peuple gythéate pour ses princes ; et s'ils négligent, soit de faire graver cette loi, soit de faire dresser la stèle devant le temple, soit d'inscrire...

De l'autre texte, la seconde stèle, également mutilée, ne nous a transmis aussi qu'un morceau, la fin du dossier. Il débute par neuf lignes fragmentaires. Ces lignes représentent sans doute la conclusion d'un document, probablement d'une loi sacrée qui parlait d'honneurs divins donnés aux dieux (τῶν θεῶν τιμὰς). Elles contiennent, autant que nous pouvons le voir, des sanctions contre ceux qui agissent contre les prescriptions de la loi sacrée. Après quoi vient un document presque complet, une lettre de l'empereur Tibère aux éphores et à la cité de Gythion. Le commencement de cette lettre (nous traduirons le corps de la lettre plus tard) est rédigé ainsi qu'il suit : « L'ambassadeur que vous avez envoyé à moi et à ma mère, Decimus Turranius Nicanor, m'a transmis votre lettre, à laquelle copie a été jointe de la loi que vous avez portée par piété envers mon père et en mon propre honneur. » Suit la réponse de Tibère à la lettre des Gythéates et à l'annexe à cette lettre mentionnée par Tibère dans le début de sa propre missive.

Le dossier de l'affaire « honneurs divins à Tibère et à sa famille », conservé aux archives de la cité de Gythion, se composait donc : d'une lettre des Gythéates à Tibère ; d'une annexe à cette lettre qui était une loi sacrée ; et de la réponse de Tibère. Un dossier parallèle existait sans doute pour Livie. Nous ne savons pas si le dossier de Livie a été publié par les Gythéates. Mais celui de Tibère l'était, et nous en avons encore des fragments, qu'il s'agit de reconnaître et d'agencer. Les deux fragments de stèles que nous possédons se rapportent-ils tous les deux à ce

dossier? Pouvons-nous supposer que la loi sacrée mentionnée dans la lettre de Tibère est identique à la loi sacrée dont nous avons un ou peut-être deux fragments? Est-ce la fin de cette loi qui est conservée au début du fragment de la seconde stèle avant la réponse de Tibère? S'il en est ainsi, nous pouvons croire que le dossier de Tibère a été gravé au moins sur deux stèles : sur l'une, la lettre des Gythéates et la loi sacrée ; sur l'autre, la fin de la loi sacrée et la réponse de l'empereur.

Cette interprétation n'est pas, exception faite de M. Seyrig, qui, d'ailleurs, n'y insiste pas, celle de mes prédécesseurs. Ils acceptent une autre théorie selon laquelle la seconde stèle représente le dossier à elle seule. Ce dossier, d'après eux, se composait d'un décret (*ψήφισμα*) de la cité de Gythion et de la réponse de Tibère. La loi sacrée que nous possédons aurait été votée plus tard, après la clôture du dossier de Tibère. Cette théorie se fonde sur la prétendue observation que dans la loi sacrée on a tenu compte du désir de l'empereur Tibère, exprimé dans le corps de sa lettre, de ne pas recevoir des honneurs divins. Mais cette théorie présente de grandes difficultés. L'empereur, définissant la copie annexée à la lettre des Gythéates, emploie les termes *τὰ νομοθετηθέντα ὑπ' ὑμῶν*, qui impliquent le vote préalable non d'un décret, mais d'une loi. Si, comme mes prédécesseurs le veulent, il avait en vue le *pséphisma* de la ville, dont nous avons encore, selon la même théorie, la fin, et qui décernait les honneurs divins à Tibère, pourquoi Tibère aurait-il dit, après avoir lu le *pséphisma*, *νομοθετηθέντα*, et non *ψηφισθέντα*, ce qui était l'expression courante et celle du document qu'il venait de lire? D'autre part, comment supposer que la seconde stèle contenait, outre le *pséphisma* et la lettre de Tibère, la lettre des Gythéates, et ne contenait aucune loi sacrée?

Je considère tout cela comme très peu vraisemblable. Pourquoi ne pas identifier, comme je viens de le proposer, la loi sacrée de la lettre de Tibère avec celle de la première stèle? Nous ne savons rien sur les honneurs votés par les Gythéates à Tibère. On les a peut-être énumérés au début ou à la fin de la loi sacrée. Quoique le titre donné par les Gythéates à Tibère, dans ce qui est conservé de la loi sacrée, soit civil et non religieux, les honneurs décernés à Tibère sont les mêmes que ceux donnés à Auguste et à Livie, comme nous allons nous en rendre compte. On ne peut vraiment pas dire qu'ils ne sont pas divins! Pourquoi ne pas accepter l'évidence et ne pas dire qu'en contradiction avec le désir de Tibère les Gythéates n'ont modifié le dispositif de leur loi sacrée que dans les détails et l'ont publiée telle qu'ils l'avaient votée, en ne changeant peut-être que le nom et le titre de Tibère? Aussi bien,

comme nous le verrons tout à l'heure, Tibère, dans sa lettre, n'avait rien défendu ; il y reste vague, il donne son opinion, mais il laisse aux Gythéates la liberté d'agir comme bon leur semblera.

II

Quoi qu'il en soit, voilà une série de documents d'importance capitale. Nous regrettons de ne pas savoir quels ont été exactement les honneurs divins offerts à Tibère par les Gythéates. Nous aurions bien voulu avoir la lettre adressée par les Gythéates à Livie et sa réponse. Un jour peut-être trouvera-t-on le dossier de Livie à Gythion. Mais ce que nous avons, même avec les mutilations où il nous est parvenu, offre un intérêt capital, à commencer par la loi sacrée de la première stèle.

La loi débute présentement par un paragraphe sur les images peintes d'Auguste, de Livie et de Tibère, qui doivent être apportées au théâtre et y être placées sur trois objets qui ne sont pas nommés dans le texte comme nous l'avons. Près des images doit être placée une table et sur la table un encensoir (thymiatérion). Avec ce thymiatérion, un sacrifice doit être offert par les *συνεδροι* (membres du conseil ou sénat de la ville) et les *συνπριξί* ou collègues des magistrats de la ville, avant le commencement des jeux. Nous ne possédons plus aucun renseignement sur l'organisation des jeux par l'agoranome en général. Peut-être ces indications figuraient-elles sur le haut de la stèle qui nous manque aujourd'hui. Mais il était inutile d'insister sur le caractère des jeux qui était toujours et partout le même et le rédacteur a dû passer rapidement à l'acte le plus considérable de tout le cérémonial : le sacrifice.

Celui-ci était suivi de jeux scéniques (thyméliques). L'inscription se contente d'énumérer les personnes en l'honneur desquelles les jeux étaient célébrés. Six jours étaient consacrés aux jeux et six étaient les éponymes des jeux. La première journée était dédiée au « dieu fils du dieu Jules, César Auguste, le Sauveur-Libérateur », la seconde à l'empereur Tibère César Auguste, père de la patrie, la troisième à Julie Auguste, la Fortune (Tyché) de la Laconie et de la ville, la quatrième à la Victoire de Germanicus César (ou à Germanicus de la Victoire), la cinquième à la Vénus, à l'Aphrodite de Drusus César (ou à Drusus de l'Aphrodite), la sixième à T. Quinctius Flaminius. L'énumération finie, un paragraphe vise la reddition des comptes par l'agoranome et énonce les responsabilités qu'il encourt en engageant les acteurs et les

musiciens des jeux (agones) sur les fonds de la caisse sacrée (διοικήσις τῶν ἱερῶν χρημάτων¹).

Fermée cette parenthèse de comptabilité, vient un chapitre sur l'organisation de deux jours de jeux additionnels qui doivent suivre les jours dédiés aux dieux et dirigeants ou, pour employer le terme exact, « princes » (ἡγεμόνες, principes). Ces deux jours additionnels seraient dédiés l'un à la mémoire de C. Iulius Eurycles, bienfaiteur du « peuple » de la ville, l'autre à son fils C. Iulius Laco, « défenseur de la sûreté et du salut de la ville et du peuple ». Il est inutile de parler ici de la position qu'occupaient ces deux « souverains » de la Laconie de l'époque d'Auguste et de Tibère, personnages typiques de cette période post-révolutionnaire. On trouvera les données nécessaires dans des articles spéciaux qui leur sont consacrés par Kjellberg et d'autres savants modernes².

Vient une phrase énigmatique sur la date de la célébration des agones. Lesquels? Ceux dédiés à Eurycles et Laco ou tous les agones organisés par notre loi sacrée? Il n'y a pas de doute pour moi que la phrase qui définit la date des agones et celle qui suit, c'est-à-dire celle qui parle des modalités de la transmission de tous les χρήματα (matériel) des jeux par l'agoranome à son successeur portent sur les agones en général, sur toutes les huit journées. La date des jeux n'est pas fixée d'une manière absolue, mais par rapport aux jeux donnés en l'honneur de la « déesse », probablement la grande déesse protectrice de Gythion, Athènes. Les jeux impériaux seront tenus, dès qu'il sera possible, après les jeux de la déesse « ἀπὸ τῆς θεοῦ ἐν αἷς ἀν' ἣ δυνάτον ἡμέραις ». La phrase est bien vague et assez énigmatique. Veut-on dire que les jours des « dieux » et des « princes » ne suivaient pas ceux de la déesse et ne se suivaient pas à dates fixes, mais étaient fixés au petit bonheur, selon les circonstances de chaque année? On doit attendre la

1. C'est de cette manière que j'interprète les lignes 12 et suiv. de l'inscription : ἐσ[ε] πένω δὲ καὶ πάσης τῆς μισθώσεως τῶν ἀκροαμάτων τῆς διοικήσεως τῶν ἱερῶν χρημάτων τὸν λόγον τῇ πόλ[ει], etc. Les éditeurs veulent insérer καὶ avant διοικήσεως, ce qui ne donne pas de sens. Je préfère ne rien insérer ou insérer ἐκ. Au premier cas, on traduira : l'agoranome doit rendre compte à la ville, au chapitre de l'administration de biens sacrés de la location des acteurs et musiciens (ἀκροαματα). Si on insère ἐκ, la loi aurait dit que la location était faite à la charge des fonds des biens sacrés. Διοικήσις est équivalent à ratio en latin et signifie aussi bien un départ ment de l'administration des fonds que les fonds eux-mêmes. Voir M. Holleaux, dans *B. C. H.*, 48, 1924, p. 24 et suiv., et L. Robert, *Ibid.*, 50, 1926, p. 491, note 3 (c'est à l'amabilité de M. Holleaux que je dois la seconde de ces références).

2. Voir la bibliographie dans ma *Social and economic History of the Roman Empire*, chap. II, note 15 (avec additions dans l'édition allemande prête pour l'impression), et dans les publications consacrées à nos inscriptions.

découverte d'autres textes analogues pour pouvoir résoudre ces questions.

Après avoir traité le sacrifice et les jeux, la loi sacrée passe à la *πομπή*, la procession qui précédait toujours, comme on le sait bien, les jeux¹. Le fait que la *πομπή*, qui précède chronologiquement le sacrifice et les jeux, n'est mentionnée par la loi qu'après eux, a induit Kornemann à supposer que la procession édictée par la loi est celle des deux derniers jours seulement. Il est probablement d'avis, quoiqu'il ne le dise pas expressément, que les *πομπαι* des autres journées de fête étaient réglées dans les paragraphes perdus du début de la loi. Cette hypothèse est inutile et elle est, en outre, en contradiction avec le texte de la loi. Les faits que la procession se dirigeait vers le Césareum et qu'au Césareum un sacrifice était offert pour le salut des princes et dieux et pour l'éternelle conservation de leur principat, « ὑπὲρ τῆς τῶν ἡγεμόνων καὶ θεῶν σωτηρίας καὶ αἰδείας τῆς ἡγεμονίας αὐτῶν διαμονῆς », montrent que la *πομπή* dont parle la loi est celle par laquelle commençaient toutes les journées des jeux sans exception, aussi bien celles en l'honneur des dieux et princes que celles en l'honneur d'Eurycles et de Lacon. Il n'est pas étonnant que la loi en parle après avoir parlé du sacrifice et des jeux. L'ordre de la loi n'est pas chronologique. La loi commence par l'acte le plus important et nouveau : le sacrifice, relève les traits nouveaux dans l'organisation des jeux et passe à la partie moins importante, la *πομπή*. Entre ces trois chapitres principaux et après eux s'ouvrent des paragraphes de caractère financier et bureaucratique, sur le matériel exigé par les cérémonies et sur la publication de la loi sacrée. Si j'ai raison et si la fin de la loi sacrée se trouvait sur l'autre stèle, cette fin contenait peut-être une récapitulation des honneurs donnés aux empereurs et des sanctions contre ceux qui agiraient contre les prescriptions de la loi.

1. Sur les *πομπαι* qui sont combinées avec des cérémonies religieuses en l'honneur des princes hellénistiques et spécialement sur les *πομπαι* qui se formaient pour la « rencontre » (*πάνηγυρις*) d'un grand personnage, voir N. Svensson, dans *B. C. H.*, 50, 1926, p. 534 et suiv. Le document le plus instructif est l'inscription bien connue d'Elaea en l'honneur d'Attale III de Pergame, Dittenberger, *Or. gr. inser.*, n° 332. Notez que l'inscription prévoit des statues pour le roi, un sacrifice non sanglant journalier (*ἀβανιστῆρ*, tout comme dans notre inscription) et une *πομπή* le jour de l'arrivée du roi à Pergame : *συμπομπεύοντων τῶν εἰσισπένων*. En parlant de la « rencontre » du roi, la même inscription donne plus de détails sur la procession ; y prennent part : les prêtres et prêtresses, les magistrats, les *ἱερωνίχαι*, les gymnasiarques et leurs élèves, les éphèbes et les *νέοι*, le pédonome et ses *παῖδες*, les citoyens en général, les jeunes filles et les autres habitants de la ville, tous *ἐν εὐθείᾳ λαμπραῖς ἱστέφανοις*. On trouvera les données sur la toilette des participants à la procession dans les *Manuels des antiquités religieuses*. Je ne citerai ici qu'une inscription de Cos récemment trou-

III

Essayons maintenant de reconstruire une des journées des fêtes impériales à Gythion d'après la loi sacrée. Chaque journée commençait par une procession (πομπή) qui partait du temple d'Asclépios et d'Hygie. Nous savons par d'autres textes nombreux qu'une πομπή était de règle dans des cérémonies du même genre, mais pourquoi ce choix du temple? Je ne crois pas qu'Asclépios et Hygie aient joué un rôle important dans la vie religieuse de Gythion. C'est plutôt comme un « omen bonum » qu'on a choisi leur sanctuaire comme point de départ d'une πομπή, qui avait pour but d'assurer la « sécurité et l'éternité » de la nouvelle dynastie. La procession est constituée, comme presque toutes les processions sacrées de l'époque hellénistique, de plusieurs groupes organisés de la population de la ville : des éphèbes et de tous les jeunes gens (probablement les παῖδες et les νέοι) et de la masse des citoyens adultes dans leurs vêtements de fête : couronne sur la tête et vêtement blanc. Les femmes ne sont pas exclues : les jeunes filles sacrées et les femmes (probablement les prêtresses), avec leurs vêtements de culte, suivent les hommes. Du temple, la procession se rendait au Césareum, où les éphores, qui, probablement avec les prêtres, marchaient à la tête de la procession ou attendaient la procession au Césareum, sacrifiaient un taureau pour le salut et l'éternité du principat (ἡγεμονία). Après ce sacrifice, un autre était offert, cette fois à l'agora, par les « clubs » (phiditia) et les synarchies, c'est-à-dire par les corps organisés des magistrats de la ville de Gythion. On peut supposer, quoique l'inscription ne le dise pas (les prescriptions de la loi deviennent à ce moment bien sommaires), que la procession se rendait du Césareum à l'agora, où l'attendaient les phidities et les synarchies. Il est intéressant de noter que la loi ne compte pas sur un enthousiasme très prononcé des magistrats pour les sacrifices qui leur sont ordonnés. Une lourde amende attend les éphores s'ils n'accomplissent pas les sacrifices prescrits et s'ils ne « forcent » pas les phidities et les synarchies de faire leur part dans la fête impériale.

La loi ne nous informe pas de ce qui se passait après les sacrifices.

vée. A. Maiuri, *Nuova Silloge epigrafica di Rodi e Cos*, 1925, n° 44 ; cf. Wilhelm, dans *Ath. Mith.*, 51, 1926, p. 6 et suiv. ; voir aussi Milet, *Erg. der Ausgr.*, 7, p. 290 et suiv., n° 203 (à Cos, le prêtre porte une robe de pourpre dans la procession, une robe blanche ailleurs), et J. Zingerle, dans *Strena Buliċiana*, p. 172. Sur les *ἱεραὶ κόραι* et *γυναῖκες*, voir l'article 'Ιεράς de Link, dans Pauly-Wissowa-Kroll, *R. E.*, VIII-2, p. 1471 et suiv. Ce sont, sans aucun doute, des prêtresses.

On peut supposer que les magistrats, les phidities et la procession, tous ensemble, se rendaient au théâtre, où tout était prêt pour le sacrifice solennel et les jeux. Ce n'est pas l'opinion de Kornemann. Pour lui, comme je l'ai déjà dit, les prescriptions de la loi sur la *πομπή* valent exclusivement pour les jeux Eurycléens. Or, ces jeux, contrairement aux autres, étaient organisés, selon Kornemann, non au théâtre, mais à l'agora. J'ai déjà parlé de cette théorie. Elle est insoutenable. La *πομπή* décrite dans la loi, comme l'ont bien vu les autres éditeurs des inscriptions de Gythion, est bien celle de toutes les journées de fête, et c'est au théâtre, et non sur l'agora, qu'ont été organisés les jeux thyméliques qui, avec le sacrifice aux princes, terminaient chaque journée fériée.

Les deux derniers actes de la journée sacrée se passent donc au théâtre. La loi prescrit qu'avant le commencement des jeux, c'est-à-dire avant que les musiciens et les acteurs entrent en scène, comme l'a bien vu M. Seyrig, un sacrifice soit offert devant les images d'Auguste, de Livie et de Tibère par les synèdres et les synarchies, c'est-à-dire par les représentants de la ville, si nous expliquons le terme « synèdres » comme membres de la *boulè* de la ville, ou par les représentants du *κοινόν* de la Laconie et de la ville si nous prenons le terme « synèdres » dans le sens courant. Ce n'était pas un sacrifice sanglant, mais un sacrifice par l'encens. On l'offre sur le thymiaterion (encensoir), et non sur un autel. Le sacrifice offert, les jeux commencent.

Le rituel des journées sacrées comme tel est banal. C'est le rituel réglementaire des fêtes offertes aux dieux et aux souverains à l'époque hellénistique, qui ne variait que très peu. Il est inutile d'y insister et de citer des textes parallèles¹. Banal comme il l'est, le rituel présente néanmoins plusieurs particularités remarquables sur lesquelles nous devons insister. La première particularité est l'acte qui se passe au théâtre devant les images sacrées d'Auguste, de Livie et de Tibère. Les images sont faites expressément pour la fête et doivent être livrées à l'agoranome par la ville (ce sont les épheores qui doivent les comman-

1. Le caractère purement hellénistique des fêtes de Gythion est évident. On consulera là-dessus avec utilité la série des inscriptions qui parlent d'honneurs donnés par différentes villes à des souverains hellénistiques : Dittenberger, *Or. gr. inscr.*, 6 (Antigone I^{er}) ; cf. Duris dans Jacoby, *F. Gr. Hist.*, II 1, p. 141 et suiv. ; Durrbach, *Choix d'inscr. de Délos*, 13 (Antigone I^{er} et Démétrius) ; Dittenberger, *Sylloge*², n° 390 (Ptolémée I^{er}) ; Dittenberger, *Or. gr. inscr.*, n° 212 (Seleucus I^{er}) ; Id., *Ibid.*, n° 222 (Antiochus I^{er}, Stratonice et leur fils Antiochus) ; cf., en outre, pour l'époque hellénistique haute (ce n'est que pour cette époque que j'ai recueilli les exemples), Dittenberger, *Syll.*³, n° 332 et 380 (Cassandre et Lysimaque). Jeux thyméliques organisés pour Auguste à Mitylène, Dittenberger, *Or. gr. inscr.*, n° 456.

der). Elles sont peintes. Les εἰκόνες γραπταί, comme celles de la loi, sont mentionnées bien souvent dans les textes épigraphiques et littéraires. Souvent, on peut dire avec certitude que ce sont des peintures, figures entières, bustes ou têtes, parfois des peintures sur un bouclier (clipeus). Mais d'autres textes laissent supposer que les εἰκόνες γραπταί étaient parfois des statues ou des bustes peints, en bois ou en autre matière, comme on en a trouvé plusieurs, par exemple en Égypte¹.

Statues ou peintures, il est toujours intéressant de voir que les images en question ne formaient pas une partie de la décoration permanente du théâtre, comme on en a tant d'exemples. Elles sont apportées au théâtre pour la cérémonie, elles y sont installées sur des supports pour la durée de la cérémonie et elles sont sans doute remises après la fête. Pourquoi cette cérémonie bizarre et étrange? Si, comme le suppose M. Seyrig, les images étaient apportées et mises sur des bases temporaires ou permanentes, en bois ou en pierre, on a peine à comprendre pourquoi on n'a pas érigé une fois pour toutes des statues en bronze ou en marbre des personnages vénérés, comme on l'a fait régulièrement dans les théâtres du monde ancien. On pourrait citer comme

1. Il est inutile de recueillir tous les exemples de la mention des εἰκόνες γραπταί dans les textes anciens. La série la plus instructive provient de l'Égypte. Dans les inscriptions dites de l'asylie de l'époque ptolémaïque, les pétitions aux rois, qui forment une partie nécessaire de ces dossiers, mentionnent presque toujours que les temples pour lesquels on demande les droits d'asylie contiennent des images des souverains. Ces images sont appelées ou bien εἰκόνες γραπταί (voir l'inscription du temple d'Héron à Magdola, P. Collomp, *Recherches sur la chancellerie et la diplomatie des Lagides*, 1926, p. 203 et suiv.), ou bien εἰκόνες; tout simplement (voir les textes dans von Woess, *Asylwesen*, n° 7, l. 18-19; n° 8, l. 9-10 et 16-17).

Il est probable que les εἰκόνες; tout court sont des statues, les εἰκόνες γραπταί des peintures, cf. l'inscription en honneur de Boidas le Gymnasiaque, dont l'εἰκὼν γραπτὴ devait lui être dédiée au gymnase (Preisigke, *Sammelbuch*, n° 7246; cf. H. Henne, *Bull. de l'Inst. fr. d'arch. or.*, 22, 1923, p. 191 et suiv.). Mais on ne doit pas oublier, d'autre part, qu'on a trouvé dans les temples du Fayoum plusieurs statues de Sérapis en bois couvert de stuc et peint (aux musées d'Alexandrie et du Caire). Voir Dittenberger, *Or. gr. inser.*, n° 571 (Cadyanda en Lycie), et sa note; cf. les médaillons peints qui contiennent les images des défunts dans plusieurs tombeaux peints, par exemple ceux de Palmyre et celui de Tripoli. Presque contemporaine à nos inscriptions est une inscription récemment trouvée à Ephèse (*Oest. Jahresh.*, 24, 1929; *Beibl.*, p. 62; cf. *Ann. ép.*, 1926, n° 14). On y parle du prêtre νέων Διοσκόρων Δροῦσου Καίστρος; νέων (cf. *Inscr. gr. ad. r. R. pert.*, III, p. 997), c'est-à-dire de jumeaux nés à Livilla (Tac., *Ann.*, II, 84), et on ordonne κατασκευασθῆναι δι' αὐτὸν εἰκόνας γραπτὰς. τιθέντων δὲ ἐν τοῖς ἐνέσταισι τόποις ἐν τοῖς δημοσίοις ἔχουσιν ἐπιγραφὴν τὴν καθήκουσαν (cf. *infra*, p. 18).

On s'imaginerait mal des statues de deux bébés en Dioscures. Nous avons trouvé récemment une tablette en bois à Doura avec une inscription en l'honneur d'un stratège de Doura et de sa famille, qui a été probablement insérée au-dessus ou au-dessous des portraits de ces personnes. Cf. les inscriptions au-dessus des figures peintes des fameuses fresques du temple des dieux palmyréniens à Doura (dernière reproduction, F. Cumont, *Fouilles de Doura-Europos*, planches).

analogie à la cérémonie de Gythion celle qui se passait à Éphèse au commencement de l'an 104 après J.-C.¹ On sait qu'un employé impérial d'importance, Vibius Salutaris, a dédié à Éphèse vingt-neuf statues, dont neuf de la déesse Artémis, appelées ἀρτεμιόματα, et vingt, appelées εἰκόνας, de l'empereur Trajan, de l'impératrice Plotine et des personnifications des divers corps politiques de la cité de Rome et de la ville d'Éphèse (senat, peuple, ordre équestre, etc., pour Rome ; Boulé, Dêmos, les phylai, etc., pour Éphèse). Plus tard, Vibius en a ajouté deux autres à la série. Toutes ces statues ou statuettes (on pourrait penser également aux bustes et « clipei ») étaient en argent et argent doré ; une en or et argent doré. Les statues (sauf celles de l'empereur et de l'impératrice, qui étaient déposées chez Vibius pendant sa vie et ne figuraient pas dans les processions) étaient déposées dans le sanctuaire d'Artémis. Toutes les fois que l'assemblée du peuple se réunissait au théâtre (une fois par mois), les jours des jeux gymniques et à d'autres occasions solennelles, les statues étaient portées au théâtre en procession, étaient installées sur neuf bases inscrites (trois par base, une d'Artémis avec deux personnifications)², et, l'acte terminé, elles étaient réinstallées de la même manière dans le sanctuaire d'Artémis.

On pourrait penser que la même chose se passait à Gythion. Pourtant l'analogie entre les deux cérémonies n'est aucunement complète. La cérémonie de Gythion est une manifestation du culte impérial. A Éphèse, c'est un acte de dévotion à la grande déesse, à la cité de Rome et à la ville d'Éphèse. Une cérémonie religieuse et civique, non impériale. D'autre part, on comprend bien qu'à Éphèse les images en or et en argent ne pouvaient pas être laissées au théâtre, la cérémonie une fois terminée : on les aurait volées. On comprend aussi que, pour des statues ou statuettes en métal, il fallait des bases en marbre. Mais à Gythion ? Pourquoi aurait-on aménagé une place permanente pour des images peintes au théâtre ? On ornait les théâtres de fresques, de tableaux, de statues, entre autres de statues d'empereurs. Quelle idée étrange, je le répète, d'installer des tableaux-portraits sur des bases ! Il était bien plus naturel de faire pour eux des naiskoi en bois, comme nous en avons récemment trouvé un à Doura et comme on en

1. Voir les inscriptions de Vibius Salutaris trouvées à Éphèse, R. Heberdey, *Forsch. in Ephesus*, II, n° 27 et 28, p. 127 et suiv., comp. n° 29 (quatre bases). Sur Vibius Salutaris, voir mes remarques dans *Geschichte der Staatspacht*, p. 393 ; cf. *Forsch. in Eph.*, III, n° 27, p. 115. C'est le prof. Martin P. Nilsson qui a attiré mon attention sur les analogies entre les inscriptions de Gythion et celles d'Éphèse.

2. Sept de ces bases ont été retrouvées intactes ou en fragments, *Forsch. in Eph.*, n° 28.

connaît en Égypte. Et, enfin, pourquoi faire des tableaux s'il n'y avait pas une raison spéciale ! Il serait intéressant, en tout cas, de faire des fouilles au théâtre de Gythion. Peut-être trouvera-t-on des bases analogues à celles d'Éphèse. Alors l'hypothèse que je vais proposer sera réfutée. En attendant, je me permets de la formuler.

Tout s'explique si on suppose que ce n'est pas un sacrifice ordinaire qu'on a organisé, mais un « lectisterne » et que les supports sur lesquels on plaçait les images peintes étaient non des bases, mais des lits, *lectus*, κλῖναι, στρωμαί. On sait bien que les « lectisternes » étaient d'origine grecque et que c'est de la Grèce qu'ils sont venus se fixer à Rome. L'organisation des « lectisternes » est bien connue. On érigeait des lits, parfois sous une rotonde (tholos) en bois, on les couvrait de tapis, devant les lits on mettait une table, et quand tout était prêt on apportait les images portatives des dieux. Notons, du reste, en ce qui les concerne, qu'elles y étaient toujours placées ou seules, ou par trois, ou par groupes de trois (six ou douze). Les « lectisternes » sont presque toujours précédés d'une procession, πομπή, et parfois accompagnés de musique. Le seul détail nouveau fourni par notre inscription est l'encensoir, le thymiaterion qu'on mettait sur la table et qui n'est pas mentionné dans d'autres textes. Mais on parle dans ces textes de sacrifices, et ces sacrifices n'étaient pas toujours sanglants. On peut objecter à notre interprétation que l'inscription ne parle pas de l'exécution des lits. Mais elle ne parle pas non plus de la préparation des bases. C'est parce que les bases et les lits étaient d'un usage commun, on en avait une quantité suffisante en stock. Il n'y avait pas lieu de les commander expressément¹.

Une autre objection à notre explication serait le manque des témoignages qui attesteraient l'usage des « lectisternes » dans les cérémonies du culte royal et impérial. Mais c'est une objection bien faible. Que savons-nous des rites du culte royal hellénistique et du culte impérial

1. Sur les « lectisternes », voir l'étude magistrale de G. Wissowa, dans Pauly-Wissowa-Kroll, *R. E.*, 23, p. 1108 et suiv. M. Holleaux attire mon attention sur un texte qui a échappé à M. Wissowa. C'est une inscription du sanctuaire d'Apollō Ptoüs en Béotie, qui a été publiée pour la première fois par M. Holleaux (*B. C. H.*, 14, 1890, p. 181, n° 19) et republiée depuis dans *J. G.*, VII, n° 4149. On y parle de l'argent donné ἐπὶ τὴν τῶν κλινῶν κατασκευὴν en même temps que de la restauration du προσκήνιον et de l'ἐπαγάνωσις et la θεραπεία des statues. Il est bien probable qu'on faisait des « lectisternes » au théâtre du sanctuaire. L'inscription qui contient les renseignements les plus complets sur les « lectisternes » grecs est Dittenberger, *Syll.*³, n° 589, v. spec., l. 41 et suiv. : ὁ δὲ στεφανηφόρος ἄγων τὴν πομπὴν φερέτω ξόανα πάντων τῶν δώδεκα θεῶν ἐν ἐσθῆσιν ὡς καλλίσταις καὶ πηγνύτω θύλον ὡς καλλιστον ἐν τῇ ἀγορᾷ πρὸς τοῖς βωμοῖς τῶν δώδεκα θεῶν, στρωμνύτω δὲ καὶ στρωμνάς τρεῖς ὡς καλλίστας, παρεχέτω δὲ καὶ ἀκροάματα αὐλητῆν συριστῆν κιθαριστῆν.

romain? Presque rien. Une ou deux inscriptions nous en parlent en termes bien vagues, et c'est tout. Mais nous savons, par des témoignages dignes de créance, que le culte impérial a connu des tentatives d'introduire les « lectisternes » dans les cérémonies du culte. Auguste, dans sa jeunesse révolutionnaire, a organisé, selon Suétone (*Aug.*, 70), une parodie des « lectisternes », où il figurait comme Apollon. Était-ce une parodie ou une préparation du culte impérial? L'opinion publique a regardé ces banquets comme sacrilèges et s'en est moquée. Est-ce parce qu'ils étaient de vraies parodies? N'était-ce pas une imitation des procédés de César pour lequel des « lectisternes » ont été décidés et probablement célébrés (*Cic.*, *Phil.*, II, 110; *Suét.*, *Caes.*, 76). Après César et Auguste, les « lectisternes » paraissent former une part importante de cérémonies du culte impérial. Tertullien (*ad nat.*, II, 10) en parle, et l'expression dont il fait usage (*regibus*) pourrait nous induire à croire qu'il parle du culte des rois en général, de celui de l'époque hellénistique et de celui de l'époque romaine¹.

Il est certain que Tertullien parle du culte « royal », c'est-à-dire royal et impérial en général, preuve que de son temps les « lectisternes » ont été célébrés partout dans l'Empire romain en honneur non seulement des dieux, mais aussi des empereurs. Les empereurs défunts, les *divi*, c'est-à-dire les empereurs après leur consécration ou les empereurs avant leur apothéose, les empereurs vivants? L'inscription de Gythion offre les « lectisternes » à deux souverains vivants : Livie et Tibère. A-t-on perpétué cet usage venant de l'Orient et l'a-t-on introduit dans les cérémonies du culte officiel des empereurs avant leur apothéose? Je ne le crois pas. Tertullien ne le dit pas, et les deux textes littéraires que j'ai cités parlent de Jules César, qui fut adoré comme dieu pendant sa vie, et d'une tentative d'Auguste. Les textes postérieurs jusqu'à Tertullien n'en parlent pas. J'incline à croire, en conséquence, qu'après Auguste et même au temps d'Auguste les « lectisternes » étaient réservés aux empereurs divinisés après leur mort. Si à Gythion on célèbre des « lectisternes » pour Tibère et Livie, c'est que c'était

1. Je ne suis pas le premier à penser que les « lectisternes » d'Auguste n'étaient pas une parodie, mais avaient pour but de préparer la déification du triumvir, qui, à cette époque-là (en 40 av. J.-C.), n'avait pas encore formé ses idées à lui sur le culte de sa personne et suivait les traditions de Jules César. Je vois au dernier moment que E. Bickermann, dans son article très remarquable : *Die römische Kaiserapotheose*, dans *Arch. f. Papyrusforschung*, 10, 1929, p. 25 (du tirage à part; le volume 10 de l'*Archiv* n'était pas encore publié au moment où j'écrivais cette note; je dois à l'amabilité de l'auteur un tirage à part préliminaire de son article), arrive aux mêmes conclusions que moi; cf. Heinen, dans *Klio*, 1911, p. 140, note 3.

à cette époque un honneur courant donné en Orient aux rois divinisés, une cérémonie purement hellénistique. Mais il est plus que probable que ce rite hellénistique bien connu à Rome ne prit pas racine dans le culte officiel de l'empereur vivant en Italie et dans l'Occident. Ce n'est qu'en Orient qu'il fut accompli pour les souverains vivants comme pour les *divi*. En Occident, seuls les empereurs consacrés *post mortem* y eurent droit. Nouvel indice du caractère purement hellénistique des cérémonies organisées à Gythion.

Plus intéressante encore est une autre particularité de notre loi sacrée. C'est le choix des noms pour désigner les personnages auxquels les jours de fête sont dédiés. Les épithètes divines d'Auguste : Soter et Eleutherios, Sauveur et Libérateur, n'ont rien de surprenant. On sait bien comment ces épithètes sont devenues presque noms officiels d'Auguste dans l'Orient. En Égypte, par exemple, le nom Zeus Eleutherios pour Auguste se trouve dans des dizaines de documents de son temps, et on constate le même phénomène pour l'Asie Mineure, les îles de l'Égée et la Grèce continentale¹. Libérateur du monde, Auguste, pour les habitants de Gythion et les Eleutherolaconiens, était, en premier lieu, libérateur des Laconiens, libérateur d'un double joug, l'un général, celui d'Antoine, qui a pesé longtemps et lourdement sur le Péloponèse, et l'autre spécial, celui de Sparte, par lui destituée de son hégémonie. Le fait qu'on n'a pas oublié Flamininus dans la célébration des fêtes n'est qu'une flatterie additionnelle à Auguste et à Tibère : la gloire du premier libérateur de la Grèce a été surpassée par celle des vrais libérateurs de l'Hellade : Auguste et Tibère. Le choix de la Fortune de la ville et du peuple (c'est-à-dire Eleutherolaconiens, membre du *κοινόν*) pour l'apothéose de Livie n'est pas surprenant non plus. Il est purement hellénistique. Il n'y a pas de doute que plusieurs reines hellénistiques ont été vénérées de la même manière dans plusieurs villes grecques dans et hors de leurs royaumes. Il n'y a pas lieu de parler ici du culte de la Fortune ou *Τύχη* en général. Il serait très intéressant surtout

1. Pour l'Égypte, le fameux épigramme de Philae de l'an 7 av. J.-C., J. Geffcken, *Gr. Ep.*, n° 202 ; cf. F. Hiller von Gaertringen, *Hist. Epigr.*, n° 118, et Preisigke, *Sammelbuch*, n° 7257 ; M. Noël-Aimé Giron, *Ann. du Serv.*, 26, 1926, p. 148 et suiv. (Dendera, 12 av. J.-C.), et une quantité de papyrus (en partie cités par Riewald, *De Imperatorum Romanorum cum certis diis et comparatione et aequatione*, p. 286 et suiv.). Pour l'Asie Mineure, Dittenberger, *Or. gr. inscr.*, 457 et note 1 ; cf. *Syll.*³, 814. Il est intéressant de noter que, comme le prouvent les inscriptions de Délos, Zeus Eleutherios était un dieu du culte domestique en Grèce, semblable au génie de la religion romaine. N'était-ce pas une des raisons pour identifier Auguste et Zeus Eleutherios ? Voir M. Bulard, *La religion domestique dans la colonie italienne de Délos*, 1924, p. 263. Je ne crois pas à l'identité de Zeus Eleutherios et de Jupiter Liber à Délos.

d'étudier la relation du culte de la Τύχη à celui des souverains, rois ou reines, empereurs ou impératrices. Pour le nom de Tibère, je renvoie à ce que j'en ai dit ci-dessus. Le nom civil qui lui est donné cadre mal avec les honneurs divins qui lui sont décrétés. Il paraît que Tibère a figuré dans la loi originellement sous un autre nom, un nom divin, et que le changement de ce nom en nom civil n'est qu'une concession à ses protestations. Nom civil ou divin, il reste toujours le fait que Tibère partage les honneurs ou plutôt le culte adressé à deux êtres divins : Auguste, le Sauveur et Libérateur, et Livie, la Fortune de la ville. Associé aux dieux, Tibère est traité par les Gythéates comme un dieu.

Après les trois dieux viennent les deux princes, qui ne sont pas vénérés comme dieux, dont les images ne se trouvent pas sur les lits cérémoniaux et auxquels on n'offre pas de sacrifices : Germanicus et Drusus, successeurs à l'« hégémonie » et candidats à la divinité. Un jour de fête est dédié à chacun d'eux. Mais à leurs noms sont apposés, à celui de Germanicus celui de la Victoire, à celui de Drusus celui de Vénus ou Aphrodite. Pourquoi ces détours si on dédie un jour à un mortel de rang inférieur, Laco, sans ajouter un nom de divinité? Je regarde cette apposition de noms de dieux aux noms de Germanicus et de Drusus comme des honneurs divins déguisés : la Victoire de Germanicus ou la Victoire apposée à Germanicus et l'Aphrodite de Drusus forment les parties divines de leurs êtres, comme le Génie des Romains et la Τύχη gréco-orientale. Il est aisé de voir pourquoi l'essence divine de Germanicus est identifiée avec la Victoire : le jeune héros était le favori de la Victoire, et il a récemment fêté plusieurs triomphes, qui lui ont été concédés par Tibère. La date du dernier de ces triomphes est sans doute le *terminus ante quem* de notre inscription. Mais pourquoi l'essence divine de Drusus, le fils de Tibère, est-elle identifiée avec une divinité si essentiellement féminine qu'Aphrodite? On a pensé, et avec raison, que cette Aphrodite est la Vénus Genetrix, qui était presque identifiée avec Vénus Victrix à l'époque d'Auguste. Il est néanmoins étrange qu'on ait associé cette aïeule divine de la famille Julienne à un garçon qui n'était Julien que grâce à l'adoption du Claudien Tibère par Auguste. La vraie raison a été entrevue par M. Carcopino (dans l'article de M. Seyrig sur nos inscriptions). Il avait indiqué que cette Aphrodite avait quelque relation au mariage de Drusus. M. Seyrig a développé cette idée et a émis l'hypothèse que c'est seulement par ce mariage que le « règne éternel » pourrait être assuré à la maison Julienne. Mais il a oublié que l'autre héritier d'Auguste et de

Tibère, Germanicus, avait plusieurs enfants et que la perpétuité était assurée au règne de la famille Julienne par Germanicus. Au Congrès d'Oslo, j'ai insisté sur le point que c'est Liville qui apparaît avec Drusus sous la forme d'Aphrodite, qui est sans doute la Vénus Victrix-Genetrix, et ce point de vue paraît être confirmé par deux inscriptions récemment trouvées, qui n'ont pas été citées par les éditeurs de notre inscription. L'une, c'est une inscription d'Illion (Dessau, 8787), où, avec les autres membres de la famille Claudienne, Liville est honorée sous un nom de culte qui est $\theta\epsilon\acute{\iota}\varsigma \Lambda\phi\rho\omicron\delta\iota\tau\eta\varsigma \text{ } \Lambda\nu\chi\epsilon\iota\sigma\iota\delta\alpha\varsigma$, la déesse Aphrodite d'Anchise, c'est-à-dire sous le nom grec de la Vénus Genetrix. On comparera à cette inscription les autres inscriptions en honneur de Liville dans le Recueil de Dessau (nos 170, 1751, 1152, 8052, 8054). L'autre, c'est une inscription d'Éphèse où un prêtre est nommé pour célébrer le culte des deux Dioscures, les jumeaux nés à Drusus et à Liville en 19 (ou 20) ap. J.-C. (voir J. Keil dans *Jahresh. des Oest. Arch. Inst.*, 24 (1929), Beiblatt, p. 62; comp. Tacite, *Ann.*, II, 84, et *J. G. R.*, III, 997).

Mais comment peut-on expliquer cette association étroite de Liville, qui était aussi une Claudienne (fille de Drusus l'ainé), avec la Vénus Genetrix et cette divinisation triomphale de ses enfants dès qu'ils sont nés? On ne peut le comprendre qu'en relisant le texte de Tacite (*Ann.*, IV, 9) sur les obsèques de Drusus. Dans ce texte, Tacite insiste non sans malice sur ce fait que dans la procession funéraire de Drusus marchaient les ancêtres de la gens Julia en même temps que ceux de la gens Claudia. Il y avait donc une tendance à l'époque de Tibère à mettre en relief la descendance julienne de Drusus, à affirmer que le fils de Tibère, aussi bien que Germanicus, était un membre de la gens Julia et que Liville aussi appartenait à la même gens, donc n'était aucunement inférieure à Agrippine, descendante directe d'Auguste. Par quel droit? Parce qu'elle était la petite-fille d'Octavie, sœur d'Auguste? Ou fut-elle entrée de fait, sinon de droit, dans la famille d'Auguste par son double mariage avec Caius Caesar, le petit-fils d'Auguste, et puis avec Drusus? Ou bien y avait-il une adoption régulière? Nous l'ignorons. En tout cas, il est intéressant de voir comment les Gythéates insistent sur ce point et opposent à la Victoire de Germanicus l'Aphrodite de Drusus, qui permettait à la famille de Drusus la même stabilité que celle qui a été assurée par Agrippine à la famille de Germanicus¹.

1. Sur Liville, voir Lotte Ollendorff, dans Pauly-Wissowa-Kroll, *R. E.*, XIII¹, p. 924 et suiv., n° 38.

Pour finir, je voudrais insister de nouveau sur le fait que les noms cultuels des princes de la famille impériale ont un caractère purement et essentiellement hellénistique. C'est surtout dans les noms donnés à Drusus que le caractère hellénistique est évident. Un Romain aurait parlé des Génies de Germanicus et de Drusus, non de la Victoire et de l'Aphrodite. Si dans la religion officielle de Rome on défiait les vertus de l'empereur régnant, les qualités éminentes de son caractère, si on identifie, par exemple, Livie à la Justice, au Salut, etc., si on rend un culte à la Clémence de Caligula (Tac., *Ann.*, IV, 74; Cass., *Dio.*, 59, 16, 10), c'est là une influence hellénistique, un des rares traits hellénistiques dans le culte de l'empereur vivant, qui s'associe à celui du Genius et de la Juno des souverains.

On sait maintenant que le culte des abstractions était un trait caractéristique de la religion grecque à l'époque hellénistique et l'inscription de Gythion, comme d'ailleurs d'autres textes antérieurs (cités par M. Seyrig), montre que l'individualisation de ce culte, l'association d'une abstraction à un être vivant, l'apothéose de cet être par moyen de cette association ne peut être déduite entièrement du culte du Génie de la religion romaine. Les Grecs de Gythion n'ont certainement pas puisé dans l'expérience religieuse romaine, ils n'ont pas consulté les citoyens romains qui habitaient à Gythion pour associer Germanicus et Drusus à la Victoire et à l'Aphrodite d'Anchise.

Il n'est pas impossible que l'apposition de la Victoire et de l'Aphrodite aux deux princes soit due à l'emplacement que les statues de ces princes occupaient dans les sanctuaires correspondants de la ville (comme l'a suggéré Kornemann), suivant une mode hellénistique bien connue. Mais ce n'est aucunement nécessaire. On s'attendrait plutôt à trouver leurs statues dans le Césareum : celle de Germanicus avec une Victoire sur la main droite ou couronnée par une Victoire, celle de Drusus unie à celle de Liville, représentée sous les traits de l'Aphrodite Anchisias¹.

Nous voyons de nouveau que les idées religieuses aussi bien que les

1. Le culte des Abstractions associées aux empereurs est regardé comme strictement romain par E. Bickermann, I. 1, p. 20, qui cite Mommsen, *Ges. Schr.*, IV, p. 352. Il est inutile de citer ici tous les travaux consacrés au culte des Abstractions dans la religion romaine. Sur le culte des Abstractions à l'époque hellénistique, voir l'inscription de Philadelphie (en Asie Mineure) dans Dittenberger, *Syll.*³, 985, et la bibliographie qui y est citée. Je n'insiste nullement sur l'idée qu'il y avait des statues de Germanicus et de Drusus dans le Césareum de Gythion ; c'étaient peut-être les images peintes de toute la famille divine qui ornaient le Césareum de Gythion, les mêmes qui figuraient au théâtre pendant les fêtes.

rites des inscriptions de Gythion sont purement hellénistiques ; il n'y a qu'une seule exception. C'est le nom austèrement romain, le nom civil de Tibère, dont nous avons déjà parlé. Mais on se souviendra que nous avons toute raison de croire que ce nom a été changé par les Gythéates. On n'inférera pas la même conclusion des dénominations de Germanicus et de Drusus : il serait trop risqué de croire que l'apposition de la Victoire et de l'Aphrodite à leurs noms respectifs résulte d'une autre concession aux désirs de Tibère et qu'originellement ils ont été vénérés sous des noms plus strictement divins.

IV

Intéressantes au point de vue de l'histoire des religions, nos inscriptions le sont bien plus encore au point de vue de l'histoire politique et constitutionnelle du principat de Tibère. Les commentateurs précédents ont bien mis en relief que la lettre de Tibère qui appartient à l'inscription de la seconde stèle confirme d'une manière décisive les témoignages littéraires très abondants sur l'attitude de Tibère à l'égard de son culte. Dès le commencement de son gouvernement, Tibère a été submergé par des lettres et pétitions des villes et des provinces envoyées par des députations, qui lui demandaient la permission de lui conférer des honneurs divins, toute la série bien connue des honneurs qui sont si typiques pour les rois hellénistiques et à l'époque romaine pour César et son fils adoptif Auguste. Tacite, Suétone, Cassius Dion relèvent plusieurs fois que l'attitude de Tibère envers ces pétitions fut et resta négative. Aux pétitions il répondait presque toujours par un « non ». Mais, d'autre part, en contradiction avec cette attitude négative, les témoignages épigraphiques qui attestent le culte de Tibère dans plusieurs villes de l'Orient et de l'Occident s'accumulent de jour en jour. Ces témoignages ne sont pas aussi nombreux que ceux sur le culte d'Auguste, ce qui est tout naturel, mais ils nous disent d'une manière explicite qu'en dépit de l'attitude négative de Tibère les villes et les provinces ont organisé son culte quand même. Dire que Tibère était impuissant à arrêter le flot de flatteries qui montait, cela ne veut rien dire. Un mot décisif de sa part aurait tout arrêté net. C'est qu'il n'a pas prononcé ce mot décisif et qu'il a laissé une porte entr'ouverte par laquelle la flatterie a pu passer¹.

1. On a maintes fois recueilli les données sur le culte de Tibère en Italie et dans les provinces ; voir la bibliographie dans les articles sur les inscriptions de Gythion. Il est intéressant de noter un cas récent, celui de Cumae, où des statues ont été dédiées à Tibère et à Livie

Si nous examinons les témoignages littéraires, nous ne trouvons aucune trace de cette porte entr'ouverte. Tibère défend, il proteste, il dit carrément non. Et il donne le motif. C'est toujours le même, celui qui a été donné à l'aube du développement du culte royal hellénistique par Alexandre le Grand, si on en croit le pseudo-Callisthène (II, 22, 12) : les honneurs divins sont pour les dieux ; nous autres souverains sommes des mortels, nos honneurs doivent être différents (cité par U. Wilcken, dans *Hermes*, 63, 1928, p. 50).

Trouverons-nous des traces de cette porte entr'ouverte dans la lettre de Tibère aux Gythéates ? Examinons-la. Je me permets de donner ici une traduction du corps de la lettre qui suit le préambule déjà traduit ci-dessus.

« En vous louant de cela (des bons sentiments envers Auguste et Tibère lui-même), je crois que, quoiqu'il soit juste pour tout le genre humain en général et pour votre cité en particulier de conserver intacts les honneurs divins dus à la grandeur des bienfaits rendus au monde entier par mon père, pour moi personnellement, il me suffit de recevoir des honneurs plus modestes et plus humains. Quant à ma mère, elle vous répondra elle-même quand elle saura votre décision à propos des honneurs donnés à elle. »

Si on regarde ce passage dans sa teneur générale, on est frappé de sa ressemblance avec les idées générales et même avec certaines expressions du fameux discours de Tibère, tenu au Sénat, en 25 ap. J.-C., en réponse au décret et à la pétition de la province de Bétique à propos d'un temple qu'on voulait ériger pour y célébrer le culte de Tibère et de Livie. Tacite reproduit ce discours (*Ann.*, IV, 37, 38) en détail, et on n'a aucun droit de douter, surtout après la trouvaille de la lettre de Gythion, qu'il ne le reproduise fidèlement. Après avoir parlé du temple de la province d'Asie dédié à lui et au Sénat, Tibère continue : « On peut m'excuser d'avoir accepté un honneur semblable une fois, mais d'être consacré dans toutes les provinces comme dieu, cela serait ambitieux, même arrogant. L'honneur d'Auguste va s'évanouir s'il est rendu vulgaire par des flatteries banales. Pères conscrits, je témoigne devant vous et je veux que les générations futures s'en souviennent. Je ne suis qu'un mortel et je ne fais que le travail d'un mortel. Il me suffit d'occuper avec honneur la première place dans l'État », etc.

simultanément ; voir A. Degrassi, *Riv. di Fil.*, 1926, p. 371 et suiv. On notera que des jeux dédiés à Livie et à un autre membre de la famille impériale en Égypte sont célébrés encore en 147-8 ap. J.-C. ; voir P. Oxy., 2105.

La ressemblance du discours et de la lettre est vraiment frappante. Je ne sais si les Espagnols ont insisté sur leur proposition et si vraiment ils se sont refusé le plaisir de bâtir un temple dédié à Tibère avec ou sans sa mère. Mais nous savons que la réponse négative de Tibère, tout à fait semblable, n'a pas effrayé les Gythéates. Tout au moins ont-ils institué des sacrifices et des jeux. Et je ne doute pas qu'ils n'aient aussi érigé une statue de Tibère dans le Césareum de leur ville, sinon dans un temple ou dans une chapelle spéciale dédiés à son culte. Comment l'ont-ils osé faire après la réponse négative de Tibère? Comment ont-ils pu publier la lettre de Tibère en même temps que la loi sacrée, peut-être légèrement modifiée, une loi sacrée qui, même dans le fragment conservé, décrète des honneurs divins au magistrat, au premier citoyen, au mortel Tibère, qui a refusé carrément d'accepter des honneurs de cette sorte? Je n'ai pas de doute que le fait même de la publication du dossier de Tibère soit un signe que les honneurs à lui votés ne sont pas restés lettre morte, mais que les fêtes annuelles au moins ont vraiment été organisées à Gythion.

Un examen plus approfondi de la réponse de Tibère et la comparaison de cette réponse aux lettres un peu postérieures de Caligula et de Claude, écrites dans des circonstances pareilles, nous donneront une réponse à notre question. Notons que Tibère, dans sa lettre, parle des honneurs divins en général, il ne les énumère pas, il ne dit pas lesquels des honneurs il regarde comme divins et quels autres comme moins ambitieux, acceptables pour un mortel. Quelle différence en ce point entre lui et Caligula! On a trouvé à Acraephiae en Béotie une lettre de Caligula (Dessau, *I. L. S.*, 8792) en réponse à un décret du *κοινὸν Ἀχαιῶν καὶ Βειωτῶν καὶ Λοκρῶν καὶ Εὐβοέων* (assemblée des Achéens, des Béotiens, des Locriens et des gens d'Eubée). Le décret sans doute accumulait les honneurs divins sur Caligula. Fidèle à sa politique religieuse générale, tout à fait différente de celle de Tibère et identique à celle de Néron, de Domitien et de Commode (notez que tous ces empereurs ont été assassinés et qualifiés de tyrans!), Caligula ne se dérobe pas aux honneurs divins qui lui sont offerts et qui, selon lui, sont autant de signes de la *προθυμία* et de l'*εὐσεβεία* des Grecs, c'est-à-dire de leur zèle et de leur piété, et la dernière expression est caractéristique. Il les trouve tout naturels. Mais il les réduit en nombre et il fixe en termes catégoriques la quantité de statues qu'il accepte et les places où elles doivent être posées. Le motif en est, non la modestie, mais le simple désir de ne pas surcharger les Hellènes du *κοινὸν*, de ne pas les laisser payer trop cher les honneurs de l'empereur.

Plus intéressante encore est la comparaison de la lettre de Tibère à la partie de la lettre récemment trouvée de Claude aux Alexandrins, qui parle des honneurs divins offerts par les Alexandrins à l'empereur¹. Le point de vue de Claude est essentiellement le même que celui de Tibère et tout différent de celui de Caligula. Comme Tibère, il ne veut pas d'honneurs divins pour lui, qui n'est qu'un mortel. Mais quelle différence dans la manière de laquelle ce refus est rédigé ! Claude comme Tibère commence par louer les intentions des Alexandrins et l'esprit loyaliste de la ville, et il conclut : « C'est pourquoi j'accepte avec plaisir les honneurs que vous m'avez conférés, quoique je ne sois pas très facile en ces matières. » Non content de cette constatation de principe, il procède en énumérant tous les honneurs qui lui ont été offerts l'un après l'autre, et il ajoute chaque fois qu'il les accepte ou qu'il les rejette et pourquoi. A la fin de cette énumération, il dit : « Mais je renonce à la nomination d'un « archiereus » pour moi et à l'érection de temples, car je ne veux pas léser mes contemporains, et parce que je crois que les lieux sacrés et autres lieux semblables ont été toujours à tous les âges attribués comme honneurs spéciaux aux dieux seuls. »

Voilà une réponse nette, précise et... honnête. Les Alexandrins, après avoir reçu la lettre, savaient bien à quoi s'en tenir. Il leur était évident que la nomination d'un prêtre et l'érection d'un temple ne seraient pas permis par le préfet d'Égypte, et ils s'en abstinrent, sans doute. Mais qu'est-ce que dit Tibère dans sa réponse ? Les honneurs divins sont dus à Auguste, αὐτὸς δὲ ἀρκούμαι ταῖς μετριοτέροις καὶ ἀνθρωπείαις, moi je me contente d'honneurs plus modestes et humains. Jusqu'où vont selon lui les honneurs modestes et humains ? Dans le cas de l'Espagne, il le dit : il ne veut pas de temple. Mais dans le cas des Gythéates où, comme dans la lettre des Alexandrins plusieurs honneurs sans doute lui ont été offerts, il ne précise pas. C'est aux Gythéates de décider, et Tibère verra s'il y a lieu d'intervenir... après le fait accompli. N'est-ce pas la même manière malicieuse d'agir que celle dont il usa dans la fameuse séance du Sénat après la mort d'Auguste, quand le Sénat lui a offert la succession. Tibère a dit non, mais sur un ton tel que l'on dut entendre ce « non » comme un « oui ». Malheur à ceux qui ne l'ont pas compris ou ont eu l'air de ne pas l'avoir compris !

1. Voir H. I. Bell, *Jews and Christians in Egypt*, 1924 ; cf. Id., *Juden und Griechen in römischen Alexandrien*, 1926. Je me dispense de donner la bibliographie des articles qui se sont accumulés autour de cette lettre. On les trouvera cités dans l'édition allemande de mon *Histoire économique et sociale de l'Empire romain*.

Mutatis mutandis, c'est la même chose à Gythion. Pour l'opinion publique, il montre dans sa réponse qu'il ne se regarde pas comme digne de recevoir des honneurs divins. Mais de fait, il ne dresse rien à l'encontre de l'intention des Gythéates. Il les laisse faire. Jusqu'à quel point son refus les a-t-il influencés? Nous l'ignorons. Nous ne savons pas s'ils avaient déroulé toute la gamme hellénistique des honneurs divins : temple, prêtre, autel, sacrifices et jeux¹, dans quelle mesure ils avaient adopté les premiers articles de ce programme usuel, si même ces articles étaient représentés dans leur lettre et dans la loi annexe. Les avaient-ils omis? Les avaient-ils modifiés, et à quel degré? Mais quant au chapitre des jeux ou *agones*, nous sommes sûrs qu'ils ne l'ont modifié que très légèrement, si même cette modification ne demeure pas problématique. Nous avons peut-être le droit de supposer qu'ils n'ont changé que le nom de Tibère. Mais, de toute façon, ils lui ont maintenu les mêmes honneurs divins qu'ils avaient commencé par lui voter. La conclusion est évidente. Si Tibère a été submergé par les honneurs divins qui lui venaient de l'Orient, c'est qu'il l'a bien voulu, et que par sa manière d'agir il s'est bien fait comprendre des villes de l'Orient.

Il ne me reste que deux mots à dire sur les rapports de Tibère et de Livie. La lettre du prince ne nous fournit pas de données nouvelles sur les relations qui existèrent après la mort d'Auguste entre sa mère et lui.

Nous avons vu que Livie occupait dans l'État une place d'honneur. Mais peut-on conclure de notre lettre qu'il y avait presque une coregence, de fait et de droit? Je ne le crois pas. Tibère, au moins, ne l'a jamais admis. Si dans le cas mineur des Gythéates, il est heureux de renvoyer les Gythéates à la réponse de sa mère, en lui donnant pleine liberté d'accepter ou de refuser les honneurs divins — et le fait qu'elle apparaît dans la loi comme la *Τύχη πόλεως*, la Fortune de la ville, montre qu'elle les a acceptés — il n'en fut pas de même dans des cas analogues, mais plus importants. Quand, par exemple, le Sénat a voulu conférer des honneurs exceptionnels à Livie (Tac., *Ann.*, I, 14), c'est Tibère qui est intervenu, sans avoir renvoyé l'affaire à la décision de Livie. Et de même, il est possible que le fier refus opposé à la pétition de la province de la Bétique, dont nous avons parlé ci-dessus, ait été provoqué en partie par l'association de Livie à Tibère dans le décret du conseil provincial. Dans cette affaire, Tibère a de nouveau répondu

1. Voir les inscriptions citées p. 9 et 11, n. 1.

à la fois pour lui et pour Livie, et je suis persuadé qu'il ne l'a pas consultée davantage.

Ce qui est intéressant dans notre document, c'est le contraste entre Tibère et Livie qui, tous les deux pourtant, suivent ou prétendent suivre les idées d'Auguste. Tibère, plein de réserve et de cautele, sait bien que personne ne croit à sa divinité et qu'il serait ridicule pour lui de se mettre carrément à la place d'Auguste. Mais en même temps, il comprend l'importance politique du culte impérial et, content de se couvrir par des affirmations de principe, il n'entrave en rien le développement logique du culte impérial comme institution politique. Tout autre est l'attitude de Livie. Elle a été l'épouse vénérée et peut-être aimée du dieu Auguste, mieux encore son conseiller, peut-être son guide. Elle juge tout naturel qu'on lui offre des honneurs divins et qu'elle les accepte. Une ambassade venant à elle lui offrant l'apothéose, ne fût-ce que de la part d'une petite ville de la Laconie, la flattait et lui plaisait. C'était toujours une petite consolation dans sa vie où, à chaque pas, Tibère lui faisait comprendre qu'elle n'était pas sa coregente.

En conclusion, je voudrais souligner cette constatation que les documents de Gythion nous attestent que le culte impérial municipal dans les provinces orientales n'est qu'une réédition du culte royal de l'époque hellénistique. Rien n'y a été changé. On adore dans les villes grecques les empereurs, les impératrices et les membres de la famille impériale comme dieux sur terre, des dieux visibles : ἐπιφανείς, et on leur offre un culte purement divin. Les empereurs, tous sans exception, ceux avec tendances hellénistiques et ceux qui insistent sur les traditions romaines, les laissent faire. Quelques-uns protestent en principe, mais ne font aucun obstacle à la réalisation du culte par les retouches qu'ils apportent, çà et là, à ses modalités.

Quelle différence entre ce mode de procéder et celui des empereurs en Italie, en ce qui regarde le culte officiel ! Là, comme l'a prouvé récemment E. Bickermann, la ligne de démarcation est nette et précise. L'empereur n'est pas un dieu épiphane. Pendant sa vie, il est un mortel et un magistrat. Ce n'est qu'après sa mort, après la procédure si compliquée de l'apothéose qui a été récemment analysée par Bickermann, que l'empereur défunt devient dieu.

Mais où finit le culte officiel ? Le culte municipal et peut-être aussi bien le culte provincial en Orient, comme le montrent pour ce dernier l'histoire de la construction d'un temple pour Tibère et le Sénat en

Asie Mineure, ne s'y laissent point ramener, et l'on peut se demander jusqu'à quel point même le culte municipal en Italie et dans les provinces de l'Occident s'est tenu aux règles du culte officiel?

J'accepte volontiers la thèse de Bickermann que le culte impérial officiel ne dérive pas dans ses parties essentielles du culte royal hellénistique, une thèse que j'ai soutenue d'ailleurs d'une manière moins catégorique, que je maintiens aujourd'hui : le culte impérial officiel est presque entièrement romain. Mais veut-on le soutenir pour le culte semi-privé des municipes en Occident? Était-il aussi strictement romain? C'est là une question qu'une analyse minutieuse des documents pourrait seule trancher. On trouvera peut-être un jour une série d'inscriptions latines en Italie ou dans une des provinces occidentales aussi explicites sur le culte impérial que celles de Gythion.

Michel ROSTOVITZEFF.

LE

COMMERCE TERRESTRE DE MARSEILLE AU XIII^e SIÈCLE

Louis Blancard, paléographe distingué, a publié en 1884-1885 deux volumes de *Documents inédits sur le commerce de Marseille au Moyen Age*, qui sont l'une des sources principales, sinon la source principale, sur le commerce et ses méthodes au XIII^e siècle dans le bassin occidental de la Méditerranée. Cependant, ni en France, où on semble les avoir presque oubliés, ni en Allemagne, où on les a certes étudiés¹, personne ne s'en est encore servi pour tracer un tableau de l'activité économique de Marseille à l'une des époques les plus importantes de son histoire. L'interprétation en est souvent difficile, même pour un économiste doublé d'un juriste. Les renseignements complémentaires sont rares ; on n'en trouve guère que dans les « Statuts de Marseille », et, à défaut de données précises sur Marseille au XII^e siècle, il est presque nécessaire de bien connaître les méthodes commerciales employées par les Italiens à la même époque : on comprend dès lors que les savants historiens de la Provence ne se soient pas laissés tenter jusqu'à présent par une œuvre qui devait leur sembler non seulement longue et délicate, mais assez étrangère à leur champ ordinaire de recherches. Quant à la Chambre de commerce de Marseille, elle ne prend de l'intérêt pour l'histoire du commerce marseillais qu'à partir de l'époque (fin du XVI^e siècle) où remontent les premières pièces de ses propres archives.

1. Lovin Goldschmidt (*Universalgeschichte des Handelsrechts*, 3^e édition du t. I du *Handbuch des Handelsrechts*. Stuttgart, 1891) y a cherché la preuve de l'exactitude de ses théories et des renseignements sur le Moyen Age dans son ensemble ; Adolf Schaube y a puisé largement tant pour montrer l'activité des Marseillais au dehors (*Handelsgeschichte der romanischen Völker des Mittelmeergebiets bis zum Ende der Kreuzzüge*. Munich-Berlin, 1906) que pour faire une critique assez vive des points de vue trop systématiques de Goldschmidt (*Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1893 et 1895 ; *Zeitschrift für das gesamte Handelsrecht*, 1894 ; *Zeitschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, t. II) ; quant à Lastig, il s'est contenté de résumer la préface de Blancard et de grouper les données de ses tables des matières (*Ein Beitrag zur Handelsgeschichte und Handelsrecht von Marseille*. Halle, 1908).

Si la grande majorité des textes publiés par Blancard sont relatifs au trafic maritime, de beaucoup le plus intense, un nombre assez considérable d'entre eux renseignent sur le trafic terrestre ; nous nous servons de ces derniers, et nous en ferons la base principale de cette étude. Pour le commerce local, nous nous appuyons sur les « commandites commerciales des Béguines de Roubaud, congréganistes marseillaises » (partie III de l'ouvrage), et sur quelques textes épars dans le même recueil ; pour le commerce de gros par terre, en particulier avec les foires de Champagne, sur les contrats des Manduels (I^{re} partie) et sur les notules du notaire Amalric (II^e partie)¹.

En dehors de l'organisation et du fonctionnement des foires, et en dehors des réglementations qui avaient pour but d'empêcher des abus (vente de marchandises de mauvaise qualité, accaparements, etc.), nous ne possédons que des informations fragmentaires et peu précises sur le commerce terrestre jusqu'au milieu du Moyen Age. Les cartulaires des grands monastères renseignent surtout sur les ventes et locations de biens immobiliers ; tel est le cas pour celui de Saint-Victor, à Marseille². Ils nous fournissent cependant la preuve sinon que la *commenda* est issue de pratiques anciennes dans la location de terres³, du moins qu'elle a des attaches avec ces pratiques⁴, bien qu'elle ait trouvé son plein développement dans le commerce maritime.

Au XIII^e siècle, le commerce local et par terre était actif à Marseille ; il est intéressant de rechercher dans quelle mesure ses méthodes s'y inspiraient encore des traditions, qui avaient plutôt sommeillé que disparu aux heures les plus critiques du Moyen Age, et si elles se trouvaient influencées par les usages du trafic maritime.

Notre étude a également pour but de montrer, par un exposé du commerce terrestre d'une ville maritime, ce qu'il y a de vrai et d'exagéré dans la thèse de nombreux historiens du droit commercial⁵, et

1. Nous indiquerons nos références de la façon dont Blancard a établi sa publication : « I » : série Manduel ; « II » : série Amalric ; « III » : série Roubaud ; « IV » : documents divers.

2. Guérard, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Victor de Marseille*. Paris, 1857.

3. Cela résulte surtout de la comparaison de textes du notaire génois Scriba (*Monumenta Historiae patriae, Chartarum*. Turin, 1853, t. II) avec des textes du *Codez diplomaticus Cavensis*. Naples, 1873, t. I, surtout p. 128-129 (voir, sur ce point, Silberschmidt, *Commenda in ihrer frühesten Entwicklung bis zum XIII Jahrhundert*. Würzburg, 1884).

4. Un texte marseillais du milieu du XI^e siècle (Guérard, *op. cit.*, t. II, n° 696) appliquait déjà le mot *commendare* à l'exploitation de vignes.

5. Ainsi R. Wagner, *Handbuch des Seerechts*, t. I. Leipzig, 1884, p. 24. — L'auteur anglais qui a le plus étudié l'histoire du droit maritime durant la période byzantine (600-880), puis entre le XII^e et le XV^e siècle, W. Ashburner (*The Rhodian Sea Law*. Oxford, 1909), n'a pas laissé percer la même tendance.

spécialement de Levin Goldschmidt¹, d'après laquelle la technique du trafic maritime, telle qu'elle s'est fixée surtout aux XII^e et XIII^e siècles dans le sud-ouest de l'Europe, a eu une influence décisive sur celle du commerce en général jusqu'à l'époque moderne, sinon jusqu'à ce jour. Thèse qui tire sa valeur de ce que Levin Goldschmidt a tracé un tableau très large, économique presque autant que juridique et qui, si elle était confirmée par une étude attentive des faits, mériterait dans l'histoire des civilisations une place considérable.

A première vue, cette affirmation semble trop absolue pour ne pas comporter une large part d'exagération ; elle peut provenir des hasards de la publication de documents², mais plus probablement de ce que les spécialistes du droit maritime ont trop généralisé quelques-unes de leurs constatations et de ce que Goldschmidt, qui a prétendu étudier l'univers depuis l'antiquité, n'a pu le faire que d'une façon superficielle.

Le risque de mer n'a pas apposé une marque indélébile aux contrats courants, comme le prêt, la société, le mandat, dans le trafic maritime. Le *nauticum foenus*, qui a mené à l'assurance maritime et, assez vite, à l'assurance en général³, a fait place de plus en plus au prêt ordinaire, quand le risque de mer a été dissocié du contrat de prêt. Avant même que le trafic maritime ait rendu au trafic terrestre ce grand service, l'un des contrats les plus caractéristiques du commerce par mer était déjà condamné à ne plus jouer qu'un rôle accessoire ! C'est plutôt par suite de son intensité et du fait qu'il a généralisé l'emploi de méthodes, que le commerce maritime a donné une impulsion au commerce terrestre, et l'a poussé plus avant dans la voie où il était déjà engagé.

Les dangers des affirmations de Goldschmidt ressortent d'une de ses observations, qui semble à première vue de nature technique et a cependant un caractère très large. Au Moyen Age et même au début de l'ère moderne, on appelait *cambium seccum* ou *siccum* l'opération de change en dehors des règles ordinaires, sinon franchement interdite, semblable donc à une exeroissance. Or, Goldschmidt⁴ interprète, en ce cas, le terme *seccum* par « à sec », pas sur mer ; on voit aussitôt, d'une

1. *Op. cit.*, p. 239 et 314.

2. Ad. Schaube, *Studien zur Geschichte und Natur des ältesten Cambium (Jahrbücher für Nationalökonomie*, 1895, t. II, p. 534).

3. André-E. Sayous, *Les transformations des méthodes commerciales dans l'Italie du Moyen Age (Annales d'histoire économique et sociale*, avril 1929).

4. *Op. cit.*, p. 417.

part, l'appui qu'il a trouvé dans cette constatation en faveur de sa thèse et, d'autre part, l'importance de la conclusion qui en est ressortie, l'origine maritime du change terrestre.

Cette explication, si séduisante qu'elle soit¹, ne tient pas à l'examen. Ce qui caractérisait le *joenus nauticum*, devenu, au cas de *permutatio*, *cambium nauticum*, c'était le risque de mer ; dès lors, le change aurait dû être qualifié de « sec » toutes les fois qu'il n'aurait pas comporté ce risque, donc dans presque tous les changes terrestres, y compris dans les opérations de change des foires ! Au contraire, les écrivains du xvi^e siècle donnent une interprétation du mot « sec » beaucoup plus vraisemblable et autrement simple : « sans substance réelle² », ce qui caractérise très bien l'opération censurée et le motif de cette censure.

* * *

Si Marseille conserva dans le Haut Moyen Age une certaine activité locale et des relations maritimes³, elle ne reprit qu'au xi^e siècle son rôle d'intermédiaire assez régulier entre les rives même éloignées de la Méditerranée et les larges territoires du Nord ; son commerce de détail s'étendit, et son commerce de gros en profita dans la mesure où la tranquillité publique permettait d'envoyer et de recevoir, sans trop de danger, des marchandises par terre⁴. Les Croisades donnèrent une assez forte impulsion à sa navigation qui, par suite du transport de la personne des pèlerins et de ce qui leur était nécessaire, devint pour Marseille une source de richesse ; elles lui firent aussi mieux connaître les productions si recherchées du Levant et les motifs du succès de ses rivaux ; à la même époque, Marseille développa ses relations avec l'Italie du Nord et du Sud et se tourna vers l'Afrique du Nord, où elle imita l'exemple des Pisans et des Génois⁵.

Ces transformations eurent une influence très grande sur le développement du trafic terrestre : Marseille devint une place où l'on échangea plus activement, d'une part, les produits les plus divers du commerce

1. Nous l'avons acceptée nous-même tout d'abord (André-E. Sayous, *Les changes de l'Espagne sur l'Amérique au XVI^e siècle* : *Revue d'économie politique*, novembre-décembre 1927).

2. André-E. Sayous, *Observations d'écrivains du XVI^e siècle sur les changes* (*Revue économique internationale*, novembre 1928, p. 6).

3. Eugène Duprat, *Les relations de la Provence et du Levant du V^e siècle aux Croisades (Congrès français de Syrie. Marseille, 1919, fascicule II, p. 75 et suiv.)*.

4. E. Duprat, dans *Les Bouches-du-Rhône*, t. II. Marseille-Paris, 1924, p. 284.

5. André-E. Sayous, *Le commerce des Européens à Tunis, depuis le XII^e siècle jusqu'à la fin du XVI^e*. Paris, 1929.

de la Méditerranée et, de l'autre, les marchandises et produits arrivant du Nord. Cependant, elle se trouva, au début du XIII^e siècle, dans une situation assez semblable à celle de Gênes un demi-siècle auparavant dans ses relations avec la Syrie¹ : elle était dans l'impossibilité d'exporter assez de marchandises pour payer tout ce qu'elle voulait importer des pays musulmans ; elle était obligée d'y envoyer de l'or et de l'argent et le faisait, non seulement sous la forme de lingots ou de monnaies européennes, mais sous celle de monnaies arabes dont une partie était fabriquée en Europe.

Comme Gênes, Marseille apprit assez vite à connaître les objets que les Musulmans étaient susceptibles d'acquérir et parmi lesquels les tissus jouèrent longtemps le principal rôle. Aux opérations sur les produits asiatiques et africains destinés à l'intérieur de l'Europe, elle joignit de plus en plus, vers le milieu du XIII^e siècle², des opérations sur les marchandises européennes destinées aux acheteurs d'outre-mer, et son commerce en général, par terre et par mer, en reçut une grande impulsion.

Les petites industries et le commerce de détail demeuraient dans le cadre des corps de métiers. Peu riches, sinon pauvres dans leur ensemble, ils avaient besoin de capitaux et les trouvaient tantôt chez des capitalistes prudents qui ne désiraient pas courir les risques de voyages lointains et spécifiaient que les opérations devraient être faites *infra Massiliam*, tantôt auprès de gens quelconques, même très modestes, disposant d'une petite somme et heureux de la faire fructifier.

Le grand commerce terrestre avait une nature différente. Sa spécialisation était moindre, bien qu'on puisse la constater en maintes circonstances : par exemple, le trafic d'achat des draps aux foires de Champagne était, en partie, entre les mains de « drapiers » (t. II, p. 100 et 806). La diminution très grande des risques pour les transports par terre et les garanties diverses des foires faisaient du grand commerce terrestre un vrai commerce et non, comme le commerce sur mer, une semi-spéculation. Des capitalistes lui venaient en aide en

1. E. H. Byrne, *Commercial Contracts of the Genoese in the Syrian Trade of the Twelfth Century* (*Quarterly Journal of Economics*, 1926), et surtout *Genoese Trade with Syria in the twelfth Century* (*American Historical Review*, janvier 1920).

2. On trouve la preuve de cette transformation dans la comparaison des contrats passés par Étienne de Manduel (Blancard, *op. cit.*, t. I, p. 1 à 34, et André-E. Sayous, *L'activité du commerçant marseillais Étienne de Manduel entre 1200 et 1230. Revue des Questions historiques*, 1933) avec les contrats passés par Bernard et Jean de Manduel (1227-1267), et surtout chez le notaire Amalric (1247-1248).

stipulant : « *tenendo eas salvas in terra et non exponendo periculo seu risigo maris* ¹ ».

Le grand commerce terrestre avait des contacts d'autant plus étroits et fréquents avec le commerce maritime qu'il achetait surtout des produits venus par mer et vendait des marchandises destinées en très large mesure à des pays d'outre-mer. Aussi connaissait-il les méthodes du trafic maritime et pouvait-il s'en inspirer ; lorsque tel était le cas, il devenait, selon le mot de Schaube ², *quasi-nauticum*. Mais, par suite même de la diminution de ses risques, il conservait généralement les anciennes traditions et se contentait de les adapter à ses besoins nouveaux.

Un tableau tant soit peu précis des produits et marchandises ainsi échangés nous entraînerait trop loin ; nos lecteurs peuvent consulter la « table alphabétique des marchandises » indiquées dans les documents de Blancard : à l'importation par mer et l'exportation par terre en vue de leur revente sur les marchés septentrionaux, les épices (et plus particulièrement le poivre, les clous de girofle, le gingembre, la cannelle), l'alun, les peaux de mouton, les noix de galle, l'indigo, le corail, le safran, les amandes, le sucre, le myrobolan, la gomme laque, le bois du Brésil, la cire, le cendal, le camphre, des esclaves sarrasins ³ ; à l'importation par terre et exportation par mer, surtout les draps, d'origines très diverses, puis les toiles, l'étain, l'or filé, le vin, etc.

Parmi les villes avec lesquelles Marseille faisait par terre un important trafic, il faut noter Bar, Provins et Troyes, à cause de leurs foires, l'une suivant l'autre presque sans interruption ⁴. A cette époque, les foires de Champagne étaient très prospères ; par suite de la ferme volonté d'en faire respecter les visiteurs et leurs biens, les risques des transports terrestres avaient beaucoup diminué. La plupart des autres opérations avec l'intérieur des terres débutaient par un transport par caboteurs, celles avec Aigues-Mortes, par exemple.

* * *

Les renseignements que les contrats nous fournissent sont incomplets, sinon déformés, par suite du désir de ne pas enfreindre trop bru-

1. III, n° 5.

2. *Jahrbücher für Nationalökonomie*, 1895, t. II, p. 164.

3. W. Heyd, *Histoire du commerce du Levant au Moyen Age*. Leipzig, 1886, fin du tome II.

4. Havelin, *Essai historique sur le droit des marchés et des foires*. Paris, 1897. — Deux seuls contrats visent les foires du Lendit (I, 43 et 121) ; un seul, la foire de Lagny (IV, 75).

talement l'interdiction, édictée par l'Église, du prêt à intérêt et de toute convention pouvant masquer l'usure. Il faut en apprécier la valeur sans attacher une confiance excessive aux déclarations des parties, ni tomber dans l'extrême inverse, compliquer des questions assez simples par d'innombrables et inutiles hypothèses. Seule, l'étude attentive des situations économiques par l'ensemble des textes permet de se tenir dans un juste milieu ; on peut aussi s'appuyer sur les données individuelles que l'on dégage d'une série de contrats passés par la même personne.

A Marseille, on cherchait plutôt à fixer le taux courant de l'intérêt à un niveau qui ne fût pas excessif¹. Mais ce taux était parfois abaissé au point de devenir dérisoire² ; aussi semblait-il plus sûr de ne pas préciser ce point dans les contrats ; on préférait englober le montant de l'intérêt dans la somme due et prévoir des sanctions très sérieuses (paiement du double et intérêt élevé) au cas de retard.

Au XIII^e siècle, les opérations commerciales les plus courantes étaient à Marseille, ainsi que partout, celles d'achat et de vente. La plupart d'entre elles ne laissent aucune trace dans les archives des notaires, parce qu'elles étaient passées au comptant ou suivies soit immédiatement du paiement du prix, soit de règlements amiables par acomptes espacés selon les circonstances.

La nette vente à crédit, c'est-à-dire comportant des délais conventionnels de paiement, était relativement peu fréquente sur la place de Marseille ; beaucoup de commerçants n'étaient pas assez riches pour pouvoir attendre la rentrée de leurs capitaux et courir le risque de l'insolvabilité de leur débiteur. Aussi s'est-on demandé si les contrats de vente à crédit indiquaient exactement l'origine de la dette en portant *ex causa emptionis*. Une personne disposée à prêter l'argent nécessaire pour acheter certaines marchandises pouvait préférer les acquérir elle-même et présenter l'opération non comme un prêt, mais comme une vente à crédit. Les exemples donnés d'opérations de ce genre³ ne permettent pas une conclusion aussi absolue ; nous avons tendance à accepter cette hypothèse pour le contrat I, 14, parce qu'il est peu vraisemblable (mais pas impossible !) que Bernard de Manduel détint en même temps de l'aloès, de la casse et du corail, ou fût disposé,

1. Statuts de Marseille (milieu du XIII^e siècle), livre II, chap. XVIII : de préférence, dans François d'Aix, *Les statuts municipaux et coutumes anciennes de la ville de Marseille*. Marseille, 1656.

2. Blancard, *Essai sur les monnaies de Charles I^{er}*. Paris, 1868, p. 275 et suiv.

3. W. Ashburner (*op. cit.*, p. CCXXV) est visiblement sous l'influence de Schaubé, qui voit des prêts dans de très nombreux contrats de vente passés à Marseille au XIII^e siècle.

juste à ce moment-là, à en faire l'objet d'une vente avec risque de mer (à un prix naturellement fort majoré); nous croyons, au contraire, qu'il y avait une vraie vente à crédit dans le contrat I, 15, car il s'agissait de vin, objet d'un commerce important et pouvant provenir de propriétés mêmes du vendeur. En tout cas, la vente à crédit n'était pas un très bon masque, le droit canon la condamnant, dans la mesure où il résultait du crédit un bénéfice spécial, exactement de la même façon que le prêt à intérêt!

Dans le trafic local, en particulier, la vente à crédit était souvent presque une nécessité, lorsque l'on voulait trouver des acheteurs. Les contrats qui nous en signalent des cas¹ sont nombreux, les risques en étant moindres que dans le trafic maritime et les délais pouvant être plus courts. Et il s'agissait bien en règle de vraies ventes à crédit, non de prêts déguisés. Sur la majoration des prix à cause des délais et du risque d'insolvabilité nous n'avons aucune donnée, faute de posséder deux opérations concomitantes, l'une au comptant, l'autre à crédit, sur la même marchandise. Le terme ou les termes de paiement étaient fixés en général à quelques mois (trois à quatre) de distance, mais étaient parfois plus longs : ils étaient en fonction du temps probablement nécessaire pour revendre les marchandises et reprendre disposition des capitaux engagés. C'est déjà là la technique moderne dans les relations des commerçants en gros avec les détaillants.

* * *

Le prêt, consenti par un capitaliste, était une opération très courante dans le trafic terrestre². Bien que les contrats affirment presque tous qu'il s'agissait d'un *mutuum gratis et pro amore*, on savait ce que valait cette formule affectueuse. Celui qui avait des capitaux disponibles les faisait fructifier le mieux possible; il profitait de la situation difficile de certains emprunteurs pour majorer fortement, dans le contrat, la somme prêtée.

D'après les contrats qui nous sont parvenus, les prêteurs appartenaient aux classes sociales les plus diverses. En deux cas seulement, c'étaient des Juifs (II, 883; IV, 23), sans doute parce qu'ils ne faisaient pas enregistrer ainsi la plupart de leurs prêts. Dans deux autres cas, c'étaient des « changeurs », remplissant déjà les fonctions de petits

1. I, n° 39, 52, 53, 57, 117, etc.

2. I, n° 25, 31, 46, 55, 56, 97, 118, etc.; cas plus nombreux encore dans la série II.

banquiers (II, 355 et 1031) ; dans un cinquième, un des vrais banquiers de Plaisance (II, 956), dont nous verrons le rôle. Même les Béguines de Roubaud, qui préféraient faire fructifier leurs capitaux dans des *comenda*, consentaient des prêts ; un de leurs contrats de cette nature (III, 8) contenait cette disposition, qui peut laisser tout supposer et étonne d'autant plus qu'il s'agissait d'une opération conclue entre deux Béguines : « renunciando omni exceptioni doli et condictioni indebiti etiam sine causa justa vel injusta, et quod non possim dicere vel allegare rei veritatem aliter se habere quam in hoc publico instrumento continetur ».

Si le commerce local trouvait donc, sans trop de difficultés, une aide soit pour développer ses affaires, soit pour remplir ses engagements, c'était là très souvent une aide fort coûteuse.

Les prêts pouvaient être consentis en produits très répandus, tels le blé et le poivre, que l'on devait restituer (*solvere*) non en nature, mais en espèces, le contrat majorant la quantité reçue¹, comme c'était le cas pour la monnaie. Parfois aussi, le prêt était stipulé remboursable en vin aux prochaines vendanges, d'après son prix à l'époque (II, 834) : crédit de récolte, comme des commerçants en consentent encore à des agriculteurs dont ils achètent régulièrement les produits.

Le prêteur demandait assez souvent des garanties réelles ou personnelles. Les gages étaient de natures très diverses : marchandises achetées avec l'argent prêté, ou bien du drap (II, 692), des mulets (II, 900), des bateaux (II, 925 et 1026) ou encore une hypothèque sur un immeuble (I, 57). Les cautions étaient moins fréquentes (II, 662 et 715) ; un juif apparaît sous ce titre dans un contrat entre chrétiens (II, 748).

C'est surtout à propos des prêts, mais aussi pour tout autre paiement dans l'avenir, que la question se posait de savoir si le créancier, en touchant la somme indiquée, retrouverait son capital intact. Il pouvait craindre une dépréciation des monnaies et des mesures gouvernementales faisant échec à ses intérêts ; un certain nombre de contrats ont prévu les deux cas avec l'espoir d'y trouver un remède. Dans un

1. Pour le poivre, nous possédons deux contrats (I, 91 ; II, 856) ; malgré l'indication qu'il s'agissait d'un prêt « gratis et intuitu amoris », le procès qui naquit du premier de ces contrats (I, 103) tend à nous prouver que les quantités indiquées comme reçues avaient été fortement majorées. — A cette époque où la monnaie était rare, les marchandises les plus courantes et surtout les plus estimées, comme les épices, pouvaient en jouer quelque peu le rôle ; tel était le cas à Gênes pour le poivre ; et il en était exactement de même à Marseille (Albanès, *Galila novissima*, Toulon, n° 159).

contrat passé à Messine en 1200 par Étienne de Manduel avec des Marseillais (I, 1), il était stipulé : « Si moneta esset abatuta predictorum regalium vel deteriorata in lege vel in pondere, debemus dare vobis marcam argenti fini pro LVII s., donec totum debitum persolvatur » ; formule nette et précise : autant de marcs (poids) d'argent que la dette comportera de fois cinquante-sept sous. En 1248, année de troubles monétaires, un commerçant de Douai vendait du drap à Marseille (II, 136) en monnaie marseillaise, « ad pondus xxvi pro marca », et son débiteur ajoutait : « si forte dicta moneta miscua esset tempore solucionis cassata vel abatuda, promitimus tibi dare xx s. turonensium pro singulis xxxv s. dicte monete miscue, ad rationem xv s. pro libra », sorte de garantie de change. Autre cas intéressant (II, 306) : un débiteur s'engageait à rendre des monnaies semblables à celles qu'on lui avait remises, malgré tout statut fait ou à faire (« nonobstante statuto Massiliensi confecto vel conficiendo ») relativement à la monnaie à substituer à la monnaie stipulée ; on se méfiait donc des mesures que l'État serait amené à prendre autant que des situations monétaires à causes générales.

Le prêteur ne courait, en règle, que les risques de l'insolvabilité de son débiteur et de l'insuffisance de ses recours. Le prêt *quasi-nauticum*, c'est-à-dire fait dans le trafic sur terre, mais comportant les risques de transports de la même façon que sur mer, était exceptionnel et revêtait la forme du contrat de « change », ce qui nous fait préférer n'en traiter qu'à l'occasion de ce dernier.

Malgré les interventions répétées de l'Église, le prêt à intérêt jouait donc, au XIII^e siècle, un rôle considérable à Marseille sous une forme à peine voilée. Ces interdictions poussèrent à employer d'autres formules pour les participations capitalistes, et surtout à stipuler comme rémunération une part dans les bénéfices éventuels. De là, dans une certaine mesure, l'importance que les contrats de sociétés ou fiduciaires eurent à cette époque. Mais ce n'est là ni le motif originaire, ni l'un des motifs essentiels, de la préférence que le Moyen Age marquait pour leur emploi.

Le « dépôt » conservait souvent son caractère « régulier » (*depositum regulare* du droit romain). Il est possible que tel fut le cas pour un dépôt de blé (II, 739), dont la restitution était exigible en tout moment sur simple demande. Au cas d'argent, le « dépôt » devenait le plus souvent « irrégulier » (*depositum irregulare*), c'est-à-dire que le dépositaire devait rendre non les pièces de monnaies elles-mêmes qui lui avaient

été remises, mais une certaine somme en toute bonne monnaie du caractère spécifié au contrat ; il en était ainsi sans doute dans trois contrats (232, 234, 885) reçus par le notaire Amalric, où il était stipulé que la dette était *ex causa depositi* et qu'elle devait être remboursée au déposant ou à son mandataire *quandumque [illi] placuerit*, donc à vue. C'étaient probablement là des prêts où le prêteur se réservait de réclamer son remboursement en tout moment, soit pour des motifs particuliers, soit en simple apparence.

Dans un contrat (II, 414), le dépositaire était un « changeur », tenu à rembourser à une certaine date la somme remise, ainsi que c'est le cas pour les bons à terme fixe de nos banques, et dans le même but de grossir, par un vrai prêt à assez longue échéance, les capitaux à investir.

Reste une opération (IV, 39) où *ex causa depositi* était précisé par deux mots contradictoires : « *in custodia seu commenda* », c'est-à-dire en garde (*depositum regulare*) « ou » en contrat de *commenda*, ce qui, d'après le sens du mot à la fin du XIII^e siècle, est identique à un *depositum irregulare*. Comme le texte prévoit le remboursement dans une autre monnaie que la monnaie remise (« *tantum de moneta provincialium coronatorum que valet xxv l. massiliensium minutorum* ») et précise qu'il s'agit d'« une quantité de monnaie » (*pecunie quantitas*), le « dépôt » était certainement « irrégulier », donc, en réalité, un prêt. Les capitalistes et les commerçants réadoptaient peu à peu une vieille institution, en attendant de lui donner une importance particulière dans la technique des mouvements d'argent.

* * *

Le contrat de société et surtout les contrats fiduciaires dérivés du mandat, qui revêtaient des formes assez particulières, ont joué un grand rôle au XIII^e siècle dans le sud-ouest de l'Europe¹. Il est très difficile de préciser les caractéristiques de ces contrats, parce que les mêmes termes ont été employés par les rédacteurs des actes dans des sens différents, sinon contradictoires, surtout parce que, dans les relations entre capitalistes et commerçants, le contrat de mandat se rapprochait vite, sinon en droit du moins en fait, du contrat de société. Pour rendre notre exposé aussi clair que possible, nous allons montrer les fonctions que ces contrats avaient à remplir dans le milieu écono-

1. Voir la préface de notre volume déjà cité sur le *Commerce des Européens à Tunis*.

mique du Moyen Age ; puis nous étudierons chacun d'entre eux dans sa forme la plus classique et indiquerons les déviations qui se sont produites dans le sens des mots et dans la nature des engagements. Nous essayerons de préciser aussi quelle a été l'influence de la technique du commerce maritime sur la technique du commerce local et terrestre.

La *societas*, au sens large du mot en droit romain, avait pour but de régler les rapports économiques au cas d'un travail à faire en commun ou d'une collaboration du capital avec le travail. Au Moyen Age, on préférait employer le mot *companhia*, de *cum panis*, preuve que les bases mêmes de ces liens avaient été, sinon étaient encore, dans la vie de famille ou dans l'atelier quasi familial. Le contrat de compagnie, simple et souple, trouvait son application principale dans le trafic local et, par extension, surtout dans les villes situées à l'intérieur des terres.

Dans les ports, le risque de mer avait eu, de tout temps, une importante influence d'ordre économique. Il avait été mis à la charge du capitaliste, dès une époque très lointaine, dans le prêt maritime (*nauticum foenus*). Mais le prêt était apparu comme une formule imparfaite : il limitait les profits au cas où l'opération commerciale serait excellente, sans supprimer le risque commercial, le risque de l'insolvabilité du débiteur. Beaucoup de capitalistes préférèrent employer le mandat et ses dérivés, mandat spécial et non général, comme celui que l'on donnait à un membre de la famille ou à un employé (autrefois, à un esclave) : le capitaliste, ou capitaliste principal, avait un rôle de direction, celui d'un chef donnant des instructions, et procédait au règlement final en vertu de cette formule d'importance capitale : « in redivito meo totum lucrū et capitale promitto reducere in potestatem tui vel tuorum fideliter ». Et la part de chacun dans les bénéfices éventuels était exactement fixée.

Les contrats fiduciaires sont donc nés d'une situation économique, s'ils se sont développés par suite aussi du désir de masquer une rémunération du capital. C'étaient, d'une part, la *commenda* et, de l'autre, la *societas (maris)*. Nous ignorons lequel de ces deux contrats est le plus ancien : Goldschmidt a cru à la priorité de la *commenda*, Schaube à celle de la *societas* ; en tout cas, les statuts de Marseille (milieu du XIII^e siècle)¹ mettaient l'un et l'autre sur le même plan. A l'origine, la seule différence entre eux était que, dans la *commenda*, le capitaliste fournissait seul le capital à un commerçant partant au

1. Livre III, chapitre XIX et suiv.

loin pour y faire des opérations de sa profession, tandis que, dans la *societas*, le capitaliste fournissait la majeure partie du capital, et le commerçant, en plus de son activité, une autre partie du capital. Dans l'une comme dans l'autre, le mandat était strict ; les instructions données — ainsi, exemple entre cent, II, 444 : « cum qua comanda ibo, Deo dante, in proximo viagio quod factururus sum *apud Pisis, in galea Petri Bonifacii* et inde revertam in hanc terram, in dicta galea vel in alio ligno... » — devaient être suivies à la lettre. Il n'en était différemment que lorsque le contrat était libellé en termes plus généraux — tels ceux-ci : « ... quam commandan portabo ad laborandum... vel *ubicumque Deus michi ordinabit, causa negotiandi...* » — laissant volontairement au commerçant une large latitude. Les statuts de Marseille reconnaissaient cette situation avec clairvoyance.

Les contrats fiduciaires, qui prirent une importance spéciale dans le trafic maritime, demeurèrent proches du mandat lorsqu'il s'agissait d'exécuter une opération commerciale pour le compte d'un commerçant s'occupant activement de la vente au loin de certaines marchandises, tandis que, par suite de l'imprécision des instructions, ils se transformèrent plus ou moins en contrats de société lorsqu'il s'agissait d'employer au mieux un capital. Aussi, après la fixation à l'étranger d'une partie des commerçants qui naviguaient jusque-là, la représentation apparut-elle et, avec une collaboration générale des capitaux, la *commenda* devint-elle presque une forme de la société.

Des transformations aussi considérables et profondes devaient avoir, dans tous les milieux commerciaux, des conséquences très importantes. Distinguons le commerce local, qui maintenait les vieilles traditions, et le grand commerce par terre, qui pouvait être entraîné à suivre de plus près les usages du commerce maritime.

Dans le commerce local, le contrat de « compagnie » était fréquent. Il contenait souvent une clause selon laquelle les capitaux ne pouvaient être employés que sur terre ; la conséquence de la diminution évidente des risques était une diminution de la part du capital dans les bénéfices ; la durée des contrats ne dépendait plus des hasards des transports et du trafic en pays lointains, mais était fixée à une période précise. La formule suivante (II, 41) est typique, bien que le mot compagnie ne s'y trouve pas : « *quas libras debemus tenere salvas in terra, infra Massiliam, ad medietatem lucri... hinc ad unum annum continuum et completum* ».

Nous possédons (II, 760) un contrat de *companhia* fort intéressant,

parce que, s'il était un contrat de nature générale, visant l'activité d'un changeur pendant deux ans et, s'il établissait une collaboration rare d'un capitaliste à l'activité d'un commerçant (« *gesegare de ea companhia cum consilio tuo* »), il comportait, ainsi que c'était bien le cas dans la classique *societas (maris)*, la remise par le capitaliste de 125 livres et par le commerçant de 50 livres, et un partage des bénéfices par moitié. Évidemment, le système des contrats fonctionnant surtout dans le commerce maritime pouvait avoir aidé à fixer quelques points des contrats du commerce terrestre, mais non en ce qu'ils avaient de plus ou moins spécial au commerce maritime et, en tout cas, en n'ajoutant que peu de chose aux conceptions du commerce terrestre.

Le mot de « compagnie » était assez rare dans de tels contrats. Il était remplacé souvent par celui de *societas* au sens large du mot, ce qui se comprenait très bien et ne comportait qu'un changement d'étiquette, ou, plus souvent encore, par celui de *commenda*, ce qui mérite une explication.

Il ne faut pas croire qu'au moment où, dans le trafic maritime, la *commenda* se rapprochait de la société, un mouvement inverse se soit produit dans le trafic par terre ; s'il y avait là plus qu'un changement d'étiquette parce que les contrats adoptèrent en large mesure le cadre de la *commenda* élargie, une caractéristique bien apparente du mandat s'effaçait : le « commandité » ne devait plus rapporter au « commanditaire » tout le capital et le bénéfice, pour que, comme chef, il fit la répartition de celui-ci ; il devait seulement « *totum capitale cum medietate lucri reducere in posse vestri et vestrorum* » (II, 41), parce que l'une et l'autre des parties étaient, ainsi que dans la société, tenues par des engagements réciproques sans liens de nette subordination.

Les contrats comportant la collaboration du capital et du travail et une répartition des bénéfices éventuels entre l'un et l'autre étaient très fréquents dans le petit commerce. Pour de très médiocres sommes, on n'allait pas chez le notaire, mais on s'y rendait pour des sommes encore modestes. Toutes les classes de la société faisaient ce genre d'opérations ; les Béguines elles-mêmes ! Les contrats de *commenda* des Béguines de Roubaud sont intéressants : franches opérations capitalistes, ils revêtaient cette forme dans l'espoir de mieux tourner les interdictions dont l'Église avait frappé le prêt à intérêt et tous contrats similaires.

La *commenda* était un contrat si courant à Marseille que les Béguines acceptèrent et le nom et la chose, mais plus le nom, car tous leurs con-

trats ou bien masquaient des prêts, ou bien, par suite de leurs clauses très générales (ainsi par cette déclaration : « bene et fideliter mercari »), étaient en réalité des contrats de société. La formule (III, 7) : « promittimus tibi... facere *computum* tecum », est dans le même sens ; elle est bien plus large que celle que nous trouvons dans les *commenda-mandats* primitifs.

Le contrat, III, 1 et 2, affirme que l'argent a été remis « in comanda et ex causa comande », mais ne contient aucune indication relative à la répartition des bénéfices. Était-ce un prêt, à peine masqué, dans lequel l'intérêt aurait été compris dans la somme indiquée comme due, ou bien la part du capital dans les bénéfices demeurait-elle secrète, par une certaine pudeur ? En tout cas, les Béguines savaient bien ce qu'elles voulaient, et n'hésitaient que sur la forme à choisir pour atteindre leur but.

Quelques jours plus tard seulement, les Béguines ne se gênaient plus : elles faisaient des *commenda* à mi-gain, « ad mediam partem lucri » (III, 3 et suiv.).

Le commerce local a donc accepté, à Marseille, au XIII^e siècle, plus le mot *commenda* que la chose elle-même ; il était habitué au contrat de « compagnie » ou société, il n'en a modifié ni la forme ni le fond ; le succès de la *commenda* dans le trafic maritime et la reconnaissance de sa validité n'ont fait qu'aider à l'extension du capitalisme dans le petit commerce et conduit à préférer plutôt une nouvelle étiquette qu'un nouveau contrat.

Dans le grand commerce par terre, l'influence des méthodes du trafic maritime a été plus notable.

Nous n'avons trouvé aucune trace d'un contrat de « compagnie » dans le grand commerce terrestre ; ce n'est pas dire qu'il n'en ait pas existé. Aucune trace non plus du contrat de *societas* telle que la *societas maris*, participation en capital non seulement du capitaliste, mais de celui qui allait au loin ; l'explication doit en être la même pour le trafic terrestre que pour le trafic maritime, qui la pratiquait alors lui aussi assez peu : celui qui allait au loin n'était pas riche ou ne désirait pas exposer toutes ses ressources dans une seule et même affaire.

Les contrats de *commenda* qui nous sont parvenus sont, au contraire, assez nombreux dans le grand commerce par terre ; ils visent le trafic des foires. Le plus ancien est de 1233 (I, 43) : il est calqué sur les contrats de *commenda* maritime. Il indique le montant de la somme remise, son emploi (« implicate in XIII caricis aluminis parvis et in corp-

doano », le but du voyage (« ad has proxime venturas nundinas de Landico », les fameuses foires du Lendit), la répartition des bénéfices (trois quarts au capital, un quart au travail), l'obligation de rapporter le montant de la commandite et tout le bénéfice « et rasonare fideliter in [posse] vestro ». Quant à l'expression : « ad usum *maris* et *terrae* », elle étonne un peu ; a-t-elle été mise pour le cas où le commandité reviendrait par mer (?) de Paris à Marseille, ou bien par suite de l'habitude du rédacteur de l'acte d'employer cette formule courante ? Bernard et Jean de Manduel, qui s'occupaient surtout du trafic maritime, en avaient appliqué les méthodes dans le trafic terrestre.

Les autres contrats qui s'étendent sur une période ne dépassant pas 1248 (I, 100 ; II, 98, 162, etc.) ne sont guère différents : ils sont assez précis, donc de droit strict, et il ne faut pas s'en étonner, le commanditaire étant lui-même un commerçant, ou pour le moins une personne au courant du commerce, qui précisait ses instructions dans la mesure du possible.

Dans le trafic en gros par terre, on employait donc les mêmes formules que dans le trafic par mer. La *commenda*, qui n'est pas essentiellement un contrat maritime, puisque le risque de mer incombait au capitaliste à titre de propriétaire ou copropriétaire, a certes pris une forme précise et de l'importance dans le trafic maritime, et c'est sous une forme identique qu'elle a été appliquée dans le grand trafic terrestre. Ici donc l'influence des pratiques maritimes est certaine, mais elle apparaît, à un point de vue général, comme ayant été beaucoup moins profonde que Goldschmidt ne l'a cru.

* * *

Les contrats de change terrestre — ceux qui, par opposition aux contrats de change « maritime », ne comportaient pas le risque du transport des marchandises servant à constituer un actif pour leur paiement — jouent un assez grand rôle dans les actes reçus par le notaire Amalric (1248). Ils ont été examinés de près par M. Adolf Schaube¹ ; aussi nous faut-il tout d'abord indiquer les conclusions fort intéressantes auxquelles cet auteur est arrivé dans ses études.

Pendant les semaines précédant les foires de Champagne, les opérations de change sur Bar, Troyes ou Lagny devenaient nombreuses à Marseille. La grande majorité des contrats de cette nature qui nous

1. *Jahrbücher für Nationalökonomie*, 1895, t. II, p. 165 et suiv.

sont parvenus étaient passés par d'autres personnes que des « changeurs » locaux ; des commerçants cédaient du change surtout à des Siennois ou à des Placentins, qui se livraient au commerce international de l'argent grâce aux succursales diverses de leur société ou à leurs relations d'affaires. Le caractère précis de ces contrats semblait impossible à connaître : s'agissait-il d'opérations dont le but était de disposer de fonds sur une place éloignée, ou bien de prêts avec remboursement dans une autre monnaie et sur une autre place ? Très ingénieusement, M. Schaube a établi que le preneur de change, au lieu de payer une commission au remetteur¹, percevait une somme supplémentaire, et il y a vu l'intérêt masqué d'un prêt d'argent.

Levin Goldschmidt avait insisté sur le rôle que le déplacement de capitaux avait joué à l'origine du change ; dès lors, Schaube ne devait pas craindre de soutenir une opinion sinon contraire, du moins différente : son rôle comme instrument de crédit lui a paru le plus important. En réalité, l'un comme l'autre a raison : si Goldschmidt dominait mieux l'ensemble des questions, Schaube a précisé des points d'un très réel intérêt dans des études plus particulières, et l'un comme l'autre ils ont eu tort d'exagérer la portée de leurs conclusions : Goldschmidt en ne poussant pas assez profondément l'examen des faits, et Schaube en grossissant la portée de ses observations. Nous allons le démontrer rapidement.

Il est exact que les opérations de change que les Siennois et les Placentins faisaient à Marseille étaient, en large mesure, des opérations de crédit : cela tenait à la nature même du change de place à place avec constitution entre temps de l'actif nécessaire au paiement : c'était plus encore la conséquence d'une participation de capitaux italiens habitués à chercher une occasion de bénéfices dans les besoins de commerçants. Mais quelle était la vraie nature de ces crédits, et les opérations avaient-elles uniquement une telle fonction ?

Les Siennois et les Placentins, se livrant au trafic international de l'argent, l'employaient là où ils trouvaient un profit et le déplaçaient, soit en vue de ce profit, soit pour tout autre motif, en particulier afin de transférer leurs capitaux dans les endroits où ils pouvaient le mieux fructifier. D'autre part, dans les documents publiés par Blancard², les

1. Ce sont là des termes volontairement imprécis, pour ne pas préjuger de la nature d'actes dont les contrats n'indiquent pas expressément le caractère.

2. Plusieurs de ces contrats n'ont pas été reproduits dans les *Documents inédits*, parce qu'ils avaient été publiés déjà par le même auteur en appendice à un article intitulé : *Note sur la lettre de change à Marseille au XIII^e siècle* (*Bibliothèque de l'École des chartes*. Paris, 1878).

personnes qui donnaient du change étaient généralement des commerçants envoyant des marchandises à une foire et cherchant à obtenir aussitôt disposition de leurs capitaux, par exemple en donnant des ordres de paiement sur une autre place. D'un côté, des prêteurs possibles ; de l'autre, des emprunteurs probables.

Dans ces conditions, l'opération de change était bien, fort souvent, sinon en règle, une opération de prêt, de crédit. Schaubé eût pu préciser : c'était déjà là l'escompte ou, pour le moins, un acte en remplissant la fonction économique : une anticipation sur les résultats définitifs d'une opération commerciale et sous sa garantie au moins morale, par suite du caractère attaché de suite au change, sinon matérielle. De là, parfois la remise en gage des marchandises dont la vente assurerait les remboursements des avances¹, comme c'est encore le cas dans la technique des banques dites d'outre-mer.

N'était-ce pourtant qu'un prêt? Non, et c'est là que Goldschmidt a aussi raison. Dans le cas déjà indiqué, le commerçant remetteur de change devait joindre à l'opération de crédit une opération dite *permutatio monetæ*. A plus forte raison les banquiers siennois ou placentins voyaient-ils dans le contrat de change un moyen de transférer leurs capitaux d'une place à une autre ; car, s'ils acceptaient le remboursement du prêt en foire, c'était beaucoup afin d'en disposer à cette occasion et d'y faire de nouvelles opérations de crédit ou autres, peu leur importait lesquelles, pourvu qu'elles fussent sérieuses et rémunératrices.

D'assez nombreux contrats reçus par le notaire Amalric visaient des situations tout à fait différentes de celle que nous avons examinée jusqu'à présent. Voici un contrat où les Siennois étaient non preneurs, mais donneurs de change en foire, et ils le faisaient en faveur de Montpellierains (II, 691) qui, selon toute probabilité, voulaient s'y procurer des disponibilités en vue soit du paiement de dettes, soit de l'achat de marchandises. Dans deux autres contrats (II, 100 et 806), le preneur de change était un drapier, désireux certainement de s'en servir pour ses affaires en foire. Dans un autre encore (II, 707), le paiement devait avoir lieu « trois jours avant l'ouverture de la foire des draps », nouvel exemple dans le même sens et à modalité symptomatique.

Exposons maintenant les opérations de change que l'on concluait à Marseille à l'occasion des foires de Champagne, en examinant les principales situations auxquelles elles devaient faire face. — Prenons

1. *Loc. cit.*, pièce justificative n° 6.

le cas du commerçant qui envoyait des marchandises à une certaine foire, afin de les y vendre. Il pouvait trouver une personne ayant besoin d'argent à la même foire, et lui passer par avance l'actif qu'il devait y constituer. Ce fut d'abord fréquent et, au milieu du XIII^e siècle, nous en trouvons toujours à Marseille de multiples exemples. Mais, même si le commerçant se disposant à vendre en foire ne désirait que le rapatriement de ses capitaux, une opération de change passée avant la vente de marchandises et en prévision seulement de cette vente exposait, autant que son crédit personnel, à des surprises, qui lui rendaient souvent difficile de trouver une contrepartie. Des capitalistes faisant activement le trafic de l'argent, des banquiers, dirions-nous, mieux placés pour apprécier les situations et, au besoin, pour défendre leurs droits, trouvaient les opérations de ce genre à leur gré et consentaient de vrais crédits sous cette forme. C'est là l'escompte de lettres de change mettant en cause surtout les tireurs, mais les tirés aussi après leur acceptation du mandat, et donnant aux banquiers les droits d'un acheteur de créances, à défaut de toute autre garantie complémentaire ou avec elle, comme tel était le cas, pour les marchandises expédiées, selon le contrat II, 801. Ce point important d'histoire économique est bien mis en relief par les documents marseillais du XIII^e siècle.

Le commerçant qui courait des risques en envoyant des marchandises pouvait trouver, pour son change, un preneur qui acceptait de ne toucher la somme convenue que si les marchandises destinées à constituer l'actif en vue de son paiement arrivaient à bon port, comme c'est le cas dans le prêt maritime. Blancard¹ nous en donne un exemple ; mais cette extension au commerce par terre des pratiques courantes dans le commerce par mer — cas, pourrions-nous dire, de *cambium quasi-nauticum* — était exceptionnelle, si rare que nous ne pouvons pas lui reconnaître une réelle importance. C'est peut-être là un précédent de l'assurance des transports terrestres, toutefois sous une forme encore très rudimentaire, très éloignée de la technique de l'assurance moderne, qui ne s'est constituée d'abord, semble-t-il, que dans le trafic maritime.

Prenons maintenant la situation inverse de celle que nous avons examinée, le cas où un commerçant marseillais était désireux d'acheter en foire. Il lui fallait disposer d'argent à Provins, à Lagny ou à Troyes ; il pouvait transporter des marchandises à y vendre ou des monnaies,

1. Article cité de la *Bibliothèque de l'École des chartes*, pièce justificative n° 6.

et cela était probablement le cas d'une façon assez fréquente pour les commerçants non commandités, comme les documents nous le montrent pour les commerçants commandités. Mais les commerçants désireux d'acheter des marchandises en foire et plus ou moins spécialisés, tels certains drapiers, préféraient généralement acheter à Marseille du change sur la foire ou bien à laquelle ils se rendaient ou bien sur laquelle ils avaient un représentant. Ils le trouvaient tantôt auprès d'autres commerçants de la place, tantôt auprès des banquiers italiens, bien connus à Marseille. Ceux-ci étaient cependant plutôt preneurs que remetteurs de change, ainsi que Schaube l'a constaté avec raison, par suite non seulement, comme celui-ci l'a cru, des conséquences de leurs prêts, mais du mouvement le plus profitable de leurs capitaux dans la direction des foires où ils savaient les employer sous les formes les plus diverses pour leur plus grand avantage.

Le maniement international des capitaux était alors à Marseille entre les mains d'Italiens, surtout de Placentins¹ et de Siennois. Les Marseillais étaient ou des commerçants ou des capitalistes habitués à participer à des opérations ou spéculations commerciales sous de certaines formes ; ils n'avaient pas dans les foires de Champagne des associés ou représentants réguliers et spécialisés dans le trafic de l'argent et du change, comme c'était déjà le cas pour les Italiens.

La vraie lettre de change, non plus seulement l'expédition d'un acte notarié à un tiers qu'il mettait en cause, mais un ordre direct du tireur au tiré², était déjà née ou près de naître.

Ici l'influence des pratiques du commerce maritime semble avoir été bien faible. Cela s'explique surtout parce que la concentration des affaires sur une seule place et en un espace de temps court qui devait donner au change son importance technique était plus forte dans les foires que dans les grands ports de la Méditerranée, même à Acre au moment de sa splendeur. C'étaient pourtant les Italiens, surtout des villes de l'intérieur, de Plaisance, de Sienne et de Florence, qui devaient, en apportant leur subtilité d'esprit et leur science des affaires, avoir dans le Nord une influence très grande, comme celle qu'ils avaient à Marseille.

1. Les Placentins jouaient à Venise le même rôle qu'à Marseille vers la même époque (cf. *Mélanges historiques, choix de documents*. Paris, 1880 ; L. de Mas-Latrie, *Commerce et expéditions militaires de la France et de Venise au Moyen Âge*, p. 18).

2. On emploie si souvent à faux le mot de lettre de change qu'il est difficile de chercher l'origine même de cette pratique. Nous montrerons prochainement qu'elle remonte à la première partie du XIII^e siècle dans les villes les plus avancées.

* * *

Les conditions des transports terrestres à assez longue distance étaient précisées dans un contrat, ayant de vagues points de contact avec les actes d'affrètement ou nolisement du trafic maritime. Blancard nous a donné dix-sept contrats de cette nature, surtout dans les relations de Marseille avec les foires de Champagne.

Le transporteur était un entrepreneur comme un autre, ayant d'autant plus besoin de capitaux pour son activité qu'il était en général peu riche et que les voyages étaient plus ou moins longs ; nous ne nous occuperons cependant pas des prêts qu'il pouvait recevoir, ni des conditions du paiement des transports.

Les contrats *causa portandi* qui contenaient des engagements généraux (« bene et fideliter portare, tenere et custodire » ; II, 133) y ajoutaient souvent des clauses de nature à diminuer les dangers de détérioration des marchandises pendant les transports, car ils prévoyaient expressément que ceux-ci seraient faits avec les bêtes du transporteur et sans charrettes (« cum bestiis nostris, absque carretis » ; par exemple, II, 129).

Deux contrats (II, 642 et 681) prévoient expressément que le transporteur sera responsable des dommages et avaries causés au chargement. Un autre de la même nature contient une disposition plus intéressante (II, 132) : la mise des « risques » à la charge du transporteur, en des termes assez clairs pour que l'on puisse y voir une garantie voisine de l'assurance (« ad meum resegum et fortunam, renunciando exceptioni non traditarum michi caricarum »), le second membre de phrase n'ayant de sens que si la responsabilité existait en ce qui concernait le sort des marchandises elles-mêmes. Nous avons ainsi dès 1248 pour le trafic par terre une stipulation voisine de celle que nous rapporte, pour le trafic par mer, un document fameux de 1329¹. Le transporteur lui-même acceptait de se rendre responsable de l'arrivée des marchandises à bon port ; la seule différence (il est vrai importante) est que, dans le contrat le plus ancien, le prix du transport avait été établi sans doute en tenant compte du « risque » *resegum*, tandis que, dans le

1. E. Bensa, *Contratti di assicurazione nel medio evo*, Gênes, 1884, p. 180 ; le texte vient d'en être seulement modifié sur des points de détail par M. G. Valeri (*Rivista di diritto commerciale*, décembre 1928), qui a montré ce qu'il y avait d'un peu fantaisiste dans l'interprétation que Schaube en a donnée.

second, celui-ci faisait l'objet d'un versement spécial (sorte de prime)¹.

Bien entendu, les expéditeurs tenaient à ce que leurs marchandises arrivassent aux foires en temps opportun, tout retard pouvant avoir pour eux les plus graves conséquences. Le contrat indiquait tantôt une foire en termes généraux (II, 129), tantôt la foire d'une certaine marchandise en particulier (II, 133 : « *infra nundinas cordoani* »), à moins qu'avec plus de précision il ne stipulât la livraison avant le début de la foire (II, 132 et 151) ou à son début (II, 585). C'étaient là des dispositions de droit strict.

Ces brèves indications suffisent pour donner une idée des conditions des transports par terre vers le milieu du Moyen Age dans les relations d'un port assez lointain avec les foires de Champagne. Les clauses des contrats *causa portandi* étaient bien établies selon les conditions spéciales des voies employées et l'intérêt des chargeurs ; l'influence des contrats d'affrètement n'a pu être qu'indirecte et faible.

* * *

Nous avons cherché, au fur et à mesure de notre exposé, à tirer les conclusions plus ou moins particulières qui nous ont semblé se dégager des documents eux-mêmes. Nous allons maintenant nous placer, en terminant cet article, à un point de vue très général.

Le XIII^e siècle, tout au moins jusqu'à la prise de Saint-Jean-d'Acre, a été l'un des plus actifs et décisifs dans l'histoire économique de Marseille. Le trafic était considérable, à en juger par le nombre des actes enregistrés en une brève période par le notaire Amalric et par le montant des capitaux qu'ils nous montrent engagés. Mais ce n'est pas là le point de vue auquel nous devons surtout nous placer ; il convient plutôt de remarquer que la technique commerciale venait de réaliser à Marseille des progrès plus importants qu'à tout autre époque, sauf peut-être durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Ce sont là de vrais et vieux « titres de noblesse » !

En ce qui concerne le trafic terrestre, dont nous avons traité ici exclusivement, les mots ne doivent pas obscurcir les situations ; aussi allons-nous transposer en langage moderne et chercher à expliquer, en tentant des comparaisons nécessairement imparfaites, les constatations

1. Cependant, dans les deux cas, le surplus du prix des transports ou la somme spéciale pour le risque n'était payable qu'à l'arrivée des marchandises, preuve d'une conception très imparfaite, mais correspondant mieux aux idées de l'époque que ne l'a pensé Schaubé.

que nous avons faites dans le langage même du Moyen Age et en les interprétant quelque peu seulement de façon à bien respecter leur cadre historique.

Marseille a repris son activité économique, après les invasions et dévastations, sur la base des anciennes traditions : pour construire, dirons-nous en employant une image, elle s'est servie largement de vieux soubassements et matériaux. Elle n'a pas fait que copier, elle a adapté les institutions et les contrats à ses besoins : elle a donc recherché les nouveaux matériaux qui lui ont semblé nécessaires et a donné des formes particulières, un style propre, à ses méthodes commerciales en s'inspirant de l'exemple des États voisins, et plus spécialement de Gênes.

Poursuivons notre comparaison. Le commerce, ainsi que l'art, répondait à une conception générale, non pas d'ordre moral il est vrai, mais pratique : établir d'une façon solide, sinon harmonique, les relations du capital et du travail. Ce qui a été conçu et fait alors dans l'ordre économique a été aussi résistant que ce qui l'a été dans l'architecture religieuse, et il a laissé des traces tout aussi profondes dans les conceptions ou pratiques des siècles suivants jusqu'à l'époque contemporaine.

Le tableau que nous avons tracé dans cet article le démontre dans ses traits généraux et jusque dans ses traits les plus particuliers. Est-il besoin de rappeler : la persistance du prêt, l'apparition de la *commenda* (sorte de clef de voûte) se transformant peu à peu en *commenda-mandat* et *commenda-société* ; le change, déjà sous toutes ses formes caractéristiques ; les transports et leurs conditions solidement établies dans le domaine technique comme économique.

L'influence capitale avait été, dans l'ensemble des transactions commerciales, celle des principes généraux du droit romain. Le risque maritime a été alors un élément grave et important. A l'époque que nous avons étudiée, il n'avait guère ajouté aux institutions du commerce terrestre ; on peut remarquer seulement que le trafic maritime avait pris, dans les grands ports comme Marseille, une telle importance que ses pratiques, conformes aux besoins généraux du commerce et des transports, s'étaient étendues dans le trafic terrestre en gros.

Le grand problème était de préciser le rôle du capital et ses relations avec le travail (au sens large du terme ; mieux vaudrait dire ici : activité commerciale). Le capital ne s'est constitué qu'assez lentement et n'a pas trouvé son meilleur emploi sans hésitations. Au début de la

reprise économique (vers les ^x^e et ^{xi}^e siècles), les rares capitaux disponibles ont été sans doute ou bien complaisants ou bien exigeants, posant la question du capital tout d'abord sur son double terrain des relations familiales ou quasi familiales et de l'usure. La mise à bail des biens fonciers donna un exemple dont les capitalistes profitèrent dans le cadre juridique du mandat, lorsque le prêt, qui s'était développé, sembla dans le commerce une formule insuffisante. Les bases furent renouvelées d'une collaboration plus étroite par un partage des bénéfices, mais généralement avec des liens de subordination. Ensuite, l'enrichissement des commerçants actifs atténua les conséquences de celle-ci : ils devinrent, lorsqu'ils ne furent pas de simples agents-représentants, des chefs d'entreprises, coordonnant leur activité par des crédits ou par des associations d'intérêts.

Au ^{xiii}^e siècle, le commerce de Marseille se trouvait entre la subordination du commerce au capital et une situation plus indépendante. Le petit commerce souffrait toujours de sa faiblesse congénitale ; le grand commerce terrestre était encore sous la forte emprise du capital, mais, comme celui-ci était de plus en plus d'origine vraiment commerciale, il tendait à mieux comprendre les besoins et à se montrer moins exigeant.

André-E. SAYOUS.

LA

CAMPAGNE NÉGRIÈRE DE « LA PERLE »

(1755-1757)

ET SA RÉUSSITE EXTRAORDINAIRE¹

I. — QUE FAUT-IL ENTENDRE PAR : UN PORT NÉGRIER? SAINT-MALO EN FUT-IL UN?

Pour le public ordinaire, un port négrier c'était celui où le commerce d'esclaves noirs constituait l'occupation prédominante, l'emportait de beaucoup sur les autres genres de trafic. Si cela était vrai, pas une seule ville, en France, en Angleterre ou ailleurs, ne pourrait dire avoir

1. SOURCES INÉDITES DU PRÉSENT ARTICLE. — Avant tout, deux textes d'exceptionnelle importance et qui, de par leur nature, n'ont que de rares similaires dans les archives publiques. Le premier est un très grand tableau détaillé (sur 20 colonnes et, en hauteur, 165 lignes) de la vente de 548 nègres de la cargaison de la *Perle*. Ce manuscrit (non encore classé) a été découvert aux archives de Saint-Malo par M. Létaneux, l'archiviste municipal, en juin 1929, au cours du triage d'une masse de papiers très mêlés, venus en vrac, en 1928, de la Mairie.

Cette belle « trouvaille » de l'aimable et dévoué archiviste m'a naturellement engagé aussitôt à compiler la liasse B 82 (classement provisoire), « Procédures et pièces diverses » du fonds d'amirauté, année 1757, époque du retour de la *Perle*, où j'ai eu la joie de trouver — avec cinq autres manuscrits ci-dessous indiqués — le deuxième texte, d'importance comparable à celle du précédent, savoir : un cahier contenant la liste, extrêmement longue, des dépenses faites par Dufresne, capitaine de la *Perle*, durant sa relâche à Cayenne. Voir plus loin, partie III, l'analyse de cette pièce.

La même liasse renferme en outre : une très intéressante déclaration de Dufresne à l'amirauté de Cayenne, le 31 août 1756 ; — une pièce concernant la visite de son navire, au Cap (Saint-Domingue), le 29 novembre même année, et une sorte de complément de cette pièce, du 12 janvier suivant ; — enfin, deux pièces d'intérêt minime relatives à un passager, Fourcroy, tué dans un combat pendant le retour en France.

Même fonds d'amirauté, dans un des registres, C⁴ 260, d' « Enregistrement des congés et commissions de navires », folios 39 recto à 40 verso : 1, Permission accordée à Dufresne par la Compagnie des Indes pour aller en Guinée ; — 2, Enregistrement d'un congé n° 3109, délivré à Dufresne pour aller à sa destination et, également à sa requête, ordre donné par l'amirauté « que le dit sieur Dufresne donne sa caution de quinze mille livres comme quoi il gardera et observera les Ordonnances de la Marine » et les fera garder et observer par son équipage ; — 3, Surcouf aîné, armateur de la *Perle*, se porte caution pour les dites quinze mille

été port négrier. Non seulement la vérité est fort loin de là, mais elle est plus complexe que ne le croient les historiens professionnels¹.

Le fait que, dans une ville maritime, le trafic noir ne représentait qu'un cinquième ou un huitième du commerce total n'est aucunement un motif pour lui refuser la qualification de port négrier. Par contre, n'est pas un « ancien port négrier » une cité maritime qui deux ou trois fois au cours des siècles manifesta une grande activité en ce genre. Or, une véritable activité négrière n'a été présentée par la cité malouine que deux fois, et la dernière seulement de façon prolongée : après la paix de 1763 jusqu'à la Révolution (cet élan fut du reste aussi celui d'une foule d'autres ports, français et étrangers ; j'ai expliqué pourquoi²). La première fois, c'était de 1726 à 1730, pas davantage ; et même alors elle soutient une comparaison avec La Rochelle (Bordeaux

livres ; — Enregistrement « d'une commission en guerre et marchandises », délivrée à Dufresne et, en conséquence, permission définitive à lui accordée, par l'amirauté, de sortir du port.

Même fonds, dans les registres d'« Actes de Société et Déclarations d'intérêts qui se feront au greffe du siège royal d'amirauté de Saint-Malo », le registre n° 9, folio 23 recto. Surcoud « a déclaré avoir pour intéressés en icelui [le navire la *Perle*] les sieurs De la Lande Magna frères, pour cinq six [sic ; pour les 5/6^{es}], et le surplus pour son compte... ». Voir à ce sujet, plus loin, ma note 1, p. 77.

Même fonds, registre C⁴ 409, « Enregistrement des vaisseaux entrant à Saint-Malo ». A la date du 20 juin 1757, simple mention, très sèche, de la *Perle*, du nom de son capitaine, de sa provenance dernière (le Cap Français), de son chargement (« sucre, café et indigo »), de son tonnage, du nombre total de l'équipage. Voir de préférence ci-dessous.

Même fonds, aux « Rapports de mer », registre C⁴ 353, folios 41 verso à 42 verso. le Rapport (Déclaration verbale) fait à l'amirauté de Saint-Malo par Dufresne, le surlendemain de son retour, le 21 juin 1757. Rapport de très grand intérêt, en partie et fort bien complété par sa déclaration, susindiquée, faite à Cayenne en 1756, et par le rôle d'équipage indiqué ci-dessous.

Archives de la Marine, à Brest. Rôle d'équipage de la *Perle* (rôle d'armement et rôle de désarmement). Documentation de très grand intérêt à plusieurs égards. Analysé *infra*, partie VI. — J'adresse mes plus vifs remerciements à M. Braibant, chef du Service des Archives et des Bibliothèques de la Marine, qui a eu la gracieuseté de me faire envoyer ce texte, en communication, aux Archives de Saint-Malo. Je remercie également M. Prigent, conservateur des archives de la Marine à Brest, qui a pris soin de me l'expédier à cette destination.

Total, seize textes inédits, dont quatre seulement sont de très médiocre valeur. En sus, en cours de l'article, je fais usage de quelques autres documents inédits, mentionnés en leur lieu, et de quelques travaux imprimés.

1. Sur la complexité de tout ce qui concerne l'histoire négrière (traite, esclavage, abolitions), et sur les tenaces légendes pseudo-historiques qui l'encombrent, voir mes articles : *Une expédition négrière en 1821, d'après son registre de bord* (dans *Revue de l'histoire des colonies françaises*, n° 2 de 1928, p. 265-324 ; voir p. 311-313) ; — *Études négrières, de 1774 à 1928 : pourquoi la date de 1774* (dans *Revue d'histoire économique et sociale* ; voir les deux premières pages) ; — *Les sources du « Tamango » de Mérimée et la littérature « négrière » à l'époque romantique* (dans *Mercure de France*, 15 décembre 1927, p. 542-557).

2. Voir mon article précité, *Pourquoi la date de 1774 ?*

ne se livrait encore que bien peu au trafic noir), mais pas du tout avec Nantes. Nègres transportés dans nos Antilles, durant cette période : par Saint-Malo, 4,131 ; par La Rochelle, 2,914 ; par Nantes, 13,566¹. La Rochelle et Bordeaux développèrent considérablement leur commerce négrier, La Rochelle dès 1735-1736, Bordeaux une dizaine d'années ensuite, et le maintinrent ainsi, tandis que Nantes gardait son rang à cet égard et jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

En conformité avec les faits rappelés ci-dessus : 1^o on doit réserver la qualification générale de ports négriers aux villes maritimes (ou fluvialo-maritimes) qui armèrent avec activité, pour le commerce des esclaves, durant plusieurs générations : Nantes, La Rochelle et Bordeaux chez nous ; en Angleterre, Liverpool, Bristol et Londres ; — 2^o pour ne pas laisser, dans l'esprit du lecteur, une impression fautive d'uniformité, on doit spécifier par exemple que, des trois seules villes françaises méritant la susdite qualification générale, Nantes fut en avance d'au moins un tiers de siècle sur La Rochelle, d'environ un demi-siècle sur Bordeaux, et conserva son rang jusqu'au milieu du XIX^e ; — 3^o à l'égard de tels autres de nos ports, notamment Le Havre, Honfleur, Saint-Malo et Marseille, avoir soin de noter qu'on peut les dire ports négriers pour telles ou telles périodes seulement et jamais considérables.

II. — L'EXPÉDITION DE « LA PERLE »

1. DE SAINT-MALO A CAYENNE PAR L'ANGOLA, 19 JUIN 1755-28 JUIN 1756

De 1751 à 1754, il y eut à Saint-Malo un certain réveil d'activité négrière. En particulier, d'avril à septembre 1751, il fut expédié huit navires pour le trafic noir. Six mois et demi après, environ, un autre bâtiment appareillait dans le même but, et j'y insiste parce qu'il était commandé par le futur capitaine de la *Perle*. En effet, le 10 avril 1752, partit de Saint-Malo le capitaine Dufresne du Pontcieux, sur le *Grand-Cerf*, de 180 tonneaux, armateur Delesnaye de la Motte. Parvenu quatre mois et demi ensuite, le 2 septembre, à Cabinda, en Angola, il y resta une demi-année ; il y traite, il est vrai, une cargaison de 507 noirs, mais il en perd, en rade même, 36. Pas de décès en cours du trajet Angola-Martinique, trajet rapide : 3 mars-21 avril 1753. Par

1. Voir le tableau d'importations noires en ces îles, de 1725 à 1741, d'après Dernis, dans Peytraud, p. 138 de *L'esclavage aux Antilles avant 1789*. Paris, 1897, in-8°.

contre, il lui meurt en cette île, avant la fin de la vente, 22 captifs. Le total de la mortalité, 58, ne faisait d'ailleurs qu'un pourcentage de 11,44 %, très inférieur à la moyenne générale. Le retour Martinique-France fut heureux et prompt : un mois et demi, 7 juillet-23 août¹. Toutefois, Dufresne voulait sans doute un véritable succès ; on va voir qu'il se l'assura magnifique dans sa campagne de 1755-1757.

Le 19 juin 1755, partait de Saint-Malo le navire la *Perle*, armé par « Monsieur Surcouf l'ainé, ... pour faire la traite à la côte de Guinée ». Surcouf n'y avait d'ailleurs qu'une part très restreinte : 1/6^e, donc 16,66 % ; tandis que ses « intéressés en l'armement », les Magon de la Lande frère, y avaient 5/6^{es}, c'est-à-dire 83,33 % (voir note p. 52, à l'alinéa relatif aux registres d'« Actes de Société et Déclarations d'intérêts »). Le bâtiment, de bonne taille pour l'époque et pour cette destination, jaugeait 280 tonneaux. Il était commandé par « écuyer Jean-François Dufresne, sieur du Pontcieux² ». L'expédition débuta par une traversée pénible, jusqu'aux rives de l'Angola, à Malimbe ; elle n'y parvint que le 27 novembre, après cinq mois et demi de navigation. Comme Dufresne, déposant, ne signale aucun grave incident de route, la durée du voyage est imputable seulement à d'opiniâtres vents contraires, cas fréquent tant que dura la navigation à voiles. Mais cinq mois et demi, de France en Angola, c'était très exceptionnel ; unique, non, et l'on peut citer, par exemple, le cas de Pierre Dubois, commandant la *Sainte-Anne*, qui, en 1765, mit cinq mois et dix-huit jours pour aller de Saint-Malo à Cabinda³, et celui de la *Nymphe*, qui, en 1739, avait employé cinq mois et huit jours de Nantes à Loango⁴. La durée de cette traversée, comme de tout autre long trajet maritime, variait d'ailleurs

1. Voir Archives de Saint-Malo, fonds de l'Amirauté, C⁴ 351, registre de Rapports de mer. Le Rapport de cette expédition Dufresne est au folio 168 recto, à la date du 24 août 1753.

2. Le rôle d'équipage — analysé plus loin, partie VI — nous apprend au début que le navire était monté par cinquante-deux hommes tout compris (les mousses étaient comptés au nombre des « hommes »), et qu'il était armé de seize canons.

Avant de commander le *Grand-Cerf* (ci-dessus) en tant que bâtiment négrier, Dufresne l'avait commandé en tant que navire corsaire ; il captura alors, de concert avec l'*Heureux-Malouin*, un navire anglais, le 27 janvier 1748 (arch. dép. du Finistère, fonds de l'amirauté de Morlaix, B 4193, registre. Affaire citée dans l'Inventaire de ces archives, t. III, p. 71).

3. Archives de Saint-Malo, fonds de l'Amirauté, B 91, registre de Rapports de mer de l'année 1766.

4. Arch. dép. de Loire-Inférieure, fonds de l'Amirauté de Nantes, B 4588, registre. État des navires négriers entrés au port de Nantes en 1741 ; dressé, d'après ce registre, par M. Gaston Martin, professeur au lycée de Toulouse, en vue de son deuxième volume sur *Nantes au XVIII^e siècle*, et auquel j'exprime ici ma reconnaissance pour la communication qu'il a bien voulu me faire, spontanément, de ce travail si intéressant.

à l'extrême, la navigation se faisant à la voile, l'océanographie et la météorologie étant à peu près inexistantes. Au surplus, il est d'intérêt minime de savoir que cette durée évoluait en des limites de deux à six mois. Ce qui nous intéresse est la durée moyenne dans la généralité des cas ; les textes que j'ai en mains — une cinquantaine — l'établissent entre deux mois et demi et quatre mois.

Je me garderais bien de chercher à serrer de près une chimérique moyenne mathématique ; définissons-nous de ce genre de moyennes, là comme ailleurs. Mais il était utile d'indiquer la moyenne approximative des cas généraux, c'est élément de l'histoire économique. Il y a lieu d'en rapprocher la même moyenne en ce qui concerne le trajet de France en Guinée proprement dite (laissant d'ailleurs au mot Guinée le sens extensif d'autrefois ; toutes les côtes depuis la Gambie jusqu'au golfe de Biafra). Cette moyenne, pour la généralité des cas et d'après les 150 chiffres, environ, que je possède, était de un à trois mois. Rapprochons-en celle de deux mois et demi à quatre mois pour la traversée France-Angola, nous comprenons aussitôt un des motifs pour lesquels bien des armateurs négriers ne se soucieraient pas du trafic noir en ce dernier pays.

Puisque j'en suis aux traversées négrières, je donnerai tout de suite, pour n'avoir plus à interrompre à ce sujet notre récit, la moyenne des trajets traversée de l'Atlantique et traversée Antilles-France ; moyenne également basée sur 150 textes environ. Que l'on partit, pour les Antilles, d'un point ou d'un autre de tout le littoral guinéen ou angolais, le trajet, dans la généralité des cas, exigeait le plus souvent deux à trois mois, beaucoup moins souvent trois à quatre. D'autre part, le retour des Antilles en France, toujours dans la plupart des cas, prenait deux mois à deux mois et demi, parfois trois mois.

La *Perle* resta cinq mois entiers aux rives angolaises, elle en appareilla le 25 avril 1756. A cette époque, sur ce littoral, et pour négocier 603 nègres et négresses, d'âges divers, ce séjour prolongé n'avait rien d'anormal ; il était proportionné à la fois à l'importance de l'opération et — les résultats le prouveront — au soin qu'y apporta le capitaine. Dufresne, selon un usage non immuable (puisque lui-même l'avait enfreint, on l'a vu, dans le Rapport de sa précédente campagne), mais un usage beaucoup trop suivi, n'indique pas combien des « captifs »

1. On a tort d'employer couramment le mot « esclaves », quand il s'agit des noirs achetés, avant leur revente accomplie dans une possession coloniale. Dans le langage précis des négriers, ils n'étaient jusqu'alors que des « captifs ».

achetés par lui moururent en rade même de l'Angola. Ce dut être un oubli : il aurait pu avec fierté donner le nombre — *zéro* — qui ressort d'un facile examen de textes autres que son Rapport de mer.

On a vu qu'au même endroit, dans sa campagne précédente, il en avait perdu 36 sur 507, donc 7,1 % ; taux de mortalité qui, en Angola ou ailleurs, n'était pas de grande rareté. Mais pas un seul sur six cent le cas est au moins de rareté prodigieuse. Et pourtant, comme à peu près tous ses confrères négriers, Dufresne avait accumulé de la marchandise noire dans ses entrepôts : un peu plus de deux nègres par tonne de jauge. C'était couramment usité, mais très imprudent¹. Pour ne pas dépasser, malgré ce système, une mortalité de 12 à 15 % dans la traversée atlantique, et pour amener la cargaison en bon état aux colonies, il fallait ou bien être exceptionnellement servi par un concours d'heureux hasards, ou bien « mettre la chance de son côté » au moyen des divers soins d'hygiène quotidiennement appliqués sans y manquer jamais. Dufresne pratiqua ce dernier procédé avec une maîtrise supérieure.

Durant la traversée de Malimbe à Cayenne, il réussit à ne perdre que 4 de ses noirs sur 603, pourcentage de toute rareté, deux 300^{es} ! La part du hasard — il y en eut toujours en mer, notamment dans les trajets Guinée-Amérique et à cette époque — fut simplement l'absence d'un calme plat et la non-rencontre de quelque gros corsaire anglais.

III. — 1. LE SÉJOUR À CAYENNE, 28 JUIN-2 SEPTEMBRE 1756 ; LES DÉPENSES D'UN NÉGRIER DANS UNE RELACHE DE CETTE NATURE

2. DE CAYENNE À SAINT-DOMINGUE, 2-24 SEPTEMBRE

Au lieu de se rendre directement à Saint-Domingue, sa destination, Dufresne relâcha d'abord et longuement à Cayenne. « Ayant appris avant son départ de Guinée, par un bâtiment français, l'incertitude de la guerre », il voulait « en savoir des nouvelles », connaître les risques éventuels à courir dans les eaux de Saint-Domingue, risques assez invraisemblables dans les parages de la Guyane. De plus, il allait profiter de sa relâche pour « rafraîchir son équipage, attaqué du scorbut », exempt de décès, sauf un seul cas, mais qu'enfin il était temps de soigner à terre. Aussi envoya-t-il à l'hôpital tous les contaminés et il n'en

1. Au XIX^e siècle on entassa bien davantage encore ; mais aussi, quel pourcentage moyen de mortalité ! Provisoirement (en attendant une véritable étude ultérieure), j'en ai donné quelques exemples dans mon article *Les sources du « Tamango » de Mérimée*, article déjà cité note 1 de la page 52.

perdit qu'un seul. Enfin — il ne s'en explique pas, mais cela ressort de l'examen d'un texte capital — il voulut également prolonger sa relâche afin de mettre ses nègres en excellente condition pour la vente, par le repos au grand air et par une abondante alimentation fraîche.

Le texte en question est l'interminable liste des dépenses faites à Cayenne. Dépenses régulièrement inscrites par un gérant à ce préposé, sur un cahier dont la minute fut déposée au greffe de l'amirauté du Cap, à Saint-Domingue, et dont un « extrait » daté, signé et certifié, fut conservé par Dufresne pour son armateur (ainsi que des pièces justificatives annexes, que nous n'avons pas). On a la chance que cet « extrait », déposé, j'ignore pourquoi, au greffe de l'amirauté malouine, soit resté dans ses archives. En ce texte, se trouvent groupées de nombreuses indications sur les prix usités à Cayenne ; ils sont peu différents de ceux qui étaient en usage aux Antilles pour les denrées de toute nature et autres produits fournis aux navires en relâche, ainsi que pour une foule de « services rendus », de points de vue très divers, à ces mêmes navires. Or, il serait extrêmement long et difficile de relever ces prix, des plus intéressants à connaître, dans la multitude des documents, très dispersés, étrangers à ceux de la catégorie du texte que je vais analyser.

De prime abord, la dépense totale faite en deux mois par Dufresne — 27,638 livres 10 sols et 8 deniers — peut sembler excessive et provoquer le soupçon que lui-même et le reste de l'état-major vécut trop bien, aux frais de l'armement ; encore que ce chiffre et tous ceux qui vont suivre doivent être réduits d'un tiers — ne l'oublions pas — puisqu'il s'agit ici de valeurs en « argent des Iles ». Le soupçon est très justifié, on va le voir, mais on verra aussi qu'ils prirent finalement à leur charge une partie assez appréciable de ces frais-là.

Tous les deux jours revient la mention : « Pour argent manuel pour la dépense » ou : « Pour la dépense ordinaire », « 120 livres ». Mention éclairée, en deux endroits, par ces mots complémentaires : « Pour canard, volailles, etc. » Évidemment pour l'état-major, cette dépense, qui, répétée trente fois en soixante-trois jours, atteint 3,600 francs, 57 francs par jour, pour neuf personnes, rien qu'en volailles et autres mets choisis, est forte. Quant au « fond solide » de la nourriture, ces messieurs prélevaient ce qu'ils voulaient sur la viande fraîche achetée « pour le bord » (hommes d'équipage et officiers), très souvent et par quantités. Impossible d'évaluer le prix de ce qu'ils en consommèrent. Cette viande fraîche était le plus souvent du bœuf, payé à raison de 7 sols la livre pesant, tandis que la vache (trois fois seulement) était à 6 sols. Il

arriva, cas unique, de faire l'acquisition d'un bœuf entier, sur pied, pour 100 livres. Quatre fois, les officiers voulurent changer l'ordinaire (et l'équipage en profita un peu) : successivement deux moutons, sur pied, chacun pour 18 livres ; un veau, sur pied aussi, à 55 francs ; puis 108 livres pesant de veau, à 10 sols la livre, ci 54 francs. Notons-le au passage, le prix assez haut pour l'époque, du mouton et du veau, prouve que l'on faisait peu d'élevage.

Les officiers se passèrent même une fois la fantaisie d'acheter, à un capitaine français en rade, deux jambons pesant à eux deux 24 livres et trois quarts, qui coûtèrent 37 francs 2 sous et 6 deniers, à raison de 30 sols la livre. — Côté accessoires, ils se procurèrent 171 livres de beurre, contenues en trois « frequins » ou barillets, pour 256 francs et 15 sous, à 30 sols la livre ; 218 livres de sucre, à 6 sols l'une, pour 65 francs et 8 sous. L'équipage eut sûrement une petite part de chacune de ces denrées ; mais les 20 livres de café acheté dans les premiers jours (pour 12 francs, à 12 sous la livre) furent réservées à coup sûr pour l'état-major.

Naturellement, les officiers n'oublièrent pas de se bien soigner aussi quant à la boisson : une fois, une barrique de vin de Bordeaux, payée 200 francs, en vue de la traversée Cayenne-Saint-Domingue ; le reste du temps, des dames-jeannes, de Bordeaux également, à 3 francs le pot, c'est-à-dire les deux pintes (près de deux litres). L'achat d'eau-de-vie n'est pas spécifié ; il est évidemment compris dans le mot « etc. » qui termine la formule relevée plus haut : « Pour canard, volailles, etc. »

En résumé, « ces messieurs se mettaient bien » pour le service de table. Ils y apportaient même, pour l'époque, quelque raffinement ; en effet, à la date du 8 juillet déjà, on trouve cette mention : « Pour le blanchissage du linge de table, payé à la négresse Rosalie, suivant sa note, 14 livres 2 sols ». Quand leur service appelait tels membres de l'état-major à prendre à terre un repas ou deux, ils entendaient s'y traiter aussi bien qu'à bord ; l'avant-veille du départ pour Saint-Domingue il est « payé à Guinefoland, suivant son compte quittané, pour nourriture d'auberge, 1,069 livres 8 sols ».

Du reste il est juste de rappeler, d'abord, qu'autrefois presque toutes les personnes qui le pouvaient faire sans trop d'inconvénients pour leur bourse, raffolaient des plaisirs de la table, étaient gros mangeurs et grands buveurs (au point que, exagération à part, les médecins de l'époque avaient de bonnes raisons pour appliquer la méthode *purgare et saignare*). Notez qu'en l'espèce les officiers de la *Perle* venaient de

passer une année entière dépourvue de tout agrément, aussi bien en Angola que dans les deux traversées ; que, d'autre part, ces négriers, gens d'instruction et d'éducation fort médiocres, ne connaissaient, avec la débauche sexuelle, d'autre distraction que les repas plantureux interminables. Enfin, et voici qui mérite sans doute de larges circonstances atténuantes, le capitaine Dufresne, bien aidé, semble-t-il, par ses officiers, s'il s'accordait et leur accordait trop le coûteux passe-temps de la bonne chère, n'oublia jamais le devoir de veiller à tous les intérêts de son expédition, y compris le soin de bien nourrir son équipage et sa cargaison noire. Le tout pour son profit à lui-même, pour celui de ses officiers, mais forcément bien davantage pour le profit de son armateur et des « intéressés en l'armement ».

Cela dit, voyons ce que furent les catégories de dépenses autres que d'entretien culinaire de l'état-major. — A son arrivée en rade, Dufresne eut d'abord trois préoccupations simultanées : mettre à l'hôpital les douze malades de son équipage, débarquer sa cargaison noire, faire entrer son navire dans le port. Les malades de l'équipage furent bien soignés, puisqu'il en mourut un seul, décédé le 6 juillet ; mais l'hospitalisation coûta, jusqu'au 11 août, jour auquel sortirent tous les autres, la somme de 894 livres ; ce qui d'ailleurs n'avait rien de déraisonnable, faisant à peu près, pour quarante et un jours, un prix quotidien de 2 livres par homme. Rattachons à cela les frais de sépulture du mort, savoir : une aune et demie de grosse toile, pour envelopper le corps, 3 livres ; 12 livres à une équipe de quatre soldats pour l'avoir porté au cimetière et d'avance creusé la fosse ; 18 livres et 10 sols « au R. P. curé, suivant son compte quittancé », pour le service funèbre.

Le débarquement de la cargaison noire coûta une somme vraiment modique : 43 livres à un patron et loueur de barques, « Brillouet, et à divers soldats qui ont conduit les nègres à terre ». A quoi il fallut ajouter une gratification de 18 livres, remise à un esclave appartenant à M. Simon, administrateur de l'hôpital. Esclave qui avait réussi à sauver trois des captifs de Dufresne, lesquels s'étaient enlisés dans la vase lors de leur débarquement. A la suite du pénible sauvetage, cet esclave avait été sérieusement malade ; l'article relatif à cette gratification indique en effet, sans autre explication, qu'elle fut payée « suivant la taxe du médecin ». Avoir risqué sa vie en ce sauvetage, en avoir été malade, avoir épargné à Dufresne la mort de trois captifs à vendre au minimum 4,000 livres, cela aurait valu sans doute à un blanc une ré-

compense de 100 livres. Pour un esclave, c'était 18 livres, et encore parce que le médecin l'avait ainsi « taxé ».

L'entrée du port fut difficile. Le navire s'échoua sur les vases, d'où le tirèrent seulement la forte marée qu'il fallut attendre, le sacrifice de la provision d'eau qu'on s'était hâté de renouveler dès l'arrivée en rade, sacrifice indispensable pour alléger le navire, et enfin l'adresse d'un pilote. Celui-ci reçut 150 livres. A la suite de l'aventure, Dufresne, par prudence, fit poser diverses balises dans le chenal, cette fois par un pilote nègre ; coût modique, 18 livres.

Il s'agissait à présent d'installer les captifs débarqués, de pourvoir à leur nourriture, de pourvoir aussi à celle de l'équipage. — L'installation à terre des 599 captifs et leur entretien amenèrent naturellement quelques déboursés. Dufresne, négociant habile, ne lésina pas sur cette simple avance de fonds à récupérer bien des fois lorsque, à la vente aux enchères, il étalerait de la marchandise robuste et saine. Dès le 30 juin, il loua une grande propriété appartenant à un sieur De la Marthre, et qui comprenait maison, savane (prairie) et jardin ; ce qui, pour juillet et les vingt-cinq premiers jours d'août, jusqu'au réembarquement des Africains, lui coûta 580 livres. Il fit le même jour aménager le logis, par huit soldats de la garnison, pour 24 livres, et il prit en service un mulâtre pour garder les captifs, pour leur faire la cuisine dans les vastes chaudières à ce destinées à bord, chaudières qu'il fit transporter là ; ci, 120 livres à ce mulâtre, pour presque deux mois. D'autre part, son gérant et trésorier, Romain, stylé par lui, ne manqua pas, sept semaines durant, de bien ravitailler les 600 Africains, surtout en cassave (farine de racine de manioc séché ; en somme, du tapioca) ; accessoirement en ignames, en riz, en maïs. Au total, cette alimentation revint à 1,830 livres. Somme qui paraîtrait misérable pour la nourriture des 600 nègres durant cinquante jours au moins (elle ne représente, en effet, que 36 livres et demie par jour et, pour chaque nègre, un peu plus de 6 deniers quotidiens), si l'on ne songeait pas qu'à cette époque et en pays intertropicaux les vivres en question étaient à prix infimes. Le riz, seul, constituait, à 7 sols la livre pesant, une dépense relativement forte ; aussi l'emploi en était-il assez exceptionnel, simple moyen préventif contre la dysenterie si redoutée. Mais la farine de manioc ou cassave, à 3 sols, était la nourriture quotidienne. Un grand panier d'ignames ne valait qu'une livre ; une « main » de maïs 16 sols. Ces denrées étaient de tous points de vue avantageuses : il en fallait peu à l'état sec pour fournir, une fois cuites, la ration suffi-

sante, largement suffisante pour des individus qui, provisoirement, étaient oisifs. Enfin, elles constituaient une alimentation saine, à laquelle les nègres étaient accoutumés, qu'ils acceptaient volontiers.

La même sollicitude, également intéressée, bien que pour des motifs différents, Dufresne la montre à l'égard de son équipage. Il achète en quantités considérables de la viande fraîche, et l'on voit, par un article du 20 juillet, que la ration journalière pour l'équipage était de 63 livres et un tiers (légèrement moins, en fait, puisque, je l'ai relevé, l'état-major prélevait sa part de ces fournitures). Il fut distribué aussi des rations de tafia, régulièrement, car (à la date du 11 août) un fournisseur reçoit 423 livres 10 sols pour 423 pots et demi de tafia. Souvent même des rations de vin ; non du bordeaux, ce va sans dire, mais du vin ordinaire de Provence. Naturellement il fallut de grosses quantités de pain frais, en même temps que de biscuit. Les hommes d'équipage n'étaient pas plus que leurs officiers friands de légumes ; pourtant, à l'équipage il fut donné 797 livres pesant de pois conservés en barils, payés sur place 318 livres 16 sols, à 8 sols la livre. Ajoutons la menue dépense de 6 livres pour 60 livres pesant de sel. — En résumé, les frais de table, pour l'équipage, en soixante-quatre jours (1^{er} juillet-2 septembre), atteignirent au plus 5,400 livres, approximativement, soit 84 francs et 3 à 4 sous par jour ; ce qui, divisé par le nombre d'hommes, vingt-neuf (je déduis les deux qui moururent les 17 juin et 6 juillet ; même le deuxième chirurgien, mort le 31 août), donne à peu près 2 fr. 90 par homme, ou, en valeur « argent de France », 1 fr. 93.

Au nombre des frais qui, pour ainsi dire, complètent ceux de la catégorie nourriture, il faut noter les frais d'approvisionnement d'eau ; et comme petite dépense, celle de bois à brûler pour la cuisine du bord et davantage pour celle des noirs. L'eau coûta 1,100 livres, environ, en tout. Elle était apportée par des pirogues ou canots, le plus souvent montés par des soldats nègres. Mais rien ne permet d'établir son prix de revient au baril. Le bois, voituré de même, et qui se payait 8 francs par « canotée » ou par corde, coûta 112 livres seulement pour quatorze cordes.

Outre les derniers ravitaillements eau et bois, opérés un peu avant le départ, Dufresne eut à régler alors, entre autres frais, ceux des denrées embarquées pour la traversée Cayenne-Saint-Domingue : neuf barils de bœuf salé d'Irlande¹ (sept à 70 livres, et deux, « viciés », à 50),

1. Le baril pesait net 200 livres. Voir Léon Vignols, *L'importation en France, au XVIII^e siècle, du bœuf salé d'Irlande. Ses emplois. Les tentatives pour s'en passer* (Revue historique, n° de septembre-octobre 1928, p. 79-95).

total 590 livres ; — vingt-trois barils de farine à 70 livres, en tout 1,610 francs ; — 385 livres pesant de « fayaux » (haricots) et fèves séchés, à 5 sols, au total 96 francs et 5 sous. Les haricots étaient destinés à l'équipage ; les fèves aux noirs, accoutumés souvent à en consommer à bord des négriers.

Parmi les dépenses diverses, j'en relève deux qui concernent des captifs de Dufresne, enfuis de l'enclos loué à Cayenne, devenus « marrons ». Le 31 juillet, il fut déboursé 18 francs pour la prise de trois d'entre eux ; le 8 août, « payé aux nègres de Mrs. Lemoyne et des Essars, pour diverses prises de nègres qui s'étaient rendus fugitifs, 33 livres ». Le montant de la deuxième gratification, rapproché de celui de la première, semble prouver que la seconde fut donnée pour la prise de cinq ou six captifs marrons. Une moyenne d'à peine 6 francs par capture, à partager entre deux ou plusieurs capteurs, voilà encore qui nous apparaît dérisoire ; toutefois, si à chacun des capteurs, selon la difficulté, les dangers et le temps présumés de leur chasse, on avait remis pour chaque capturé une dizaine de francs, nul doute qu'ils auraient mis tout en œuvre pour l'évasion de nouveaux captifs, afin de les reprendre et de toucher la même prime ; c'était un des effets de la démoralisation produite par l'esclavage. D'autre part — hypothèse nullement invraisemblable — les nègres chasseurs avaient peut-être reconnu, en ceux qu'ils chassaient, des membres d'une des innombrables tribus étrangères à la leur et donc ennemies de la leur. L'idée de faire front, de s'entr'aider, en captivité, contre l'ennemi commun, contre le blanc, ils en étaient encore singulièrement loin !

Passons rapidement sur quelques autres dépenses diverses : 700 bougies du pays, à 4 sols l'une, 140 francs ; — 50 francs payés « au Domaine, pour l'ancrage du vaisseau et droit de poudre » ; — 50 livres 3 sols 6 deniers au greffier « pour les expéditions de l'amirauté remises à M. Dufresne du Pontcieux » ; — 28 livres 10 sols « pour droits de greffe de la subdélégation et enregistrement des déclarations » de Dufresne à l'amirauté ; — 1,286 livres au gérant et trésorier, le sieur Romain, pour commission de 5 % sur le total des dépenses jusqu'au 1^{er} septembre inclus, total qui s'élevait à 25,721 livres 5 sols 6 deniers. Enfin, au dernier moment, le 2 septembre, le « coup d'adieu » au pays coûta, « dépense d'auberge pour officiers et équipage », la modeste somme de 13 livres et 14 sols.

Mais j'ai hâte d'arriver à une affaire de bien autre importance, appelant des commentaires de grand intérêt. Dans sa déclaration du

31 août à l'amirauté de Cayenne, Dufresne annonce que, « pour payer toutes ses dépenses et frais », il lui a été nécessaire de vendre en ce port 36 nègres pour le compte de l'armement (12 hommes, 2 femmes, 14 négrillons, 8 négrittes), au prix de 26,000 livres, et 4 pour le compte des pacotilleurs (1 nègre et 3 négrillons), au prix de 3,000 livres¹.

Le total général des dépenses s'était élevé à 27,638 livres et quelques sous (en « argent de France », 18,425). Les deux ventes ci-dessus produisirent 29,000 francs, c'est-à-dire 1,362 de plus qu'il n'avait finalement été nécessaire pour couvrir les dépenses. Les pacotilleurs, Dufresne et les autres officiers, eurent donc à encaisser 1,362 francs, laissant de leur poche, pour contribuer à couvrir les dépenses, 3,000 — 1,362 = 1,638. Or, on peut évaluer au total à 5,500 livres, maximum, les frais de table qu'ils avaient faits. La part de ces frais qui incombe à l'armateur est donc ramenée à 5,500 — 1,368 = 3,860 francs ou, « argent de France », 2,573; somme encore considérable, mais non certes au point que l'armement dût en être scandalisé.

Toutefois, Dufresne eut à défendre les pacotilleurs, lui compris, contre une très abusive exigence fiscale de certains hauts fonctionnaires. On trouve, en effet, avant-dernier article des comptes de Romain (le gérant et trésorier), cette mention : « Payé pour droit de 2 % de la vente faite [des quarante nègres susdits], à MM. le gouverneur et le commissaire de la Marine, 555 livres 11 sols 2 deniers ». Examinons d'abord le côté secondaire de la question, celui qui intéressait personnellement les pacotilleurs; il est curieux et amusant. 2 % sur le total de la vente, cela aurait fait 580 francs; sur la seule vente des captifs de l'armement, le 2 % n'aurait fait que 520 francs, les noirs des pacotilles étant alors exempts de cette taxe. Le taux bizarre auquel s'arrêtèrent les deux fonctionnaires bénéficiaires de cette sorte d'imposition dénote, au profit des pacotilleurs, une faveur minime, réelle pourtant : au lieu de 2 %, donc 60 francs, ils furent taxés, pour leurs 3,000 francs de nègres, à 35 francs, soit un peu moins de 1,2 %.

Mais qu'était donc ce « droit » de 2 % ? C'était une des formes revêtues, depuis une époque indéterminée, par un usage dont l'origine se

1. L'usage de la « pacotille » (dite aussi « port permis », attendu que l'armateur exemptait de droit de fret les articles de pacotille par lui autorisée, nègres ou autres articles) était un usage mal vu. et Valin en dit grand mal. Il donnait lieu à bien des abus, parmi lesquels celui qui consistait à charger beaucoup plus de pacotille que l'armateur ne l'avait autorisé, même à en charger sans autorisation aucune. Mais l'usage tenait bon. D'ailleurs, aux XVII^e et XVIII^e siècles, les armateurs autorisaient des pacotilles, d'importance proportionnée au grade et au mérite respectifs, à chacun des membres de l'état-major; assez souvent aux « officiers-mariniers » du bord, mais de façon modique; à peu près jamais à des hommes d'équipage.

perdait dans les lointains de l'histoire universelle, l'usage à demi spontané et à demi imposé des cadeaux ou gratifications aux autorités et fonctionnaires les plus divers, du plus grand au plus petit, pour obtenir la marche et l'issue souhaitée, dans n'importe quelle affaire (ou à titre de remerciement, l'affaire ayant réussi). En ce qui concerne les négriers, cet usage avait longtemps pris la forme d'un prélèvement arbitraire de nègres, choisis par les principaux administrateurs coloniaux, à l'arrivée de chaque cargaison noire. A force de réclamations des négociants métropolitains, d'interventions gouvernementales, ce prélèvement en nature s'était transformé, dans les colonies françaises, en une taxation en espèces qui finalement, vers le milieu du XVIII^e siècle, n'était généralement plus que de 2 %. Taxe dont le pouvoir central ordonna, en 1759, la suppression pure et simple à dater du 1^{er} janvier 1760¹.

Ce 2 % réglé, ainsi que toute autre dépense, la *Perle* partit de Cayenne le 2 septembre 1756 et arriva sans encombre au Cap français de Saint-Domingue, le 24 du même mois, avec un chargement de 554 nègres restant à vendre².

IV. — LE SÉJOUR AU CAP FRANÇAIS, 24 SEPTEMBRE 1756-4 MAI 1757; LA VENTE DES CAPTIFS, 30 SEPTEMBRE-26 OCTOBRE

Six jours après l'arrivée de Dufresne au Cap, commençait, le 30 septembre, la vente aux enchères de ses Africains, sous la direction de Guillaudeau, négociant en cette ville, et avant la fin de la journée 65 captifs ou captives étaient vendus, à hauts prix. Comme on le voit par le grand tableau détaillé de la vente — que j'analyse ici — on offrait aux acheteurs, selon l'usage établi, de grandes facilités de paiement et, suivant la coutume en présence d'une marchandise considérable et de bonne qualité, les chalands furent très nombreux. Du reste, le nombre des groupes d'achats³ ne coïncide pas exactement avec

1. Voir Peytraud, *op. cit.*, p. 128-132. Pour les réclamations en Bretagne, voir notamment la lettre-mémoire de la juridiction consulaire de Nantes, à Maurepas, le 1^{er} juillet 1732 (arch. dép. de Loire-Inférieure, fonds de la Chambre de commerce, carton 34, cote 1; C 727 de la nouvelle classification).

2. 554 + 40 vendus à Cayenne + 4 morts dans la traversée de l'Atlantique, total, 598. Dufresne en ayant acheté 603, il y a un déficit de 5. Oubli de Dufresne? invraisemblable de la part de ce chef d'expédition si exact. Je crois à une omission volontaire. Des noirs indiqués comme fugitifs, à Cayenne — sans spécification de nombre — 5 n'auront pas été repris, et Dufresne, vexé de cet échec, n'aura pas voulu l'avouer dans un acte public; quitte à l'expliquer, dans le privé, à son armateur.

3. Je dis « groupes d'achats », pour bien spécifier qu'il ne s'agit pas de tels ou tels nombres

celui des acquéreurs : plusieurs de ceux-ci firent deux ou trois groupes d'achats, l'un d'eux en fit quatre. Notons, d'autre part, au sujet d'acquéreurs associés, que parfois l'un d'eux est ensuite acquéreur pour son seul compte, semble-t-il. En résumé, les 160 groupes d'achats de la liste sont le fait de 143 acheteurs divers.

Mais considérons d'abord de près ce que l'on pourrait qualifier les symptômes du ralentissement progressif de zèle pour les achats. A première vue, il saute aux yeux que, jusqu'au 8 octobre inclus, presque tous les acheteurs versent « au comptant à un mois » une partie notable de leur dû ; quelques-uns la totalité. Tandis que soudain, au milieu de la séance du 9, plus un seul (sauf deux exceptions) des acheteurs ne continue cette pratique. Du reste, sur un total de 160 groupes d'achats, 117 furent effectués du 30 septembre au 10 octobre ; et dans ces 117 se trouvent tous les gros achats, allant jusqu'à 12, 14 et 15 nègres et négresses.

D'autre part, les remises à dix-huit mois pour une portion de la somme due, remises exceptionnelles jusqu'à la date du 8 octobre incluse, deviennent ensuite très fréquentes. Enfin, à partir de la vente du 14 octobre incluse, apparaissent des remises à vingt-quatre mois, qui, aux quatre derniers jours, deviennent constantes.

Faudrait-il attribuer la diminution d'ardeur acheteuse à ce que les derniers lots de captifs auraient été défectueux et cela de plus en plus ? Nous avons deux preuves qu'il n'en fut rien. Première preuve : toujours le prix des nègres se maintint à 1,500 livres, celui des négresses à 1,400 ; excepté au dernier numéro, où il s'agit d'un rebut. La deuxième preuve est aussi concluante : du 24 septembre au 26 octobre il n'y eut que 6 morts sur les 554 noirs de la cargaison, et le nombre total des « nègres exténués » — expression courante — c'est-à-dire affaiblis à l'extrême, fut seulement de 15 sur les 548 restants. Pourcentages infimes, montrant que la cargaison, d'importance exceptionnelle par le nombre, était arrivée en d'exceptionnelles conditions satisfaisantes. Aussi le capitaine n'avait-il pas eu à faire « blanchir », par ses chirurgiens du bord, une partie de ses Africains (opération de trompe-l'œil éphémère, au moyen de dangereux remèdes appropriés, qui avait pour but de donner le change sur le véritable état de santé de ces malheureux). De cette fraude si usitée, Dufresne n'avait eu que faire.

Le susdit ralentissement de zèle pour les achats provint sans doute en

d'unités, mais de tel ou tel total d'unités achetées en une même séance de vente par un même acquéreur.

partie de la présence en rade d'autres négriers qui, eux aussi, avaient mis en vente leur cargaison. Mais, à coup sûr, il provint également, et bien davantage, des nouvelles d'ordre international qui se succédaient aux Antilles françaises ; nouvelles décidément funestes, au cours des dernières semaines : perspective d'une guerre maritime acharnée, l'Angleterre maîtresse des mers. D'où la certitude d'une longue interruption dans la régularité des relations avec la métropole, et aussi dans celle des profitables relations contrebandières avec l'étranger ; tant que durerait la guerre, réduction considérable des transactions commerciales et en particulier des débouchés commerciaux pour les denrées coloniales. Il allait devenir, il est vrai, extrêmement difficile de recruter de nouveaux esclaves, soit par des négriers français, soit par contrebande étrangère ; d'autre part, il était dès à présent plus qu'inutile, en présence des perspectives commerciales, d'accumuler de nouvelle main-d'œuvre nègre. Seuls pouvaient songer à risquer cette imprudence, des spéculateurs plus ou moins casse-cou, espèce qui, à vrai dire, ne manquait pas « aux Iles », surtout à Saint-Domingue.

Spéculateurs déduits, les autres acheteurs de la marchandise noire venant de la *Perle* n'étaient sûrement pas tous acquéreurs pour leur propre compte ; un certain nombre d'entre eux, « économes », c'est-à-dire gérants de plantations, étaient acquéreurs pour le compte de propriétaires absents ou même absentéistes. Ainsi s'explique en partie le fait que sur les 143 noms de la liste il n'y ait pas un seul nom connu dans l'histoire.

Le résultat final de la vente Dufresne fut magnifique : 758,900 livres (en « argent de France », 505,934), donnant une moyenne générale, pour les 548 captifs indistinctement, de 1,384 livres. Moyenne peu éloignée du double de celle qu'avaient atteinte les 40 captifs vendus à Cayenne ; mais la différence est explicable aisément. Premier fait : sur la place de Cayenne, il avait été vendu un nombre proportionnel beaucoup plus fort de négillons et de négrittes. En outre, malgré l'absence de preuves matérielles à cet égard, on peut affirmer que Dufresne, à Cayenne, vendit de préférence des captifs de valeur secondaire ; il voulait seulement couvrir ses frais locaux en cours, sans sacrifier un lot des unités « de valeur », cherchant même à « bonifier » le reste de sa marchandise par l'abandon de quarante unités généralement médiocres — en quoi il réussit fort bien.

Il est légitime de se demander pourquoi, la vente achevée au Cap,

il y prolongea son séjour durant plus de six mois. La très naturelle inquiétude sur l'issue de son voyage retour en France, à mesure que parvenaient les décourageantes nouvelles des hostilités maritimes, fut raison majeure d'ajourner plusieurs fois son appareillage. Et puis il avait, en des conjonctures très défavorables, à s'assurer quand même un bon fret de retour, un chargement avantageux de produits coloniaux. Enfin, les circonstances d'ordre économique étant de jour à autre davantage fâcheuses, il dut ajourner assez volontiers son voyage, afin de surveiller et hâter lui-même, sur place, le paiement d'une grosse partie des sommes dues par les acquéreurs de sa cargaison noire.

Il avait d'ailleurs eu soin, à tout événement, de se mettre en règle de très bonne heure quant à la visite obligatoire de son navire. Elle fut opérée le 29 novembre 1756, à sa requête, en présence du sénéchal et du procureur de la juridiction civile et criminelle du Cap (« à cause de la vacance du siège de l'amirauté »), par les sieurs qu'avaient désignés le sénéchal et le procureur, savoir : Jean-Louis Bougrier, capitaine du *Marquis de Tourny*, de Bordeaux ; Julien Botteret, capitaine du *Magnifique*, de Nantes, « et les nommés Pierre Mirail et Julien Brossard ». Visite extérieure et intérieure entièrement faite, en présence de Dufresne et de son charpentier, les quatre personnages ci-dessus certifièrent, sous serment, que le navire la *Perle* « est bon et en état de recevoir son chargement ». Toutefois, ajoute la pièce, Dufresne devra par-devant nous, sénéchal et procureur, « faire affirmer, par deux capitaines de cette rade, deux jours avant son départ, comme quoi ses agrès et apparaux sont bons ; aussi sera tenu de nous fournir un état de ses vivres ». — De ce document il ressort que les précautions officielles, sérieuses en apparence, étaient vaines presque toujours en réalité, les juges de l'état de navigabilité des bateaux étant des confrères des capitaines dont les navires étaient soumis à la visite.

Mais la *Perle* — qui appareilla pour la France le 4 mai 1757 — était vraiment en très bon état ; d'ailleurs, bien commandée, bien armée, montée par un équipage qui, traité comme nous l'avons vu par son capitaine, était tout disposé à servir avec zèle, y compris les nouveaux venus dans cet équipage, en très notable partie recomposé au Cap (voir plus loin, p. 69, ce qui concerne les remplacements d'hommes d'équipage). On va voir comment, grâce à cet ensemble de conditions, il put triompher de graves périls.

V. — LE RETOUR EN FRANCE,
4 MAI-19 JUIN 1757

La *Perle* quitta la rade du Cap le 4 mai, en compagnie de trois autres navires marchands, sous l'escorte d'un vaisseau de guerre commandé par M. de Beaufremont et qui était arrivé au Cap le 24 mars. Ce convoyeur leur continua sa protection jusqu'au 8, puis, les ayant quittés, fut perdu de vue le 10 — et le 12 ils furent attaqués. Ils se trouvaient alors cinq : la *Perle* ; le *Magnifique*, de Nantes, capitaine Julien Botteret ; l'*Élisabeth*, aussi de Nantes, capitaine Lorée ; la *Parfaite-Union*, de Honfleur, capitaine Davaud ; et deux petits bâtiments desquels Dufresne ignore le nom. Ce 12 mai, vers cinq heures après-midi, ils eurent à se défendre contre trois corsaires anglais de taille médiocre, mais chargés d'artillerie : l'un d'eux portait quatorze canons et quatorze pierriers, chacun des deux autres douze canons et douze pierriers. Ces assaillants concentrèrent d'abord leurs efforts sur le *Magnifique*, qui au bout d'une heure amena pavillon. Aussitôt après, celui de quatorze canons essaya d'aborder la *Perle*, dont les bouches à feu et la mousqueterie, « bien servis », le repoussèrent promptement. Il fut plus heureux avec la *Parfaite-Union*, qu'il enleva à l'abordage malgré l'aide apportée par Dufresne. L'*Élisabeth* put à ce moment échapper aux deux autres corsaires et, voyant la situation menaçante, prendre la fuite ; mais Dufresne, en raison d'une canonnade nocturne qui ne tarda pas beaucoup, craint qu'elle n'ait été rejointe et capturée. Lui-même s'était dérobé en même temps que ce navire. Quant aux deux petits bâtiments français inconnus, trop faibles pour risquer un combat, ils avaient pris le large dès le début de l'action.

La *Perle*, restée seule, subit quatre attaques encore, les 15, 16, 20 et 22 mai, deux d'un anglais qui montait douze canons, deux d'un autre qui en avait quatorze. Mais elle s'en tira chaque fois très bien, grâce à la forte supériorité de son tir, et n'eut de tués que deux matelots et un passager (Charles Foureroy, lieutenant d'infanterie).

En somme, Dufresne n'avait perdu de son équipage, depuis son départ de Saint-Malo jusqu'à son retour en cette ville, que six hommes : trois par maladie (un pilote côtier, un maître-canonnière, un « second chirurgien ») ; un matelot noyé par accident, et deux matelots tués les 20 et 22 mai 1757¹.

1. En conformité avec les ordonnances, il avait fait dresser « l'inventaire des hardes et effets » de chaque décédé. De même, il déposa ces inventaires au greffe de l'amirauté malouine, en terminant son rapport. Il est regrettable que ces pièces n'y aient pas été conservées. Il avait également déposé un inventaire semblable concernant « les hardes et effets », bien

Quant aux nègres, nous l'avons vu, il avait perdu seulement quatre captifs dans la traversée atlantique, à Cayenne cinq déserteurs, au Cap six nouveaux morts. Dix décès et cinq désertions sur 603 Africains transportés, soit 2 et demi %, c'était un résultat merveilleux, à peu près jamais atteint.

Le Rapport de Dufresne se termine par une sorte de réserve d'usage, relative aux avaries (dont il n'a pas connaissance, mais qui existent peut-être) éventuellement survenues à la cargaison et au navire, durant les combats soutenus et les quelques bourrasques éprouvées. C'est tout : pas la moindre plainte contre des officiers, ni des hommes d'équipage, ce qui est assez remarquable après un voyage si long, si compliqué, et ce qui témoigne encore des qualités exceptionnelles de ce capitaine négrier.

VI. — ANALYSE DU RÔLE D'ÉQUIPAGE DE « LA PERLE »

L'analyse complète du Rôle d'équipage d'un négrier — travail jamais exécuté, je crois, jusqu'à présent — est indispensable pour achever l'exposé du mécanisme d'une expédition négrière. D'abord parce que les salaires à tout le personnel du bord constituaient une grosse part des frais généraux de l'armement, même en circonstances normales. Ensuite parce qu'il faut connaître l'âge du navire, son armement militaire, la répartition des diverses parties de l'équipage quant aux fonctions, aux salaires, au nombre, etc., et très particulièrement quant à l'âge (question toujours importante, mais surtout dans cette navigation fréquemment meurtrière). Parce que, aussi, le remplacement d'hommes en cours de voyage, intéressant en tout état de cause, le devenait à haut degré en certaines conjonctures — et ce fut le cas de la *Perle*. Enfin parce que, sur le rôle de désarmement, c'est d'après le total du décompte des salaires qu'était calculée la levée du droit de la Caisse des Invalides de la Marine.

Le Rôle d'équipage de la *Perle* nous informe d'abord que ce navire était neuf, construit à Saint-Malo en 1755 ; que son tirant d'eau était de 9 pieds à vide et de 14 pieds en charge ; qu'il avait 2 ponts et 2 gaillards ; qu'il était muni de 16 canons et percé pour 20, force d'artillerie inusitée quand la paix était assurée.

État-major. — Il était composé de neuf personnes (dont les deux dernières seules n'étaient pas de Saint-Malo). Jean-François Dufresne, le

humbles, laissés par le passager tué, Charles Fourcroy ; pièce restée aux archives, ainsi qu'une autre par laquelle les héritiers de ce lieutenant chargent le maire de Saint-Malo, Hovius, de leurs intérêts ; mais les deux pièces sont à peu près sans valeur historique.

capitaine, âgé de trente-quatre ans, avait pour salaire fixe 150 livres et, comme tout le reste de l'équipage, avait reçu trois mois d'« avances », soit, pour lui, 450 livres. — Le second, Jean-Baptiste Baudran, vingt-cinq ans, salaire fixe de 90 livres mensuelles. — Le premier lieutenant, François Hue, cinquante-huit ans, 80 livres. — Le deuxième lieutenant, Louis-Athanase Ohier, vingt-sept ans, 50 livres. — Pierre Onfroy, enseigne, vingt et un ans, 20 livres. — Alain Serré, autre enseigne, dix-sept ans, pas de salaire. — Le chirurgien-major, Simon-Guillaume de Cancale, trente ans, 70 livres. — Le « R. P. Mathurin Rolland, aumônier, Jacobin, de Dinan, avec exeat du 12 juin 1755 », âgé de trente ans, 40 livres. (En regard de son nom, en marge, ces mots : « Congédié et payé [à Saint-Domingue] le 17 janvier 1757¹ »).

Il va presque sans dire que le capitaine, le second, les lieutenants et le chirurgien gagnaient autre chose que les « salaires » indiqués ci-dessus. J'ai parlé plus haut, page 63 et note 1, de l'usage des pacotilles et constaté que l'état-major au moins, sur la *Perle*, possédait, entre autres pacotilles autorisées, un nombre appréciable de nègres. Au surplus, les conditions personnelles variaient beaucoup. Voici à cet égard, une précision intéressante : en janvier 1751, un capitaine malouin, le sieur Donat, « qui a fait ses preuves aux voyages de Guinée », demande en sus des habituels 150 livres par mois, le fret gratis de trois barils d'indigo, au retour des Antilles, et — grosse condition — « 3 % sur le montant de la vente, en Amérique, des nègres de cargaison² ».

Mais revenons à notre rôle d'équipage. Après le tableau de l'état-major vient l'énumération des « officiers mariniens et matelots », toutefois dans un pêle-mêle qui ne permet pas d'établir une liste certaine des officiers-mariniers, car la composition du corps de maistrance, sur les navires marchands, était assez variable. L'énumération comporte 30 noms en tout. — Les « Novices » étaient au nombre de 8. — Les « MousSES » n'étaient que 5. Au total, les 9 personnages de l'état-major compris, le navire était monté par 52 « hommes » ; proportion normale sur un bâtiment de 280 tonneaux et destiné au genre d'opération de la *Perle*. Et les trois mois d'avance étaient d'usage courant. Proportion normale aussi celle du nombre des « Premiers officiers » comparé au

1. Au bas du premier feuillet de ce rôle d'armement, une brève note nous apprend que les autorités supérieures de Cayenne avaient remis à Dufresne « deux paquets pour la Cour » de Versailles, c'est-à-dire pour le ministère, à charge de les faire transmettre à destination dès son arrivée en France — ce qui fut fait. Le service postal France-Amérique et inversement était, en effet, exécuté, naturellement, surtout par les nombreux navires de commerce, pour les autorités comme pour les simples particuliers. Mais ceux-ci eurent trop souvent à récriminer contre des abus scandaleux introduits dans le service (j'en parlerai ailleurs).

2. Henri Sée, *Le commerce de Saint-Malo...*, p. 60 (ouvrage cité).

nombre du reste de l'équipage. La différence de solde était considérable entre le capitaine et le second, toujours selon la coutume générale et non pas spéciale aux négriers). Par contre, il y avait souvent une différence moindre entre la solde du premier lieutenant et celle du deuxième ; mais on voit que le premier, en l'espèce, était un homme âgé, cinquante-huit ans, lequel possédait sans doute des capacités correspondant à son âge et, par chance, une endurance physique encore très capable de braver les fatigues de l'expédition projetée.

Le cas des deux enseignes, celui du chirurgien, celui de l'aumônier, sont à considérer à part. J'ai dit ailleurs que « bien des gens, armateurs et autres, embarquaient leurs fils tout jeunes, en vue de l'instruction commerciale » ou maritime, ou les deux, en qualité d'enseignes, « insoucieux des dangers auxquels ils les exposaient ainsi du côté moralité¹ ». Ces jeunes enseignes ne rendaient en général que peu de services, étaient quelquefois plus que gênants. Le plus souvent, d'ailleurs, leur salaire était misérable. C'est le cas de l'un d'eux, sur la *Perle* : 20 livres par mois, solde inférieure à celle d'un matelot médiocre. Ou, comme l'autre, celui de dix-sept ans, ils servaient *gratis*. Toutefois, par chance ou autrement, Dufresne, semble-t-il, n'eut pas à se plaindre sérieusement de ces deux-là. Il n'en souffle mot.

Les appointements du chirurgien-major sont modiques, s'agissant d'un homme qui, très vraisemblablement, pour un long courrier de la nature de la *Perle*, avait dû être réellement choisi. Ceux de l'aumônier, 40 livres, sont dérisoires. Mais c'était la coutume. Même un véritable médecin des corps était mal rétribué, et on lui adjoignait à bas salaires des praticiens médiocres — ou des nullités, dites (inconscience ou cynisme) « chirurgiens ». Quant au « médecin des âmes », on en mettait un à bord parce que la loi y obligeait, mais on l'y mettait à prix réduit.

Au nombre des « officiers-mariniers et matelots » figurent précisément un deuxième chirurgien, à 36 livres, et un troisième à 18. On peut tenir pour certain que ce dernier, âgé de seize ans, était un quelconque apprenti barbier, pas même frotté de vagues notions médico-chirurgicales. — Les autres spécialités abondent et les représentants de certaines d'entre elles, importantes sur un bâtiment de mer, sont relativement bien payés. Le maître charpentier, 55 livres ; le maître tonnelier, 50 ; le maître voilier n'ayant que 33, sept de moins que le deuxième charpentier. Mais il y a deux maîtres calfats, l'un recevant 45 livres et

1. Léon Vignols, *Le « commerce interlope » français à la mer du Sud, au début du XVIII^e siècle [de 1701 à 1720]* (*Revue d'histoire économique et sociale*, n° 3 de 1925, 61 p. Voir chap. 1, 6^e section, de la partie intitulée : « La vie de la contrebande et des contrebandiers »).

l'autre 36. Un pilote-côtier en reçoit 50, cinq de plus que le maître canonnier. L'armurier est seulement à 36 ; le maître de chaloupe à 30. Par contre, autorité à bord, le maître d'équipage est rétribué à 55 livres ; le contre-maître ne recevant que 33.

Les soins de la table étaient l'affaire du cuisinier surtout, payé 40 livres et, pour MM. de l'état-major, ceux aussi du maître d'hôtel, à 33 livres ; mais le boulanger n'en recevait que 25, ayant d'ailleurs à faire du pain seulement pour l'état-major : l'équipage touchait du biscuit. — A citer encore, pour mémoire, deux « pilotins », l'un à 30 livres et l'autre à 18.

En somme, non compris les deux pilotins, la *Perle* comptait 17 représentants de spécialités diverses, en sus des 9 de l'état-major. Restent 11 matelots proprement dits, dont le salaire variait de 22 à 25 livres (un seul à 23, cinq à 24, un seul à 25) — sauf deux exceptions rares : un de ces onze matelots recevait 33 livres, un autre 35. Ces deux derniers étaient évidemment ou bien des matelots d'élite, ou bien d'excellents tireurs ou canonniers.

Les trente hommes composant la catégorie officiers-mariniers et matelots étaient jeunes ou dans la force de l'âge. (C'était de grosse importance pour la traite négrière surtout ; mais, quand même, cette précaution n'empêchait pas ce genre de navigation d'être un terrible consommateur d'hommes, en moyenne générale.) — Vingt étaient âgés de vingt-quatre à trente-cinq ans, cinq de trente-six à quarante-trois. Deux exceptions au delà, le maître canonnier et le pilote-côtier, de chacun cinquante-trois ans, et qui moururent de maladie pendant le voyage. Trois exceptions en deçà : le troisième chirurgien, seize ans ; le deuxième, de dix-neuf ans, qui mourut de maladie (durant la relâche à Cayenne) ; et l'un des pilotins, âgé de vingt ans.

Les huit « novices » avaient des salaires très variables, qui correspondaient assez exactement à leur âge et probablement à leurs services antérieurs comme mousses. Le plus jeune, de seize ans, gagnait 12 livres. Deux de dix-neuf ans et un de vingt gagnaient respectivement 18, 21 et 22 ; un de vingt et un ans était à 22 livres. Deux de vingt-quatre ans recevaient chacun 24 livres, et un de vingt-cinq ans touchait 24 livres. On peut observer que la rétribution des cinq novices payés de 22 à 25 livres, était égale ou supérieure à celle de matelots beaucoup plus âgés qu'eux ; sans que notre documentation puisse expliquer cette anomalie, sur laquelle je trouverai l'occasion de revenir ailleurs.

Les cinq « mousses » ne recevaient guère, suivant l'usage, qu'une aumône, 5 ou 6 francs par mois ; et parmi les trois qui en gagnaient seulement 5 se trouvaient les deux qui avaient été recrutés à l'hôpital

de Saint-Malo, bien que l'un d'eux eût seize ans. Des quatre en sus de ce dernier, l'un avait quatorze ans, deux (dont un de l'hôpital) en avaient douze, un était âgé de onze ans. Quand on sait ce qu'était, partout, toute la marine d'alors, en particulier ce qu'étaient — je dis : exactement et dans tous ses détails — la marine et la vie « négrières », on fait de singulières réflexions sur l'emploi des enfants.

Quant au « recrutement géographique » de l'équipage de la *Perle*, il était, comme à peu près partout et toujours (excepté sur les corsaires), local et régional. Sur la totalité des 52 hommes, enfants compris, qui le composaient, 32 étaient de Saint-Malo même et 7 de son faubourg de Saint-Servan. Tous les autres, sauf un de Cancale, venaient de ce qui est aujourd'hui la partie orientale des Côtes-du-Nord, ou de ses confins.

Dufresne fit des « remplacements d'hommes d'équipage » ; l'un à Cayenne, de cinq hommes (dont quatre désertèrent à Saint-Domingue) ; les deux autres au Cap Français, où l'escadre royale avait réquisitionné plus de vingt des officiers-mariniers, matelots, novices et mousses de la *Perle*. Il va de soi que les nouveaux recrutés venaient d'un peu partout. Quatre étaient de Saint-Malo, un de Cancale, un de Pleurtuit, un de Granville, mais presque tous les autres étaient de ports français divers, même de villes de l'intérieur : un du Mans, un de Tarbes, un de Béziers. Et il y en avait trois de l'étranger : un Catalan, un Génois, un Sarde. Quelques-uns étaient des matelots congédiés par des navires (notamment le *Courageux*, le *Protée*, l'*Amphion*) de la susdite escadre royale. Les autres provenaient de bateaux du commerce, qui les avaient congédiés plus ou moins antérieurement et qui ne sont pas indiqués. Ceux qui provenaient des navires royaux devaient être enchantés d'en sortir, tant les salaires y étaient bas. Ainsi, un deuxième canonnier, âgé de trente-six ans, ne gagnait « au service du roi » que 26 livres ; un autre, un voilier, de vingt-trois ans, 13 livres ; un simple matelot, mais de trente-cinq ans, 18 livres, et un de vingt-six ans n'y avait que 15 livres.

Dufresne, lui, accorde des salaires exceptionnellement élevés, par suite des circonstances : il ne voulait pas, la guerre maritime ayant commencé, traverser l'Atlantique avec un équipage incomplet. (Même il le renforça, puisqu'il remplaça, excepté pour un novice, les mousses et les novices manquants par des matelots). Aussi engagea-t-il d'abord trois simples matelots à 40 livres et un à 60. Puis aussitôt, pour avoir un maximum de chance de fidélité à l'accord intervenu — la désertion, aux colonies, était un fait si courant ! — il offre à la plupart des recrutés, sauf deux, une somme importante à forfait : « pour la traversée ».

Somme d'ailleurs variable, de 200 livres (un seul cas) ou 300 (un cas) à 350 (trois cas), 400 (quatre cas), 450 (un cas), 500 (dix cas). En valeur « argent des îles », c'était stipulé, mais quand même l'offre était alléchante et elle assura avant tout la fidélité des engagements. En effet, la moyenne de ces engagements spéciaux ressort à 430 livres « argent des îles », soit 287 livres et deux tiers en « argent de France ». C'était sept fois et demi le gain « normal¹ ».

On comprend mieux, dès lors, la belle résistance de la *Perle* aux cinq attaques de corsaires anglais ; résistance dans laquelle à coup sûr se distinguèrent tous les nouveaux recrutés privilégiés, car ils voulaient ne pas être capturés, ne pas risquer de perdre les très exceptionnels salaires promis. Leur zèle coûta à l'armement quelques milliers de livres par leur sursalaire, mais il contribua à sauver un navire neuf qui en valait environ 35,000, une cargaison de retour qui en valait incomparablement davantage et dont le considérable bénéfice à réaliser sur sa vente allait s'ajouter au bénéfice de la vente des nègres.

En sus de son équipage, Dufresne avait embarqué à Saint-Malo comme « passager » un matelot « pour aller joindre le navire le *Diamant*, capitaine Deslandes Porée ». Le *Diamant* était un navire également armé par Surcouf aîné, avec même destination que la *Perle*, parti de Saint-Malo avant elle, et dans lequel Magon de la Lande frères avaient, comme dans la *Perle*, un intérêt des 5/6^{es}. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que le nombre et l'importance des parts d'intérêt variaient beaucoup. Je me borne à en citer un exemple ; il s'agit encore d'un négrier malouin de la même époque, le *Sauveur* (singulier nom, pour un négrier), armateur Jean-Baptiste Le Bonhomme, sieur de La Fontaine, capitaine Barthélemy Trabault. Cet armateur avait là six intéressés : trois pour chacun 1/16^e, deux pour chacun 3/32^{es}, un

1. Du reste, à la fin de son dernier recrutement, Dufresne, qui avait à peu près entièrement reconstitué son équipage, termina par cinq engagements (dont ceux des trois étrangers) à 80 livres par mois (argent de France) et un engagement « sans salaires ». Précédemment, il avait remplacé son aumônier — congédié, nous l'avons vu — par un autre auquel il accorda seulement 30 livres (argent de France).

Laisant de côté ce dernier cas, on peut se demander d'où venait la disproportion considérable des conditions d'engagement. Disproportion que le texte ici analysé n'explique pas et que ne sauraient suffire à faire comprendre, en l'espèce, des inégalités de capacités professionnelles. La réponse n'est que trop facile. Comme en France et partout, mais plus encore, pour les matelots comme pour les soldats, la disproportion dans les conditions d'engagement, à valeur égale ou équivalente des recrutés, dépendait en part très notable de la quantité plus ou moins grande de boisson que les recruteurs avaient réussi à leur faire absorber. Le recrutement, en effet, se faisait presque toujours au cabaret. Or, dans les principaux ports des Antilles, les cabarets étaient nombreux ; en particulier à La Martinique et à Saint-Domingue, j'ai dit ailleurs pourquoi (Léon Vignols, *Les cabarets aux Antilles et leurs grands protecteurs sous l'Ancien régime*, dans *Revue d'histoire économique et sociale*, n° 3 de 1927).

pour 1/64^e. Total 3/8^{es} et la petite fraction de 1/64^e; en somme, beaucoup moins que les Magon dans les deux négriers de Surcouf¹.

Le rôle d'armement de la *Perle* se termine, en conformité avec les règlements, par deux textes qui rappellent longuement les obligations légales du capitaine et de son armateur; le premier de ces textes étant signé par eux deux, l'autre par le commissaire de la Marine à Saint-Malo et par le trésorier de la Caisse des Invalides au même « département ». Suit, pour finir, cette attestation, signée d'Isarn, le trésorier, attestation en date du 20 janvier 1757, lendemain de la rentrée au port de la *Perle*: « Revue au retour, premier équipage 52 hommes, remplacements 37, total 89; — présents 47, congédiés 31, désertés 5, morts 6, total égal 89 ». — Les déserteurs étaient 4 sur cinq des recrutés à Cayenne et seulement 1 des recrutés au Cap; tous désertés au Cap.

Le rôle de désarmement, d'intérêt incomparablement moindre pour nous que celui d'armement, mentionne qu'« il est dû à l'équipage, par l'armateur, vingt et un mois et un jour » de salaires, « à compter du 19 septembre 1755 » (c'est-à-dire trois mois après le départ de Saint-Malo, puisque l'équipage avait reçu trois mois d'avances) « jusques et compris le 19 juin 1757 », jour auquel la *Perle* « a désarmé à Saint-Malo ». Cette formule ne vise que l'ancien équipage ou plutôt ce qui en restait, mais, en fait, le compte est établi aussi, comme de juste, pour les hommes recrutés outre-Atlantique (moins les cinq déserteurs). En résumé, le décompte total s'élève à 37,607 livres 5 sols 4 deniers, dus au retour par l'armateur Surcouf aîné. Somme versée immédiatement par lui et sur laquelle furent prélevés les 6 deniers par livre pour la Caisse des Invalides de la Marine, soit 940 livres 3 sols 9 deniers.

VII. — L'ÉTAT DES ARMEMENTS COMMERCIAUX, CEUX DES NÉGRIERS SURTOUT, VERS CETTE ÉPOQUE, EN PARTICULIER A SAINT-MALO ET A NANTES

Je doute que pour montrer, de façon matérielle et comme symbolique, la détresse effrayante de tout le commerce maritime français, la presque annihilation de ses armements, de 1756 inclus à 1762 inclus, et la maîtrise absolue des mers par la marine anglaise de guerre et de course, l'impuissance générale complète de la marine française de course et de guerre — je doute qu'il existe un fait matériel plus saisiss-

1. Arch. de Saint-Malo, fonds de l'Amirauté, registre (déjà cité) n° 9 des « Actes de Société et déclarations d'intérêts... » : folio 21 recto, déclaration du 22 janvier 1755, et folio 20 verso, déclaration du 26 novembre 1754.

sant, plus révélateur, que la constatation ci-dessous (entre autres semblables et tout aussi ignorées dans l'enseignement historique) :

Il avait fallu un gros registre pour contenir les Rapports de mer faits devant l'amirauté malouine, du 19 août 1751 au 21 janvier 1754, soit deux ans et cinq mois (Registre C⁴ 351). Un seul registre, identique, fut suffisant pour contenir les Rapports faits du 13 août 1756 au 8 mars 1762, c'est-à-dire en cinq ans et sept mois (Registre C⁴ 353).

Voilà pour le commerce maritime malouin dans son ensemble. Et voici pour le commerce d'esclaves ou traite négrière, par le même port et dans les mêmes périodes à peu près. De novembre 1749 jusqu'en avril 1752, Saint-Malo avait expédié aux côtes africaines douze négriers (dont huit en 1751), rentrés d'août 1751 à août 1753 (reg. C⁴ 351). — Dans le registre C⁴ 353, je ne trouve que deux rentrées de négriers, l'une d'un navire parti en décembre 1753, l'autre d'un navire (c'est la *Perle*) parti en juin 1755.

Comparons à présent Nantes, toujours pour la traite noire et à peu près pour la même période. M. Gaston Martin a eu la gracieuseté de me communiquer les renseignements ci-dessous reproduits, d'après l'état des négriers rentrés à Nantes de 1751 à 1755 :

En 1751, 13 rentrés sur 16 sortis.	En 1754, 18 rentrés sur 36 sortis.
1752, 26 — 40 —	1755, 9 — 19 — ¹ .
1753, 19 — 27 —	

Or, ajoute M. Gaston Martin, dans la lettre qu'il m'écrivait à ce sujet : de 1756 inclus à 1763 inclus, « je ne trouve aucune indication de rentrée ». De cette remarque, on peut conclure que la plupart des non-rentrés avaient été capturés par des navires anglais. On ferait certainement des constatations semblables à ce qui précède pour le commerce maritime en général, pour celui de la traite négrière en particulier, dans les fonds d'amirauté autres que ceux de Saint-Malo et de Nantes.

L'armateur Surcouf aîné, et bien davantage encore les Magon de la Lande frères (ses « intéressés en l'armement » pour les 5/6^{es}, nous l'avons vu plus haut), avaient donc eu — par suite des remarquables qualités professionnelles du capitaine de la *Perle* — une chance véri-

1. Archives départementales de Loire-Inférieure, fonds de la Chambre de commerce, C 740. — On sait que M. Gaston Martin prépare le tome II de son ouvrage sur *Nantes au XVIII^e siècle*, et que ce volume — impatientement attendu par les spécialistes de l'histoire économique et coloniale — concerne la traite nantaise.

tablement exceptionnelle dans cette expédition accomplie en la période si dangereuse de 1755 à 1757¹.

Au surplus, avant même que fût signée la paix de 1763, Saint-Malo, comme tant d'autres ports de France et de l'étranger, s'appréta fiévreusement à une grande activité négrière, pour les raisons que j'ai exposées ailleurs (voir plus haut, p. 52, note 2). Le 26 novembre 1762, les juges-consuls de Saint-Malo écrivaient au ministre Choiseul : « Nous ne pouvons, jusqu'à ce que les conditions préliminaires de la paix ne soient publiques, dire positivement à Votre Grandeur la quantité de navires que les négociants de cette ville destinent à la traite des noirs, parce que plusieurs [beaucoup] suspendent jusque-là leurs entreprises. » Cependant « le sieur [de] Grand-Clos-Meslé arme le *Moniel* et compte traiter 600 noirs. Le sieur de la Fontaine Le Bonhomme et Le Gentil frères arment un autre navire » destiné à en traiter 250 à 300. « Le sieur Duval en arme un » pour 250 à 400. « Ces trois navires sortiront dès que la mer sera libre ou fort peu de temps après. Les sieurs de la Lande Magon frères ont fait construire deux navires pour le même objet, qui probablement eussent aussi sorti dès que la mer eût été libre, si ces navires n'étaient pas actuellement affrétés et prêts à partir pour Saint-Domingue. Ils traiteraient chacun 7 à 800 noirs. — Les sieurs Pilot fils et Menais Robert [de La Mennais], les sieurs Lebreton de Blessin et des Saudrais Sebire et le sieur de Châteaubriand, projettent aussi d'ar-

1. Les Magon de la Lande étaient alors les plus riches négociants de Saint-Malo, de beaucoup. Surcouf aîné, bien que très actif, était, par comparaison, de quatrième importance. Dans les rôles de l'impôt de capitation pour 1758, on rencontre « De la Lande Magon fils » avec la haute cote de 387 livres (arch. d'Ille-et-Vilaine, C 4084 ; indication obligeamment recueillie pour moi par M. Henri Sée, ainsi que la capitation de Dufresne du Pontcieux cette même année : 48 livres, cote élevée, pour un capitaine de navire). — Au rôle de 1762 j'ai trouvé encore « De la Lande Magon fils » avec la cote considérable de 750 livres, la plus haute de toutes dans la liste de 2,235 numéros. Et aussitôt après vient celui de « M^{me} la Lande Magon, veuve », taxée à 660 livres. Tandis que la taxe de « Surcouf l'aîné » n'est que de 36, et que la plus forte cote des personnes nettement indiquées comme « armateurs », celle de « M. de Châteaubriand », atteint 300 livres (arch. commun. de Saint-Malo, CC 46).

Mais en 1763 la capitation de M. « De la Lande Magon » est baissée à 540 livres, restant d'ailleurs de nouveau la plus haute de l'année ; et la veuve De la Lande Magon est capitée 600 (arch. d'Ille-et-Vilaine ; communiqué par M. Henri Sée) au lieu des 660 de 1762.

En 1780, De la Lande Magon fils était taxé, au rôle des « Vingtièmes d'industrie », à 100 livres, la plus forte cote après celle (150 livres) de l'armateur Meslé de Grandclos. Tandis que ses parents, Magon de la Blinais et Magon de la Villehuchet, étaient respectivement imposés à 70 et 24 livres (Henri Sée, *La vie économique et les classes sociales à Saint-Malo à la veille de la Révolution, d'après les rôles de la capitation et des vingtièmes d'industrie*, 18 p., dans la 9^e série, année 1925, des « Mémoires et documents... » publiés sous la direction de M. J. Hayem. Voir p. 148, note 10 bis. — Dans ce même volume précisément se trouve le long et si important travail du même auteur — en 130 pages — sur *Le commerce de Saint-Malo au XVIII^e siècle d'après les papiers des Magons* [Magon de la Balue et Magon de la Blinais].

mer ici pour Guinée ; mais ils attendent la publicité des conditions préliminaires [de paix] pour se décider. Nous ne doutons pas que plusieurs [beaucoup d']autres négociants n'arment aussi pour le même objet¹. »

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Il y a tendance à croire que l'histoire « négrière » est très connue, même « sujet rebattu », parce que l'on a autrefois énormément écrit, partout, sur tout ce qui la concerne. D'autre part, et sans voir que ce deuxième jugement contredit le premier, on a tendance à dédaigner cette histoire parce qu'elle fut traitée sous l'influence des passions d'alors : chez tous les polémistes, emploi trop fréquent de l'éloquence emphatique à la mode ; chez les abolitionnistes, trop de sentiment, même du sentimentalisme ; chez les esclavagistes, la déclamation jusqu'au grotesque, l'injure, la calomnie, et pas trace d'esprit de critique scientifique ; du côté international, les chauvinismes haineux se donnant libre carrière. Mais tout cela prouve simplement que cette histoire est encore à écrire, surtout en France, où l'on s'en est jusqu'à présent fort peu occupé.

Les pages qu'on vient de lire auront atteint leur but, si elles ont un peu contribué à montrer l'intérêt des études « négrières » envisagées comme une fraction importante de l'histoire économique et sociale des Deux-Mondes, plusieurs siècles durant. En particulier, en ce qui nous concerne, comme une fraction importante de l'histoire de notre commerce, de notre marine marchande, de l'évolution économique de certaines colonies ou ex-colonies françaises et de celle de plusieurs ports métropolitains, — en même temps que de l'histoire des idées comme des faits sociaux en France et outre-mer, de leurs influences et de leurs répercussions tant médiatees qu'immédiates.

Je voudrais avoir réussi également à montrer que, parmi les très nombreuses sources, en grosse part inédites, qui offrent à ces études une base solide, il y a en France, pour la période 1679-1789, une série documentaire d'importance capitale : les fonds d'Archives de nos anciennes amirautés. Fonds restés bien peu connus, rarement utilisés, depuis que j'essayai d'attirer l'attention sur eux, il y a une quarantaine d'années, et que plus tard, en 1902, M. Bourde de La Rogerie écrivait, en 280 colonnes in-4°, dans la première moitié de son « Introduction » au tome III de l'*Inventaire des Archives départementales du Finistère*, une magistrale étude sur les amirautés.

L. VIGNOLS.

1. Arch. comm. de Saint-Malo, BB 58, registre de copie des lettres du Consulat de Saint-Malo du 6 janvier 1758 au 18 décembre 1767, folios 87 recto à 88 recto.

MÉLANGES

CHARLES DE LORRAINE

QUATRIÈME DUC DE GUISE

PRÉTENDANT A L'ÉTAT PONTIFICAL DE FERRARE

La maison de Guise, qui joua un rôle si plein d'éclat, du règne de François I^{er} jusqu'aux temps de la Ligue, connu, après le triomphe d'Henri IV, un déclin rapide et dramatique. La destinée malheureuse de Charles de Lorraine, le fils aîné du Balafre, manifeste et résume, en quelque sorte, cette déchéance, rendue désormais inévitable par l'avènement d'un ordre politique nouveau.

Issu d'une race belliqueuse et volontaire, doué d'une brillante valeur et d'une vive et judicieuse intelligence, Charles de Lorraine vit s'écrouler, l'un après l'autre, tous ses rêves de suprématie et de gloire ; il n'est donc pas étonnant qu'ayant promptement perdu en France toute influence sérieuse, il ait cherché ailleurs quelque dédommagement à son infortune, que son esprit audacieux et fécond en projets ait nourri des velléités d'indépendance et de domination.

Il est cependant bien étrange de voir l'héritier du chef de la Ligue, ce même duc de Guise qui, captif à Tours, « n'avait cessé de nourrir en son cœur et de révéler une extrême ardeur de servir la cause catholique¹ », former un jour l'ambitieux dessein d'enlever au pape l'État de Ferrare (auquel il aspirait comme petit-fils d'Anne d'Este²) et rechercher l'alliance des ennemis de Rome, dans l'espoir de réaliser son projet.

Cet épisode, doublement intéressant pour l'histoire de France et d'Italie, n'a jamais été raconté : ni les savants historiens des ducs de Guise, René de Bouillé³ et Henri Forneron⁴, ni l'érudit annaliste de Ferrare, Antonio

1. Cf. René de Bouillé, *Histoire des ducs de Guise*, t. IV. Paris, Amyot, 1850, in-8°, p. 39.

2. Anne d'Este (1531-1607), fille d'Hercule II, duc de Ferrare, et de Renée de France, avait épousé en 1549 François de Lorraine, deuxième duc de Guise.

3. *Op. cit.*

4. H. Forneron, *Les ducs de Guise et leur époque*. Paris, Plon, 1877, 2 vol. in-8°.

Frizzi¹, n'en font mention dans leurs importants ouvrages. Nous avons eu la bonne fortune de découvrir à ce sujet quelques documents nouveaux, qui vont nous permettre d'expliquer dans quelles circonstances ce projet a été conçu et d'indiquer les causes qui l'ont fait échouer.

* * *

Lorsque, dans l'automne de 1611, Charles de Lorraine s'avisa de revendiquer ses droits héréditaires sur le duché de Ferrare, il y avait déjà près de quatorze ans que cet État, ancien fief de l'Église, se trouvait sous le gouvernement du Saint-Siège. Le dernier duc de Ferrare, Alphonse II, étant mort sans enfants en 1597, le duché était passé, par droit de dévolution, sous le pouvoir des papes. César d'Este, cousin d'Alphonse II, après quelques tentatives de résistance, l'avait cédé au souverain pontife Clément VIII, ne gardant pour lui que la seigneurie de Modène et Reggio.

On peut se demander pourquoi le duc de Guise, qui touchait alors à la quarantaine, avait si longtemps tardé à mettre en avant ses prétentions, pourquoi il avait choisi juste ce moment pour essayer de faire aboutir son projet.

Il est difficile de le préciser; mais nous croyons reconnaître au moins quelques-unes des circonstances qui ont dû influer sur sa décision. D'abord, son mariage tout récent (6 janvier 1611) avec Henriette-Catherine de Joyeuse, veuve du duc de Montpensier, n'avait vraisemblablement pas été sans stimuler l'orgueil de son rang et de sa race, sans raviver les aspirations qui le poussaient à la recherche d'une souveraineté indépendante. D'autre part, une violente querelle entre le prince lorrain et le comte de Soissons avait rendu presque intenable sa situation à la Cour. Marie de Médicis était allée jusqu'à lui imposer les arrêts; et c'est (chose singulière!) le duc de Sully — le grand ministre huguenot — qui s'était chargé de défendre le fils du Balafré devant le Conseil de Régence².

Depuis quelque temps, surtout après la mort d'Henri IV, Charles de Lorraine entretenait, en effet, les meilleurs rapports avec les protestants. « Il veut estre creu esloigné de passion et se porter tel dans nos affaires » — déclarait à ce propos Philippe Duplessis-Mornay³. Dès le 16 juillet 1610, un ami des huguenots, Fra Paolo Sarpi, consultant de la République de Venise, pouvait se féliciter de la « bonne intelligence » qui régnait entre Charles de Lorraine et le duc de Sully⁴.

1. A. Frizzi, *Memorie per la storia di Ferrara...*, con giunte e note del conte avv. Camillo Loderchi (seconde éd.). Ferrara, Servadio, 1847-1848, 5 vol. in-4°.

2. Cf. R. de Bouillé, *op. cit.*, t. IV, p. 358.

3. Ph. Duplessis-Mornay, *Mémoires et correspondance*. Paris, 1824-1825, 12 vol. in-8°; t. XI, p. 374, lettre à Pierre Asselineau, du 28 décembre 1611.

4. Cf. M. D. Busnelli, *Un carteggio inedito di Fra Paolo Sarpi con l'ugonotto Francesco Castrino* (*Atti del R. Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti*, t. LXXXVII, p. 11 [1926], p. 1134): « Molto mi piace, che il sig^r de Suilly sia in reputatione, servendo ciò per la Reli-

On comprend mieux, dès lors, et le moment et le moyen choisis par le duc de Guise. Quant aux huguenots, il est évident qu'ils avaient d'excellentes raisons pour accueillir très favorablement le projet du prince lorrain, dirigé contre Rome et visant à amoindrir le pouvoir temporel des papes. Peut-être songeaient-ils à renouveler dans le duché de Ferrare les beaux temps de Renée de France, alors que Calvin avait séjourné à la cour d'Este et que tant de progrès avaient été réalisés pour la cause protestante. Ils avaient, en tout cas, le plus grand intérêt à éloigner de France le chef d'une maison dont le prestige et la tradition catholique étaient toujours à redouter; celui qui, une dizaine d'années plus tard, sera appelé à étouffer dans le sang l'insurrection des réformés rochelais.

Quoi qu'il en soit, c'est Philippe Duplessis-Mornay, le « pape des huguenots » lui-même, qui, au mois de septembre 1611, engage des démarches officielles, afin de sonder le terrain et préparer la voie à la tentative de Charles de Lorraine.

* * *

La première condition indispensable, pour envisager avec quelque espoir de succès l'entreprise de Ferrare, c'était de s'assurer la collaboration, ou du moins la neutralité bienveillante de la République de Venise, particulièrement intéressée à l'affaire, aussi bien par son voisinage que par l'importance stratégique de la tête de pont transpadane. On pensait sans doute que la République, gardant rancune au pape depuis la violente querelle de l'Interdit, ne s'opposerait point aux revendications antipapales du prince lorrain. Mais comment pressentir les intentions secrètes de l'impénétrable Seigneurie? Nul n'était mieux indiqué pour cette besogne que le grand consulteur de la Sérénissime, Fra Paolo Sarpi, dont on connaissait les sentiments très hostiles à la Cour de Rome et la vive sympathie pour les hommes et les idées de la Réforme. C'est à lui donc que Duplessis-Mornay s'adressa, par l'intermédiaire de son correspondant à Venise, le médecin orléanais Pierre Asselineau, calviniste zélé, qui était depuis longtemps intimement lié avec Fra Paolo.

Le 23 septembre 1611, Philippe Duplessis-Mornay écrivait en ces termes à Pierre Asselineau¹ :

J'ose vous entamer ung affaire, duquel je suis recherché pour estre commis à la prudence de nostre révérend Père, qui jugera quel fruit il s'en pourra tirer. Monsieur de Guise dict porter impatiemment que l'Estat de Ferrare *auctum solum* soit des mains du Pape, et vouloir tenir tous les moyens d'y rentrer. Vous en pénétrés assés la conséquence. Il sçait qu'il n'y peult rien sans la faveur de la Seigneurie, qui d'ailleurs a intérêt d'esloingner ou de troubler ce mauvais voisin [le Pape]

gione; et per l'istessa causa mi piace la buona intelligentia tra lui et Guisa, il quale sarà necessitato, volendo conservar l'amicitia, deponer quella severità lorenese.

1. Duplessy-Mornay, *op. cit.*, t. XI, p. 299-300.

si et elle doute de la sincérité de ses procédures, s'assure que le roy d'Angleterre le cautionnera pour l'honneur qu'il a de lui appartenir de près, et pour la créance qu'il a gagnée et qu'il entretient près de lui¹. Vous dirigerez donc cest affaire sans bruiet et me manderés, s'il vous plaist, ce que les plus sages en trouvent.

Pierre Asselineau reçut cette lettre à Padoue, où il se trouvait à ce moment-là « à la cure de l'ambassadeur d'Angleterre », Henry Wotton². Sans délai, il se rendit à Venise pour en communiquer le contenu au « bon Père » et solliciter sa réponse. Mais Fra Paolo fut extrêmement réservé. Comme il s'agissait d'un « négoce de très grande conséquence » — dit-il à Asselineau — il préférerait ne pas répondre tout de suite, « afin d'y penser plus mûrement ». Il ne lui cacha pas cependant les grosses difficultés que présenterait un passage de troupes à travers des pays non favorables, et surtout l'opposition que ne manquerait pas de faire le duc de Modène, César d'Este, « lequel, comme voisin, prétendant et y ayant force pratiques pour lui seul, empêcherait ce dessein-là, aimant mieux que le tout demeure en l'état qu'il se trouve, qu'il se change à son préjudice³ ».

« Pour mon regard », conclut Asselineau, en écrivant à Duplessis-Mornay, le 9 novembre 1611⁴, « plus j'y songe, moins je vois cette entreprise réussible ». Il en arrive jusqu'à douter que « ce ne soit quelque propos avancé à dessein » par la République de Venise, « et qu'on ne s'en serve seulement de par deçà à se rattacher avec le duc de Guise », que les Vénitiens avaient, croit-il, mécontenté, en refusant de prendre à leur service le prince de Joinville (frère cadet de Charles de Lorraine), bien qu'il fût, lui aussi, cautionné par le roi d'Angleterre⁵.

Cette supposition d'Asselineau était tout à fait dénuée de fondement. Elle n'en est pas moins à remarquer, car elle nous permet de saisir sur le vif, d'un côté, l'étonnement qu'inspirent à un protestant non prévenu ces démarches singulières en faveur du duc de Guise, et elle nous donne, d'autre part, une nouvelle preuve de l'inébranlable prudence du consultant vénitien dans la conduite des affaires d'État confiées à sa discrétion. Malgré l'affection et

1. Charles de Lorraine et Jacques I^{er}, roi d'Angleterre (dont on connaît les virulentes diatribes contre la Cour de Rome), étaient, tous les deux, arrière-petits-fils de Claude de Lorraine, premier duc de Guise (cf. H. Forneron, *op. cit.*, t. I, tableau généalogique).

2. Aucune allusion à cette lettre dans *The life and letters of Sir Henry Wotton*, publ. par L. P. Smith (1907) ; au t. II, p. 102, note, est mentionnée une lettre d'Asselineau à Wotton, mais en 1616.

3. Duplessis-Mornay, *op. cit.*, t. XI, p. 315-316, lettre d'Asselineau à Duplessis-Mornay, du 25 octobre 1611.

4. *Ibid.*, t. XI, p. 342.

5. Cf. la lettre d'Asselineau à Duplessis-Mornay, du 27 avril 1611 (*op. cit.*, t. XI, p. 196) : « Monsieur le prince de Joinville attente par l'entremise de la royne et du roy d'Angleterre d'estre receu au service de ceste République, et a esté esconduit avec belles paroles ; ayant esté trompée du prince de Vaudémont, il estoit difficile qu'elle se peust fier d'ung aultre de la mesme maison, n'ayant aulcune souveraineté ». On sait que François de Vaudémont, nommé général des troupes vénitiennes au temps de l'Interdit, s'était démis de cette charge, de peur d'être obligé à prendre les armes contre le pape.

l'estime très grandes qu'il avait pour son fidèle médecin et ami Pierre Asselineau, il ne voulut pas le mettre au courant de sa réponse ; il aime mieux l'envoyer directement à Duplessis-Mornay, afin que le secret en demeurât « moins éventé¹ ».

Le jour même où il demandait à Asselineau un délai pour réfléchir « plus mûrement », Fra Paolo exposait à Duplessis-Mornay, avec sa perspicacité coutumière, le point de vue de la République et son opinion personnelle à l'égard du dessein conçu par le duc de Guise.

J'ai lu ce que vous écrivez à monsieur Asselineau — lui disait-il dans sa lettre du 25 octobre 1611² —. A notre ami, je n'ai répondu que par des généralités, car il est bon de mêler peu de personnes à de pareilles affaires. Mais voici ma réponse à votre proposition : le plus ardent désir de la République de Venise, à la mort du duc de Ferrare, était de voir cette ville rester aux mains de César d'Este, pour ne

1. Duplessis-Mornay, *op. cit.*, t. XI, p. 342.

2. Voici, dans son texte intégral, la lettre du consultant vénitien, imprimée ici pour la première fois, d'après une copie ancienne, conservée à la bibliothèque de l'Arsenal (ms. 4128 (*Recueil Conrart*), p. 464-465). Nous en devons la transcription à l'obligeance de M. Paul Deslandres, conservateur à cette bibliothèque.

« Illustrissimo Signore Filippo di Mornay, Signor du Plessis-Mornay.

« Ho deliberato di scrivere a Vostra Signoria la presente in italiano, per meglio esprimere i miei sensi ; sì come la prego nel progresso di questa materia (se li piacerà continuarla) scrivere in francese ; perchè potrebbero occorrere assai particolari, che in latino sarebbe difficile rappresentare. Ho letto quanto ella scrive all'Asselineau. A lui ho risposto con termini generali, essendo bene in simili tal'attioni meschiare poche persone. Alla proposta rispondo : questa Republica nessuna cosa desiderò più alla morte del duca di Ferrare, quanto che quella città restasse in mano di Cesare d'Este, per non confinare con Preti ; li offerse per ciò tutte le sue forze. Ma fu troppo grande il timore e precipito di lui, et efficace la volontà di Dio. Al presente nessuna cosa aborrisce più la Republica, che il continuare così confinando. Con qualche sua gran spesa vorrebbe che fosse in mano d'altrui, fosse chi si volesse, ma tanto più d'un amico come è il Duca di Ghisa, e parente del Re d'Inghilterra. Stante questa disposizione, sarebbe facile negoziare qualche conventione ; massime che si potrebbe agevolarla con altre scambievoli utilità. Ma se bene in ciò l'affettione della Republica è grande, n'ha però un'altra molto più potente, cioè conservar la pace d'Italia ; per il che, se durante questa si trattasse quella, si sentirebbe cosa impossibile. Di ciò sia documento a Vostra Signoria, che il Re di Francia morto non poté ottener pur una parola, che tendesse a quel fine. Ma, mutate le cose, e per altre vie e modi, introdotta discordia in Italia, sentirei il negotio per cosa da concludere in un mese. Adunque non occorre, a chi non vuole concepir e generar una chimera, trattar del primo, se inanzi non è effettuato il secondo. A questo, nessuna delle disposizioni presenti può condurre, se non il Duca di Savoia, che solo odia la pace. Chi crede che mai l'Ispano nuova discordia in Italia, non ha cognitione di queste cose : acquistano in un mese di pace quello che non si potrebbe in dieci anni di guerra. Ma il Duca, per far guerra, mi par vadi per mezzi contrarii ; perchè io non ne veggo se non uno reale, il qual però egli non usa perchè forse non lo conosce : et è il dar ingresso ne' suoi Stati alla Religione riformata. Tutte queste conclusioni Vostra Signoria le habbia per massime. Se sopra queste li pare che si possa fabbricar alcuna cosa, resta che comandi, e Fra Paolo s'adopererà. E tenga Vostra Signoria per assurdo evidentissimo, ben noto a noi, così pensar operare presupponendo il contrario : a gli huomini convien operare con modi humani. Favorir pensieri straordinarii, è effetto proprio della divina Providenza ; alla quale raccomandando etc.

« Di Vinetia, li 25 ottobre 1611.

Fra Paulo di Vinetia. »

pas voisiner avec les Prêtres : à cet effet, elle lui offrit toutes ses forces ; cependant la crainte et la précipitation du nouveau duc furent trop grandes, et la volonté de Dieu s'accomplit. A présent, rien n'est plus abhorré par la République que de continuer un tel voisinage, et elle ferait volontiers de gros efforts, afin que le duché passât aux mains d'un autre, quel qu'il fût, mais surtout d'un ami comme le duc de Guise, parent du roi d'Angleterre¹. Étant donné ces dispositions favorables, il serait aisé de négocier quelque convention ; d'autant plus qu'on pourrait la faciliter par d'autres avantages réciproques. Mais si, à ce sujet, l'intérêt de la République est grand, elle désire par-dessus tout conserver la paix de l'Italie ; c'est pourquoi, si l'on traitait l'affaire de Ferrare pendant la paix, le succès en serait impossible ; vous en avez la preuve dans le fait que le roi de France défunt [Henri IV] ne put rien obtenir, même pas un mot, tendant à cette fin ; mais une fois la situation changée, si par d'autres voies et moyens on introduit la discorde en Italie, j'estime que c'est une affaire à conclure en un mois. Il ne faut donc pas, si l'on ne veut pas concevoir et engendrer une chimère, traiter le premier point avant que l'autre condition soit remplie. Quant à celle-ci [c'est-à-dire l'état de guerre en Italie], aucune des dispositions présentes ne peut y amener ; il n'y a que le duc de Savoie [l'habile et belliqueux Charles-Emmanuel I^{er}] qui hâisse la paix. Ceux qui croient que les Espagnols excitent la discorde en Italie n'y connaissent rien : les Espagnols acquièrent en un mois de paix ce qu'on ne pourrait pas acquérir en dix ans de guerre. Toutefois il me semble que le duc, s'il veut faire la guerre, s'y prend par des moyens bien contraires ; car je n'en vois qu'un d'efficace, dont pourtant il ne se sert pas, peut-être parce qu'il l'ignore : c'est de donner accès dans ses États à la religion réformée. Veuillez considérer toutes ces conclusions comme des maximes : si sur cette base vous pensez qu'on peut édifier quelque chose, vous n'avez qu'à commander, et je ferai le nécessaire. Tenez cependant pour une absurdité très évidente, et que nous connaissons bien, l'idée de pouvoir agir sur la base de suppositions contraires : aux hommes, il convient d'agir par des moyens humains ; il n'appartient qu'à la Providence de mener à bien des projets extraordinaires.

Cette lettre montrait à Duplessis-Mornay et, par son entremise, au prince de Lorraine, avec la force d'un raisonnement serré et parfaitement logique, les énormes difficultés auxquelles se heurtait la réalisation de leur projet.

Il est certain, en effet, que l'Espagne, jalouse de garder la suprématie qu'elle avait acquise sur la Péninsule, se serait opposée par tous les moyens à l'installation d'un prince français en Italie. Le duc de Guise risquait de provoquer une guerre, que personne alors en Europe ne pouvait souhaiter, à l'exception de quelques esprits turbulents et de quelques propagateurs de la Réforme, interprètes fanatiques de la parole de l'Évangile : *Non veni pacem mittere*. Charles de Lorraine ne devait donc point compter sur l'alliance des États italiens, pas même de ceux qui, comme Venise, étaient hostiles au Saint-Siège ; d'autant plus que, suivant une expression de Pierre Asselineau,

1. Le 12 octobre 1610, en écrivant à Jérôme Groslot de l'Isle, Sarpi s'était exprimé en des termes très méfiants sur la sincérité de cet « ami », le duc de Guise : « A Guisa ho sempre creduto poco, si come a tutta la casa sua ; et meno credo, poichè fa matrimonio con Gioiosa » (Bibl. nat., ms. 766 de la collection Dupuy, fol. 23 r^o).

il n'avait « aucune souveraineté notable », qui pût engager un prince à l'aider dans sa « reconquête¹ ».

Duplessis-Mornay ne fut d'ailleurs pas trop surpris par les conclusions de Fra Paolo : il connaissait suffisamment bien les conditions politiques et morales de l'Italie pour comprendre que les difficultés envisagées par le consultant étaient réellement insurmontables. En répondant à Fra Paolo le 25 décembre 1611², il tient à les souligner lui-même, non sans déplorer cependant — avec un dépit mêlé d'ironie — l'attitude de la République de Venise, prudente et pacifique à l'excès, au gré de son esprit fervent et impétueux :

Lorsque j'ai fait à Père Paul la proposition de Ferrare, — écrit-il, — je n'ai point cru qu'elle feust de saison pour l'heure ; car je me ressouvenois bien de ces maximes que je tiens pour certaines : qu'il n'est intérêt si puissant, ni espérance si apparente, à quoi la Seigneurie ne préfère le repos d'Italie. Mais j'ai pensé seulement vous en debvoir advertir, afin que, si d'ailleurs il venoit à se troubler, vous sceussiez que Monsieur de Guise y a desseing et sonde de loing les moyens de le faire esclorre. Du duc de Savoie, je remarque assés son esprit tendeu à la guerre et les raisons ou passions qui l'y portent ; mais tout seul il ne peult rien, et nostre minorité [de Louis XIII], et ces nouveaulx traictés de mariage avec Espagne ne lui peuvent promettre le cours de nostre cause... ; et, quant à recevoir la Relligion [réformée] chés lui, c'est chose jusques ici trop esloignée de ses déportements et, comme je crois, de sa pensée.

* * *

Ainsi se terminèrent, avec un résultat absolument négatif, les démarches engagées par Duplessis-Mornay dans l'intérêt du duc de Guise : ni alors, ni plus tard, les espoirs du prince lorrain ne parvinrent à se réaliser. Les mariages espagnols, qui créaient des liens étroits entre la France et l'Espagne catholique, la préoccupation constante qu'avait Marie de Médicis de régner en parfait accord avec la Cour de Rome étaient autant de circonstances défavorables à la réussite de ses revendications.

Enfin, devant l'astre grandissant de Richelieu, le duc de Guise vit s'achever rapidement sa disgrâce. En vain essaya-t-il de résister. Relégué dans son gouvernement de Provence ; dépouillé, après trente ans de possession et d'exercice, du titre d'amiral du Levant ; suspect, humilié, menacé, Charles

1. Duplessis-Mornay, *op. cit.*, t. XI, p. 364, lettre d'Asselineau à Duplessis-Mornay, du 9 décembre 1611.

2. Duplessis-Mornay, *op. cit.*, t. XI, p. 371-372. Duplessis-Mornay n'avait reçu que le 20 décembre la lettre du 25 octobre 1611, que Sarpi lui avait envoyée sous le couvert du calviniste orléanais Jérôme Groslet de l'Isle, son correspondant ordinaire. Cf. la lettre de Sarpi à Groslet, du 25 octobre 1611 : « Io scrivo a M^r Du Plessis una cosa di qualche momento. Desidero che la lettera gli capiti sicura et per ogni rispetto di sinistro, che potesse occorrere alle lettere, prima che venissero in mano di V. S., non ho voluto soprascriverli, se non quanto basta per intelligentia di lei ; la qual prego far una coperta alla lettera et dirli che è direttiva a lui » (Bibl. nat., ms. 766 de la *Collection Dupuy*, fol. 30 r^o).

de Lorraine, las de lutter contre la despotique volonté du Cardinal, fut réduit à sortir de France et à se réfugier sur ce sol d'Italie où il s'était flatté un jour d'entrer en souverain. C'est au bourg de Cuna, près de Sienne, qu'il mourut le 30 septembre 1640, finissant, à l'âge de soixante-neuf ans, après neuf ans d'exil, une existence qu'il avait commencée dans la captivité.

Manlio D. BUSNELLI.

LA

MARINE FRANÇAISE AU CAP DE BONNE-ESPÉRANCE PENDANT LA GUERRE D'AMÉRIQUE

I

Importance de la navigation française au Cap pendant la guerre d'Amérique.

Au début de l'année 1782, une activité extraordinaire régnait dans ce qu'on peut appeler la péninsule du cap de Bonne-Espérance : au port de Cape-Town dans la baie de la Table, d'une part, et, de l'autre, à Simon's Town, dans la « Fausse baie ». Cape-Town, même aux plus beaux jours de la Compagnie des Indes, n'avait jamais connu tant de mouvement. Le *Dag Register*, qui mentionne au jour le jour les navires qui entrent et qui sortent, est d'une lecture instructive sous ce rapport. Il ne se passe pas de semaine qu'on ne cite des noms de vaisseaux français faisant escale, suivant la saison, soit à Cape-Town, soit à Simon's Town. Ils se sont substitués aux bâtiments de la Compagnie hollandaise pour assurer les communications, les ravitaillements, les transports de troupes¹.

Ils se chargent éventuellement des dépêches du gouverneur pour les dix-sept d'Amsterdam (*Dag Register* du 3 juillet 1781 et 24 août 1782); mais c'est principalement avec l'île de France et son gouverneur M. de Souillac, avec Ceylan et Batavia, possessions hollandaises, que les frégates et les corvettes françaises assurent les communications. Ce n'est pas qu'elles le soient toujours à la satisfaction du gouverneur hollandais Plettenberg. Il se plaint de ce que les Français en usent parfois avec trop de désinvolture, utilisant ou réquisitionnant pour leur propre compte des denrées ou du ma-

1. Archives du Cap, *Letters dispatched*, vol. 566 : 26 janvier, 24 mars, 6 mai, 1^{er} août, 8 octobre, 19 novembre, 26 septembre 1782.

tiel destinés aux colonies hollandaises, même lorsqu'ils sont transportés à bord d'un navire hollandais.

A ce point de vue, la lettre que Plettenberg écrit à Souillac, le 8 octobre 1782, est tout à fait typique.

Notre frégate *Jagt-Rust* étant arrivée ici le 25 septembre dernier, nous fûmes très surpris d'apprendre par le capitaine André qu'il a été obligé de décharger et de laisser à votre gouvernement les quatre câbles et autres cordages de ceux que M. le gouverneur de Ceylan, d'après les fortes instances que nous lui avons faites, nous a envoyés par la dite frégate et, comme nous avons épuisé les magasins de la Compagnie pour fournir aux escadres de Sa Majesté tous les ustensiles de ce genre dont ils ont besoin, nous n'avons pas attendu un tel procédé, qui nous met dans le plus grand embarras envers nos vaisseaux, que la présente circonstance de temps nous oblige de faire hiverner pendant la mauvaise saison en cette périlleuse rade. Nous n'avons pas moins raison de nous plaindre, Monsieur, de l'envoi de notre frégate *l'Iter-Helder* et la flûte *Patwyk-aan-Rhyn* aux Indes, malgré la convention faite entre le soussigné gouverneur et M. Percheron, en qualité de commissaire de la marine de Sa Majesté, qui porte que ces bâtiments, après avoir été déchargés promptement à l'île de France, seraient aussitôt renvoyés ici et que, sous aucun prétexte, Messieurs les administrateurs de votre dit gouvernement ne pourraient disposer d'eux pour quelque voyage que ce soit. La crainte d'exposer notre sloop *Elizabeth*, porteur de la présente, à un pareil traitement, nous aurait dû faire prendre le parti de l'expédier en droiture pour Ceylan ; mais, ne voulant faire de notre côté aucune démarche dont on pourrait consigner (*sic*) le moindre tort pour le service de Sa Majesté, nous avons donné ordre au capitaine de passer à votre gouvernement pour prendre vos paquets pour Ceylan, et nous attendons sûrement, Monsieur, que vous laissiez poursuivre à cette corvette son voyage, au plus tôt possible, avec les vivres dont elle est chargée et dont on ne peut pas se passer dans notre dit établissement. Nous nous reposerons (*sic*), Monsieur, que vous aurez tout égard à cette équitable demande et que par cela sera prévenue une mésintelligence entre les deux gouvernements, qui ne peut être que nuisible aux causes communes¹.

Nos gouverneurs des colonies, nos administrateurs de la marine avaient tellement pris l'habitude de considérer les mers australes comme un domaine français et la navigation dans les parages comme un monopole de Sa Majesté Très Chrétienne, qu'ils ne faisaient plus une distinction très scrupuleuse entre le tien et le mien. C'est contre leur tendance à traiter les navires hollandais comme s'ils étaient de leur nationalité que le gouverneur Plettenberg s'élevait avec tant de force.

Ce n'est pas seulement des transports de troupes, mais encore des transports de numéraire, que nos vaisseaux effectuent pour le compte de la Hollande et notamment pour celui des chambres de Delft et d'Amsterdam. Il existe aux archives de nombreux états des sommes ainsi expédiées par l'in-

1. Archives du Cap, *Letters dispatched*, vol. 566 : lettre du gouverneur en date du 8 octobre 1782.

termédiaire des vaisseaux de guerre du roi. Ce numéraire, qui comprenait des ducats mexicains, des doubles ducats et des demi-ducats, était contenu dans des sacs, renfermés dans des caisses qui étaient confiées en général à deux agents hollandais, voyageant avec elles. Dans un relevé daté de Paris (14 avril 1782), nous trouvons l'indication suivante : « Notice de l'argent transmis au Cap par l'intermédiaire de deux navires français sous la surveillance de MM. Gideputeer, Van de Perse et Boers... »

Je prends au hasard quelques-unes des « entrées » figurant sur les états : 3 caisses de ducats, numérotées de 113 à 115, n^{os} 113 et 114 : 20 sacs chacune, soit 40 sacs ; n^o 115 : 16 sacs. — En tout, 56 sacs à 630 francs par sac = 35,280 francs. Quelquefois le numéraire est évalué en marks : caisse de doubles mexicains. Sacs en caisse, en tout 20 sacs de 100 marks chaque, soit 2,000 marks. On a soin de mentionner que les pièces sont neuves. On envoie aussi de l'or en barres, etc.¹

L'Arlésien, le Grand-Bourg, l'Espérance, la Fortune, la Sainte-Anne, le Héros, le Vengeur, le Sphinx, la Consolante, l'Annibal..., j'en passe et des meilleurs — voilà les noms que l'on retrouve à chaque page sous la plume du rédacteur du *Dag Register* en ces journées de juillet et d'août 1781... cependant que M. de Suffren croise le long des côtes pendant plusieurs jours, puis vient jeter l'ancre devant le Cap le samedi 4 août².

Cette activité de la navigation française continue dans les mois qui suivent et ne se ralentit pas au cours des années 1782 et 1783. Nos bâtiments pululent littéralement et font flotter le pavillon du roi non seulement dans la baie de la Table, mais encore dans toutes les autres baies de ces parages, à Simon's Town, dans la Fausse baie, dans la baie de Saldanha et dans la Houtbaie³.

Nos compatriotes devaient éprouver une légitime fierté au spectacle de ces beaux vaisseaux de guerre qui entraient dans les rades et les ports et en sortaient librement. La maîtrise de l'océan Indien reposait entre nos mains. C'était une éclatante revanche des humiliations que nous avait fait subir l'Angleterre au cours de la guerre de Sept ans.

L'arrivée de ces vaisseaux nombreux, la nécessité de les ravitailler avaient contribué à donner de l'importance aux fonctions du commissaire du roi, M. Percheron — l'échange avec les autorités du Cap, avec le gouverneur notamment, une abondante correspondance. Son autorité et son prestige grandissent : mais il en abuse quelquefois. Ses interventions intempestives lui attirent des rebuffades humiliantes pour son amour-propre⁴.

1. Archives du Cap, *Bijlagen* de 1782, vol. 183, et *Bijlagen* de 1783, vol. 184.

2. *Dag Register* du samedi 4 août 1781 : « Il partit peu après pour Port-Saint-Louis à l'Isle de France, où il alla rallier la division du comte d'Orves (octobre 1781). Il consacra deux mois à réparer ses navires et à mettre en état ceux de la division de l'Isle de France, pour la campagne des Indes. »

3. Archives du Cap, *Dag Register*, années 1782, 1783, 1784, 1785.

4. Archives du Cap, *Letters dispatched*, vol. 566 : 13 décembre 1781, 25 janvier 1782. — A Batavia : 1^{er} août 1782, 20 août 1782. — A Amsterdam : 8 octobre 1782, 29 octobre 1782.

II

L'arrivée de M. de Bussy.

Le *Dag Register* a conservé les noms de tous les navires français qui sont passés par le Cap au cours de la guerre. Les journaux de bord de ces vaisseaux, qui se trouvent sans doute dans nos archives de la Marine à Paris, seraient intéressants à consulter pour avoir quelques renseignements complémentaires sur leur séjour dans les eaux sud-africaines et les comparer avec ceux que nous fournit le *Dag Register*.

Le *Dag Register* nous apprend que le *Saint-Michel*, navire de haut bord, capitaine chevalier d'Aymar, 64 canons et 566 hommes d'équipage, ayant quitté Cadix le 4 janvier 1782, a jeté l'ancre devant Cape-Town le mercredi 10 avril de la même année. C'est un événement mémorable que l'arrivée du *Saint-Michel*.

Il y a à bord un personnage d'importance, Son Excellence M. de Bussy, lieutenant général et commandant en chef des possessions françaises, continentales et maritimes de l'océan Indien. Le *Saint-Michel* est escorté par un vaisseau de ligne : le *Marquis de Castres*, capitaine Chantroseau, et par la flûte royale : le *Neptune*, capitaine Le Roy, partie de Brest le 10 décembre précédent¹.

Des étrangers sont dans le port, qui assistent à cette arrivée sensationnelle. Sans doute arborent-ils le grand pavois pour la célébrer dignement ! La baie présente en cette matinée du jeudi 11 avril, qui est sous cette latitude une belle journée d'automne, une animation extraordinaire : la *Constantia*, le *Decus*, qui venait d'Elseigneur et se rendait à Tranquebar, le *Roepotorf*, qui avait même destination, la *Nostra-Signora* et la *Sainte-Maria*, capitaine Philippe Nery de Silva, faisaient flotter sur les eaux de la baie les couleurs de leur nation respective, hollandaise, danoise et portugaise.

Le *Saint-Michel* salue au canon et le salut est rendu coup pour coup par la batterie van Imhoff. On débarque et le « journal » nous raconte comment les choses se passent.

A peine M. de Bussy a-t-il touché terre que la batterie van Imhoff se remet à tonner et le salue de dix-sept coups de canon. Le commandant de la garnison, le colonel Gordon et le major Gilquin (chef des fortifications) se précipitent pour le recevoir. Il est conduit par eux au château, où le gouverneur et son conseil l'attendent sur les marches de l'escalier pour lui souhaiter la bienvenue. Il est introduit ensuite dans la salle du Conseil, où sans doute on échange des compliments. Après quoi, escorté militairement, ce très haut personnage, qui va prendre en main les destinées de la France et de la Hollande aux Indes, se rend au logement qui lui est réservé dans la « Zeestraat ». Il voit et admire au passage les magasins de la Compagnie. Les troupes

1. *Dag Register*, n° 33, 1780 à 1783, 10 et 11 avril 1782.

françaises ont pris les armes et forment la haie. Les clairons et les trompettes sonnent au champ.

M^r de Bussy, écrit exactement le rédacteur du *Dag Register*, qui ne néglige aucun détail, franchit la porte du château, puis la barrière et, après avoir dépassé le corps de garde, se dirigea vers l'embarcadère. Il passa à cette occasion près des magasins de bois de la Compagnie, puis le long des magasins de cuivre, des celliers et des greniers à grains. Il s'engagea ensuite dans la *zeestraat*, où des logements lui avaient été réservés dans la maison de l'ancien commissaire Roger Bernhardus van Blerck, les troupes françaises faisant la haie sur son passage. M. de Bussy fut traité aux frais de la Compagnie. Chaque fois que Son Excellence passait par la porte du château, la double garde sortait pour lui présenter les armes, et il était accueilli par trois roulements de tambour. Les officiers le saluaient de la pique, cependant que les trompettes sonnaient aux champs¹.

Comme on peut le voir par ce passage, M. de Bussy est l'hôte de la Compagnie hollandaise, qui prend à sa charge tous les frais de son séjour à terre. Ce séjour se prolonge pendant deux semaines. C'est seulement le dimanche 28 avril que le général en chef met à la voile pour l'île Maurice. Il devait y connaître des heures difficiles. Les équipages y furent attaqués par des épidémies. Ce ne fut qu'en décembre 1782 que le marquis de Bussy fut en mesure de partir pour les Indes, où Suffren l'attendait impatiemment depuis de longs mois. Il ne faisait que précéder de deux semaines le grand convoi de troupes de renfort qui, sous les ordres du chef d'escadre M. de Peynier, ralliait le Cap au commencement du mois de mai 1782. Il y débarqua le régiment de Luxembourg et y fit lui-même une escale de trois mois, avant d'aller rejoindre son chef à l'île Maurice, avec des contingents déjà fort éprouvés par la maladie, et dont l'état sanitaire ne fit que s'aggraver au cours de la traversée et du séjour dans l'île.

Avant de quitter Maurice, Bussy écrivit une lettre fort significative au gouverneur Plettenberg, du Cap. Elle montre l'excellence des rapports qui existaient entre les alliés et la confiance que le général en chef des armées et des flottes françaises avait en la personne du gouverneur hollandais. Bussy se plaît à rendre hommage au zèle que Plettenberg déploie pour la cause commune. C'est même ce zèle et cette complaisance qui l'encouragent à solliciter d'autres services :

Port-Louis, le 17 décembre 1782. — M^r le Baron, me voilà enfin au moment de m'embarquer ; mais je ne veux pas partir de l'île de France sans vous en faire part. Le zèle, Monsieur le Baron, que vous avez montré jusqu'à présent pour le bien de la cause commune m'assure que vous n'avez pas perdu de vue et que vous voudrez bien effectuer en mars et avril de chaque année la demande que j'ai eu l'honneur de vous faire par ma lettre du 15 juillet dernier, relativement aux vivres à envoyer de votre colonie à M^r de Suffren sur des flûtes hollandaises ou autres bâtiments quelconques, que vous pourrez trouver et qui aboutiront à Ceylan.

Plusieurs vaisseaux du convoi de M. de Peynier étant hors d'état de servir, nous

1. *Dag Register* du 11 avril 1782.

avons été forcés de les remplacer comme il a été possible, en prenant des vaisseaux portugais et autres neutres qui se sont trouvés dans ce port. C'est avec regret, M^r le Baron, que je vous apprendis que le *Morgerteu*, devenu nécessaire par les circonstances, va faire la traversée de l'Inde. Le capitaine et son conseil se sont mis en règle à ce sujet et je leur ai délivré ce qu'ils ont paru désirer sur cela ; mais je puis vous affirmer que, rendus à Ceylan, ils y seront aux ordres du gouvernement de cette île et aux vôtres.

A la réception de la présente, vous aurez peut-être, M^r le Baron, dans votre rade une escadre française, car il devait en partir une en août et l'autre à l'automne suivant¹. Je vous prie de vouloir bien donner vos soins pour leur procurer ce dont elles auront besoin et accélérer leur départ. Je compte aussi que vous voudrez bien embarquer sur le premier de ces deux convois les soldats et les matelots que M^r le chevalier de Peynier a laissés dans votre colonie. J'ai l'honneur d'être, avec la considération la plus distinguée, Monsieur le Baron, votre très humble et très obéissant serviteur².

III

Nouvelles des Indes.

Tous ces navires, qui affluent de tous les coins du monde et qui viennent se loger dans les baies et les rades de la péninsule du Cap, apportent des nouvelles et surtout des nouvelles militaires, qui, pour la plupart, nous font honneur, car elles relatent des victoires françaises.

C'est par les états-majors de M. de Peynier que les Hollandais apprennent la victoire remportée par M. de Bouillé, commandant général des îles sous le Vent, à l'île Saint-Eustache. Il a enlevé l'île aux Anglais et l'a restituée aux Hollandais³. Presque au même moment (12 avril et 17 mai 1782), Plettenberg apprend par des lettres de M. de Souillac, gouverneur de l'île Maurice, que l'escadre de Sa Majesté Très Chrétienne aux Indes, par conséquent celle de Suffren, vient de remporter un succès marqué sur l'ennemi, lui enlevant un vaisseau, l'*Annibal*, et détruisant un convoi considérable qui venait de Bengale à destination de Madras. Il fait savoir par la même occasion que les troupes françaises ont débarqué sans encombre sur les côtes de Coromandel, « le tout étant des événements de grande importance »⁴.

En juillet 1782, la corvette française la *Sylphide* confirme cette nouvelle : le débarquement des troupes françaises s'est effectué dès le mois de février 1782 sur la côte de Coromandel sous la protection des canons de Suffren, qui,

1. Il s'agit évidemment de l'escadre qui arriva au Cap en février 1783.

2. Archives de Cape-Town, vol. 489. *Particuliere Brieven*, à la date indiquée, 17 décembre 1782.

3. *Dag Register* du 20 mai 1782. Il s'agit de la victoire remportée par Bouillé en novembre 1781.

4. Voir en annexe la lettre de M. de Souillac, 17 mai 1782. — Sur ces événements, voir également *Letters dispatched*, vol. 566 : accusé de réception du gouverneur à M. de Souillac, 1^{er} août 1782 et, dans le recueil des lettres reçues, celles de Souillac, datées respectivement du 12 avril et du 17 mai 1782.

depuis la mort du comte d'Orves, survenue en mer, a assumé le commandement suprême de toute la flotte. Or, Suffren est déjà un héros aux yeux des gens du Cap, et son nom seul fait préjuger favorablement des résultats de la campagne¹.

Les nouvelles qu'apporte la frégate *Jagt-Rust* (15 septembre 1782) ne sont pas moins rassurantes : les Français, mis à la disposition du sultan Haider-Ali par Suffren, ont, sous les ordres de M. Duchemin, assiégé Goudelour, qui leur a été livré par capitulation le 4 avril 1782. On dit encore que Tippou Sahib, fils d'Haider-Ali, a, le 17 février précédent (c'était en réalité le 10) battu 3,000 Anglais sous Braittwaite à Tandjoour (Tanjors), sur les rives du Coleron, cependant qu'Haider-Ali, lui-même, avec le gros des troupes, tenait Madras en respect et repoussait même le colonel Nikson².

Quant à Suffren, il s'est dirigé sur Ceylan avec la flotte. C'est que les choses ne vont guère bien dans cette possession hollandaise. Trincomale (Trinquemale), dès le début de la campagne, est tombé aux mains des Anglais ; mais Suffren ne peut surprendre cette place, secourue à temps par l'amiral Hughes (23 avril 1782), et doit se replier plus au sud sur Batacolo (Bataloa)³.

Moins satisfaisantes encore sont les rumeurs qui courent à bord de la *Georgette* et de l'*Artisan*, arrivés d'Europe le 10 octobre de la même année. Les équipages racontent qu'une flotte de trente navires, sous les ordres de l'amiral de Grasse, a été complètement battue par l'escadre de l'amiral Rodney. Il s'agissait du désastre des Saintes, survenu le 12 avril 1782. Au cours de la bataille, Grasse lui-même, jouant de malheur, tomba aux mains des Anglais⁴.

Mais le 6 décembre (1782) une corvette spécialement dépêchée par Suffren annonce une grande et bonne nouvelle, qui vient pallier l'effet produit par le désastre des Saintes : les Français ont fini par enlever Trincomale (septembre 1782)⁵. La prise de cette place est tenue au Cap pour une victoire décisive, qui nous donne la haute main à Ceylan et nous met dans de bonnes

1. Nous savons par la lettre de Souillac que Suffren, dès le 17 février, s'était rencontré entre Madras et Pondichéry avec les neuf vaisseaux de l'amiral anglais Hughes et les avait assez malmenés ; mais la nuit était venue séparer les combattants.

2. A noter pourtant que, dans les derniers mois de l'année, la situation était complètement renversée au profit des Anglais. Haider-Ali essayait de cruels revers de fortune. Taillé en pièces en trois rencontres par Sir Eyre Coote à Porto-Novo, Pollilor et Sholingarth, il s'était enfoncé à Chittur, en décembre 1782. Haider-Ali était le père de Tippou Sahib.

3. *Dag Register* du dimanche 15 septembre 1782.

4. *Dag Register* du 10 octobre et *Letters dispatched*, vol. 566 : à Amsterdam, 29 octobre 1782.

5. *Dag Register* du vendredi 6 décembre 1782. — Le 6 juillet de la même année, Suffren s'était mesuré pour la troisième fois avec l'amiral Hughes en une grande bataille devant Negapatam, que la tempête vint interrompre ; mais la flotte anglaise avait été si éprouvée qu'elle ne put reprendre la mer de plusieurs semaines, laissant Suffren libre de ses mouvements.

conditions pour exercer également notre maîtrise sur l'océan Indien, dès que l'escadre de Peynier et les troupes de renfort du marquis de Bussy auront pu rejoindre Suffren.

Le chef de notre escadre complète ses informations en faisant savoir au Cap qu'après avoir mis Trinquemale en état de défense sous la garde d'une forte garnison, il a fait voile pour Atchem (Sumatra), où il espère donner un peu de repos à sa flotte, très éprouvée par quatre combats. De là il repartira pour les côtes de Coromandel, où il attendra M. de Bussy, qui, avec l'*Argonauta*, le *Fendant* et les transports de troupes, aura quitté Maurice entre le 1^{er} et le 10 décembre et devra en toute vraisemblance faire sa jonction avec l'escadre dans le courant de février¹.

Les choses pourtant ne se passent pas aussi bien que les dépêches tendent à le faire croire. Les Français, que Suffren a laissés sur les côtes de Coromandel, à Goudelour et à Tranquebar, tandis que lui-même allait guerroyer à Ceylan, sont loin de partager son optimisme. Nous le savons par les lettres que les commissaires du roi à Goudelour, à Tranquebar, à Colombo et à Batavia échangent entre eux et dont des copies authentiques ont été conservées aux archives du Cap.

L'armée que Suffren a laissée à Goudelour et que commande M. d'Hoffeline est dans le plus grand dénuement. Elle manque de tout, surtout d'argent. C'est du moins ce que nous apprend le commissaire de Launay, qui, de Tranquebar, où il réside, écrit dans ce sens, le 25 novembre 1782, à M. Falk, gouverneur de Ceylan, et à M. Mouneron, résident français auprès du gouverneur.

Il y a à Goudelour en ce moment, précise de Launay, 2,400 blancs, y compris ceux qui sont aux hôpitaux ; 3,000 cipayes à la solde de la nation française ; 700 à la solde de notre Compagnie... Tout cela, le 10 du mois de décembre (1782), va se trouver sans argent et sans vivres. Nous n'avons à attendre de ressources que de Ceylan. Le nabab, fatigué de nos demandes, ne nous donnera certainement plus rien. Votre résident Jay n'a pas un grain de riz à envoyer à Goudelour. Il est donc de toute nécessité qu'il parte au plus tôt de Colombo, de Gale ou de Trinquemale (Ceylan) (*sic*) un bâtiment qui porte en droiture à Goudelour blé, riz et argent... il faut sauver Goudelour à toute force, etc.².

Le commissaire de Launay était en réalité attaché à la personne de M. de

1. En fait, Bussy n'arriva à Goudelour que le 9 mars 1783, avec 4 vaisseaux, 33 transports et 2,500 hommes en mauvaise santé. Lui-même était malade et ne fit rien pour venir au secours du nabab. Tippou Sahib, las d'attendre un effort qui ne se produisait pas, quitta le Carnatic pour se rendre sur la côte de Malabar. L'armée anglaise de Madras reprit l'offensive et rejeta les Français dans Goudelour (voir Lavisse et Rambaud, *Histoire générale*, t. VII, chap. x, p. 501 et suiv ; voir aussi archives du Cap, *Letters dispatched* : à Amsterdam, 14 et 30 décembre 1782).

2. Archives du Cap, *Inkomende Brieven*, vol. 468 : 1782-1783. Lettre de M. de Launay à M. Falk du 25 novembre 1782.

Bussy, le général en chef de toutes les forces françaises, en cours de route avec les renforts, comme nous l'avons indiqué précédemment. Chargé des instructions de son chef, il avait pris les devants et l'attendait à Tranquebar. C'est d'accord avec lui que le brigadier général Charles George, comte d'Hoffeline, qui commandait à Goudelour, se décida à procurer à son armée l'argent indispensable, en prescrivant à son commissaire, M. Mortais, de faire traite pour 500,000 florins, sur la provision de 2,000,000 de florins que le gouverneur de Ceylan, M. Falk, devait tenir à la disposition de M. de Bussy. De son côté, à Colombo, le résident français, M. Mouneron, endoctriné par de Launay, s'entremettait auprès de M. Falk pour lui faire accepter la traite¹.

M. Mouneron n'est pas difficile à convaincre. Tout comme M. de Launay, il se rend compte de la gravité de la situation et l'expose tout au long dans une communication qu'il adresse le 15 décembre à son collègue de Batavia : « Le retard des renforts que doit amener M. de Bussy, la faiblesse relative de la flotte de Suffren, qui, faute d'être alimentée, est maintenant inférieure à celle de l'amiral Hughes, le dénuement des troupes de Goudelour, sont autant de circonstances fâcheuses qui créent une situation angoissante. Cette situation peut d'un moment à l'autre tourner au tragique. »

Mouneron espère pourtant que Suffren trouvera le moyen de ravitailler l'armée et de contenir la flotte de l'amiral anglais, qui, malgré la supériorité du nombre, cherche à éviter le combat. Voici un extrait de cette lettre, fort intéressante en ce qui concerne la situation aux Indes en 1782. Elle est datée de Colombo, le 15 décembre de cette même année, et est adressée à M. Boesses (c'est du moins l'orthographe de la copie du Cap), agent du roi à Batavia.

Depuis le 12 novembre (1782), nous sommes sans nouvelles d'Europe, du Cap, des îles [Maurice et Bourbon] et de l'escadre. Il est probable que M. de Suffren réparaitra sur ces côtes vers la fin de ce mois ; il est bien à désirer, surtout, qu'il ait pu se pourvoir de denrées, soit par des prises, soit par des achats, pour en faire passer à l'armée, qui en est dans la plus grande détresse, ainsi que vous en jugerez par les lettres de Messieurs d'Hoffeline, Mortais et de Launay. Notre situation en Europe, aux îles et aux Indes, mérite l'attention la plus sérieuse de la haute Régence de Batavia. On ne peut pas se dissimuler que les premiers efforts de la France auront été pour apporter du remède où le mal était le plus pressant ; l'Amérique aura été le premier sujet de ses considérations ; l'Inde sera venue ensuite ; mais les secours auront été retardés. Nous ne devons les attendre qu'en août ou septembre prochain. L'épidémie qui règne aux îles a prodigieusement affaibli les forces que M. de Bussy devait amener avec lui. Notre armée aux Indes a éprouvé également par la maladie beaucoup de pertes ; l'escadre,

1. Archives du Cap, *Inkomende Brieven*, vol. 468 : années 1782-1783. Instructions du brigadier général Charles George, comte d'Hoffeline, datées du camp de Mang-Coupon, le 20 novembre 1782.

de son côté, a extrêmement souffert en pertes d'hommes dans quatre combats¹ et en diminution de vaisseaux. On doit ajouter à tous ces malheurs les ressources en argent absorbées en soldes de troupes, des arrérages et dus, et la disette qu'on va éprouver lorsqu'il faudra agir. Cette situation trop épineuse et la (mot illisible) peut porter M. de Bussy à chercher quelque part les moyens de subsister. Ce ne peut être qu'à une grande distance de Ceylan, à moins que, par les mesures que prendra votre gouvernement [celui de Batavia], vous ne le mettiez à même de tout rapporter à la conservation de cette isle (Ceylan), en lui fournissant des vivres et de l'argent ; mais croyez, Monsieur, qu'il faut de grands moyens. Ceux désignés en Europe pour être fournis ici, indépendamment qu'ils sont déjà entamés, sont insuffisants. Comptez de plus que Ceylan est sans ressources et sans chaleur. Voilà notre situation.

Jetons un coup d'œil sur celle des Anglais. L'arrivée du commodore Bukeston rend aujourd'hui l'escadre anglaise supérieure de six vaisseaux à celle de M. de Suffren ; mais, si notre réunion s'effectue, cette supériorité sera réduite à deux vaisseaux. A juger de la conduite de l'amiral Hughes par celle qu'il a tenue la campagne dernière, nous devons penser que ces deux escadres se rencontreront plus d'une fois. Si les événements forçaient M. de Suffren à se retirer dans quelque port ou à venir s'entasser dans quelque place de Ceylan, vous devez juger de notre embarras dans un pays dénué de vivres et d'argent.

Les secours de troupes que les Anglais viennent de recevoir vont les mettre à même d'agir. A l'ouverture de la campagne, vous pouvez compter que les présidences respectives [anglaises] feront les efforts les plus vigoureux pour avoir cette année la supériorité. S'ils réussissent, ils la conserveront toute la guerre.

Puissiez-vous par ces réflexions suggérer, Monsieur, à la haute Régence de Batavia, de faire des efforts surtout en argent qui puissent mettre M. de Bussy en état d'arrêter ces progrès ; mais il faut des mesures plus efficaces que celles qui ont été employées jusqu'à présent.

J'ai suivi, Monsieur, le plan que je vous ai annoncé par l'Averdon et, en conséquence, je viens de tirer sur vous les traites suivantes : 12 décembre 1782, traite à dix jours de vue, ordre de M. Schubert R de 1,000 ; à vingt et un jours d'ordre de M. Severin de 10,000. Je compte toujours sur l'exécution du projet à l'égard des approvisionnements en riz².

La crise, en résumé, était aiguë ; les généraux, les commissaires et les résidents ne savaient plus où donner de la tête. A Goudelour, à Tranquebar, sur la côte de Coromandel, on implorait du secours de Ceylan, et Ceylan, qui n'était guère mieux partagée, en implorait de Batavia. Mais à Cape-Town on ne se doute pas de tout cela. On est toujours sous l'impression agréable des lettres optimistes reçues de Suffren et de M. de Souillac, notamment de

1. Ces quatre combats étaient ceux du 17 février 1782, entre Madras et Pondichéry ; du 12 avril, devant Trinqueville ; du 6 juillet, devant Negapatam ; du 3 septembre, dans les eaux de Ceylan, dont Suffren reste maître, ayant obligé l'amiral anglais à s'éloigner.

2. Archives du Cap, *Inkomende Brieven*, vol. 468 : années 1782-1783. Lettre de M. Mouneron à l'agent du roi à Batavia, en date du 15 décembre 1782. Voir aussi une lettre du gouverneur de l'île de France, M. de Souillac, au gouverneur du Cap, en date du 25 septembre 1782.

celle du 25 septembre : « Nous avons reçu des nouvelles de M. le commandeur de Suffren, » écrivait Souillac, « il a eu trois rencontres avec l'amiral Hughes, lequel a toujours cherché à éviter un engagement et n'a accepté le combat que forcément ¹. »

Tandis que nos escadres s'affaiblissaient, Souillac parlait encore de supériorité : « Notre escadre a dû être renforcée de deux vaisseaux, ce qui doit lui donner une supériorité avantageuse et dont je pense que je ne tarderai pas à apprendre les heureux effets ². »

IV

Rapports du gouverneur du Cap avec M. de Suffren.

Dans les mois qui suivent, fin de 1782 et commencement de 1783, les navires français continuent de fréquenter la baie de la Table. Il serait fastidieux de les énumérer. Il suffit de renvoyer le lecteur que cette nomenclature pourrait intéresser au *Dag Register* des archives du Cap, n^{os} 33 et 34. Néanmoins, nous croyons devoir rappeler, pour mémoire, le départ, au commencement de février 1783, de quatre gros navires hollandais convoyant à Ceylan le régiment de Luxembourg et l'arrivée presque simultanée à Capetown d'une flotte française, amenant des renforts et notamment le régiment de Meuron, qui devait tenir garnison au Cap, en remplacement du régiment de Luxembourg.

Il entrait dans les intentions de la Compagnie hollandaise de mettre les quatre vaisseaux de guerre mentionnés ci-dessus à la disposition de Suffren ; mais on se souvient que le gouverneur du Cap avait prescrit à ces unités de se rendre d'abord à l'île de France pour y prendre les instructions de M. de Souillac. Elles ne devaient s'aventurer dans l'océan Indien qu'après s'être assurées de pouvoir rejoindre l'escadre française en toute sécurité. Le gouverneur avait remis trois lettres au chef de cette division navale : l'une pour Souillac, l'autre pour Suffren et la troisième pour M. de Bussy, commandant en chef des forces françaises ³.

Or, cette flotte hollandaise navigua avec tant de prudence qu'elle ne put rejoindre l'escadre de Suffren en temps voulu pour participer aux dernières et brillantes opérations du chef français devant Goudelour, en juin de la

1. Archives du Cap, *Inkomende Brieven*, vol. 468. Lettre du 25 septembre 1782.

2. En réalité, Suffren ne disposait que de douze vaisseaux à opposer aux dix-huit navires qui composaient alors la flotte de l'amiral Hughes. Hughes avait reçu de nombreux renforts. Lorsque Suffren eut effectué sa jonction avec Bussy à partir du mois de mars 1783, il put ajouter trois vaisseaux à son escadre, ce qui en porta le chiffre à quinze. Prenant Trincomalee (dans Ceylan) comme base d'opération, il y poussa activement ses préparatifs. Il en sortit, au commencement de juin, pour courir la grosse aventure d'une rencontre décisive avec l'amiral Hughes, qu'il atteignit le 12 du même mois devant Goudelour, où les Français avaient été refoulés par l'armée de Madras. Le 20 juin, après trois heures de combat, les navires anglais abandonnèrent la lutte et se retirèrent à Madras.

3. Archives du Cap, *Letters dispatched*, vol. 468. Lettres du 8 février 1783, déjà citées plus haut.

même année. On se rappelle que le commandant des escadres du roi avait entrepris à cette date de débloquer Goudelour que l'amiral Hughes avait attaqué avec toutes ses forces¹. Malgré l'infériorité du nombre (quinze contre dix-huit), Suffren avait réussi à disloquer la flotte de l'adversaire et à la rejeter sur Madras. Il était resté maître du champ de bataille (20 juin 1783).

En cette fin de campagne, malgré des moyens notoirement insuffisants, Suffren avait été en mesure de maintenir intactes les possessions hollandaises, de nous conserver les cinq comptoirs que nous possédions aux Indes et de relever, par son audace et les pertes qu'il avait infligées à l'adversaire, le prestige de la marine française.

Répondant à la lettre de M. de Plettenberg, gouverneur du Cap, en date du 8 février précédent, il ne manquait pas de glisser une remarque qui ne laissait pas d'être ironique, sur le retard de la flotte hollandaise. Il donnait à entendre qu'avec l'appoint des quatre vaisseaux supplémentaires que représentait cette flotte, il eût été en mesure d'anéantir l'escadre de son adversaire ; mais, comme il était humain, il ne s'en félicitait pas moins de la fin de la guerre, dont la nouvelle lui était parvenue quelques jours après sa victoire sur les Anglais.

A bord du *Héros*, en rade de Tremquemale, ce 15 août 1783.

Messieurs,

J'ai reçu avec bien de la reconnaissance la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire pour m'annoncer l'envoi de vos quatre vaisseaux de guerre. J'ai des regrets que votre sage prévoyance les ait fait passer aux îles (Maurice et Bourbon). S'ils étaient venus en droiture, ils m'auraient rendu grand service dans le combat du 20 juin, puisqu'avec mes quinze vaisseaux j'ai forcé l'amiral Hughes d'abandonner le blocus de Goudelour et de rentrer à Madras. Que n'eussé-je point fait avec le secours de votre escadre ! Si je pouvais être fâché de la paix, je le serais de la perte de l'espoir de faire la guerre avec des personnes qui annoncent autant de zèle que de courage ! Mais on ne peut que se réjouir de voir mettre fin à un fléau qui entraîne avec lui tant d'horreur et de calamités.

Permettez que je me félicite, Messieurs, d'avoir eu le bonheur de seconder les intentions du Roi, mon maître, en préservant toutes les possessions qui vous restaient lors de mon arrivée dans l'Inde.

Je suis avec respect, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur.

C'est au gouverneur et au Conseil de Régence que Suffren adressait cette belle lettre. Lui-même, à la date du 8 septembre, recevait un courrier de France lui annonçant « que le roi l'avait nommé lieutenant général lorsque avaient été connus à la cour les combats des 17 février, 12 avril et 6 juillet 1782 », avant même qu'on eût appris la nouvelle du succès du 20 juin 1783. C'est le 22 décembre 1783, un lundi, que Suffren réapparut au Cap à bord de son magnifique navire de bataille le *Héros*, de 74 canons et de très haute

1. Voir plus haut, p. 94.

et glorieuse mémoire — 74 canons et 550 hommes d'équipage. C'était une unité formidable et portant bien son nom, bien faite pour arborer fièrement au sommet de son mât d'artimon le pavillon d'un chef victorieux. Il avait été précédé dans la baie, à la date du 16 décembre, par les navires de ligne, *l'Illustre*, 74 canons, *le Hardi*, 64 canons, les transports *la Garonne* et *la Concorde*. Suffren lui-même avait quitté Maurice le 29 novembre, en route pour Toulon, la guerre étant virtuellement terminée depuis le 2 septembre 1783. Le mois de décembre, dans l'hémisphère austral, correspond au commencement de l'été. La magie d'une journée lumineuse, dans le féérique décor de la baie de la Table, qui oppose la suavité des eaux bleues aux colorations ardentes de la montagne, était bien faite pour rehausser l'éclat de cette arrivée triomphale !

Le mardi, 23 du mois, Suffren débarqua à dix heures du matin. On peut facilement s'imaginer, en dépit de la sécheresse du style administratif qui relate les événements, l'accueil chaleureux que lui firent nos braves Hollandais, gens de bonne composition et naturellement hospitaliers, bien qu'un peu taciturnes. Le cérémonial observé en cette circonstance rappelle en tous points celui qui avait été suivi pour le lieutenant général de Bussy, passé par le Cap l'année précédente, ce cérémonial étant vraisemblablement le protocole de rigueur pour recevoir les hautes personnalités étrangères portant le titre d'Excellence. Le peuple lui-même, en général plus impressionnable que les personnages officiels, y ajouta, sans doute, toute la joie qu'inspire le retour d'un chef sympathique, favori de la victoire, et y trouva prétexte à se mettre en liesse.

Suffren fut reçu à son arrivée par le colonel Gordon, commandant la garnison, et le major Gilquin, cependant que la batterie van Imhoff tirait dix-sept coups de canon. Le gouverneur, entouré de son conseil politique, l'attendait sur les marches de l'escalier du château. Puis, toujours sous la conduite de Gordon et de Gilquin, il se rend à l'habitation qui lui a été réservée chez la veuve Adriaan van Schoor, du Cap. Ce logement est mis à sa disposition et le service est assuré à la charge du gouvernement de la colonie, en reconnaissance des éminents services rendus par cet officier général à la Compagnie hollandaise des Indes orientales pendant toute la durée de la campagne. La milice française (entendez le régiment de Pondichéry) faisait la haie sur son passage pour le saluer tout au long de la Strandstreet, où se trouvait la maison de la dite veuve. Comme pour M. de Bussy, il fut prescrit qu'à son entrée et à sa sortie du château, et chaque fois qu'il passerait aux barrières, les honneurs lui seraient rendus par le corps de garde, doublé à cette occasion. Trois roulements de tambour devaient accompagner son arrivée ; les officiers saluaient de la pique ou de l'épée, et les trompettes sonnaient aux champs¹.

1. *Dag Register* des 22 et 23 décembre 1783.

V

La fin de la guerre.

Le jeudi 25 décembre 1783, arrivait au Cap le premier navire anglais depuis la signature des préliminaires de paix. Sur toutes les mers, le commerce était redevenu libre et les Anglais se dépêchaient d'en profiter pour regagner le temps perdu. Ce navire s'appelait *Eurydice*; il portait 24 canons et comptait 140 hommes d'équipage. Il était commandé par le capitaine Courtenay, qui avait quitté Spithead pour Madras le 10 octobre précédent.

Il me paraît intéressant de donner ici, à titre d'indication et sous forme résumée, les dispositions principales de ces préliminaires, qui ne furent connus à Cape-Town que dans le courant du mois de décembre 1783 et dont de nombreuses copies en français, anglais et hollandais figurent dans les recueils des archives du Cap, sous la rubrique suivante :

Articles préliminaires de paix entre Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne et leurs Hautes Puissances les États-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, avec les articles de ratification ¹.

Ces articles préliminaires avaient été conclus à Paris et signés le deuxième jour de septembre 1783 par le très illustre et excellent seigneur George, duc et comte de Manchester, etc., ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne, au nom et de la part de la dite Majesté, et par les très excellents seigneurs Mathieu Leftevenon de Berkenroode et Gérard Brantsen, respectivement ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires de leurs hautes puissances les États-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, en leur nom et de leur part. Il y aura suspension d'armes et les rectifications devront suivre dans un délai d'un mois.

L'article I^{er} stipule qu'il y aura un oubli général de tout ce qui a pu être fait ou commis avant ou depuis le commencement de la guerre qui vient de finir.

L'article II règle les questions protocolaires : pour ce qui est des honneurs à rendre au pavillon de chaque nation, on en usera comme avant la guerre.

L'article III comporte la restitution réciproque des otages, des prisonniers de guerre et des navires saisis de part et d'autre depuis la fin de la guerre.

Article IV : les États-Généraux rendent aux Britanniques la ville de Negapatam aux Indes, avec toutes ses dépendances ; mais, vu l'importance que cette place présente pour leurs possessions, les Hollandais se réservent

1. Archives du Cap, *Bijlagen* de 1784, vol. 185.

la possibilité d'en négocier l'échange avec la Grande-Bretagne, contre une place équivalente convenant aux Anglais.

Article V : l'Angleterre restitue aux Hollandais toutes les villes, places ou forts qui auraient été pris par eux ou par la Compagnie anglaise des Indes orientales, et ce dans l'état où les dites places se trouvent.

Article VI : les États-Généraux s'engagent à ne pas gêner ou molester la navigation britannique dans les mers orientales.

Article VIII : l'article stipule que les commissaires seront nommés de part et d'autre pour faire des arrangements sur les différends qui ont éclaté entre la Compagnie africaine anglaise et la Compagnie hollandaise des Indes orientales relativement à la navigation sur les côtes de l'Afrique, ainsi qu'au sujet du cap Apollonia.

Article VIII : il y est question de la restitution réciproque des conquêtes faites de part et d'autre et dont aucune mention spéciale n'est faite dans le présent traité.

Article IX : ces restitutions auront lieu à la même époque que celles qui interviendront entre la Grande-Bretagne et la France.

Article X : promesse est faite d'exécuter le tout de bonne foi.

Article XI : l'article XI stipule que les ratifications auront lieu dans un délai d'un mois.

C'était, comme on le voit, une paix fondée sur le principe de restitutions réciproques. Il suffisait aux alliés d'avoir affaibli pour un temps la puissance maritime de l'Angleterre, diminué son prestige et rétabli sur les océans l'équilibre des forces et le respect des Neutres. En contribuant à libérer les colonies d'Amérique, les alliés avaient d'ailleurs comme amputé l'Angleterre d'un continent, et quel continent ! Ni les Indes, ni le Canada, qui leur restaient, ne pouvaient alors se comparer, sous le rapport de la prospérité, de la richesse, de la culture, aux brillantes colonies des Alleghans, à cette Nouvelle-Angleterre pleine de promesses et qui était, avec la ville de Boston, comme le joyau du domaine colonial de la Grande-Bretagne.

La marine et les armées françaises, qui venaient de s'illustrer sur toutes les mers du monde, avaient vraiment mené le bon combat des chevaliers du droit, moins pour faire des conquêtes que pour rétablir l'équilibre des puissances de par l'univers et y faire régner la justice. Aussi était-ce avec une légitime fierté que les unités navales de la flotte de Suffren pouvaient se présenter à l'escale du Cap qu'elles avaient contribué à protéger contre l'ennemi commun.

C'est à juste titre que les Provençaux, compatriotes de Suffren, le mentionnaient sur la médaille qu'ils allaient offrir à l'amiral.

En février 1926, on pouvait voir, à l'exposition historique du Cap, un fac-similé de cette médaille, décernée au bailli par les États de Provence en 1784. Frappée à l'effigie de Suffren, elle porte en exergue l'inscription suivante : « Pierre-André de Suffren-Saint-Tropez, chevalier des ordres du roi, grand-croix de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, vice-amiral de France ; » au

revers de la médaille s'inscrit la dédicace : « Le Cap protégé, Trinquemale pris, Goudelour délivré, l'Inde défendue, six combats glorieux. — Les États de Provence ont décerné cette médaille. M D CCLXXXIV¹. »

Suffren entra à Toulon en mars 1784. Il était le héros incontesté de la marine française, et ses succès contribuaient à effacer le chagrin qu'avait causé la défaite de Grasse aux Saintes.

Le gouvernement du roi se montra reconnaissant, non seulement des services rendus par le vice-amiral, mais encore de ceux que, plus modestement, la Régence du Cap était en droit de faire valoir pour l'assistance qu'elle avait prêtée aux flottes et aux armées françaises. Le 25 juillet 1784, M. de Castries, secrétaire d'État, adressait un témoignage officiel de cette connaissance à M. de Plettenberg :

J'ai rendu compte au Roi en différentes circonstances, Monsieur, du zèle avec lequel vous vous êtes porté à contribuer en tout ce qui dépendait de vous au bien de la cause qui intéressait également Sa Majesté et la République pendant la guerre dernière. Je n'ai pas non plus laissé ignorer à Sa Majesté tous les soins que vous vous êtes donnés et même les avances que vous avez faites pour l'entretien et le bien-être de ses troupes et encore, en dernier lieu, pour leur transport à l'île de France.

Sa Majesté me charge de vous en témoigner sa satisfaction. Elle est disposée à vous faire ressentir en toutes occasions les effets de sa protection. Elle ne doute pas que LL. HH. Puissances ne s'emploient à récompenser un citoyen qui a autant que vous mérité de la République. En mon particulier, Monsieur, je me ferai toujours un devoir de vous rendre la justice qui vous est due.

J'ai l'honneur d'être, avec un parfait attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur².

Souillac, de son côté, à la date du 24 juillet, écrivait de Port-Louis (île de France) au gouverneur, pour lui annoncer l'arrivée aux îles, « en très bon état », du régiment de Pondichéry, qui avait tenu garnison au Cap pendant toute la durée de la guerre. Le départ de ces Français clôturait un chapitre d'histoire et leur arrivée à l'« Isle de France » en était comme l'épilogue ; la lettre de Sauillac nous paraît devoir figurer ici à titre de conclusion.

Au Port-Louis, île de France, le 24 juillet 1784. Messieurs du Conseil de régence de l'honorable Compagnie de Hollande.

Messieurs,

Le régiment de Pondichéry est arrivé ici en très bon état et nous l'attribuons à la sagesse des ordres que vous avez donnés pour lui procurer toutes les commodités du passage. Nous en rendrons compte au ministre et nous vous prions particulièrement de vouloir bien en agréer nos remerciements.

Nous avons, conformément à votre désir, hâté le débarquement des quatre vaisseaux qui ont transporté le régiment en cette colonie. Ceux qui doivent aller à Batavia sont déjà en route ; mais le *Huit-le-Spiek* (?) est encore ici arrêté par

1. *Old Cape Colony Exhibition*. February, 1926. Catalogue, p. 60, n° 271.

2. Archives du Cap. M. de Castries, ministre du roi, à M. le baron de Plettenberg. Lettre du 25 juillet 1784. Versailles. *Particulière Brieven*, vol. 489 : 1776-1784.

quelques réparations nécessaires et urgentes que le capitaine van Vurden est obligé d'y faire. Nous lui avons fait donner une avance de 10,000 livres pour payer les ouvriers qu'il a employés. Nous comptons que, sous peu de jours, il mettra à la voile pour suivre sa destination.

Nous sommes flattés que Messieurs les officiers du régiment de Pondichéry et d'artillerie aient mérité par leur bonne conduite les témoignages de satisfaction que vous leur accordez et que vous vous proposiez d'en rendre compte à Messieurs vos principaux : ne doutez pas, s'il vous plaît, qu'ils ne vous rendent aussi toute la justice qui vous est due pour les bons traitements qu'ils ont reçus de vous. Nous avons l'honneur d'être, avec la considération la plus distinguée, etc. *Signé* : SOUILLAC.

ANNEXE

*Lettre du gouverneur de Souillac à M. de Plettenberg et au Conseil de régence
(17 mai 1782)*

Messieurs, persuadé de l'intérêt que vous prenez au succès de l'escadre française partie de cette île le 7 décembre dernier (1781), je m'empresse de vous faire part qu'elle a eu la plus belle traversée possible, qu'elle a rencontré et pris en route le vaisseau de guerre anglais *l'Annibal* ; qu'arrivée le 6 février sur la côte de Coromandel, dans le nord de Madras, elle a eu le bonheur d'intercepter un convoi de plus de cent voiles qui sortait du Gange et qui portait des secours en vivres à cette place. Nous avons eu le malheur de perdre à cette époque M. le comte d'Orves qui, depuis plusieurs jours, était fort malade et qui avait cédé le commandement à M. le commandeur de Suffren. Celui-ci s'est présenté le 14 devant Madras dans l'intention d'y attaquer l'escadre anglaise ; mais celle-ci, mouillée sous les forts, était dans une position inattaquable, ce qui engagea M. de Suffren, qui avait mouillé au large, d'appareiller le 15. Les ennemis en firent autant le soir. Leur escadre était composée de neuf vaisseaux de ligne et deux frégates.

M. le commandeur de Suffren n'a pu les joindre que le 17, à près de quatre heures du soir ; il les a combattus, mais, à toutes voiles les ennemis fuyant, au moyen de quoi il n'y a eu rien de décisif. Ils ont été se renfermer à Trinquemale et M. de Suffren s'est porté sur Pondichéry et ensuite sur..... (Porto-Novo?), où le débarquement des troupes françaises a été effectué, ainsi que leur jonction avec celles d'Haider-Ali Kan.

La nuit qui a précédé la veille du combat (celui du 17 février), notre convoi s'était écarté et nous avons eu le malheur de perdre un de nos transports, dont les ennemis se sont emparés. Un autre, servant d'hôpital, a été enlevé à Négapatam, où il s'était rendu, ignorant le sort de cette place. M. le commandeur de Suffren était encore à Porto-Novo le 12 mars 1782, achevant d'y débarquer les munitions ; il doit en partir incessamment et j'ai lieu d'espérer que dans peu j'aurai la satisfaction de vous annoncer, Messieurs, des nouvelles encore plus intéressantes pour deux nations dont la cause est la même. J'ai l'honneur d'être avec la considération la plus distinguée, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur...

Le vicomte DE SOUILLAC¹.

H. GOIRAN,

Consul général de France au Cap.

1. Archives du Cap. Voir parmi les lettres reçues la lettre de Souillac, à sa date.

QUELQUES RAPPORTS A METTERNICH

SUR CHARLES-ALBERT DE SAVOIE

(1828-1831)

Parmi les rapports adressés de Turin à Metternich entre 1828 et 1831 qui se trouvent aux archives d'État à Vienne, il y en a quelques-uns sur Charles-Albert, prince de Carignan, qui devint en 1831 roi de Sardaigne. L'irrésolution et l'équivoque des attitudes étaient les traits principaux de son caractère. On peut expliquer cette conduite en partie par les circonstances dans lesquelles il vivait. Les premières années de sa jeunesse s'étaient passées au temps de Napoléon. Sa mère, « jacobine » — comme on l'appelait à la cour de Sardaigne, à cause des sympathies qu'elle marquait à la Révolution¹ — envoya son fils, orphelin de père dès l'âge de deux ans, à Paris pour y être élevé et, plus tard, dans une institution à Genève. Les bouleversements qui suivirent la Révolution française ont dû lui laisser une profonde impression.

Après la Restauration, jeune homme de dix-sept ans, Charles-Albert, en 1814, vint à Turin, comme futur héritier du trône de Sardaigne. Il y sympathisa avec des officiers libéraux dont il rechercha la société, quoiqu'il sût la méfiance qu'il éveillait chez son oncle, l'absolutiste Victor-Emmanuel I^{er}, ainsi qu'à la cour, très attachée à la tradition. On espérait que le prince, sous l'influence d'une société nouvelle, prendrait une autre tendance. Il s'efforça d'échapper par la dissimulation à la vigilance sévère dont il était l'objet ou du moins de tromper les observateurs. S'il s'était déclaré ouvertement l'adversaire de l'Ancien régime ou de l'État restauré, il aurait été probablement exclu de la succession au trône. Mais son ambition l'en préserva.

En 1821, la révolution éclata en Piémont. Constitution et indépendance de l'Italie, c'était le mot d'ordre des insurgés. Certains d'entre eux, après quelques entretiens avec le prince de Carignan, l'avaient cru gagné à la révolution et le reconnaissaient pour chef. Mais ils furent bientôt désillusionnés. Au dernier moment, Charles-Albert refusa sa coopération. Après le soulèvement des régiments d'Alexandrie et les tumultes dans les rues de Turin, Victor-Emmanuel abdiqua en faveur de son frère, Charles-Félix. Charles-Albert fut nommé régent jusqu'au retour de celui-ci. Il proclama la Constitution demandée, mais Charles-Félix ne la reconnut pas. Une armée autrichienne s'avança pour protéger le roi de Sardaigne. Les combats entre les troupes royales et les troupes constitutionnelles se terminèrent par la défaite de celles-ci, et ce fut la fin de la révolution. Charles-Albert fut regardé comme un traître par beaucoup des révolutionnaires, en même temps qu'il éveilla la méfiance des puissances dominantes. Pour rétablir sa réputation

1. Née princesse de Saxe, elle avait été mariée au prince Charles-Emmanuel de Carignan et épousa en secondes noces le comte de Montleart. Voir Costa de Beauregard, *La jeunesse du roi Charles-Albert*, et A. Cadenazzi, *Carlo Alberto*.

auprès des gouvernements réactionnaires et amener une réconciliation avec son oncle, il prit part avec l'armée française à la guerre contre la révolution espagnole, en 1822-1823, se mettant ainsi au service de la légitimité. Au congrès de Vérone, en 1822, Metternich se prononça pour son droit de succéder à la couronne. Mais Charles-Albert devait jurer de régner « selon les lois existantes ». Cela signifiait renoncer à la Constitution. Désormais, le prince se donna beaucoup de peine pour gagner la faveur de l'empereur François I^{er}. Sa lettre de nouvel an du 19 décembre 1827 en est un témoignage¹. Le gouvernement sarde espérait toujours pouvoir supprimer l'esprit révolutionnaire en Piémont avec l'aide de l'Autriche². D'autre part, Charles-Félix semblait être, comme adhérent au système conservateur, « le gardien des Alpes ».

La révolution qui éclata en France en juillet 1830 inquiéta aussi bien l'Autriche que la Sardaigne. Leurs rapports s'en trouvèrent resserrés³. Aussi Charles-Albert parlait-il avec indignation de cette révolution et assurait-il qu'il tenait fidèlement avec l'Autriche et respectait les principes monarchiques. Cependant, le ministre d'Autriche n'avait pas confiance en lui⁴.

L'opinion publique du Piémont était du côté de la France⁵. Des écrits révolutionnaires, dans lesquels Charles-Albert était nommé encore avec un peu d'espoir, furent introduits en contrebande de France en Piémont. Le gouvernement sarde prit de nouvelles précautions, entre autres à l'égard des Universités⁶. C'est à ce moment que Charles-Albert exprima son désir d'entrer au service de l'Autriche en cas de guerre avec la France et de prendre le commandement d'une armée autrichienne. Sa demande fut accueillie l'année suivante⁷. Les rapports de la France et de l'Autriche étaient, en effet, devenus plus mauvais, spécialement après que la révolution qui avait éclaté dans l'Italie centrale en mars 1831 eut amené l'intervention autrichienne en Italie. Un mois plus tard, Charles-Albert monta sur le trône de Sardaigne, partisan déclaré de l'Autriche moins par sympathie que parce que, à son sens, c'était ce qu'exigeait pour le moment son intérêt⁸.

Anna Bross.

CHARLES-ALBERT A L'EMPEREUR D'AUTRICHE FRANÇOIS

(Turin, *Varia*, 1828.)

(Lettre de félicitation pour le nouvel an).

Sire,

J'ose prendre la liberté de venir déposer aux pieds de Votre Majesté Impé-

1. Dès janvier 1828, François I^{er} nomma Charles-Albert chevalier de l'ordre de Marie-Thérèse. Voir lettre de l'Empereur au prince de Carignan, Vienne, 9 janvier 1828, aux archives de Vienne, *Varia* et *Expédition pour Turin*, 1828.

2. Rapport du comte de Senfft à Metternich, Gênes, 2 avril et 15 mai 1828.

3. Rapport de Turin, 10 août 1830, et lettre de François I^{er}, du 25 août 1830.

4. Rapport du 19 août 1830, *Particulière* n° 257. *Rapports de Turin*.

5. Rapport de Turin, 18 août 1830, n° 257.

6. Rapport du 30 août 1830. Ce rapport et la proclamation révolutionnaire ont été publiés par moi dans la *Rivista d'Italia*, 1921, fasc. 2. Voir en outre Dr Anna Kluger, *Alcune notizie sul Piemonte e sui cospiratori e profughi italiani del 1830-1831, secondo i documenti dell'Archivio di Stato a Vienna*.

7. Expéditions pour Turin, 6 juillet 1831.

8. Rapport de Turin, 6 juin 1831 : le comte de Bombelles sur le caractère du nouveau roi ; également *Varia*, Turin, 19 août 1831, lettre de Charles-Albert à l'empereur François I^{er}.

riale, dans ce renouvellement de l'année, l'hommage constant des vœux que je ne cesserai jamais de former pour son plus parfait bonheur, pour sa longue et précieuse conservation. Ces souhaits respectueux sont ceux de la reconnaissance du plus profond dévouement : puissent-ils par leur sincérité me mériter l'affection de Votre Majesté Impériale pour ces paroles dictées par mon cœur.

Je suis avec respect, Sire, de Votre Majesté Impériale, le très humble et très obéissant serviteur.

Albert DE SAVOIE.

Turin, le 19 décembre 1827.

RAPPORT DU COMTE DE SENFFT A METTERNICH

(Sardaigne 13).

Sur le prince de Carignan.

Gênes, 20 avril 1828.

Mon Prince !

Je m'empresse d'avoir l'honneur de rendre compte à Votre Altesse d'une commission dont M. le prince de Carignan m'a chargé pour Elle.

Causant il y a quelques jours avec le Prince, sur la position de la France et les progrès du parti révolutionnaire, il me dit ces paroles : « Ah ! quand vous écrirez au prince de Metternich, priez-le de ma part de ne point m'oublier, lorsqu'il s'agira de taper quelque part sur les libéraux ».

Il me répéta cette phrase à la fin de ma visite en me recommandant de ne pas oublier sa demande.

Je crois ce mouvement parfaitement sincère ; il me semble en général que l'envie dominante du prince de Carignan de faire la guerre de sa personne est un moyen dont on pourra tirer parti, le cas advenant, pour nous l'attacher et effacer de plus en plus ce qui reste en lui de sentiment antiautrichien...

TABLEAU DE L'ÉTAT MORAL DU PIÉMONT

(N° 104).

Gênes, 15 mai 1828.

Mon Prince !

Les progrès rapides de la révolution en France appellent de sérieuses réflexions sur l'état des choses dans les pays voisins. Il n'est pas douteux que les mauvaises doctrines n'aient jetté des profondes racines en Piémont, comme dans d'autres parties de l'Italie. Les sociétés secrètes y ont aussi étendu leur régence et savent échapper à la vigilance de la police, qui, sous la direction de M. de Cholex (?), n'est pas exercée avec une très grande activité. Le Barreau, la Faculté médicale, le commerce sont partout gangrenés et comptent dans leur sein beaucoup d'hommes inquiets, ambitieux et prêts à devenir factieux. Ces germes sont aussi répandus dans certaines branches de l'administration, surtout, à ce qu'il semble, dans celles de l'intérieur et de la guerre, dont les chefs sont moins sévères ou moins attentifs que leurs collègues des affaires étrangères et des finances à surveiller les opinions de leurs employés.

Parmi les jeunes gens des hautes classes, il y a un grand nombre d'esprits légers et frondeurs, par conséquent faciles à enchaîner à des nouveautés où l'amour-propre des individus trouvera un appât.

Je ferais à cet égard une exception favorable pour la noblesse génoise, occupée sans doute encore des quelques regrets qui se portent vers son ancienne importance, mais voyant leur inutilité et préférant dès lors l'état des choses actuelles, adouci par la préférence personnelle du Roi pour Gênes, à des chances nouvelles dont les Génois, ces bons calculateurs, savent apprécier le danger. L'armée renferme des éléments assez nombreux de mécontentement, tenant surtout à l'indifférence que lui montre le souverain, mais comprimés par les dispositions des chefs de corps, qui sont en général des hommes sûrs et dévoués...

Il faut ajouter à ces traits, mais en exceptant encore Gênes, la jalousie, la crainte ou la haine de l'Autriche, sentiment que l'on nourrit généralement en Piémont...

Néanmoins, je ne crois pas me tromper en assurant que les États du Roi de Sardaigne n'ont rien à craindre d'un mouvement intérieur de la faction. Celle-ci a partout un tact parfaitement sûr pour discerner la force ou la faiblesse morale du chef du gouvernement, et voilà sur quoi elle mesure le degré de son audace. Si cette audace va toujours croissant en France, elle rompra toujours devant l'esprit de justice du Roi de Sardaigne et la rectitude de ses principes, contre lesquelles aucune considération ne sauroit prévaloir. Nul ne doute que le cas échéant le Roi ne se refusât toujours à toute concession et que, s'il reste au pouvoir, justice ne soit faite des perturbateurs. Jamais les factieux n'oseront courir cette chance, à moins d'être puissamment soutenus par une attaque étrangère contre laquelle les armées autrichiennes seraient là pour défendre le pays. Je regarde cette disposition des esprits, déterminée par le caractère du Souverain, comme une garantie bien plus sûre de la tranquillité intérieure que tout l'échafaudage d'une police mécanique que l'on pourroit trouver ici en défaut sur plusieurs points. Mais, hélas ! cette garantie n'est que viagère. Et comme la faiblesse connue du feu Roi Victor-Emmanuel a permis à la conspiration de se former en sa présence et en a pour ainsi dire provoqué l'explosion, les antécédents du Prince de Carignan et la trempe incertaine de son caractère lui ôteraient toute force morale pour imposer à la faction dans des circonstances critiques, force qui ne sauroit trouver sa base que dans une justice éprouvée.

On se plaint avec quelque apparence de raison du peu d'activité du Roi, de son peu d'application aux affaires, de sa répugnance à approfondir les questions administratives, à provoquer des discussions un peu fatigantes, et ses meilleurs serviteurs partagent quelquefois ces plaintes. Mais, aux yeux d'une politique plus élevée, tous ces légers défauts disparaissent ou sont plus que compensés par cette fermeté inébranlable, par cet attachement au système conservateur de l'Autriche, qui ne permettra jamais à ce Prince de

gèner sur le choix de son allié et qui fait de lui le véritable et le plus sûr gardien des Alpes.

Agréez, mon Prince, l'hommage de mon respect.

M. comte DE SENFFT.

RAPPORTS DE TURIN

(Id n° 229. Particulière).

Sur le prince de Carignan et l'esprit public en Piémont.

Turin, 2 avril 1830.

Mon Prince !

Le voisinage d'un foyer de troubles tel que la France ne sauroit manquer d'exciter ici quelque fermentation dans les esprits auxquels pèse le caractère calme, solide et religieux du gouvernement. Une telle disposition peut être assez répandue, sans qu'il y ait encore ni plan arrêté, ni complot entre ceux qui y participent, et dont les vœux et les pensées semblent aujourd'hui dirigés vers un changement de règne plutôt que vers un changement immédiat dans la constitution de l'État.

Le Roi se défie en général des Piémontais, qu'il juge intéressés, égoïstes, intrigants, pas sincères et surtout pas attachés à sa personne ; il déteste sous ce rapport là, plus encore que pour le climat, le séjour de Turin. « Non mi vi posso soffrire », voilà, dans l'intimité, son expression habituelle. En effet, les longues absences de S. M., qui ne sauroient manquer de faire languir quelquefois les affaires, et les grâces répandues sur de jeunes favoris insignifiant, tel qu'un¹ officier aux gardes, de Oresti, admis depuis quelque temps dans la familiarité de Leurs Majestés, dont le marquis de Villa Ver-niosa² se trouve maintenant presque écarté, servent de texte aux fron-deurs.

Le mécontentement se répand surtout dans l'armée, à laquelle le Souverain ne témoigne que de l'indifférence, tandis que M. le prince de Carignan cherche à se populariser en se montrant affable et accueillant pour les officiers de tout grade.

L'élan en faveur de l'héritier du trône, qui se fait remarquer parmi les militaires, ne tient, en effet, qu'à ces espérances ambitieuses qui se portent vers la nouveauté : et ce prince ne seroit pas longtemps au pouvoir que les affections se détourneroient de lui. Livré plus que jamais à des alentours douteux et au plat commérage de M^{me} la comtesse de Truchsess, qui est venue passer l'hiver ici auprès de sa fille, M^{me} de Robilant, il éloigne de lui les hommes d'un vrai mérite et sincèrement attachés à l'intérêt de leur pays, comme le comte de Maistre, et se perd de plus en plus dans la considération et dans la confiance des gens sensés, par un caractère sans vérité et sans consistance et l'habitude de propos légers et moqueurs. Aussi

1. Mal lisible dans le texte.

2. Mal lisible dans le texte.

le Roi, en convenant que le prince ne lui donne aucun sujet de plainte, conserve-t-il sa défiance envers lui et ne le croit-il nullement corrigé au fond par la sévère leçon qu'il a reçue à la suite des événements de 1821.

Je profite du départ du comte Riccini, chambellan de S. A. R. l'archiduc de Modène, pour faire mettre la présente expédition à la poste à Modène.

Agréez, mon Prince, l'hommage de mon respect¹.

LE COMTE DE SENFFT A METTERNICH

(N° 250).

Turin, 10 août 1830.

Mon Prince!

... Je n'ai réservé, pour l'occasion d'aujourd'hui, que les points que M. le comte de la Tour m'avait prié de ne point confier à la poste. Ce ministre m'a annoncé que le Roi s'est déterminé à écrire à l'Empereur, notre auguste maître, une lettre dont M. de Rignon sera porteur et qui contient l'expression de la plus entière confiance dans l'accord des sentiments qui se sauroit d'exister entre les deux monarques, comme dans l'appui et le secours que les trônes de l'Italie doivent attendre en ce moment de la part de l'Autriche. Le Roi écrit en même temps à l'Empereur de Russie, faisant en sa qualité de voisin immédiat de la France un appel aux sentiments de ce souverain pour le soutien de l'ordre social menacé par les événements qui viennent de se passer, et faisant surtout ressortir le danger de l'exemple de la défection donnée par les troupes françaises...

RÉPONSE DE L'EMPEREUR FRANÇOIS A CHARLES-ALBERT

(*Varia*, 1830).

Schönbrunn, le 15 août 1830.

Monsieur mon frère et très cher beau frère!

La lettre confidentielle que V. M. m'a fait l'amitié de m'écrire de Haute-Combe le 5 de ce mois me prouve qu'Elle juge entièrement comme moi la dernière révolution qui vient d'éclater en France et les suites dangereuses qu'elle doit avoir pour la tranquillité de l'Europe. Ainsi que V. M. l'observe si judicieusement, elle est plus à craindre que celle de 1789, attendu que, depuis lors, l'esprit des peuples s'est sensiblement détérioré et que les moyens moraux et matériels des puissances sont considérablement affaiblis par 40 années de troubles, de désordres et de guerres pour ainsi dire continus. Aussi les gouvernements se trouvent-ils placés aujourd'hui dans la situation la plus embarrassante, et il ne leur reste, d'après ma conviction, d'autre parti à prendre pour assurer leur existence et leur conservation que de s'unir franchement et sincèrement pour leur défense commune et pour le maintien de la tranquillité intérieure dans leurs États. C'est à former et à

1. Signature illisible.

consolider cette union sur des bases solides que tendent tous mes efforts, et j'espère que Dieu les bénira. Dans tous les cas, je prie V. M. de compter entièrement sur moi. Elle me trouvera toujours disposé à lui prêter l'appui dont elle pourrait avoir besoin et à lui fournir des preuves de mon inviolable attachement et des sentimens affectueux que je lui ai voués et avec lesquels je suis, Monsieur mon frère,...

LE COMTE DE SENFFT A METTERNICH

(N° 257).

Turin, le 18 août 1830.

Mon Prince.

Je viens de voir M. le prince de Carignan, revenu de Racconigi à Turin pour le temps du séjour de Leurs Majestés dans cette capitale. Son Altesse Sérénissime s'exprime sur les affaires de France dans les termes du zèle le plus ardent pour la cause de la légitimité et du principe monarchique. Il m'a dit avoir écrit au Roi, à la première nouvelle des troubles qui avaient éclaté à Paris, pour lui demander la permission d'aller combattre en France dans les rangs des défenseurs de la famille de Bourbon, qui l'avait comblé de bontés lors de son séjour à Paris.

La réponse de Sa Majesté, en lui témoignant son approbation, annonçait l'abdication de Charles X. « Maintenant » m'a-t-il dit, « le plus beau jour de ma vie sera celui où la guerre se fera contre les Français, et je serai heureux de servir avec les troupes autrichiennes. » Il a tenu les mêmes propos à Monsieur le comte de la Tour, qui lui a répondu qu'il n'y aura pas de difficulté à obtenir la réunion d'une brigade autrichienne avec la division qu'il commanderait comme lieutenant-général...

Je n'ai presque rien à ajouter au compte que j'ai déjà rendu à Votre Altesse des dispositions du public en Piémont. On applaudit dans les classes moyennes à ce qui vient de se passer en France et l'on manifeste dans toutes une vive crainte de la guerre. « Voir ici les Allemands » est une pensée qui déjà trouble le repos des dames de Turin.

En attendant, les amis éclairés de l'ordre et de la tranquillité publique désirent vivement que notre armée en Italie soit bientôt renforcée. Monsieur le comte de la Tour me répète tous les jours l'expression de sa confiance dans la promptitude des mesures qui seront prises chez nous à cet égard. Il m'observa aujourd'hui que nous avions en ce moment deux régiments italiens en garnison à Milan; Monsieur l'abbé Gizzi m'a fait entendre le vœu que la garnison de la citadelle de Ferrare puisse être renforcée. Enfin, Monsieur le comte de Woronsow m'a témoigné l'opinion que, sans aucune vue hostile contre la France, nos forces en Italie devraient être portées à 50,000 hommes pour contenir le pays et surtout pour imposer aux populations voisines.

Agréez, mon Prince, l'hommage de mon respect.

(Ad n° 257. Particulière).

Turin, 19 août 1830.

Mon Prince.

J'ai rapporté dans mon Nr. 257 le langage et les dispositions momentanées de ce prince, dont on pourra tirer un parti utile, en l'engageant et le compromettant pour la bonne cause au jour du combat. La mobile fausseté et l'esprit d'ambition et d'aventure qui composent le fonds de son caractère ne permettent cependant jamais de placer en lui une véritable confiance. Le trait principal de son règne, dont la Providence veuille tenir le commencement encore éloigné, sera de renverser autant qu'il le pourra les allures et les maximes du règne précédent. Le conseiller qui paroît en ce moment jouir du plus de crédit auprès de lui pour les vues qui se portent sur l'avenir est M. le comte Montillo, premier président du Sénat du Piémont, espèce d'impie et de mauvaise compagnie, mais auquel on ne sauroit contester beaucoup de capacité pour les affaires...

RAPPORT DU COMTE BOMBELLES SUR LE CARACTÈRE DU NOUVEAU ROI

(Turin, *Varia*, 1831).

Turin, 6 juin 1831.

... Ce qui me paroît évident, c'est que nous ne pouvons plus compter ici sur un allié qui ne le serait que par principe et par prédilection. Non, ce n'est que dans ses intérêts que nous avons à l'avenir à chercher la garantie de sa fidélité; ainsi je le crois pour le moment très sincèrement dévoué à la bonne cause. Le trait fondamental du caractère et de l'esprit de ce prince est un penchant continuels vers l'ironie et l'envie de mystifier tous ceux auxquels il a à faire...

LE ROI CHARLES-ALBERT A L'EMPEREUR FRANÇOIS I^{er}(Turin, *Varia*, 1831).

Sire,

La nouvelle et si éclatante preuve de confiance et d'estime dont Votre Majesté Impériale vient de m'honorer remplit mon cœur de bonheur, n'ambitionnant rien tant au monde que de mériter sa considération, sa bienveillance, d'orgueil par l'importance du commandement qu'elle est disposée à me donner, et d'une reconnaissance sans bornes que j'espère lui prouver par mes actions, bien mieux que par mes paroles. Je prie Votre Majesté d'être convaincue que mes sentiments invariables sont les mêmes que ceux dont furent animés ceux de mes ancêtres qui eurent les commandements des armées Impériales; qu'ainsi qu'eux je serai toujours prêt à verser mon sang pour contribuer aux avantages de ses glorieuses armées; que ses vues seront toujours les miennes; que je n'aurai qu'un désir, celui de remplir ses intentions et de conserver son estime.

Je suis avec respect, Sire, de Votre Majesté Impériale, le très humble et très obéissant serviteur.

Turin, le 19 juillet 1831.

CHARLES-ALBERT.

BULLETIN HISTORIQUE

RÉVOLUTION ET EMPIRE.

Le dernier bulletin d'histoire de la Révolution a paru dans la *Revue historique*, en 1926, au tome CLI, p. 199 et suiv. Si celui-ci a tant tardé, c'est que la mort est venue frapper successivement deux de ses rédacteurs. Ce fut d'abord, en 1927, G. Pariset. Les directeurs de la *Revue historique* désignèrent pour lui succéder C. Richard, déjà secrétaire de la Revue, et le signataire du présent bulletin. Nous nous partageâmes la besogne, mais à peine Richard s'était-il mis à la tâche qu'il tomba malade ; il disparut à son tour au printemps dernier. Il avait toutefois rédigé quelques comptes-rendus et laissé des notes de lecture sur plusieurs autres ouvrages : les premiers paraîtront séparément ; j'ai utilisé les autres et marqué d'un astérisque les passages où je me suis borné à résumer les observations de mon ami.

PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

PUBLICATIONS DE DOCUMENTS ET D'INSTRUMENTS DE TRAVAIL. — La *Collection des documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française* s'est accrue de plusieurs volumes. Comme précédemment, le plus grand nombre d'entre eux sont consacrés aux cahiers de doléances. MM. P. BOISSONNADE et L. CATHELINÉAU ont publié ceux de la sénéchaussée de Civray au nombre de quatre-vingt-douze, non compris le cahier général du Tiers¹. L'introduction nous renseigne sur la circonscription, étendue du Clain à la Boutonne, mais discontinue et, d'ailleurs, pauvre. Les éditeurs ont groupé les cahiers des paroisses dont les assemblées ont été présidées par les mêmes personnes ; en fait, ils se suivent à peu près dans l'ordre géographique du nord-est au sud-ouest. En tête de chaque cahier, on trouve quelques indications sur la population, mais l'annotation paraîtra maigre. Elle l'est bien davantage encore dans la publication des Cahiers de la Bigorre par M. G. BALANCIE². L'abbé Ricaud en avait déjà extrait l'essentiel et il avait, en outre, essayé de grouper les cahiers d'après les modèles qui en avaient inspiré la rédaction. Cependant, M. Balencie les a publiés dans l'ordre alphabétique.

1. *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Civray*. Niort, impr. Saint-Denis, 1925, in-8°, xxviii-399 p. et 1 carte.

2. *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Bigorre*. Tarbes, Lesbordes, 1925-1926, in-8°, 2 vol. à pagination continue, 648 p.

Assez peu satisfaisante est aussi l'édition des Cahiers du bailliage d'Amont par MM. L. GODARD et M. ABENSOUR, dont le tome II n'a paru qu'en 1927¹. Ici encore, c'est l'ordre alphabétique qui a été adopté. L'annotation est presque inexistante ; l'index est très incomplet ; il y a cependant, en tête de chaque cahier, quelques renseignements sur la population et sur les impôts. Beaucoup plus riche est le recueil de MM. D. SAVINA et J. BERNARD sur les sénéchaussées de Quimper et de Concarneau². L'introduction nous renseigne bien sur la région qui, elle aussi, était fort pauvre ; elle est complétée par une annotation abondante et précise. Malgré tout, elle n'est pas aussi riche de faits que celle de M. Le Parquier sur le bailliage d'Arques, mais les archives n'en fournissent peut-être pas davantage.

Peut-être faut-il en dire autant pour le bailliage de Mirecourt, dont M. E. MARTIN a publié les cahiers de paroisses et les cahiers généraux des trois ordres³. Chaque cahier est précédé d'une notice, il est vrai, mais l'annotation se réduit à peu de chose et l'introduction, si utile qu'elle soit, n'est qu'un résumé des cahiers dont elle ne permet donc pas de contrôler les assertions. M. Martin a placé en tête le cahier de Mirecourt et ceux de trois communautés voisines qui l'ont imité. Les autres suivent dans l'ordre alphabétique : ils ne laissent pas de se faire des emprunts, mais M. Martin n'a trouvé trace ni d'un modèle venu du dehors, ni d'un modèle local. Ces doléances, très hostiles aux seigneurs et aux innovations agricoles (clôture, partage des communaux), présentent un vif intérêt.

Enfin, MM. F. PASQUIER et F. GALABERT ont publié, pour le compte du comité de la Haute-Garonne, vingt-cinq cahiers de communautés des sénéchaussées de Toulouse et de Comminges qui furent comprises en 1790 dans les limites de ce département⁴. Parmi elles, on compte Toulouse et Castel-Sarrasin. Ce recueil est fort soigné. Il ne prête pas à des conclusions générales, vu le petit nombre des documents conservés, mais il retiendra l'attention par la comparaison attentive qu'on y a faite des cahiers (cf. notamment p. xv et 209). MM. Pasquier et Galabert ont eu la chance de découvrir un modèle dont on n'a eu qu'à remplir les blancs pour en faire le cahier d'Arnaud-Guilhem, en Comminges ; les paysans y ont toutefois inséré un article tendant à la suppression de la dime des foins. Malheureusement, on ne sait d'où il est venu et on n'en peut mesurer l'influence, les cahiers conservés étant si peu nombreux.

1. *Cahiers de doléances du bailliage d'Amont*, t. II. Auxerre, impr. l'Universelle, 1927, in-8°, 582 p.

2. *Cahiers de doléances des sénéchaussées de Quimper et de Concarneau*. Rennes, Oberthur, 1927, 2 vol. in-8° à pagination continue, LXXIII et 416 p., 1 carte.

3. *Cahiers de doléances du bailliage de Mirecourt*. Épinal, Impr. lorraine, 1928, in-8°, XLVII-281 p., 1 carte.

4. *Cahiers paroissiaux des sénéchaussées de Toulouse et de Comminges en 1789*. Toulouse, Ed. Privat, 1928, in-8°, XXXI-222 p.

Maintenant que le Comité a publié tant de cahiers, on peut se demander si l'expérience acquise ne permettrait pas d'attirer l'attention des éditeurs futurs sur l'annotation qui doit servir de commentaire aux cahiers et sur le travail critique qu'ils sont mieux préparés que quiconque à entreprendre par leur connaissance des circonstances, des archives et des bibliothèques locales. Les renseignements que nous fournissent les cahiers n'ont de valeur que s'ils sont minutieusement contrôlés à l'aide des autres sources ; il est bien à désirer qu'on tire parti notamment des documents fonciers et des rôles d'impôts et qu'on en extraie même des renseignements sur la répartition des terres et des exploitations. Et surtout il faudrait, par la comparaison attentive des cahiers, essayer de reconstituer les modèles qui ont guidé les rédacteurs : on finirait peut-être de la sorte par identifier les auteurs de ces cahiers-types.

Quand on connaît les publications précédentes de M. C. PORÉE, on n'est pas surpris de n'avoir qu'à louer son édition des Cahiers des curés et communautés ecclésiastiques du bailliage d'Auxerre¹. L'introduction décrit avec précision la situation du clergé à l'aide du pouillé de 1781 et des déclarations de revenus de l'époque révolutionnaire, dont les données numériques sont groupées sous forme de tableaux. La grande majorité des curés n'avait pas 1,000 livres. Ces cahiers constituent par eux-mêmes une nouveauté, car ils sont fort rares² : n'étant pas des documents officiels comme ceux des paroisses, ils n'ont pas été souvent versés aux archives. Sur les 166 curés représentés à Auxerre, 87 sont ici représentés par 48 cahiers, dont plusieurs sont collectifs. 14 communautés ecclésiastiques figurent aussi au recueil. Les doléances des curés sont très instructives et jettent une vive lumière sur l'état d'esprit du bas clergé.

M. H. MARTIN, qui avait déjà publié des documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le district de Toulouse, nous présente maintenant un recueil similaire pour le district de Saint-Gaudens³. Il a été établi d'après les mêmes principes, et il est accompagné de tableaux parmi lesquels on signalera une répartition de la propriété pour quatre-vingt-cinq communes du district, dressée à l'aide des rôles de vingtièmes. Malheureusement, le tableau V, qui indique la répartition des biens nationaux entre les différentes catégories d'acquéreurs, donc le plus important, ne permet pas de discerner

1. *Cahiers des curés et des communautés ecclésiastiques du bailliage d'Auxerre*. Auxerre, impr. l'Universelle, 1927, in-8°, CLXXXVIII-408 p.

2. On rappellera, toutefois, que les cahiers du clergé de Sens ne sont pas les premiers du genre qui aient été publiés : MM. Sagnac et de Saint-Léger, au tome II, 1^{re} partie, p. 459 et suiv., des *Cahiers de la Flandre maritime*, ont imprimé plusieurs cahiers de curés, de chapitres et de communautés (1906). Dès 1891, Loriquet avait imprimé dans les *Cahiers de doléances de 1789 dans le Pas-de-Calais*, t. I, p. 7-10, un *Cahier particulier de MM. les curés, vicaires et autres prêtres attachés au service des paroisses*, signé de huit curés.

3. *Documents relatifs à la vente des biens nationaux ; district de Saint-Gaudens*. Rieumes, Cucuron, 1924, in-8°, xxx-616 p.

quelle a été l'étendue des acquisitions paysannes et, à proprement parler, on ne trouve pas la table d'acquéreurs qui permettrait de suppléer à cette insuffisance ; le nom des acquéreurs figure bien à l'index, mais sans récapitulation de leurs achats. Outre que beaucoup d'observations seraient nécessaires, qui tiendraient ici trop de place, nous ajouterons que les documents de l'enregistrement n'ont pas été utilisés.

On a publié beaucoup moins de recueils sur la vente des biens nationaux que sur les cahiers ; cependant, on peut maintenant se faire une idée de ce que devraient être désormais des publications de ce genre. Celle de M. Porée sur le district de Sens constituait déjà un modèle satisfaisant. Ceux que vient de faire paraître M. P. NICOLLE, sous le patronage du Comité départemental du Calvados, pour les anciens cantons de Vire et de Pontfarcy, réalisent de nouveaux progrès¹. Comme M. Porée, M. Nicolle a complètement élucidé la question des paiements et il a déterminé la situation sociale des acquéreurs de manière à pouvoir dresser une statistique satisfaisante de la répartition des biens nationaux. Mais, en outre, il a suivi leur destinée ultérieure dans les documents fonciers et dans les documents de l'Enregistrement. A Vire et dans les communes voisines, la part des paysans est faible : 10,6 % (un peu plus si l'on fait entrer en ligne de compte les artisans et marchands ruraux) ; dans les communes rurales, au contraire, ils enlèvent 56, 2 %, et leur prépondérance apparaît plus grande encore si l'on observe que les nobles ont acheté 20 % des biens vendus ; leurs acquisitions sont en réalité des rachats : ces biens n'ont pas changé de mains et ne devraient pas entrer en ligne de compte dans le calcul des pourcentages².

Le Comité de la Côte-d'Or a rendu également un grand service à nos études en publiant, par les soins de M. R. DELABY, la correspondance du Comité d'aliénation, représenté en l'espèce par Camus, avec le Directoire du département à propos des questions qui se posaient à l'égard des biens nationaux³. L'introduction de M. Delaby indique les principales ; on ne saurait les énumérer ici, mais quelques-unes sont fort importantes : par exemple, l'exploitation des vignobles nationalisés, le sort des fondations, la manière de procéder aux adjudications, l'intervention des municipalités dans les ventes, en vue d'acquérir des terres à partager ensuite entre leurs administrés. Cette

1. *La vente des biens nationaux à Vire et dans les communes voisines*. Vire, Beaufils, 1923, in-8°, LXXII-197 p., xxvi p. de tableaux, 15 p. d'index et tables, 1 carte. (Cette étude est une thèse de doctorat ès-lettres.) — *La vente des biens nationaux dans les anciens cantons de Vire et de Pontfarcy*. Vire, Beaufils, 1927, in-8°, xxxviii-121 p., x p. de tableaux, 8 p. d'index et tables. Dans ce livre, M. Nicolle a donné le résultat de ses recherches sur la répartition de la propriété foncière dans les communes des dits cantons à la fin de l'ancien régime et vers 1830.

2. On trouvera des renseignements plus étendus sur les publications relatives aux biens nationaux dans l'article de G. LEFÈVRE, publié par la *Revue d'histoire moderne*, 1928, n° 3.

3. *Le rôle du Comité d'aliénation dans la vente des biens nationaux, d'après la correspondance inédite du constituant Camus avec le Directoire du département de la Côte-d'Or, 1790-1791 (La Révolution en Côte-d'Or, fasc. 4)*. Dijon, Rebourseau, 1928, 286 p.

publication, tirée des archives départementales, montre que l'exploration des dépôts locaux peut ajouter beaucoup à la connaissance de l'histoire générale : les papiers du Comité d'aliénation et de l'administration de la Caisse de l'Extraordinaire ont, en effet, disparu.

Un autre comité départemental, celui de Tarn-et-Garonne, a publié le livre de M. J. DONAT sur la commune de Larrazet, qui a conservé son cadastre de 1769¹. En l'étudiant avec soin, M. Donat a pu nous donner un tableau de la répartition des biens (celle des exploitations manque, les occupants n'étant pas indiqués) et décrire les divers groupes sociaux qui composaient la population du village. Le clergé possédait 6,2 % du sol, la noblesse 16,50, la bourgeoisie 25,4 ; les ruraux détenaient un peu plus de la moitié des terres (les cultivateurs de toutes catégories, 40,8 % ; les artisans, 9 %). M. Donat a voulu, en outre, décrire l'économie rurale et même étudier les rapports entre les classes sociales de la communauté. Cette partie du livre appelle quelques réserves ; le cadre d'une commune est trop restreint pour se prêter à des généralisations ; on a souvent le sentiment que les conclusions dépassent les prémisses ou que le développement fait longueur. Mais on ne peut que féliciter M. Donat de s'être consacré aux études agraires, qui attirent si peu de travailleurs, bien qu'elles soient essentielles, et on souhaite qu'il nous donne un jour une monographie régionale.

Les autres domaines de l'activité économique demeurent délaissés. Mais ceux qui s'intéressent au gouvernement économique du Comité de Salut public ont accueilli avec la plus vive satisfaction le nouveau recueil de M. P. CARON, qui met à leur disposition les procès-verbaux de la Commission des subsistances². Ils ne sont malheureusement pas aussi riches qu'on le voudrait, étant des agendas de travail plutôt que des procès-verbaux proprement dits ; les discussions qui ont dû fixer les principes directeurs et que nous serions si curieux de connaître n'y tiennent aucune place ; on n'y trouve même ni les arrêtés, ni les circulaires. M. Caron a recherché ces dernières, mais il a dû renoncer, on le comprend, aux arrêtés. Quant aux documents qui devaient contenir les dossiers de la Commission et ses registres, il en reste peu de choses et les débris en sont, en outre, éparpillés à travers les séries des Archives nationales ; au surplus, M. Caron n'a pu en utiliser qu'une partie dans l'annotation et dans les appendices pourtant copieux, afin de ne pas dépasser les limites que les ressources assignent naturellement à pareille entreprise. Malgré tout, cette publication, précédée d'une introduction sur l'histoire de la Commission, rendra des services inappréciables.

On connaît par ailleurs les recueils de textes législatifs et administratifs que la Commission d'histoire économique de la Révolution a entrepris de

1. *Une commune rurale à la fin de l'ancien régime*. Montauban, Forestié, 1926, in-8°, 297 p.

2. *La Commission des subsistances de l'an II ; procès-verbaux et actes*. Paris, Leroux, 1924-1925, 2 vol. in-8° à pagination continue, LXIII-880 p. (l'introduction se trouve dans le second volume).

publier dès sa création. La collection s'est accrue de deux volumes : l'un est relatif aux droits féodaux, l'autre est le tome I d'une série qui concerne les biens nationaux ; le premier est l'œuvre de M. P. CARON, le second de MM. P. CARON et E. DÉPREZ¹.

Enfin, le *Bulletin* de la Commission continue à paraître, sans grande régularité, il est vrai. Le fascicule des années 1920-1921², outre le recueil sur les droits féodaux, contient notamment de nouveaux rapports de Grivel et Siret, observateurs du Conseil exécutif, sur les subsistances et le maximum, qui complètent ceux que M. Caron nous avait déjà fait connaître dans le *Bulletin* de 1907.

En dehors des publications du Comité, on ne peut signaler que la réédition des discours prononcés en 1790 à la Constituante *pour ou contre les assignats*³.

L'histoire politique n'a pas fait une moisson aussi abondante, mais elle n'en a pas moins à son actif la publication de deux correspondances de grande importance. La première est celle des deux Robespierre, éditée par M. G. MICHON, sous les auspices de la Société des Études robespierristes⁴. Il met à la disposition des historiens des documents dispersés jusqu'ici dans les publications les plus variées. Les lettres des deux frères sont reproduites in-extenso, la plus grande partie des lettres reçues par eux sont résumées. Naturellement, l'avenir nous en fera connaître d'autres, du moins il faut l'espérer⁵. Tel quel, le recueil est du plus grand intérêt et constitue un précieux instrument de travail. Mais il est loin de satisfaire complètement notre curiosité, d'abord parce que Robespierre a peu écrit pendant qu'il gouvernait et particulièrement pendant la période la plus critique et qui demeure la plus mystérieuse dans l'histoire de sa pensée, c'est-à-dire l'année 1794 ; surtout parce qu'il ne reste que d'infimes débris de sa correspondance active et passive : 439 pièces en tout et pour tout : les thermidoriens et la Terreur blanche ont fait leur œuvre.

1. *Les droits féodaux*. Paris, Leroux, 1924, in-8°, 230 p. — *Recueil des textes législatifs et administratifs concernant les biens nationaux*, t. I (23 septembre 1789-30 décembre 1791). Paris, Leroux, 1926, in-8°, xxvii-430 p.

2. Le *Bulletin* est daté de 1924 et a paru en 1925 (445 p.).

3. *L'inflation. Discours prononcés en septembre 1790 à la tribune de l'Assemblée constituante par Mirabeau, La Galissonnière, Beaumetz, Du Pont de Nemours, l'abbé Maury, Montesquieu, l'évêque d'Autun (Talleyrand) pour ou contre les assignats*. Paris, éditions Laville, 1926, vi-208 p., portraits. Le volume reproduit aussi le rapport de Regnaud sur les opinions des places de commerce. L'introduction ne donne aucune indication sur la manière dont on a établi les textes publiés.

4. *Correspondance de Maximilien et Augustin Robespierre*. Paris, Félix Alcan, 1926, in-8°, 334 p. et 1 portrait de Maximilien. On aura profit à tenir compte des observations de M. Mathiez, dans les *Annales historiques de la Révolution française*, 1926, p. 586 et suiv. : il y rectifie quelques dates et quelques lectures.

5. Une lettre inédite d'Augustin Robespierre a été publiée par les *Annales historiques de la Révolution française*, mai 1927, p. 272.

La correspondance de Pierre Ochs, l'illustre homme d'État de Bâle, que publie M. G. STEINER, très mutilée aussi, est cependant beaucoup plus étendue et elle est d'un intérêt extrême¹. Pierre Ochs était fils d'un marchand de Bâle, mais il était né à Nantes, où ses parents étaient venus pour affaires ; un prêtre catholique l'avait même baptisé secrètement et il fallut le faire rebaptiser à Bâle par un pasteur ; très jeune, il écrivait des vers français et, s'il fut un excellent écrivain allemand, il eut toujours une préférence, semble-t-il, pour notre langue. C'est que son père s'était associé à Hambourg à Pierre His et avait épousé sa fille : les His étaient des réfugiés des environs de Rouen et n'avaient jamais consenti à abandonner leur nationalité, bien qu'ils fussent devenus de gros bonnets dans la ville hanséatique. Pierre His avait lui-même épousé Louise Chaunel, fille d'un réfugié de Montpellier ; son frère se maria en France et eut une fille, qui devint la femme de Sahuguet, baron d'Espagnac, fils du gouverneur des Invalides et frère du trop fameux abbé. Ajoutez que la propre sœur de Pierre Ochs devint M^{me} de Dietrich : elle encouragea Rouget de l'Isle à composer la *Marseillaise*, en écrivit l'accompagnement et la fit chanter par son mari, qui était un bon ténor (p. 353). Comme son beau-frère, Pierre Ochs adhéra de tout cœur à la Révolution et, chancelier de l'État bâlois, se compromit gravement en manifestant ses opinions. Il assista à la Fédération de Strasbourg ; il était à Paris au moment de la fuite du roi ; il s'opposa, mais en vain, à l'entrée des Autrichiens dans l'évêché de Bâle ; quand la guerre fut venue et les massacres de Septembre, il réussit non sans peine à empêcher les oligarques suisses d'adhérer à la coalition ; plus tard, ce fut à lui que Mollendorf envoya son émissaire Schmerz, pour engager la conversation avec Bacher et Barthélemy et il servit d'intermédiaire entre les négociateurs des traités de Bâle. Cependant, les terroristes lui avaient guillotiné son beau-frère. Il n'en garda pas moins jusqu'au bout ses convictions libérales et démocratiques. Le premier volume de sa correspondance est une mine de renseignements sur le mouvement des esprits en Allemagne et en Suisse à la fin de l'Ancien régime, sur la Révolution française, sur ses rapports avec les puissances étrangères et sur les négociations de Bâle, enfin sur les préliminaires de la révolution helvétique. Il y a lieu de croire que le second ne le cédera pas au premier².

1. *Korrespondenz des Peter Ochs, 1752-1821*, herausgegeben und eingeleitet von Gustav STEINER ; I Band : *Aufklärung und Revolution bis zum Basler Frieden 1795*. Mit einem Facsimile. Bâle, Henning Oppermann, 1927, in-8°, ccxli-521 p. ; prix : 33 francs suisses 60 (*Quellen zur Schweizer Geschichte, herausgegeben von der allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz ; Neue Folge ; III Abteilung : Briefe und Denkwürdigkeiten*. Band 1). La grande majorité de ces lettres sont en français.

2. P. xxix, *Montmorin-Saint-Heren*, lire *Herem*. P. lxx, aux ouvrages relatifs à Dietrich, on aurait pu ajouter celui de Ramon (1919), ainsi que l'étude de M. Mathiez (*Annales révolutionnaires*, 1920) ; l'histoire contemporaine publiée sous la direction de Lavis est, pour son tome I, de Sagnac (p. 303) et, pour le second, de Pariset (p. cxix). P. 303, à propos de l'affaire du Champ-de-Mars, on est surpris de se voir renvoyer à Sybel, alors que l'*Histoire politique*

Bien qu'elles n'intéressent pas au même degré l'histoire générale, on saura gré à M. G. CHINARD, professeur à l'Université Johns Hopkins de Baltimore, de nous avoir fait connaître les lettres que Du Pont de Nemours écrivit à ses enfants, de la prison de la Force, en thermidor et fructidor an II¹. On sait qu'il alla plus tard se fixer aux États-Unis et que son fils s'y révéla excellent homme d'affaires. La correspondance qui nous est présentée se trouve encore aux mains de son descendant direct, M. P.-S. Du Pont de Nemours, industriel à Wilmington, qui a bien voulu en autoriser la publication. Incarcéré le 4 thermidor, Du Pont ne se dissimula pas le péril qu'il courait ; mais, dès le 10, il était pleinement rassuré : « J'ai lieu de penser d'après les événements que, si je n'étais pas ici depuis six jours, je n'y viendrais pas ; » le 12, il avait déjà rédigé une demande de libération. En attendant, il s'installa assez commodément dans sa prison et se mit au travail. Les lettres sont d'une lecture aussi réconfortante qu'attachante ; la magnifique ardeur intellectuelle et le sain optimisme des hommes du XVIII^e siècle s'y manifestent avec éclat. Mais on ne cachera pas à leur éditeur que quelques notes eussent été les bienvenues.

Jean-Valentin Haas, maître charpentier, capitaine d'artillerie, directeur des forges du Bas-Rhin, n'a pas été mêlé à la grande politique. Mais ses mémoires, publiés par M. Théodore HAAS, son arrière-petit-fils, n'en présentent pas moins un intérêt que M. G. PARISSET a bien mis en lumière dans sa préface. Haas avait voyagé comme compagnon en Allemagne et en Danemark, autant qu'en France. Il savait le français, mais il semble que jusqu'en 1789 il ne se sentait pas lié aux autres sujets de Louis XVI ; ce fut la Révolution qui fit de lui un citoyen français. A partir de ce moment, il n'écrivit plus qu'en français ; il servit vaillamment dans les armées de la liberté : à Mayence et en Vendée, notamment. Rentré en Alsace en 1796, il entra au service des établissements Dietrich².

M. G. PIERROT a jugé bon de publier les procès-verbaux de la municipalité de Varennes qui concernent l'arrestation de Louis XVI³, mais il ne s'est

d'Anlard n'est pas citée, ni surtout la publication de M. Mathiez sur le *Club des Cordeliers*. P. 41, à propos de l'achat du comté de Sancerre par d'Espagnac, à l'aide de la dot de sa femme, on aurait pu rappeler qu'il fut mis plus tard sur la sellette à propos de la rétrocession qu'il en fit au roi. Dans ses explications devant la Constituante, il affirma que le roi lui avait prêté 500,000 livres « pour secourir la fortune de mon beau-père, qui avait rendu des services à l'État » (*Arch. parlem.*, t. XXVIII, p. 715).

1. *Lettres de Du Pont de Nemours écrites de la prison de la Force, 5 thermidor-8 fructidor an II*. Paris, A. Margraff, 1929, in-8°, 102 p. M. Chinard nous apprend que M^{rs} B.-G. Du Pont a écrit une *Life of Eleuthère-Irénée Du Pont* (c'est le fils de Du Pont de Nemours), qui n'a pas été mise dans le commerce et qu'elle a traduit en anglais le *Plan d'une éducation nationale de Du Pont de Nemours*.

2. *Mémoires de Jean-Valentin Haas*. Impr. du *Journal de Thann*, 1926, in-8°, 77 p., 1 portrait (extrait de la *Revue d'Alsace*).

3. *L'arrestation de Louis XVI à Varennes-en-Argonne*. Paris, éditions de la *Revue littéraire et artistique*, 1927, in-8°, 53 p.

pas avisé que les plus importants avaient déjà été imprimés par Fournel, dont le texte lui aurait permis de compléter le passage aujourd'hui mutilé qu'il reproduit pages 43-44.

M. G. LESAGE nous fait connaître sur la Révolution à Caen deux récits de témoins oculaires : l'un est l'avocat Esnault, qui rédigea ses mémoires à la fin de la Révolution ; l'autre le jardinier Dufour, qui tenait des cahiers d'éphémérides, d'une rédaction malheureusement assez indigente¹. Le premier se montre, dès le début, assez peu favorable à la Révolution, mais la date de la rédaction peut y être pour quelque chose. Le second semble bien disposé tout d'abord ; ses sentiments se modifient assez promptement, car il redoute le désordre et les violences. En appendice, M. Lesage a publié quelques documents, parmi lesquels on notera (p. 191) une lettre non signée, mais qu'il attribue à Charlotte Corday ; en date du 27 mars 1793, elle est adressée à son oncle, prêtre déporté, alors en Angleterre. On lira, p. 192, une autre lettre, adressée celle-là à Charlotte par un négociant de Belgique, d'où il résulterait, s'il ne s'agit pas d'un langage convenu, qu'elle lui avait expédié des dentelles, afin peut-être de venir en aide à son oncle ou à ses frères émigrés.

On connaît déjà le précieux répertoire des émigrés, déportés et condamnés de la Moselle, que publie M. A. GAIN. Le deuxième fascicule, lettres C-E, a paru en 1926 ; le troisième, lettres F-K, en 1928².

Une des dernières publications de M. A. AULARD aura été une édition des déclarations françaises des droits de l'homme (1789-1852) ; il y a ajouté la traduction de trois des déclarations américaines³.

Pour terminer, nous rappellerons que M. C. PORÉE, archiviste de l'Yonne, poursuit sans défaillance sa vaste enquête sur les sources manuscrites de l'histoire de la Révolution dans ce département⁴. Les deux premiers volumes sont consacrés aux séries B, C, D et F des Archives nationales. Les documents y sont, pour la plupart, analysés avec un soin et une précision qui dispensent de recourir aux originaux. La publication se poursuit sous les auspices du Comité départemental d'histoire économique de la Révolution ; mais c'est l'histoire politique qui probablement y trouvera le plus de profit. On se serait même attendu à voir les sous-séries F 10, 11 et 12 fournir une moisson plus abondante. Si précieuse que soit cette exploration des Archives nationales, on verra paraître avec plus de plaisir encore les volumes qui concerneront les archives locales, d'un accès beaucoup moins facile.

1. *Épisodes de la Révolution à Caen racontés par un bourgeois et un homme du peuple*. Paris, Dumont, 1926, in-4°, 193 p.

2. *Liste des condamnés, déportés et condamnés pour cause révolutionnaire du département de la Moselle*. Metz, les Arts graphiques, 1926, in-8°, p. 221-437, 438-682.

3. *La déclaration française des droits de l'homme, 1789-1852*. Paris, publication de la Ligue des Droits de l'Homme, 1928, in-16, 72 p.

4. *Sources manuscrites de l'histoire de la Révolution dans l'Yonne* ; I : *Archives nationales*, t. I et II. Auxerre, impr. coopérative ouvrière « L'Universelle », 1918 et 1927, vi-457 et 469 p.

Nous ne négligerons pas d'ajouter que les archivistes départementaux poursuivent silencieusement le classement des séries révolutionnaires. MM. R. MORIS et H. LATOUCHE nous ont fait parvenir celui de la série L des Alpes-Maritimes¹.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — Miss E. D. BRADBY, bien connue par sa biographie de Barnave, avait écrit une histoire de la Révolution jusqu'à la fin de la Convention²; son dessein n'avait pas été d'écrire pour les érudits, ni même pour l'étudiant; c'était le grand public, si souvent mal instruit sur cette période (et on n'exceptera point la France) qu'elle avait voulu atteindre. Son livre est bien informé, son récit clair et attachant; elle s'attache à comprendre, à expliquer, et elle y réussit. Il est impossible d'entrer ici dans un examen détaillé. On se bornera à regretter que l'histoire politique soit presque uniquement envisagée. La question des droits féodaux, la vente des biens nationaux, l'établissement de la liberté économique n'occupent point la place qu'on croirait. On s'étonne un peu moins de ne point trouver un exposé d'ensemble de la politique du Comité de Salut public et surtout de sa politique économique. On n'en souhaite pas moins beaucoup de lecteurs à ce livre écrit avec intelligence et sympathie.

Nous regrettons de ne pouvoir faire le même éloge de l'ouvrage de M. E. GASC-DESFOSSÉS³; trois gros volumes en ont déjà paru; ce n'est donc pas une entreprise de grande vulgarisation. Et pourtant l'auteur n'apporte le résultat d'aucune recherche originale. Les lectures mêmes semblent avoir été faites au hasard. On lira avec étonnement la description de l'ancien régime, où se mêlent des renseignements empruntés pêle-mêle à tous les siècles de notre histoire, sans en excepter l'époque carolingienne. On ne trouvera pas moins d'agrément au surprenant commentaire de la loi Le Chapelier (II, 422-423), à la découverte d'une « puissante centralisation » dans la Constitution de 1791 (II, 429) et à beaucoup d'autres choses encore.

M. P. GAXOTTE⁴ est un peu mieux renseigné et sa documentation pourra faire illusion au grand public, mais elle est hâtive et superficielle. On dirait d'un littérateur qui s'est improvisé historien. Cependant, M. Gaxotte est, paraît-il, agrégé d'histoire et ancien normalien. Mais sans doute a-t-il craint le ridicule qui s'attache à la recherche patiente, et a-t-il pris au sérieux les éloges dont on couvre les imaginatifs qui préfèrent construire leur vérité.

1. *Inventaire sommaire des archives départementales des Alpes-Maritimes; série L. Nice*, Ventre fils, 1924, LXVI-245 p.

2. *A short history of the french revolution, 1789-1795*, Oxford, Clarendon Press, 1926, in-8°, xi-375 p.; excellentes illustrations. Miss Brady est morte en 1927 (voir notre numéro de juillet 1927, p. 461).

3. *La Révolution française; I: L'agonie de l'Ancien régime*, 1923; *II: L'Assemblée constituante, l'Assemblée législative*, 1925; *III: La Convention*, 1929. Paris, Beauchesne, in-8°, 452, 708, 811 p.

4. *La Révolution française*. Paris, Fayard, s. d. (1928), in-8°, 447 p.; prix: 13 fr. 50.

Visiblement, M. Gaxotte a conçu son ouvrage *a priori* et, dans les ouvrages qu'il a lus, il n'a retenu que les passages qui pouvaient « habiller » ses thèses : on reconnaît la méthode de Taine. Encore ce dernier ne travaillait-il pas uniquement de seconde main et ses constructions étaient-elles originales, tandis que M. Gaxotte emprunte les éléments des siennes à Taine lui-même et à A. Cochin. Ajoutez l'obsession de la révolution soviétique, qui l'amène à traiter les Montagnards de communistes parce qu'ils ont recouru à la taxation, à la réquisition et à l'emprunt forcé. Il n'ignore pourtant pas que ces mesures ont été plus d'une fois employées avant 1789 et que, dans la dernière guerre, tous les belligérants ont recouru, pour le moins, aux deux premières. Comme Taine, il se refuse à tenir compte aux révolutionnaires des actes de leurs adversaires. Il faut que la Révolution s'explique par le déchaînement des instincts d'une populace libérée de ses entraves, ou, comme le prétendait A. Cochin, par un processus social automatique.

Sur un point pourtant, M. Gaxotte a innové. Taine n'avait pas été tendre pour l'aristocratie et avait pris en pitié le sort du peuple. Nous avons changé tout cela. Notre auteur reconnaît que la révolte des privilégiés a été la cause immédiate de la Révolution, mais il en rejette toute la responsabilité sur les parlements ; la noblesse et le clergé n'apparaissent que comme victimes. Profitant, d'autre part, des travaux qui ont mis en lumière la prospérité de la France à la fin de l'ancien régime, il attribue aux paysans « une vie paisible, souvent aisée, quelquefois large ». Plus loin, il explique que, de la vente des biens nationaux, les paysans, tout d'abord, n'ont pas été les principaux bénéficiaires, mais qu'ensuite, grâce à la hausse des denrées et à la dépréciation des assignats, ils ont été « les grands profiteurs de l'affaire ». On voit encore que les Girondins défendaient le libéré du commerce parce qu'ils représentaient « le peuple des campagnes ». Il fait donc de la population rurale un bloc, et le caractère superficiel de sa documentation devient évident. La France s'est enrichie au XVIII^e siècle ; mais, dans les campagnes, cet enrichissement a profité surtout à un petit nombre de paysans, fermiers, gros cultivateurs et marchands. S'il est un fait que les études qui ont été consacrées à la population rurale met bien en lumière, c'est à coup sûr sa désintégration progressive en une bourgeoisie de grands exploitants, une masse énorme de petits propriétaires qui ne peuvent vivre exclusivement de leurs terres et un prolétariat, très considérable dans certaines régions, de manouvriers qui n'ont d'autres ressources que leur travail. Il suffit de feuilleter Minzes ou Loutchisky pour s'en rendre compte. La grande majorité des paysans était donc bien dans la situation que Taine a décrite. En temps ordinaire, ils mangent tant bien que mal : un cinquième d'entre eux au moins n'y parviennent du reste qu'en mendiant temporairement ; mais ils sont à la merci d'une crise. Aussi n'étaient-ils pas du tout partisans de la liberté commerciale. Ils n'ont pas profité de la hausse des denrées, mais en ont beaucoup souffert. Ce n'est pas en l'an III et en l'an IV qu'ils ont

acheté des biens nationaux : la plupart n'en ont jamais acquis et les plus heureux se sont pourvus en 1791-1792, avant la grande crise de l'assignat, ou en l'an II, à la faveur des lois montagnardes. Si un jour M. Gaxotte nous raconte la révolution de 1848, il nous dira de même que, sous Louis-Philippe, la France a prospéré et il en conclura que la classe ouvrière était très heureuse, ce qui lui permettra de représenter les journées de juin comme une crise de folie furieuse.

Est-il besoin d'ajouter que les partis pris politiques ont également contribué à égarer M. Gaxotte? Nous ne pouvons le suivre sur ce terrain; disons seulement qu'ils ont communiqué à son récit une vivacité et une espèce de frénésie qui en rend la lecture divertissante. Son livre ne satisfait pas l'historien, mais il y a manifesté certaines qualités de polémiste.

MONOGRAPHIES. — Les amis d'A. COCHIN ont publié, dans l'état où il l'avait laissé, le livre qu'il avait préparé, au prix de longues et patientes recherches, sur les débuts de la Révolution en Bretagne¹. On trouvera dans le tome II des renseignements précieux sur les sociétés de toutes sortes qui s'étaient formées, dans cette province comme ailleurs, au cours des dernières années de l'ancien régime, principalement sur l'activité des organisations que créèrent la noblesse et le Tiers pour résister à la royauté en 1788 et 1789. On parcourra notamment avec curiosité le registre de correspondance de la noblesse de Saint-Malo pour 1788. Sur les inconvénients qui peuvent résulter de ces organisations de parti, de cette « machine », comme dit l'auteur, on tomberait facilement d'accord avec lui, sans pourtant oublier qu'à défaut d'une telle organisation aucune propagande et aucune action, quel qu'en soit l'objet, ne peuvent espérer le succès. Mais son ambition est beaucoup plus haute. Il s'agit de montrer que ces comités d'action sont naturellement sortis des sociétés bretonnes de toutes sortes, sociétés de lecture, d'agriculture et de bienfaisance, académies, loges maçonniques qu'il confond, de manière arbitraire, sous le nom de « sociétés de pensée », entendez par là des associations constituées pour la discussion théorique des problèmes politiques et sociaux. Remarquez que M. Cochin ne met pas exclusivement en cause les loges maçonniques et répudie énergiquement la thèse du complot : là surtout est la nouveauté. Sous l'influence de la sociologie durckheimienne, il soutient que les membres des sociétés de pensée, délibérant et votant, perdent leur individualité, prennent l'habitude de se soumettre à la majorité et se construisent l'idée d'une souveraineté collective supérieure à celle des particuliers. Après quoi, cette « petite cité » applique sa conception à la société entière et oppose la volonté populaire à celle du roi. Mais, comme elle est organisée et que le peuple n'est qu'une poussière d'individus, elle lui impose sa volonté par la propagande et, en réalité,

1. *Les sociétés de pensée et la Révolution en Bretagne, 1788-1789*. Paris, Champion, 1925, 2 vol. in-8° : t. I : *Histoire analytique*, xii-470 p. ; t. II : *Synthèse et justification*, 390 p.

c'est elle, infime minorité, qui mène toute la Révolution, de bonne foi d'ailleurs et sans avoir conscience du processus. Nous n'avons pas qualité pour discuter ici des hypothèses sociologiques. Mais nous observerons que les faits exposés par M. Cochin ne paraissent pas prouver que les groupes d'action de la noblesse et du Tiers soient sortis, au moins exclusivement, de ce qu'il appelle les sociétés de pensée : l'assemblée de la noblesse bretonne n'en était évidemment pas une. D'autre part, les listes de M. Cochin comprennent beaucoup de gens qui n'étaient pas membres des sociétés : sur les soixante-sept députés et suppléants du Tiers, trente-huit sont dans ce cas. Il y a plus : la thèse ne serait justifiée que si la « petite cité » avait imposé à l'autre une volonté qui lui eût été tout à fait étrangère ; il faudrait prouver, par exemple, que la noblesse bretonne n'avait point de griefs contre le pouvoir royal ou que la bourgeoisie n'avait, par elle-même, aucune hostilité contre l'aristocratie et n'attachait aucune importance au doublement et au vote par tête. Ces questions, M. Cochin les écarte : il ne se propose pas, dit-il, d'examiner l'opinion de la « grande cité ». Mais c'est supposer le problème résolu. Si la « petite cité » n'a fait qu'exprimer le sentiment de la « grande », toute la thèse s'effondre. Après avoir lu le livre de M. Cochin, où l'exposé des faits est inextricablement mêlé à la spéculation sociologique, on ne peut s'empêcher d'observer que la discipline qui a présidé jusqu'ici à la formation de l'histoire et qui lui recommande de s'attacher avant tout à décrire les faits avec toute l'exactitude dont il est capable, était et demeure décidément salutaire.

On fera la même réflexion en lisant le livre de M. J. BARRUOL¹. Pour étudier la Contre-Révolution en Provence et dans le Comtat, il a fait des recherches dans les archives locales et à la Méjanne d'Aix, sans qu'il nous donne sur les fonds dépouillés des renseignements suffisants ; on lui a communiqué aussi les papiers de certains agents des princes : Monier de la Quarrée, Palhier de Sylvabelle, le marquis de Puyvert. On ne saurait assez regretter qu'il ne se soit pas contenté de les publier en les complétant et en les critiquant au moyen des archives locales, car l'ouvrage de M. Vingtrinier ne dépasse pas le début de 1791, tandis que les documents que M. Barruol a eus entre les mains lui ont permis de pousser jusqu'à l'Empire et même au delà ; en outre, c'est le détail de l'action contre-révolutionnaire, les procédés d'organisation et d'action qu'on aimerait à connaître. Or, M. Barruol ne satisfait pas notre curiosité. Faut-il donc croire que ces documents sont beaucoup moins importants et beaucoup moins précis qu'il ne le donne à penser par sa préface ? Il les cite rarement in-extenso et, de plus, ne nous fournit sur eux aucune indication critique. Quelques renseignements viennent s'ajouter au récit de M. Vingtrinier ; c'est tout ce qu'on peut retirer de son livre. Encore n'est-ce pas chose facile : car M. Barruol ne nous raconte pas seulement l'histoire de la Provence et du Comtat, mais aussi celle de toute la France ou peu s'en

1. *La Contre-révolution en Provence et dans le Comtat, d'après des documents inédits*. Cavailhon, Mistral, 1928, in-8°, 320 p.

faut, au moyen d'une documentation hétéroclite et sans critique. Enfin, en dépit des promesses de sa préface, il manque complètement d'objectivité : la déclamation et les légendes contre-révolutionnaires occupent une place excessive dans son livre.

Après cela, on a plaisir à lire l'ouvrage de M. le chanoine E. SOL sur la Révolution dans le Quercy, car il est consciencieusement documenté et ne s'égare jamais¹. Après avoir retracé le mouvement électoral et analysé les cahiers, l'auteur étudie les événements révolutionnaires jusqu'au début de 1791 ; il examine ensuite les premières mesures prises par la Constituante à l'égard de l'Eglise, la dissolution des ordres monastiques et la vente des biens nationaux. Le prochain volume s'ouvrira par l'histoire de la constitution civile dans le Lot. Malgré ses mérites, on ne peut se dissimuler toutefois que cet ouvrage n'épuise pas toujours le sujet. Une des parties les plus importantes du livre concerne la Grande-Peur et les troubles agraires de 1790-1791 ; on regrette donc que l'auteur n'ait pas étudié de plus près la condition du paysan et le fonctionnement du régime féodal à la fin de l'ancien régime. Il y a lieu de craindre qu'on ne soit déçu par le chapitre qui concerne la vente des biens nationaux : dépassant le cadre chronologique du volume, l'auteur la suit jusqu'à la fin de la Révolution, mais ses recherches ont été trop superficielles pour qu'on puisse se faire une idée claire des résultats de l'opération. On admet volontiers qu'il lui était impossible de traiter cette question dans toute son étendue, mais ne serait-il pas arrivé à une approximation plus satisfaisante en étudiant à fond quelques communes caractéristiques judicieusement choisies ? Le volume se termine par des appendices où abondent les renseignements sur la situation du clergé en 1789 et où figurent les cahiers d'Issendolus et d'Aynac.

La Terreur continue, comme devant, à faire l'objet de publications de vulgarisation qui, en général, ne contiennent aucun fait nouveau, sont quelquefois médiocrement documentées et se distinguent presque toujours par un penchant plus ou moins visible pour la polémique-bien plutôt que pour l'explication historique. M. G. GAUTHEROT a repris la question des massacres de septembre² ; il est naturellement bien renseigné, mais son dessein était d'écrire un réquisitoire et non pas un livre d'histoire à proprement parler. M. G. LENÔTRE a raconté les pérégrinations de ceux des Girondins qui, après s'être enfuis en Normandie, gagnèrent la Bretagne et de là Bordeaux, puis Saint-Émilion³ ; dans un autre volume, il a repris l'affaire de « la mère de Dieu » et traité du « mysticisme révolutionnaire⁴ ». On connaît la manière

1. *La Révolution en Quercy*, t. I. Paris, Picard, s. d. [1919], in-8°, 559 p.

2. *Septembre 1792 ; histoire politique des massacres*. Paris, Beauchesne, 1927, in-8°, 175 p. ; prix : 10 fr.

3. *La proscription des Girondins*. Paris, Hachette (Récits d'autrefois), s. d. [1927], in-8°, 125 p.

4. *Robespierre et la mère de Dieu*. Paris, Perrin, 1926, in-8°, 333 p. ; prix : 15 fr. Le volume est agréablement illustré.

anecdotique de cet auteur, qui ordinairement prétend s'en tenir à ce qu'il appelle « la petite histoire » ; en réalité, il ne faut pas s'y tromper, le second de ces livres est une biographie de Robespierre ; le premier, d'ailleurs, implique lui aussi une conception de la Terreur qui, çà et là, se manifeste clairement. Puis donc que M. Lenôtre s'attaque à la « grande histoire », on est bien obligé de souhaiter que sa documentation soit plus complète, sa critique plus rigoureuse, son exposé plus objectif. Il n'est pas encore facile, convenons-en, de parler de Robespierre avec sérénité ; mais on peut certainement, d'ores et déjà, se garder des excès des thermidoriens¹.

M. L. BARTHOÛ, précisément, dans un petit volume sur le 9 thermidor², a réussi à s'élever au-dessus de la mêlée. C'est à des causes personnelles qu'il attribue la crise ; il est au moins probable qu'elles n'ont pas été les seules. Cela dit, M. Barthou a très habilement démêlé l'écheveau des intrigues parlementaires et il a expliqué le jeu de Fouché beaucoup mieux qu'on ne l'avait encore fait. Robespierre ne sort pas grandi de cette enquête : c'est un parlementaire (« agir pour lui c'était parler, il parla » ; mais il parla mal) qui, vaincu à la Convention, ne sut pas agir au dehors. Mais M. Barthou n'a pas cherché à le dénigrer systématiquement³.

Avant de nous donner le quatrième volume de son histoire de la Révolution, M. A. MATHIEZ a tenu à publier, avec références à l'appui, le résultat de ses recherches sur la période thermidorienne et il faut s'en féliciter, car l'histoire politique en est singulièrement trouble et ne séduit pas beaucoup les érudits. Avec sa perspicacité ordinaire, M. Mathiez a débrouillé les intrigues des factions et des principaux meneurs. L'intérêt s'attache surtout aux semaines qui suivent immédiatement le drame de thermidor. M. Mathiez suit pas à pas la dislocation de la coalition antirobespierriste ; certains terroristes frappés, depuis germinal, sous le nom d'« hébertistes », font chorus avec les réacteurs en réclamant la liberté de la presse. Babeuf lui-même se laisse enrôler par Tallien et Fréron : c'est chez Guffroy qu'il imprime en fructidor son *Journal de la liberté de la presse*, qui deviendra bientôt le *Tribun du*

1. On notera, par exemple, que M. Lenôtre n'utilise pas les articles de M. Lavoine, dans la *Revue du Nord*, sur la famille de Robespierre, ni ceux de Rouanet, dans les *Annales révolutionnaires*, sur Robespierre à la Constituante, et pas davantage plusieurs publications de M. Mathiez. Il cite les *Dropmore Papers*, sans paraître connaître les discussions dont ils ont été l'objet et qui font regarder les fameux rapports envoyés par Drake comme des faux de d'Antraigues. Il met en garde, dans ses notes, contre certains témoignages hostiles à Robespierre, mais il ne manque jamais, après cela, de reprendre leurs allégations dans son texte, alors qu'il n'accorde aucune attention aux témoignages favorables ou n'en fait pas mention.

2. *Le neuf thermidor*. Paris, Hachette (Récits d'autrefois), s. d. [1926], in-16, 126 p. Sur la crise de thermidor, voir les trois lettres de Voulant, publiées par M. Chabaud, dans les *Annales historiques de la Révolution*, 1927, n° 1 ; les lettres de Dysez, dans la *Revue de France*, 1926 (15 novembre et 15 décembre) ; l'article de M. Mathiez sur les séances des 4 et 5 thermidor an II aux deux Comités de Salut public et de Sécurité générale, dans les *Annales historiques de la Révolution*, 1927, n° 3.

3. *La réaction thermidorienne*. Paris, Colin, 1929, in-8°, VIII-325 p., 16 planches hors texte.

peuple : ce n'est pas la moindre des découvertes de M. Mathiez. Peu à peu, le gouvernement révolutionnaire se détraque et la Terreur se retourne contre les Montagnards. A la confusion politique s'ajoutent les troubles économiques. Les thermidoriens ayant imprudemment supprimé le maximum, l'assignat s'effondre et la misère remet les masses populaires en mouvement. Habitué à discerner l'influence des faits économiques, M. Mathiez n'a pas manqué de mettre en lumière les conséquences inévitables de l'inflation. Il a montré aussi l'affaiblissement de l'armée, qui a empêché les thermidoriens d'exploiter à fond les victoires de l'an II ; la politique extérieure ne rentrait naturellement pas dans le plan du livre, mais la réaction thermidorienne a exercé sur elle une influence non moins redoutable que sur l'avenir des institutions républicaines.

A cette période se rattache la question Louis XVII, qui continue à préoccuper nos contemporains. M. H. FOULON DE VAUX nous présente « un essai de critique historique¹ » qui ne répond pas aux nécessités du genre, car il ne comporte aucune référence et abonde en hypothèses audacieuses. L'auteur est convaincu que Louis XVII a été extrait du Temple par les thermidoriens et qu'il a disparu sous le nom de Naundorf. Il est persuadé que le traité du 30 mai 1814 comportait des articles secrets, que Louvel était l'agent de la police de Decazes, que le comte de Chambord a refusé le trône en 1873 par scrupule à l'égard du véritable héritier légitime. On est obligé d'ajouter que le livre est d'une lecture difficile.

Plus utile sans doute sera le *Louis XVII* de M. H. D'ALMÉRAS, qui a entrepris de résumer et de critiquer méthodiquement les arguments des « évansionnistes² ». Mais il ne faut pas compter qu'il mette fin à la controverse. L'ouvrage de M. A. VAST sur les aventures du faux dauphin Hervagault³ se rattache indirectement au « mystère du Temple ». M. Vast pense, avec raison croyons-nous, que Louis XVII est bien mort dans sa prison, et il redresse plusieurs erreurs de M. Lenôtre. Son livre est abondamment documenté. Mais Hervagault méritait-il tant d'efforts et un si grand nombre de pages ? On lira, enfin, avec grand plaisir l'ingénieuse étude consacrée par M. Paul SAINTE-CLAIRE-DEVILLE à un épisode de la captivité de Madame Royale⁴. On sait qu'avant de quitter le Temple, la princesse écrivit un mémoire où, entre autres faits, elle rapporte la mort de son frère, se disant convaincue qu'il n'a pas été empoisonné sur l'ordre du gouvernement, comme le faux bruit en courait. M. Sainte-Claire-Deville a essayé de montrer que ce passage a été inspiré ou dicté à la princesse sur l'ordre des thermidoriens. Il s'agit probablement de

1. *Louis XVII ; ses deux suppressions. Essai de critique historique illustré de 39 portraits comparés*. Paris, Payot, 1928, in-8°, 528 p.

2. *Louis XVII ; faux dauphinomanie et romans évansionnistes*. Paris, Émile-Paul, 1928, in-8°, 265 p. ; prix : 12 fr.

3. *Un faux dauphin ; Hervagault et le mystère du Temple*. Paris, Payot, 1929, in-8°, 311 p., 5 gravures, 1 bibliographie.

4. *L'orpheline de la prison du Temple*. Paris, Perrin, 1929, in-16, 244 p.

ruiner ainsi un des témoignages opposés aux « évansionnistes ». La thèse paraît susceptible d'objections et il est douteux qu'elle remporte une adhésion unanime, mais elle est très adroitement défendue. Le même mémoire faisant allusion à la tentative d'évasion de Marie-Antoinette en septembre 1793, l'auteur a consacré la seconde partie de son ouvrage à cette tentative, qui faillit réussir ; ses éclaircissements paraissent, à cet égard, convaincants.

Le Directoire a été l'objet de trois volumes importants de M. A. MEYNIER, qui a été amené, on le conçoit, à étudier cette période par ses travaux sur La Revellière. Le premier volume¹ étudie le 18 fructidor et tourne autour de cette question : y a-t-il eu complot royaliste ? M. Meynier répond négativement. Sans doute, in-extremis, les royalistes, avertis des intentions du Directoire, ont essayé de recourir aux armes, mais, jusque-là, ils n'avaient pu se mettre d'accord pour aucun coup de force et ils n'étaient pas prêts. Il semble que cette conclusion ne soit pas bien neuve. Mais, d'autre part, M. Meynier laisse beaucoup trop dans l'ombre les rapports des royalistes avec Wickham et ne paraît pas attacher grande importance à l'étroite connexion de la politique intérieure et des négociations de Lille et de Campo-Formio, qui a été si bien mise en lumière par M. Guyot, dont le livre est pourtant cité. Il ne paraît pas non plus que son étude des divisions du parti royaliste ait une netteté suffisante. Il hésite à douter du républicanisme de Vaublanc, de Pastoret, de Mathieu-Dumas ; mais il n'est pas nécessaire de les croire républicains pour expliquer leur désaccord avec les royalistes d'ancien régime : il suffit d'observer qu'ils étaient royalistes constitutionnels. On aurait pu aussi marquer plus fortement l'action concertée des royalistes dans les élections et l'insistance de certains d'entre eux en faveur de l'action violente : un passage des mémoires du baron Tricornot est très instructif à cet égard. Bref, l'excellent exposé de M. G. Pariset ne nous paraît en aucune façon ébranlé.

Le second volume² concerne les journées du 22 floréal et du 30 prairial. A part quelques renseignements sur la pression électorale en l'an VI, il ne verse pas beaucoup de pièces au débat ; mais il sera utile, car l'étude de ces crises est généralement négligée. Il faut cependant observer que M. Meynier

1. *Les coups d'État du Directoire ; I : Le dix-huit fructidor an V, 4 septembre 1797*. Paris, les Presses universitaires de France, 1928, in-8°, 218 p. ; prix : 25 fr. Un certain nombre de fautes d'impression ont été rectifiées dans l'erratum du volume suivant. Le volume remontant jusqu'au début du Directoire, on est surpris de ne pas trouver le recueil de Debidour dans la bibliographie, non plus d'ailleurs que les livres de MM. Marion (*Histoire financière de la France*, t. IV) et Mathiez (*La théophilanthropie*). La seconde partie de la bibliographie, intitulée : Sources imprimées, confond assez étrangement les sources proprement dites et les travaux.

2. *Les coups d'État du Directoire ; II : Le vingt-deux floréal an VI (11 mai 1798) et le trente prairial an VII (18 juin 1799)*. Paris, les Presses universitaires de France, 1928, in-8°, 232 p. ; prix : 25 fr. Ici, M. Mathiez est cité, mais M. Guyot ne l'est plus et M. Marion manque comme dans le premier volume.

ne s'en est pas tenu là : il a consacré plusieurs chapitres à l'administration du Directoire et même à sa politique extérieure. Sur l'histoire administrative, il y aurait eu beaucoup à dire : c'est tout un procès à réviser.

Le troisième volume¹ se divise en deux parties ; la première étudie les conséquences du 30 prairial, les préliminaires de brumaire et le coup d'État final. M. Meynier caractérise le 30 prairial comme une journée jacobine ; en fait, explique-t-il pourtant, les Jacobins n'avaient pas la majorité et le nouveau Directoire n'a pas tardé à gouverner contre eux. A leur influence, M. Meynier rapporte toutefois l'emprunt forcé qui a été la cause décisive de brumaire. Mais il n'apporte rien de nouveau sur ce point essentiel. La seconde partie se compose de considérations d'ensemble sur l'histoire du Directoire. M. Meynier y est plus favorable aux Jacobins qu'on ne s'y serait attendu ; il estime que, dans la situation où se trouvait la République, on n'avait le choix qu'entre le despotisme militaire et la démocratie montagnarde, et que la République est morte avec le parti jacobin. Il distingue avec raison les Jacobins de l'an VII de ceux de l'an II, qui ont pourtant compromis les premiers par leur réputation terroriste : on lira ces pages avec fruit. On se félicitera que M. Meynier ait pu mener à bien une œuvre si considérable, tout en regrettant qu'il n'ait pas préféré consacrer ses efforts à l'étude des institutions et de la reconstruction administrative.

C'est un épisode de l'histoire du Directoire, l'attaque du camp de Grenelle, que M. P. BESSAND-MASSNET a étudié dans la collection des *Récits d'autrefois*² ; son livre a pour sous-titre : « Les communistes de 1796 », qui souligne suffisamment l'intention ; en réalité, il est très peu question de la doctrine de Babeuf dans ce volume. L'auteur lui consacre seulement quelques lignes vagues, pour en faire remonter la paternité à Saint-Just et au « catéchisme de Robespierre » (*sic*) et pour la résumer par cette formule, entre autres : « Tuer le bourgeois, tout ce qui porte le caractère bourgeois ». L'historien ne tirera rien de cet ouvrage.

On lira avec plaisir le livre de M. P. COURTEAULT sur la vie des théâtres de Bordeaux pendant la Révolution³. A cette époque, le théâtre fut continuellement un champ de bataille pour les partis et un instrument de propagande politique. Ceux de Bordeaux n'ont pas échappé à cette règle. Le livre est d'ailleurs agréablement illustré.

On sait avec quel zèle M. le chanoine UZUREAU recueille et publie tous les documents qui concernent l'Anjou. Il a bien voulu nous faire parvenir quelques numéros de l'*Anjou historique* pour 1926 et 1927 et les 25^e et 26^e fas-

1. *Les coups d'État du Directoire* ; III : *Le dix-huit brumaire an VIII (9 novembre 1799) et la fin de la République*. Paris, les Presses universitaires de France, 1928, in-8°, 182 p. Ici, le tome IV de M. Marion est cité.

2. *L'attaque de Grenelle ; les communistes en 1796*. Paris, Hachette (*Récits d'autrefois*), s. d. [1926], in-16, 123 p.

3. *La Révolution et les théâtres à Bordeaux, d'après des documents inédits*. Paris, Perrin, 1926, in-8°, 287 p., 8 illustrations hors texte ; prix : 15 fr.

cioules de ses *Andegaviana* (1927 et 1928). On y trouvera, comme dans les numéros précédents, de nombreux renseignements sur l'époque révolutionnaire¹.

BIOGRAPHIES. — M. J. M. THOMPSON, Fellow de Saint Mary Magdalen College, à Oxford, a écrit onze études sur les personnages qu'il considère comme des « leaders » de la Révolution. Parmi eux, il place Louvet et Fabre d'Églantine. Comme « leaders », n'eût-il pas été préférable de leur substituer, par exemple, Vergniaud et Condorcet? Ce ne sont pas là des portraits, ni des biographies complètes, mais plutôt des « essays ». L'auteur a évidemment beaucoup lu; mais ses bibliographies offrent des lacunes surprenantes; il est bien entendu qu'elles ne contiennent qu'un choix, mais comment omettre sur Mirabeau les ouvrages de Stérn et des Loménie; sur Danton, les *Études et leçons* d'Aulard, les publications de Robinet, la *Corruption parlementaire sous la Terreur* et le *Danton et la Paix* de M. Mathiez, les *Discours*, édités par Fribourg; sur Robespierre, l'ouvrage de Hamel? L'ouvrage néanmoins, rendra service aux étudiants britanniques².

Quant à la publication de MM. P. LHOMER et J. CORNUAU sur les personnages célèbres de la Révolution et de l'Empire, elle est surtout destinée aux amateurs d'autographes, mais tout le monde la pourra feuilleter avec intérêt³.

On sait quel intérêt M. DAUPHIN-MEUNIER a toujours éprouvé pour tout ce qui touche à Mirabeau. Il a rassemblé cette fois un certain nombre d'études qui concernent quelques détails de la vie de son héros et plusieurs de ses comparses⁴. Les plus importantes sont celle qui analyse les lettres inédites de Mirabeau à M. de Couet de janvier à avril 1789 et celle qui, intitulée assez bizarrement : le premier pas de la Terreur (d'autres reportent ce premier pas à une date bien antérieure encore!), reproduit quelques passages

1. Citons, entre autres : dans l'*Anjou historique* de janvier 1926, des extraits de la correspondance des comités révolutionnaires d'Angers; dans les *Andegaviana* de 1927 : la loge du Tendre-Accueil à Saint-Maur et Angers, le cahier de Bauné, la constitution civile du clergé dans le district de Saint-Florent, la persécution religieuse dans le district de Saint-Florent (liste des prêtres soumis à la déportation et qui n'ont pas obéi à la loi, 1793); dans le fascicule de 1928 : l'application du Concordat dans le diocèse d'Angers, la situation politique et religieuse en Maine-et-Loire en 1814.

2. *Leaders of the french Revolution*. Oxford, Basil Blackwell, 1929, in-8°, xiv-272 p., 11 portraits; prix : 8 s. 6 d. Il y a, çà et là, quelques erreurs d'impression, par exemple : p. 134, *mon réputation pour ma réputation*; p. 216, *Buissant* pour *Buissart*. Voici une autre erreur qui n'est pas de même sorte : le District des Cordeliers n'est pas la même chose que le Club des Cordeliers (p. 117-118). On discutera plus d'un autre passage; par exemple, à la p. 221, on peut supposer que Robespierre n'a attaqué le marc d'argent qu'en 1791 : il l'a combattu dès 1789; il est vrai qu'il n'a pas dirigé l'attaque des Tuileries au 10 août (p. 227), mais il a joué un rôle considérable en juillet et c'est lui qui a demandé la réunion d'une Convention.

3. *Tableaux des personnages célèbres de la Révolution française, du Consulat et de l'Empire*. Paris, Cornuau, 1929, in-4°, 93 p., 2 portraits, 225 fac-similés.

4. *Autour de Mirabeau*. Paris, Payot, 1926, in-8°, 269 p.

d'un rapport relatif à la séance du 23 février 1791 aux Jacobins : il est conservé dans les papiers de Lucas de Montigny et doit émaner d'un des agents secrets de Mirabeau.

C'est la vie de Barère que M. R. LAUNAY a entrepris de raconter¹. Entreprise difficile ! Le personnage écarte les sympathies par la faiblesse de son caractère. Mais, par cette raison même, il a évolué avec dextérité, se rangeant toujours, au dernier moment, du côté du plus fort, et avec succès jusqu'au 9 thermidor tout au moins. Aussi est-ce une tâche ardue que d'expliquer ses démarches et de débrouiller ses intrigues. Quiconque y réussira rendra un grand service à l'histoire politique de la Révolution. On ne saurait dire que M. Launay y soit parvenu. Ses lectures ne paraissent pas aussi étendues qu'elles auraient pu l'être ; il n'a pas dressé de bibliographie, mais il donne quelques références ; probablement s'il avait lu M. Britsch il l'aurait citée, parlant de Paméla et de Mme de Genlis ; et c'est d'après M. Lenôtre qu'il raconte l'affaire de Catherine Théo². Il ne semble point parfaitement instruit de l'histoire de la Révolution, à moins qu'il ne se soit laissé entraîner par le parti pris³. Mais, surtout, il n'a guère travaillé que d'après l'imprimé : or, les papiers de Barère sont entrés naguère aux archives des Hautes-Pyrénées. M. Launay le sait. Il aurait pu ajouter qu'un des carnets que tenait Barère à la Constituante est également entré aux Archives nationales. Il est bien difficile de croire qu'il n'y ait rien dans tout cela dont l'historien ne puisse faire son profit. Tout au moins, le biographe de Barère était tenu à dépouiller méthodiquement ces documents. M. Launay l'a-t-il fait ? Il ne le dit pas et ne les cite jamais. Alors ?

On tirera plus de profit de l'ouvrage de M. R. MERLIN, arrière-petit-fils de Merlin de Thionville, qui a retracé à nouveau l'histoire de son ancêtre, à l'aide de ses papiers de famille incomplètement utilisés par Jean Reynaud, à l'aide aussi de documents d'archives que ses recherches lui ont procurés⁴. Les pièces ainsi versées au débat seront très utiles ; mais il ne semble pas que nous ayons sur Merlin le travail définitif. On pourrait certainement

1. *Barère de Vieuzac (l'Anacréon de la guillotine)*. Paris, Tallandier, s. d. [1929], in-8°, 354 p. L'ouvrage est illustré. Il est bien difficile de croire que le portrait reproduit p. 158, œuvre de Greuze, soit celui de Robespierre. Il était facile de trouver une effigie d'authenticité certaine et autrement caractéristique.

2. Quelques exemples : p. 54 : « Barère avait été un des premiers accueilli aux Jacobins. Toutefois, la politesse de ses mœurs était éloignée par la grossièreté régnante » ; aussi va-t-il s'inscrire à la Société de 1789. La grossièreté des Jacobins en 1790 ! P. 57 : « Il y a maintenant la monarchie, d'une part, et la patrie, de l'autre. Le nouveau serment le dit assez : la Nation, la Loi, le Roi. » Ce serment unissait intimement la nation et la monarchie. P. 93 : il est question de « la suppression du pouvoir exécutif », de la « déchéance » de Louis XVI : le 10 août Louis XVI a été seulement suspendu. P. 140 : la phrase fameuse : « Nous avons fait un pacte avec la mort », est de Basire et non de Barère. P. 214 : pour donner une idée de l'opinion à la veille du 9 thermidor, on cite une lettre de Jeanbon Saint-André, du 26 mars 1793.

3. *Merlin de Thionville, d'après des documents inédits*. Paris, Félix Alcan, 1927, 2 vol. in-8°, à pagination continue, 851 p., 23 illustrations.

étudi
il fau
méri
thod
vant.
« tri
tion
des é
conci
de M
de ca
Le
de M
comm
excit
non
des n
mém
Italie
d'ail
C'e
papi
M. R
conv
Cam
après
naud
bon ;
son a
toire
ni qu
très
beau
Sa
SCHA
1. C
prix :
titre d
à Cam
qu'au
France
l'honneur
échang
2. J.

étudier de plus près ses missions et surtout celle de Mayence, pour laquelle il faudrait examiner les sources allemandes. Le rôle de Merlin à la Législative mériterait aussi d'être étudié à nouveau : l'auteur procède ici par ordre méthodique et non chronologique et ne replace pas l'homme dans le milieu vivant. Il voit dans son héros un légaliste et paraît oublier qu'il faisait partie du « trio cordelier » ; on ne voit pas non plus qu'il ait retenu la fameuse proposition du 23 août 1792 tendant à saisir comme otages les femmes et les enfants des émigrés pour « qu'ils nous répondent des vexations et du sang de nos concitoyens ». Dix jours avant les massacres de septembre ! C'est l'affaire de Mayence, peut-être aussi l'arrestation de son ami Chabot, qui le changea de camp et en fit un coryphée thermidorien.

Les accusations portées contre les représentants qui dirigèrent la défense de Mayence ont pu être injustifiées, mais il faut avouer que des incidents comme le déjeuner avec le prince royal de Prusse pouvaient, en juillet 1793, exciter la méfiance. La probité de Merlin n'était pas au-dessus du soupçon, non plus que celle de Reubell lui-même. M. Merlin n'a pas retenu l'incident des malles de Reubell mis en lumière par M. Mathiez ; mais il a fourni lui-même la preuve que Robespierre n'a pas été seul à suspecter Merlin : en Italie, il fut accusé de concussion et traduit devant un conseil de guerre, qui d'ailleurs l'acquitta à l'unanimité (1801).

C'est aussi avec des documents inédits tirés des Archives nationales et des papiers de famille conservés par M. le capitaine de vaisseau Cambon que M. R. ARNAUD a entrepris de raconter, après M. Bornarel, la vie du grand conventionnel. Mais sur l'essentiel, c'est-à-dire sur la politique financière de Cambon et de la Convention, on ne voit pas qu'il apporte rien de neuf et après lui, comme après M. Bornarel, le travail définitif reste à écrire. M. Arnaud rend hommage à la sincérité, à l'activité et à la compétence de Cambon ; mais il est sévère pour son œuvre financière et il ne peut lui pardonner son anticléricalisme. On est surpris qu'il n'ait pas utilisé le tome III de l'*Histoire financière* de M. Marion ; ce n'est pas que ce soit le meilleur de la série, ni qu'il soit juste pour Cambon, tant s'en faut ; mais ses conclusions sont très proches de celles de M. Arnaud, et ce dernier aurait pu lui emprunter beaucoup de faits¹.

Sans prétendre nous apporter des documents inédits, M. J. R. GORTSCHALK a entrepris de nous donner une biographie de Marat² et il faut le louer

1. *Cambon, 1756-1820, d'après des documents inédits*. Paris, Perrin, 1926, in-8°, 321 p. ; prix : 12 fr. On ne peut entrer dans le détail des faits, mais on ne peut s'empêcher de noter, à titre d'exemple et pour donner une idée de la méthode de l'auteur, qu'il reproche vivement à Cambon d'avoir proposé en frimaire an II de démonétiser l'or et l'argent pour ne laisser qu'au papier la qualité de monnaie légale. « Ces suggestions insensées » auraient ramené la France « à l'époque des civilisations primitives » ! On se demande pourquoi. Est-ce qu'à l'époque actuelle la monnaie d'or ou d'argent circule en France ? Et le billet de banque est-il échangeable à vue contre du numéraire ?

2. *Jean-Paul Marat, a study in radicalism*. New-York, Greenberg, s. d. [1927], in-8°, 221 p.,

d'avoir écrit son essai avec le souci d'expliquer la conduite de cet homme, d'éliminer les légendes, de trouver la source de ses conceptions et non de reproduire, une fois de plus, les invectives traditionnelles. M. Gottschalk voulait primitivement étudier les idées de Marat et non sa vie ; en cours de route, constatant que ces idées n'étaient pas originales et qu'elles avaient varié sous l'influence des circonstances, Marat étant avant tout un homme d'action, il a changé son dessein. Malheureusement, son livre porte la marque des deux projets successifs ; ce n'est pas une biographie complète de Marat ; c'est encore moins un exposé complet de ses idées : ainsi celles qui concernent les questions sociales, sur lesquelles Jaurès a insisté, comme M. Gottschalk le rappelle, ne tiennent guère de place dans l'exposé ; d'autre part, la connaissance que Marat avait acquise de l'Angleterre et qui a dû exercer une certaine influence sur sa politique, n'est pas prise en considération ; il y aurait eu lieu d'examiner également si l'idée de la dictature, envisagée comme le moyen le plus efficace de combattre l'aristocratie et de la détruire par la proscription, ne répondait pas au vœu profond d'une partie au moins des classes populaires, ce qui expliquerait, dans quelque mesure, la popularité de Marat. On peut espérer que M. Gottschalk, qui a publié plusieurs études de détail sur Marat, continuera ses recherches et nous donnera un jour une biographie proprement dite ; elle ajouterait beaucoup à notre connaissance de la Révolution.

On connaît les travaux de M. A. MATHIEZ sur Danton, qui ont tant contribué à renouveler l'histoire de la période. Il a résumé en volumes un certain nombre de ces études¹. Quelques-unes concernent directement Danton, en dépit du titre de l'ouvrage : son rôle sous la Législative et dans les massacres de septembre, ses vues sur le duc de Chartres, sa mission en Belgique, ses portraits, sa descendance. D'autres concernent ses amis : Baïre, Fabre d'Églantine, le procureur Milard et Courtois, Delacroix, Westermann ; d'autres encore, des personnages plus ou moins suspects de complaisance pour les gens d'affaires, de concussion ou de rapports avec l'étranger, comme le ministre Servan, l'aventurier Guzman, le fournisseur Choiseau, les frères Simon, le banquier Perrégaux. Ce livre est un complément précieux de la *Corruption parlementaire sous la Terreur* et de la *Conspiration de l'étranger*.

Malgré son titre alléchant, le livre de M. G. LACOULOUMÈRE n'est qu'un essai biographique sur Pardoux Bordas, conventionnel obscur de la Haute-Vienne² ; son rôle exact dans le procès du roi n'avait pas besoin d'être

1 portrait. Il y a quelques erreurs de détail : le comité des recherches n'était pas un tribunal (p. 60) ; les Autrichiens n'ont pas pris Lille en 1792 (p. 120) ; Basire n'était pas un girondin (p. 164) ; il convient de citer les mémoires de Brissot d'après l'édition Perroud (p. 205). Je suis d'accord avec M. Gottschalk sur sa conception générale des massacres de septembre.

1. *Autour de Danton*. Paris, Payot, 1926, in-8°, 284 p. ; prix : 20 fr.

2. *Procès de Louis XVI ; rôle exact de Pardoux Bordas-Darnet*, avec une préface de J. BATAILLE. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1927, in-8°, vii-231 p., 7 illustrations.

éclairci : les fameux scrutins de janvier 1793 suffisent à nous renseigner ; du moins, M. Lacouloumère n'y ajoute rien. Mais son livre est utile parce qu'il nous fait connaître la vie laborieuse et désintéressée d'un honnête homme, telle que l'était la grande majorité des députés révolutionnaires, ce que quelques exceptions, naturellement célèbres, ont tendance à faire oublier à certains.

C'est d'un agent bien connu de la diplomatie révolutionnaire, « le citoyen Genet », que M. Meade MINNIGERODE a raconté la vie¹, au moyen principalement de ses papiers, aujourd'hui conservés par sa petite-fille (Genet, en effet, resta en Amérique après son rappel, y fit souche et y mourut en 1834). Fils d'un interprète du ministère des Affaires étrangères, frère de M^{me} Campan, chargé d'affaires du roi à Saint-Petersbourg en 1789, Genet n'en prit pas moins parti pour la Révolution. Obligé de quitter la Russie en 1792, Catherine II ayant rompu avec la France, il arriva à Paris à la veille du procès du roi. Brissot l'envoya en Amérique. Les papiers de Genet prouvent que, dans son esprit, l'objet de sa mission était de préparer un asile à Louis XVI qu'on aurait condamné au bannissement. Il semble même avoir cru qu'on s'arrangerait pour le faire évader. Son départ eut lieu le 21 janvier et seulement après l'exécution : il attendit, son carrosse prêt, le retour de ses secrétaires, qui étaient allés place de la Révolution ; à la barrière, on l'arrêta, le soupçonnant d'emmener le dauphin. Sur la mission de Genet, le livre ne modifiera pas l'idée qu'on s'en faisait depuis l'article de M. Mantoux : on l'avait chargé d'amener les États-Unis à attaquer la Louisiane et le Canada ou, tout au moins, à nous laisser organiser des corps expéditionnaires. Il devait demander, en outre, le libre accès des ports pour nos corsaires et l'ouverture de crédits pour nos achats, à valoir sur la dette américaine. La France invoquait le traité d'alliance de 1778. Mais Lebrun avait recommandé à Genet de ne rien faire que d'accord avec le gouvernement de Washington. Or, celui-ci avait proclamé la neutralité. Genet récrimina et lia partie avec l'opposition républicaine, dont le chef était Jefferson, pour forcer la main aux fédéralistes anglophiles. Et, passant outre, il arma des corsaires, prépara un coup de main contre l'Espagne. Le Comité de Salut public le rappela : évidemment, il était suspect comme agent des Girondins, mais le blâme qu'on lui adressa était justifié.

L'intérêt principal du livre est de mettre en lumière la conduite de Jefferson. Il n'y a pas de doute qu'il se servit de Genet, par intérêt de parti, pour créer des difficultés aux fédéralistes. Il avait lui-même contesté à Washington le droit de proclamer la neutralité sans réunir le Congrès. C'est lui qui a fait croire à Genet qu'on pouvait en appeler du gouvernement et du président à l'opinion publique, « au peuple », comme Genet ne manquera pas de dire en

1. *Jefferson friend of France, 1793. The career of Edmond Charles Genet, 1763-1834.* New-York et Londres, G. P. Putnam's sons, 1928, xiv-447 p., 29 illustrations et reproductions de documents.

servent révolutionnaire. Mais Jefferson s'effraya quand il vit, en effet, le peuple s'émouvoir ; en réalité, il était modérément démocrate et l'intervention des petites gens dans la politique lui répugnait autant qu'à Washington ou à Hamilton. D'autre part, si la guerre éclatait, il redoutait que ses adversaires ne pussent en exploiter les fâcheuses conséquences économiques pour provoquer une réaction qui balaierait son parti. Bref, il prit peur et se couvrit en dénonçant lui-même à Washington « l'appel au peuple », interprété comme une tentative de Genet pour fomenter une insurrection. Le propos lui avait été rapporté par Dallas, secrétaire d'État du gouverneur de Pensylvanie, à la suite d'une conversation avec Genet. Dallas protesta en vain que Genet n'avait jamais eu en vue qu'un appel au Congrès¹. On décida de demander le rappel du sans-culotte. Jefferson ne sort pas grandi de cette histoire, et c'est ironiquement sans doute que le livre a été intitulé *Jefferson friend of France*. Il constitue une contribution précieuse à l'histoire des États-Unis et à celle des rapports des deux républiques. On regrette que l'auteur ait négligé de s'informer suffisamment des travaux français : l'article de M. Mantoux, qui est sûrement la meilleure étude sur la question, n'est pas mentionné. La bibliographie n'est pas d'une méthode parfaitement satisfaisante ; trop souvent, la date des livres cités n'est pas indiquée. D'autre part, on ne peut pas cacher qu'une publication des papiers de Genet, dont la présente étude aurait pu constituer l'introduction, aurait satisfait beaucoup mieux encore les historiens. Comment être sûr que M. M. Minnigerode en a tiré toutes les indications qui pourraient être utiles ? Son œuvre n'en est pas moins la bienvenue.

C'est d'un personnage moins considérable, Pierre-Nicolas Chantreau², que M. G. BRÉGAIL nous parle. Chantreau, fils d'un avocat de Paris, avait été chercher un emploi à l'étranger et devint professeur à l'École militaire d'Avila. On le retrouve à Paris sous la Constituante : il est alors employé dans les bureaux de la Commission d'instruction publique. En 1792, le ministère des Affaires étrangères l'envoya en Catalogne comme agent secret. Il en rapporta des *Lettres de Catalogne*, qui constituent son meilleur ouvrage et dont M. Brégail donne des extraits curieux. En 1793, il vint se fixer près de sa sœur, dans le Gers, et y fit une violente campagne en faveur de la déchristianisation. Il fut professeur d'histoire à l'École centrale du Gers et, enfin, sous l'Empire, à l'École de Saint-Cyr. Ce volume est une excellente contribution à l'histoire de ces fils de petite bourgeoisie, instruits, actifs, souvent pleins de talent, mais pauvres et sans moyens d'existence assurés, que le développement des collèges avait multipliés depuis le XVII^e siècle et qui ont joué un si

1. L'auteur reproduit en appendice le mémoire, jusqu'ici inédit, que Genet adressa à Jefferson en 1797 pour lui reprocher sa conduite.

2. *Pierre-Nicolas Chantreau, professeur, journaliste, agent secret, 1741-1803*. Auch, Cocharaux, 1925, in-8°, 183 p. ; prix : 6 fr.

grand rôle dans la Révolution, où ils ont vu non seulement la réalisation de leur idéal, mais une carrière.

Entre autres publications, M. le chanoine UZUREAU nous a décrit les tribulations de Vial, procureur-général-syndic de Maine-et-Loire¹. Ce personnage était maire de Chalonnes quand les Vendéens vinrent occuper cette ville. En dépit de ses explications embarrassées, M. Uzureau montre qu'il signa bel et bien la capitulation. Réfugié à Angers, il y devint membre du Comité révolutionnaire et procureur-général-syndic. Mis sur la sellette à propos de l'affaire de Chalonnes, il entra en conflit avec d'autres terroristes et finit par être « épuré » et arrêté. On ne le jugea qu'après le 9 thermidor : son procès fut plutôt celui des terroristes que le sien propre et il fut acquitté. Mais, la réaction suivant son cours, il fut de nouveau arrêté, cette fois par les contre-révolutionnaires thermidoriens ; l'amnistie le sauva. Vial paraît avoir été un révolutionnaire sincère, mais sans caractère ; sa pitoyable histoire nous fait entrer dans l'imbroglio des querelles personnelles qui ont tant contribué à déconsidérer les terroristes et, probablement, à aggraver la Terreur en supprimant toute unité de direction et en lâchant la main aux impulsifs et aux violents.

Au moyen de papiers de famille et de quelques recherches d'archives, M. J. LHOMER a écrit un petit livre intéressant sur le banquier Perrégauz² et, principalement, sur sa fille, qui avait épousé Marmont. Mais il n'y faut pas chercher des lumières sur la banque à la fin du XVIII^e siècle, comme on pourrait en être tenté. Toutefois, M. Lhomer, sans insister, a laissé entrevoir le rôle louche de cet homme qui mangeait sans scrupule à deux rateliers : il fut sous la Révolution l'agent du gouvernement anglais et se chargea de payer pour lui les espions et les traîtres ; cela ne l'empêcha pas d'opérer, pour le Comité de Salut public, des achats importants en Suisse, son pays d'origine.

Quand nous aurons mentionné qu'on a édité en un volume les deux thèses de M. G. MICHON sur l'histoire du parti feuillant : biographie de Dupont et correspondance de Barnave, qui constituent une contribution si précieuse à l'histoire politique de la Révolution³, nous n'aurons, pour terminer, qu'à citer quelques-unes de ces biographies de vulgarisation ou dites « romancées » qui pullulent en ces temps-ci. M. FERNAND-LAURENT, tout en se soumettant à la mode, a néanmoins tracé un portrait fidèle de Bailly⁴ et a consciencieusement documenté son exposé ; mais il n'a rien dit de l'administration du premier maire de Paris, et c'est justement le point sur lequel il aurait été

1. Angers, impr. du Commerce, 1925, in-8°, 30 p. ; extrait des *Mémoires de la Société nationale d'agriculture, sciences et arts d'Angers*, t. XXVII, 1924.

2. *Le banquier Perrégauz et sa fille, la duchesse de Raguse*. Paris, Cornuau, 1926, in-8°, 154 p.

3. *Essai sur l'histoire du parti feuillant ; Adrien Dupont. Correspondance inédite de Barnave en 1792*. Paris, Payot, 1924, in-8°, 465 p.

4. *Jean-Sylvain Bailly, premier maire de Paris*. Paris, Boivin et Cie, 1926, in-8°, 457 p., illustration ; prix : 20 fr.

utile d'insister. M^{me} CLÉMENCEAU-JACQUEMAIRE s'est chargée de raconter la vie de M^{me} Roland dans la collection *Nobles vies, grandes œuvres*. Elle l'a fait avec sympathie¹. Ce sont des livres pleins de bonnes intentions. Quant au *La Fayette* de M. DELTEIL, tout ce qu'on peut dire ici, c'est qu'il échappe à la compétence d'un historien².

HISTOIRE DES INSTITUTIONS. — Elle ne nous retiendra pas longtemps : seul, M. M. FERRET nous présente une étude sur les tribunaux de famille³. Ces tribunaux devaient être composés de membres de la famille ou d'amis et voisins ; ils autorisaient le père à user de son droit de coercition ; ils étaient compétents pour juger tous les procès qui s'élevaient entre parents et, bien entendu, quand il s'agissait d'un divorce. L'appel au tribunal de district était permis ; il fut supprimé en l'an II pour les procès qui résultèrent de l'application des lois du 12 brumaire et du 17 nivôse sur l'héritage. M. Ferret a relevé, pour le district de Montpellier, 574 sentences ; 6 seulement ont été frappées d'appel. L'institution a donc fonctionné. Mais l'apparence est trompeuse : en réalité, on a généralement choisi comme juges des hommes de loi qui ont opéré non comme des arbitres, mais comme des mandataires et qui, en outre, par intérêt personnel, ont traîné les affaires en longueur. Il était sans doute difficile qu'il en fût autrement, beaucoup de procès soulevant les difficultés juridiques les plus délicates ou supposant la connaissance du droit romain. Mais, dans ces conditions, le tribunal de famille, destiné à expédier les affaires avec un minimum de procédure, économiquement et promptement, et même à décider en équité plutôt qu'en droit strict, n'avait plus guère de raison d'être et fut supprimé sous le Directoire. Le livre de M. Ferret est du plus grand intérêt.

HISTOIRE RELIGIEUSE. — M. l'abbé A. SICARD a entrepris de refondre ses ouvrages sur le clergé de France, de manière à en faire une histoire du catholicisme pendant la Révolution⁴. Le tome II étudie la Constitution civile, le sort du clergé réfractaire jusqu'à la déportation et la vie du clergé constitutionnel jusqu'à la Terreur. C'est une synthèse alerte et vivante qu'on lit avec beaucoup d'agrément. L'exposé est même si rapide que certains points semblent bien sommairement traités, par exemple le serment Liberté-Egalité ou les violences exercées contre les réfractaires en 1792. Sauf erreur, il n'est pas fait mention des brefs pontificaux du 10 juillet 1790, que Champion de Cicé et Lefranc de Pompignan tinrent secrets, ni du décret du 7 mai

1. *Madame Roland*. Paris, Plon, s. d. [1926], in-8°, 127 p., 3 gravures.

2. *La Fayette*. Paris, Grasset, 1928, in-8°, 279 p.

3. *Les tribunaux de famille dans le district de Montpellier, 1790-an VI*. Montpellier, Causse, Graille et Castelnaud, 1926, in-8°, 515 p. Nous n'avons pas reçu la thèse de droit de M. Grivel sur la *Justice civile dans le district de Montpellier*.

4. *Le clergé de France pendant la Révolution ; t. II : La lutte religieuse*. Paris, Gabalda, 1927, in-8°, xv-499 p.

1791. Mais, encore une fois, on ne peut que louer la fermeté du style et le ton du récit, qui emporte ordinairement l'adhésion.

M. l'abbé F. BARRY a fait de son côté un louable effort pour raconter sans passion la vie de Delcher, curé de Saint-Pierre de Brioude, qui, après avoir été élu officier municipal en 1790, prêta le serment et devint évêque constitutionnel de la Haute-Loire¹. Personne n'a pu contester la fermeté de sa foi et son zèle pastoral : il suivit la Révolution jusqu'à la déchristianisation exclusivement ; élu membre de la Convention, il vota la mort du roi, mais il refusa d'abdiquer et de remettre ses lettres de prêtrise : on l'emprisonna en floréal an II. En l'an III, il reprit ses fonctions ; il tint encore un synode à Brioude en 1800. Après la démission, il devint curé concordataire de Saint-Julien de Brioude et mourut en 1806. M. Barry a eu entre les mains les papiers de Delcher, et son ouvrage est une utile contribution à l'histoire religieuse de la Révolution. On notera, par exemple, l'influence exercée, dans la question des serments, par le prestige et l'autorité morale de certains prêtres. Dans le district du Puy, les curés suivent l'évêque et refusent le serment ; dans celui de Brioude, ils imitent Delcher et jurent en grand nombre. Malheureusement, on doit ajouter que M. Barry n'est point parvenu à donner toujours l'impression d'une sérénité parfaite. On est étonné de lire que la Constitution civile fut « l'œuvre d'une bande hétéroclite de voltairiens, de huguenots, de jansénistes, de gallicans et de jacobins », que « les jansénistes ont de grandes analogies avec les jacobins », que Grégoire fut « un évêque intrigant ». Et que dire de cette manière de défendre Delcher : « Ses erreurs, si elles révélaient en bien des cas une culpabilité fâcheuse, infamante [*sic*] même, étaient aussi et surtout le fruit malheureux d'une fausse éducation ». Voilà qui est dur, non seulement pour Delcher, mais aussi pour les prêtres qui l'avaient formé. Bref, malgré ses efforts, M. l'abbé Barry n'a point complètement réussi à séparer en lui l'historien du polémiste.

M. le chanoine UZUREAU a décrit le sort des trente-huit chanoines de quatre des chapitres d'Angers pendant la Révolution². Il rappelle qu'ils ne prêtèrent pas le serment ; mais ils n'avaient pas à le prêter, n'étant pas fonctionnaires publics, puisque les chapitres étaient supprimés. Le décret du 29 novembre 1791 imposa, il est vrai, le serment à tous les ecclésiastiques, mais il ne fut pas sanctionné. La conduite du département de Maine-et-Loire, qui les interna en juin 1792, n'en est que plus caractéristique : comme en plusieurs autres régions, le décret fut appliqué, nonobstant le veto. Deux des chanoines, à ce moment, étaient déjà morts et trois émigrèrent ; douze furent déportés en vertu de la loi du 26 août et quatre infirmes ou sexagé-

1. Étienne Delcher, évêque constitutionnel de la Haute-Loire. Paris, Champion, 1925, in-8°, xiii-361 p., 8 planches et gravures.

2. Les chanoines d'Angers pendant la Révolution. Angers, impr. du Commerce, 1926, in-8°, 35 p. ; extrait des *Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers*, t. XXVIII, 1925.

naires moururent en prison ou chez eux. Les plus malheureux, au nombre de sept, furent mis à mort, soit qu'internés et libérés par les Vendéens ils eussent été traités en rebelles, soit qu'ils se fussent soustraits à la déportation. Mais dix, c'est-à-dire plus du quart, traversèrent la crise sans trop de dommage. Six au moins prêtèrent le serment Liberté-Égalité (l'un d'entre eux abdiqua et deux autres se marièrent). Un autre se retira dans son village natal des Vosges ; un autre encore gagna Paris, se fit inscrire dans la garde nationale et devint épicier. Quelle variété dans le destin ! Après le Concordat, les deux chanoines mariés demandèrent au légat Caprara de légitimer leur union. L'un fut rabroué, mais l'autre, devenu commissaire des guerres et recommandé par Portalis, obtint gain de cause. Il doit exister d'autres exemples de cette justice distributive.

*L'ouvrage de M. l'abbé A. LEMASSON, ancien aumônier militaire, présente un caractère particulier¹. Il n'offre pas un récit suivi, mais un recueil de documents, les uns législatifs ou officiels, dont la reproduction n'était pas toujours indispensable, les autres tirés d'archives locales ou personnelles, et souvent de grand intérêt. Ces documents sont groupés de manière à mettre en lumière les principales périodes de l'histoire du catholicisme dans les Côtes-du-Nord de 1789 à 1795. On trouve aussi dans ce recueil une analyse ou une reproduction des articles des cahiers qui touchent aux questions religieuses, des renseignements sur les loges du pays, le règlement de la société littéraire de Dinan (1779), des extraits des décisions de Caprara sur les prêtres mariés ; bref, beaucoup de faits sur l'histoire de la Révolution dans ce département et tous les éléments nécessaires à qui voudra écrire, en particulier, son histoire religieuse. Le ton parfois agressif de l'auteur ne fait pas trop regretter qu'il s'en soit tenu à publier des documents.

*On n'a pas la même réserve à faire sur l'ouvrage de M. le chanoine E. SOL², dont on a déjà mentionné plus haut l'histoire de la Révolution dans le Quercy. Il a étudié la prestation du serment dans le Lot avec le soin le plus diligent ; en outre, il a exposé le résultat de ses recherches en historien véritable. Le département du Lot était plus vaste en 1790 qu'il ne l'est aujourd'hui ; il avait sur son territoire deux évêques d'ancien régime : ceux de Cahors et de Montauban. Ce dernier refusa net le serment. Mais le premier, M. de Nicolai, hésita certainement ; il finit par refuser aussi. Pour les curés et vicaires, la statistique officielle manque. On sait d'ailleurs qu'on n'aurait pu l'accepter que sous bénéfice d'inventaire. D'après les recherches de M. Sol, il semble que, tout compte fait, la proportion des jureurs ne fut pas très élevée : un peu plus d'un cinquième, mais moins d'un quart.

1. *Les paroisses et le clergé du diocèse actuel de Saint-Brieuc de 1789 à 1815. Manuel pour l'étude de la persécution religieuse dans les Côtes-du-Nord durant la Révolution française*, t. I : 1789-1795. Rennes, Oberthur, 1926, in-8°, xii-352 p. ; quelques illustrations.

2. *Le clergé du Lot et le serment exigé des « Fonctionnaires publics ecclésiastiques »*. Paris, Champion, 1926, in-8°, 234 p.

*M. l'abbé J. CHARRIER, connu comme biographe de Fauchet, a traité en deux volumes toute l'histoire religieuse du département de la Nièvre pendant la Révolution¹. Ses recherches très étendues, comme en témoignent notamment ses copieux appendices (t. II, p. 216-387), seront très utiles. D'autre part, il débute par une profession de foi (cf. t. I, p. VII) que tout historien souscrira, sans cependant consentir à admettre que l'histoire religieuse soit « toute » l'histoire de la Révolution ! Mais il n'est pas sûr que M. Charrier ait toujours réussi à échapper à ses préventions. Par exemple, il annonce qu'il écartera la tradition orale, mais il utilise les livres qui en ont usé largement. Il accepte sans les critiquer les notes rédigées en l'an III sur les terroristes, tandis qu'il discute celles qui ont été données plus tard sur les prêtres réfractaires. On est porté à croire qu'il exagère la ferveur des populations rurales et leur enthousiasme pour les « bons prêtres » quand on les voit mettre si peu d'empressement, après le Concordat, à entretenir les desservants.

Parmi les chapitres les plus intéressants, on signalera ceux qui concernent l'état d'esprit du clergé en 1789, les élections, le serment (la majorité des curés jure), la décadence des monastères d'hommes, la reconstitution du clergé après le Concordat (l'auteur a utilisé les papiers de Caprara).

INSTRUCTION PUBLIQUE. — On commence à connaître assez bien les Écoles centrales : nul n'aura mieux contribué, sans doute, à leur rendre justice que M. A. TROUX, qui a consacré une étude importante à celle du Doubs². Ses recherches minutieuses lui ont permis d'en décrire la vie dans le détail, le fonctionnement du jury d'instruction et de l'administration intérieure qui était confiée aux professeurs eux-mêmes, la répartition des études et les méthodes d'enseignement. L'école de Besançon a obtenu un succès incontestable et rarement contesté. Il faut dire que ses professeurs étaient remarquables. On compte parmi eux le jurisconsulte Proudhon, le futur recteur Ordinaire, l'historien Droz, sans compter Briot, Charles Nodier et le bibliothécaire Costes, qui mit en ordre l'énorme fonds constitué à l'aide des bibliothèques ecclésiastiques. Mais il y a eu également en d'autres villes des professeurs de savoir et de talent : il convient de rendre un hommage particulier à l'esprit d'initiative et de perfectionnement dont firent preuve ceux de Besançon ; ils entreprirent de remédier aux lacunes du plan officiel et créèrent notamment des classes préparatoires qui étaient absolument indispensables. Par ailleurs, ils complétèrent l'enseignement proprement supérieur et organisèrent même un « lycée de musique ». A Besançon, tout au moins, le Consulat supprima une institution en plein essor.

1. *Histoire religieuse du département de la Nièvre pendant la Révolution*. Paris, Guitard, 1926, t. I (1789-1795), ix-382 p. ; t. II (1795-1800), 416 p.

2. *L'École centrale du Doubs à Besançon, an IV-an XI*. Paris, Félix Alcan, 1926, xxi-225 p. (Bibliothèque d'histoire révolutionnaire, publiée sous la direction de M. Mathiez ; nouvelle série, IX). Importante bibliographie.

On ne peut pas en dire autant de l'École de Saint-Girons, dont l'existence nous a été retracée par M. l'abbé L. BLAZY¹. Les documents, il est vrai, sont ici beaucoup moins nombreux. Mais on ne peut douter que cette école, installée dans la montagne, négligée par conséquent par les habitants de la plaine et par l'administration départementale elle-même, ait constamment végété. Les professeurs, mal payés et parfois sans élèves, cherchaient à la quitter au plus tôt et les insuffisances de l'organisation officielle, auxquelles ils ne cherchèrent pas à parer, se firent cruellement sentir. Elle disparut sans laisser de regrets.

C'est un chapitre de l'histoire artistique de la Bourgogne qu'a écrit M^{lle} M. IMPERIALI à propos de François Devosge², né à Gray, Dijonnais d'adoption, peintre de second rang, mais professeur et organisateur de talent. Devosge créa en 1766 l'École de dessin avec le concours de mécènes bourguignons ; sous la Révolution, elle fut rattachée à l'École centrale. En outre, ce fut lui qui organisa en l'an VII le musée de Dijon, dont M^{lle} Imperiali a reconstitué le catalogue.

HISTOIRE MILITAIRE ET DIPLOMATIQUE. — M. le général DESCOINS publie une nouvelle édition, entièrement remaniée, de son histoire des campagnes modernes³. Il y a introduit des notes étendues et des croquis schématiques qui sont l'œuvre de M. le commandant CHANOINE. Cet ouvrage est destiné, en principe, aux officiers qui, pour étudier dans le détail la technique d'une bataille ou d'une campagne, ont besoin d'un instrument de travail qui replace l'une ou l'autre dans le cadre de l'histoire générale. Mais il peut être également utile aux historiens, qui trouveront dans l'annotation des indications précieuses sur les transformations des méthodes de guerre dans leurs rapports avec l'organisation des armées et les progrès de l'armement.

M. le colonel Ramsay Weston PHIPPS avait consacré les loisirs de sa retraite à étudier la période napoléonienne et principalement la vie des maréchaux. Chemin faisant, il s'était rendu compte qu'il lui fallait, pour les comprendre, remonter aux guerres de la République. Étendant ainsi le champ de ses recherches, il mourut sans en avoir publié le résultat. Mais il avait écrit déjà nombre de chapitres et son fils, M. le colonel Charles-F. PHIPPS, s'en est fait l'éditeur. Il nous a donné déjà deux volumes sur les campagnes de 1792 à 1797 aux frontières du nord et de l'est⁴. Ce travail a

1. *L'École centrale de Saint-Girons sous le Directoire et le Consulat, 1796-1804*. Foix, Gadrat aîné, 1929, 46 p.

2. *François Devosge, créateur de l'école de dessin et du musée de Dijon, 1732-1811*, avec un portrait hors texte. Dijon, Rebourseau, 1927, in-8°, 108 p. (*La Révolution en Côte-d'Or*, nouvelle série, fasc. 3 ; publication du Comité départemental pour l'histoire économique de la Révolution française).

3. *Étude synthétique des principales campagnes modernes*, 7^e édition entièrement refondue, avec croquis schématiques du commandant breveté CHANOINE ; t. I : *1674-1807*. Paris, Charles-Lavauzelle et C^{ie}, 1928, in-8°, 388 p., 55 croquis.

4. *The armies of the first french Republic and the rise of the marshalls of Napoleon I*. Oxford

pour base unique les travaux antérieurs et les documents déjà imprimés dont il contient une bibliographie étendue, mais non complète : par exemple, les livres de Jouan et d'Hennequin manquent. On ne trouvera pas dans ces volumes d'études approfondies sur l'organisation militaire et la technique de la guerre (les indications à cet égard sont réduites à une introduction), mais seulement un récit des opérations. Il pourra être utile aux lecteurs anglais, mais ils auront intérêt à le confronter avec tel ouvrage français, comme celui du général Descoins dont nous venons de parler. Il faut bien dire aussi que la dualité des fins que l'auteur s'est proposée n'a pas été sans entraîner quelques inconvénients. Il raconte l'ensemble des guerres de la République, mais c'est afin de retracer les premiers pas des futurs maréchaux dans la carrière militaire et aussi d'expliquer pourquoi ces soldats de la liberté se sont pliés au despotisme napoléonien : la raison en est, d'après l'auteur, qu'ils ont eu horreur du régime sanglant de la Terreur et, surtout, d'une République où les civils se permettaient de donner des ordres aux généraux, de placer à côté d'eux des représentants du peuple et, comble d'horreur, de les faire parfois arrêter et guillotiner. Aussi l'auteur ne perd pas une occasion de rabaisser le rôle du Comité et de ses représentants. Carnot lui-même ne trouve pas grâce devant lui : c'était, il est vrai, un militaire, mais il faut croire que la grâce l'avait abandonné du jour où il était devenu représentant du peuple. Bien entendu, le colonel Phipps n'a aucune estime pour les volontaires : il n'y a de soldats dignes de ce nom que les soldats de métier de l'armée de ligne. On le voit, si étendue que soit son information, il lui manque la connaissance de l'histoire de la Révolution.

*Le tome II de l'ouvrage de M. E. GABORY raconte la guerre de Vendée jusqu'à la veille de la première pacification de l'ouest¹. Le mouvement lui apparaît comme purement populaire : les paysans, déjà irrités par le schisme religieux et les prédications des réfractaires, se sont soulevés pour ne pas être soldats. Bien qu'ils aient trouvé des chefs, ils sont toujours demeurés particularistes et réfractaires à l'organisation ; leurs chefs, d'ailleurs, n'ont pas montré non plus beaucoup de discipline. L'ouvrage n'étudie pas que la Vendée elle-même, mais aussi le mouvement fédéraliste, que M. Gabory croit être demeuré purement républicain. C'est beaucoup dire ; mais il est certain que nombre de fédéralistes ont préféré céder à la Convention plutôt que de pactiser avec les Vendéens. Les bleus de l'ouest ont d'ailleurs souffert beaucoup des mesures implacables de la Convention. Un chapitre original décrit leur exode, la méfiance dont ils furent l'objet, leurs souffrances. Ils restèrent pourtant indéfectiblement attachés à la République.

University Press ; Londres, H. Milford. T. I : *The armée du Nord*, 1926, ix-362 p., 4 cartes ; t. II : *The armées de la Moselle, du Rhin, de Sambre-et-Meuse, de Rhin-et-Moselle*, 1929, ix-455 p., 7 cartes.

1. *La Révolution et la Vendée, d'après des documents inédits* ; t. II : *La Vendée militante et souffrante*. Paris, Perrin, 1927, in-8°, vii-291 p. Nous n'avons pas en mains les tomes I et III.

Étudiant la répression, M. Gabory atténue la responsabilité de Carrier, qui a payé pour beaucoup d'autres, sans avoir fait pis. Mais il exagère certainement en l'appelant un « excellent fonctionnaire ». Le volume, qui est de lecture attrayante, se termine avec la résurrection de la guerre de Vendée à la suite des colonnes infernales.

*M. le colonel NEMOURS, ministre d'Haïti en France, a entrepris de raconter l'histoire militaire de la guerre d'indépendance de Saint-Domingue¹. On cherche vainement dans ce volume un plan logique. Le récit est interrompu par la publication de documents originaux, qui constitue des chapitres entiers, et par une digression sur le sort de Toussaint-Louverture après son arrestation et sur la visite de l'auteur au fort de Joux. Mais l'ouvrage est intéressant et même précieux parce que les éléments en sont puisés à bonnes sources. On suivra, par exemple, dans la correspondance de Leclerc, émouvante dans sa simplicité, la dissolution progressive de l'armée décimée par la fièvre jaune, qui finit par emporter le général lui-même. Ce second volume prend fin avec l'armistice de 1802.

LA RÉVOLUTION ET L'EUROPE. — L'étude de M. B. NEWMAN sur Burke intéresse pour une part les études relatives à la Révolution française, puisque c'est à coup sûr sa campagne contre-révolutionnaire qui a le plus contribué à le rendre célèbre². M. Newman n'a pas prétendu écrire une biographie érudite et originale. Mais il a utilisé les travaux antérieurs avec habileté et il a enchâssé dans son récit de nombreux extraits des œuvres de Burke. Son exposé clair et précis rendra de grands services. Il signale l'influence de Montesquieu sur Burke et il exprime l'espoir que cette question soit un jour le sujet d'une thèse. On le souhaite comme lui. Mais il faudrait ajouter que l'origine des idées de Burke mériterait d'être étudiée dans son ensemble. Dès 1769, M. Newman le note, c'est déjà un oligarque : il loue la constitution anglaise telle que les whigs la faisaient fonctionner et combat seulement le pouvoir personnel du roi ; ses vues semblent, dès lors, très différentes de celles de Locke. Il est évident qu'il ne fait qu'exprimer les vues des milieux whigs ; une étude d'ensemble sur l'évolution de la pensée politique du parti, de 1688 à 1760, dans ses rapports non seulement avec la spéculation philosophique, mais avec la vie parlementaire et surtout avec les transformations sociales du temps, permettrait seule, à ce qu'il semble, d'« expliquer » Burke.

L'histoire de la Suisse pendant la période révolutionnaire a été l'objet d'excellents travaux. On a déjà mentionné l'édition de la correspondance de Pierre Ochs : il convient de rappeler que l'importante introduction de

1. *Histoire militaire de la guerre d'indépendance de Saint-Domingue* ; t. II : *Les glorieux combats des divisions du Nord*. Paris, Berger-Levrault, 1928, in-8°, 446 p. Le tome I contient un tableau de Saint-Domingue à la veille de l'expédition de 1801 ; mais il ne nous est pas parvenu.

2. *Edmund Burke*. Londres, Bell, 1927, xiii-348 p., 1 portrait.

M. G. STEINER constitue à elle seule un ouvrage de premier ordre. D'autre part, M. H. BÜCHI a fait paraître le second volume de son étude sur les préliminaires de la révolution helvétique¹ : le premier avait caractérisé la situation de la confédération considérée dans son ensemble ; celui-ci est exclusivement consacré au canton de Soleure. Cette région, exclusivement agricole, profondément catholique, n'avait guère changé depuis la fin du Moyen Age ; les idées révolutionnaires n'y trouvèrent aucun écho dans le peuple ; il commençait à se former une bourgeoisie libérale dans les villes de Soleure et d'Oltén, où le commerce de transit était important, mais elle était trop faible et trop peu nombreuse pour se risquer à agir. Le gouvernement entrava la propagande, soutint les Bernois et gêna de son mieux le transit des marchandises achetées par le Comité de Salut public ; il interdit naturellement pour son compte toute exportation, mais ne réussit pas à empêcher la contrebande. On tira profit des pages consacrées par M. Büchi à cette politique économique des Soleurois. La situation financière du canton s'aggrava rapidement pendant la guerre ; les prix s'élevèrent ; le ravitaillement devint difficile ; la bourgeoisie s'enhardit. Après Campo-Formio, quand la révolution eut commencé, les oligarques finirent par promettre des modifications constitutionnelles. Il était un peu tard.

Nous regrettons de n'avoir pu signaler plus tôt le remarquable article que M. A. RUFER a consacré à l'histoire de la République helvétique dans l'excellent *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*². L'auteur a su montrer impartialement que la révolution ne fut pas suscitée par l'intervention arbitraire de la France, mais par un parti national dont Pierre Ochs fut l'interprète à Paris ; que, sans l'appui de la France, la rénovation de la Suisse était très difficile et eût entraîné, en tout cas, une guerre civile. Il décrit les péripéties compliquées de la vie politique jusqu'à l'acte de médiation. La révolution ne fut pas seulement compromise par l'occupation française et ses conséquences inévitables, par l'invasion austro-russe et par les réactions aristocratiques, mais aussi par l'attitude du parti républicain, qui représentait la majorité de la bourgeoisie : après avoir écarté les chefs de la révolution, Ochs et Laharpe, il refusa aux paysans l'abolition pure et simple de la dîme et des droits féodaux et, aux classes populaires, le droit de suffrage. Le peuple ne se prononça point pour les contre-révolutionnaires ; mais, accablé de maux par la guerre, il ne se leva point non plus pour défendre une révolution dont on lui refusait le bénéfice. M. Rufer a fait suivre la partie proprement historique de son étude par une description métho-

1. *Vorgeschichte der helvetischen Revolution mit besonderer Berücksichtigung des Kantons Solothurn* ; II Teil : *Der Kanton Solothurn in den Jahren 1789-1798*. Soleure, Gassmann, 1927, vi-272 p.

2. *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, fasc. XXIX, p. 24-60, portrait de P. Ochs, 3 illustrations, 2 cartes. Le *Dictionnaire* paraît en langue française et en langue allemande, chez Attinger, place Piget, 7, à Neuchâtel.

digue des principales mesures administratives de la République. On consultera notamment avec fruit le paragraphe qui concerne la législation sur la dîme et les charges féodales : elles furent déclarées rachetables ; seul le pays de Vaud, au fort de la crise finale, bénéficia enfin d'une abolition sans condition.

M. P. NURRA a complété, au moyen de documents inédits, l'histoire des rapports de la France et de la République de Gênes en l'an II¹ et de la mission confiée par Ricord au général Bonaparte en thermidor, au moment où Robespierre jeune obtenait, malgré Carnot, l'approbation du plan de campagne que le futur conquérant de l'Italie lui avait persuadé de recommander au Comité. Les documents en question sont principalement des rapports du gouverneur de San-Remo, qui tint conversation avec Ricord et Bonaparte. Celui-ci reprocha notamment au gouvernement génois de n'avoir rien fait contre Paoli qui lui avait déclaré la guerre, et contre l'Angleterre qui lui avait notifié la proclamation de son roi comme souverain de la Corse. On voit s'agiter autour des représentants des réfugiés italiens impatients de déchaîner la révolution dans la péninsule et, avant tout, à Gênes, où Tilly, notre agent, s'employait de son mieux à la préparer. On sait que le gouvernement génois se plaignait de ce dernier, et que Saint-Just le dénonça véhémentement en ventôse à la Convention. Le Comité tenait essentiellement à ne pas se brouiller avec Gênes, qui était une base de ravitaillement très précieuse, et Tilly aurait eu sans doute le sort de Genet si le 9 thermidor n'était survenu. On avait chargé Bonaparte de faire une enquête sur son compte. C'était un peu naïf. Car il semble bien que le plan de ce dernier supposait la mainmise directe ou indirecte sur Gênes, et l'action des réfugiés ne pouvait que lui être utile. Il est curieux de voir qu'à Nice, comme en beaucoup d'autres endroits, il s'était constitué autour des représentants — et l'un d'eux était Robespierre jeune ! — un centre d'action qui agissait, en fait, contre les intentions du Comité. Tilly et les représentants intervinrent à Gênes en faveur des « jacobins » que le gouvernement avait fait incarcérer au moment de l'avance des troupes françaises au printemps de 1794 ; la tradition de la propagande s'est conservée malgré le Comité de l'an II et, ici, l'action de Bonaparte a dû y contribuer.

DÉPARTEMENTS RÉUNIS. — Les deux livres publiés par M. F. VERMALE sur la Révolution en Savoie diffèrent considérablement par l'esprit et même par la méthode². Le premier est destiné à prouver que « l'enthousiasme révolutionnaire » (l'expression est employée ironiquement) est un mythe et que, si la Savoie est tombée sans difficulté entre les mains des Français c'est que le roi de Sardaigne ne s'était pas avisé du complot maçonnique ou n'avait pas

1. *La missione del generale Bonaparte a Genova*. Genova, 1925, in-8°, 47 p. ; estratto dal vol. *La Liguria e il Risorgimento*, pubblicato in occasione del XIII Congresso della Società nazionale per la storia del Risorgimento italiano.

2. *La Révolution en Savoie*. Chambéry, Dardel, 1925, in-8°, 11-97 p. — *Figures du temps de la Révolution en Savoie*. Chambéry, Dardel, 1927, in-8°, 130 p.

su le réprimer. Il est vraisemblable que les rapports des loges savoyardes avec les loges françaises, notamment avec celles de Lyon, ont contribué à propager l'influence de notre pays ; on peut dire sans doute avec une égale vraisemblance que, si les unes et les autres ont eu tant de rapports, c'est qu'il y avait déjà entre la bourgeoisie savoyarde et la nôtre, entre Chambéry et Lyon, des liens de toute sorte, à commencer par la langue. Il est au moins singulier que, traitant du parti français en Savoie, M. Vermale ne lui ait pas trouvé d'autre base qu'une soi-disant conspiration. Que, d'autre part, il ne mette pas en lumière la propagation en Savoie du mouvement agraire, provoquée par la disette et par les nouvelles de France, c'est encore plus surprenant. Ce n'était pas là, si l'on veut, de l'enthousiasme révolutionnaire ; mais, du moment que les paysans savoyards s'en prenaient à l'aristocratie, on nous fera difficilement croire qu'ils aient vu la Révolution d'un mauvais œil. Après l'arrivée des Français, M. Vermale signale des troubles contre-révolutionnaires (p. 10) et parmi eux (p. 11) il signale la destruction des tiers : c'est un comble ! Naturellement, quand la France eut introduit la Constitution civile du clergé, une partie des prêtres résistèrent ; quand on voulut payer en assignats, les paysans se déroberent ; quand on leur réclama des conscrits, il arriva qu'ils résistèrent. Mais on demande si ces faits sont particuliers aux départements réunis et si les paysans auraient accueilli de meilleure grâce le papier-monnaie et le service militaire, s'ils leur avaient été imposés par le roi de Sardaigne ?

Les biographies du général Doppet et des conventionnels Philibert Simond (député du Bas-Rhin, mais originaire de Savoie, où il fut envoyé en mission) et Carrelli, qui composent l'autre volume, sont d'une bien meilleure tenue historique. Elles rassemblent utilement les faits connus et nous apportent le résultat de quelques recherches précieuses, par exemple celles de l'abbé Courtin, curé d'Alby-sur-Chéran, jusqu'ici inédites, qui disculpent Ph. Simond des imputations calomnieuses portées contre lui¹. M. Vermale a bien montré aussi que le décret du 27 novembre 1792, qui annexa la Savoie, était équivoque en ce qu'il ne la constituait en quatre-vingt-quatrième département et ne lui accordait une députation que « provisoirement », ce qui pouvait permettre ultérieurement de soutenir, à la rigueur, que l'annexion aussi avait été provisoire et d'y renoncer, si on pouvait traiter à cette condition. Le courant annexionniste qui triompha deux mois plus tard n'était pas encore irrésistible. Bref, le volume prendra place parmi les bonnes études d'histoire révolutionnaire.

M. J. BRASSINNE, professeur à l'Université de Liège a publié quarante-trois lettres de Liégeois contemporains de la Révolution, dont trente-neuf éma-

1. M. Vermale n'admet pas non plus que Simond ait été l'amant de la jeune Aurore de Bellegarde et tient que rien ne justifie ce bruit. Il aurait peut-être pu remarquer, p. 77, que Joseph de Maistre admettait le fait comme certain. Mais je conviens qu'on n'en peut tirer qu'une conclusion : c'est que l'imputation était connue et adoptée dans les cercles d'émigrés.

nant de Quirin d'Adseux, chanoine de Saint-Jacques, qui s'enfuit lors de la seconde invasion française¹. Installé en Westphalie, il n'eut qu'une idée : celle de rentrer dans ses foyers. C'est ce qu'il fit, dès qu'il eut réussi à se débarrasser de la garde du trésor du chapitre qu'on lui avait confié. Insuper, il était passible de la déportation et dut s'arranger pour se faire oublier. Il y réussit sans grande peine et il est de toute évidence qu'on ne fit pas beaucoup d'efforts pour le trouver. Son frère Georges avait eu moins de confiance ou moins d'audace et ne put rentrer qu'en 1801. Les lettres de Quirin montrent qu'il était très satisfait de ne pas l'avoir imité, et sa correspondance atténue beaucoup les sombres couleurs dont on a l'habitude d'user pour décrire le sort de la Belgique sous le Directoire ; on n'y rencontre rien sur l'insurrection de 1798.

M. J.-E. NÈVE a consacré un important volume à l'histoire de Gand sous la domination française². On y trouvera des renseignements très précis sur la vie administrative et économique de cette grande ville, sur la vie sociale, l'instruction et l'esprit public. Les notices biographiques seront consultées avec fruit par les historiens de la Révolution comme par ceux de la Belgique. Cependant, quelques lacunes regrettables sont à signaler. M. Nève est très sévère pour les Belges qui ont accepté des fonctions publiques, sinon de Napoléon, du moins des jacobins et du Directoire. A l'en croire, ils seraient, en temps ordinaire, demeurés « dans les bas-fonds ou dans les prisons ». Assurément, l'auteur admet des exceptions ; le plus en vue et le plus détesté de ces personnages, du Bosch, est d'une honnêteté certaine ; cela ne nous suffit pas et des précisions auraient été nécessaires quant aux autres. D'autre part, bien qu'il soit favorable au régime moderne, M. Nève regrette amèrement la décadence de l'ancien patriciat et de la noblesse ; il n'a point d'amitié pour les nouveaux riches, qui ont pris leur place et dont la fortune provenait en partie de l'achat de biens nationaux. On remarquera en passant que Liévin Beauvain, qui a installé à Gand l'industrie du coton, était de ceux-là : c'est dans des bâtiments acquis de la nation qu'il établit sa filature. Comme c'est cette industrie qui a rétabli la prospérité de Gand, il y a là une manière de symbole. Mais on observera surtout que, dans ces conditions, une étude sur la vente des biens nationaux à Gand était indispensable.

Dans l'ensemble, ce livre témoigne d'une véritable sérénité. En décrivant les effets souvent fâcheux de la conquête, M. Nève sait faire la part de la guerre ; il n'assiste pas sans mélancolie à la disparition du passé millénaire et il se hâsse dès que le clergé catholique lui paraît touché ; malgré tout, il conclut que, de tous les régimes étrangers, c'est la domination française qui,

1. *Pendant l'émigration. Lettres de Liégeois, 1794-1801*, publiées avec une introduction et des notes. Liège, Printing Co, 1926, xv-147 p. (*Bibliotheca Leodiensis*, I ; recueil de documents de la bibliothèque de l'Université de Liège, publié sous les auspices et aux frais de la Commission administrative du patrimoine de cette Université).

2. *Gand sous la domination française, 1792-1814*. Gand, Buyens, 1927, in-8°, 401 p.

en apportant à la Belgique l'unité, l'égalité civile, la liberté économique, est le plus digne d'indulgence.

On entend un tout autre son de cloche dans l'ouvrage de M. P. VERHAEREN, dont le tome III traite de la guerre des paysans¹. Nous ne pouvons que nous rallier à ce que M. Pariset a dit ici des deux premiers volumes.

Ce n'est pas l'histoire générale du département de la Sarre que M. R. CAPOT-REY² a voulu nous conter : son étude est presque exclusivement économique ; elle est fondée sur des recherches étendues. Le centre en est naturellement l'exploitation des mines de houille, surtout à l'époque impériale. Napoléon hésite entre deux politiques : celle du charbon à bon marché et celle qui se subordonne aux besoins du Trésor ; il ne se décide pas à créer un régime définitif et en reste à une régie provisoire, bien conduite, d'ailleurs, par des ingénieurs, comme Duhamel, qui ont dressé l'atlas du bassin houiller dont on se sert encore. L'extraction progresse ; les industries céramique et chimique également. Mais la technique ne s'améliore pas : point de machine à vapeur ; point de haut fourneau à coke : aussi la métallurgie périclité-elle. Le commerce est l'objet d'un chapitre de grand intérêt : la Sarre perd ses débouchés rhénans ; elle cesse d'être une région de transit entre le haut Rhin et la Hollande ; c'est en France qu'elle vend surtout ses produits. Dans l'ensemble, elle est prospère ; la population et les salaires s'accroissent. Le chapitre sur l'agriculture est plus bref : la répartition de la propriété, la vente des biens nationaux sont laissées de côté. De grand intérêt est l'étude sur la fixation de la frontière en 1814 et en 1815 et sur l'action des intérêts personnels : Talleyrand en 1814, le Prussien Stumm et son gendre Böcking en 1815 l'ont tour à tour emporté. On lira le livre de M. Capot-Rey avec un vif plaisir, car il est très agréablement écrit.

L'ouvrage de M. L. JUST nous transporte plus au nord, à Coblençe, dans le département de Rhin-et-Moselle³. Franz von Lassaulx était d'origine lorraine : son grand-père s'était expatrié à Coblençe en 1753, au service de l'électeur de Trèves. La famille s'était germanisée, mais était restée de culture mixte : Lassaulx savait bien le français, quoiqu'il ait écrit en langue allemande. Il fut le condisciple de Görres et sa sœur épousa le célèbre publiciste. Il paraît avoir participé au mouvement cisrhénan de 1797-1798 et fut ensuite secrétaire de la municipalité. Son père ayant fondé une imprimerie, il l'aïda à la diriger et publia une *Koblenzer Zeitung* jusqu'en 1806. C'était aussi un poète. Mais après le 18 brumaire il renonça à la politique, se tourna

1. *La Belgique sous la domination française, 1792-1811* ; t. III : *La guerre des paysans, 1794-1799*. Bruxelles, Goemaere ; Paris, Plon, 1926, in-8°, 728 p.

2. *Quand la Sarre était française*. Paris, Société d'éditions « Les Belles-Lettres », 1928, in-8°, viii-334 p., 1 carte.

3. *Franz von Lassaulx, ein Stück rheinischer Lebens- und Bildungsgeschichte im Zeitalter der grossen Revolution und Napoleons*. Bonn, A. Marcus und E. Webers Verlag, 1926, in-8°, 286 p., 1 portrait (Studien zur rheinischen Geschichte, Herausgeber : D^r jur. Hebert Ahn ; 12 Heft.)

vers les études juridiques, devint avoué et professeur à l'École de droit que Napoléon fonda en 1804 à Coblenz. Il commenta le Code civil. En 1814, il opta pour la France, fut nommé inspecteur général des Facultés de droit et mourut à Nancy en 1818. Sa veuve se remaria en France, son fils fut polytechnicien et lieutenant d'artillerie. Comparée à celle de son beau-frère, l'histoire de Lassaulx met bien en lumière la dualité des influences qui s'exerçaient sur les Rhénans et entre lesquelles plus d'un hésitait encore à cette époque. Le livre de M. Just est une contribution précieuse à l'histoire de l'Aufklaerung et à l'histoire de l'opinion dans la Rhénanie française.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE. — On a vu plus haut que, parmi les publications de documents, c'est l'histoire économique qui est la plus favorisée ; plusieurs de ces recueils sont pourvus d'une introduction qui aurait droit de figurer dans cette énumération de travaux. C'est également l'histoire économique qui a profité de deux des principaux livres que nous ayons à citer aujourd'hui.

Nos lecteurs connaissent à coup sûr les nombreuses études publiées par M.A. MATHIEZ dans les *Annales révolutionnaires* et les *Annales historiques de la Révolution*, qui en sont la continuation, sur la crise des prix et les troubles sociaux qui furent la conséquence de l'inflation et de la dépréciation de l'assignat. Il les a réunies en volume¹. Elles répandent beaucoup de lumière sur l'histoire politique de la Révolution et principalement de la période conventionnelle. Girondins et montagnards répugnaient pareillement à la taxation ; mais ces derniers se résignèrent à l'accepter parce qu'autrement ils n'auraient pu s'assurer l'appui des sans-culottes contre leurs adversaires. La taxation entraîna la réquisition, qu'on ne pouvait appliquer sans une organisation centralisée et sans recourir à la contrainte. La centralisation et la terreur ont donc des causes économiques autant que politiques. Le récit des événements parisiens pourrait bien être définitif en ce sens que désormais on ne trouvera probablement pas beaucoup de documents nouveaux. Au contraire, M. Mathiez signale lui-même que les départements offrent aux recherches un champ illimité. La politique économique du Comité de Salut public méritera, elle aussi, d'être précisée davantage, quant à sa technique et, sur ce point, les études locales pourront apporter beaucoup de renseignements indispensables. Quant à son esprit, on commence à voir dans quel sens il a évolué : le Comité, obligé de pratiquer la taxation, finit par s'apercevoir qu'elle constituait un bon instrument de guerre et qu'elle permettait d'alimenter et d'équiper les armées sans courir à la banqueroute, tout au moins d'un pas trop rapide ; sa tendance fut donc de restreindre le maximum aux marchandises nécessaires à l'État ; de là, son conflit avec les hébertistes ; de là aussi, après la chute de ces derniers, une désaffection croissante des sans-culottes. Les Robespierriistes auraient alors songé, par l'application des décrets de ventôse, qui promettaient aux indi-

1. *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*. Paris, Payot, 1927, in-8°, 620 p. ; prix : 32 fr.

gents le partage des biens des suspects, à reconquérir les masses. Sur ce point, M. Mathiez renvoie au tome III de son histoire de la Révolution et il nous a donnés les éclaircissements nécessaires dans un important article des *Annales historiques de la Révolution*¹.

Très importante également est l'étude de M. A. FERRADOU sur le rachat des droits féodaux dans la Gironde². L'auteur a voulu, par l'étude minutieuse des documents administratifs et notariaux qui subsistent, vérifier si le mécanisme du rachat justifiait les critiques des assujettis, et si la loi était viable. Il conclut qu'elle l'était. Son exposé a donc une forme essentiellement juridique. Cependant, il est obligé de reconnaître que l'opération a été dominée par les circonstances politiques : la loi n'a pas reçu d'application étendue, parce que les paysans ne voulaient pas racheter. M. Ferradou a donc été conduit à nous donner de nombreux renseignements sur les troubles agraires et sur l'opinion publique à l'égard des droits féodaux. Ils seront très appréciés des historiens. Ceux-ci regretteront toutefois d'être obligés de les rechercher dans les notes et de ne pas pouvoir s'aider d'un index. Un chapitre sur ce côté proprement historique de la question eût été le bienvenu.

C'est encore un sujet peu connu que M. J. DE LA MONNERAYE a entrepris de traiter : il s'agit de la crise du logement, qui a été, à Paris, la conséquence des troubles et surtout de l'effondrement monétaire³. Il est digne de remarque que le gouvernement de l'an II n'a pas eu à s'en occuper : il n'y a pas eu de maximum des loyers et on ne l'a guère demandé. C'est que, pendant la Terreur, il y avait beaucoup de locaux vacants, une partie de la population ayant émigré ou ayant reflué vers les campagnes. La crise s'est déchainée en l'an III et en l'an IV. Outre les documents officiels proprement dits, l'auteur a consulté ceux de l'enregistrement et des archives notariales et judiciaires. Il n'a pu que pratiquer des sondages. Il faut espérer que son exemple inspirera des recherches plus étendues, car cette brève étude pose naturellement les questions plus souvent qu'elle ne les résoud. On n'en sait pas moins gré à l'auteur de s'être attaqué à ce sujet difficile et qui exige des dépouillements considérables.

La crise monétaire que la France vient de traverser a naturellement provoqué des publications de circonstance dont quelques-unes concernent l'histoire de l'assignat. Deux nous sont parvenues. M. J. MORINI-COMBI a résumé l'ouvrage de M. Marion et son exposé, agréable et clair, est conçu dans le même esprit, qui est plutôt celui de l'économiste orthodoxe que celui de l'historien⁴. Il ne veut pas que des causes politiques, la peur de la contre-

1. *La Terreur, instrument de la politique sociale des Robespierriistes. Les décrets de ventôse sur le séquestre des biens des suspects et leur application* (*Annales historiques de la Révolution française*, t. V, 1928).

2. *Le rachat des droits féodaux dans la Gironde, 1790-1793*. Paris, Société du recueil Sirey, 1928, in-8°, 461 p. ; prix : 50 fr.

3. *La crise du logement à Paris pendant la Révolution*. Paris, Champion, 1928, in-8°, 60 p.

4. *Les assignats*. Paris, Nouvelle librairie nationale, 1925, in-8°, 165 p., 2 graphiques ; prix : 7 fr. 50.

révolution et la propagande des aristocrates soient responsables de la baisse de l'assignat (p. 43). Cependant, il affirme, d'autre part, « la primauté du politique sur l'économique » (p. 165), formule dont on connaît l'origine. D'ailleurs, il est historien et reconnaît qu'en 1792 il faut faire une place, dans l'explication de la dépréciation, aux circonstances, c'est-à-dire à la guerre ; mais, si la crainte de la contre-révolution a été accrue de ce chef, elle ne date pas de 1792. Par ailleurs, si la Constituante a recouru à l'assignat, il tient que c'est volontairement, parce qu'elle avait laissé s'affaiblir le pouvoir exécutif, qui seul aurait pu faire rentrer les impôts d'ancien régime. Pourquoi en a-t-elle décidé ainsi ? Parce que ses membres étaient « libéraux ». Mais n'y avait-il pas eu une Révolution ? Le pouvoir exécutif n'était-il pas entre les mains d'un roi suspect de faire le jeu de l'aristocratie ? En fortifiant son pouvoir, en le laissant libre d'agir contre les paysans et le peuple des villes, la bourgeoisie révolutionnaire n'aurait-elle pas préparé les voies à une contre-révolution qui aurait restitué à l'aristocratie sinon ses privilèges financiers, du moins sa prééminence politique et sociale ? Il est difficile de croire que ces considérations puissent échapper à un historien. Aussi ne parvient-on pas à déterminer avec certitude le point de vue qu'adopte M. Morini-Comby : il est tantôt un historien, tantôt un défenseur de la doctrine abstraite de la saine monnaie.

Dans l'attente d'une stabilisation du franc, M. F. BRAESCH¹ a attiré l'attention sur les mesures prises par les thermidoriens et le Directoire pour valoriser les créances après l'effondrement de l'assignat, et il a recommandé de suivre cet exemple. La difficulté, qu'il aurait fallu mettre en lumière, c'est que ces gouvernements n'auraient eu aucune chance de réussir dans leur entreprise s'ils avaient voulu l'étendre à la dette publique ; aussi ne l'ont-ils pas fait ; encore était-elle infiniment moindre que la nôtre. Valoriser les créances particulières tout en sacrifiant les rentiers, ce n'était peut-être pas une solution beaucoup plus satisfaisante que celle qui avait prévalu déjà en Belgique, au moment où M. Braesch écrivait, et qui a fini par être adoptée chez nous.

PÉRIODE CONSULAIRE ET IMPÉRIALE

PUBLICATIONS DE DOCUMENTS. — Le troisième volume des *Mémoires de la reine HORTENSE*² nous raconte la fin de la période des Cent-Jours, le départ pour l'exil et le séjour en Suisse, à Constance et à Augsbourg, jusqu'en 1820. Les relations avec Flachaut, toujours platoniques bien entendu, y tiennent une certaine place ; il « trompe » la reine avec Mlle Mars, puis il se marie ; la rupture provoque un surcroît de réflexions édifiantes. On a réimprimé à la

1. *L'assainissement monétaire à la fin de la Révolution française* ; extrait de la *Revue politique et parlementaire*, 1927, in-8°, 16 p.

2. *Mémoires de la reine Hortense publiés par le prince Napoléon*, avec notes de Jean HANOTEAU, t. III, Paris, Plon, 1927, in-8°, 400 p., 4 portraits.

fin du volume la relation rédigée par la reine sur les événements de 1831. Une bibliographie importante et un index général terminent la publication.

Mme d'Abrantès semble de nouveau à la mode. Tandis que M. H. MALO lui consacre un livre dont il sera question plus loin, on a réédité la partie de ses mémoires qui concerne le Consulat, mais sans aucun éclaircissement historique¹.

OUVRAGES GÉNÉRAUX. — Après avoir mené à leur terme ses études sur la politique extérieure de Napoléon, M. Ed. DRIAULT a jugé le moment venu de restituer dans toute sa splendeur, en un petit volume illustré, « la vraie figure » de son héros⁴. Il est l'homme de la Révolution : il l'a consacrée et organisée ; s'il a fait la guerre, c'est pour la défendre contre les assauts éternellement répétés des rois. Il est aussi le héros de l'Europe moderne : partout, il a porté à l'ancien régime le coup mortel, et le grand Empire n'est pas autre chose qu'une ébauche, déjà très avancée, des États-Unis d'Europe. M. Driault ne donne pas ce portrait comme une nouveauté et rappelle avec raison que c'est Napoléon lui-même qui l'a esquissé à Saint-Hélène. Il ne manque pas de ressemblance ; en se campant ainsi devant l'histoire, l'Empereur n'a pas été inspiré uniquement par le souci de sa gloire. Éclairé peut-être par la haine atroce dont les rois et l'aristocratie le poursuivaient, il a entrevu le sens de son œuvre. Mais d'abord, pour faire de lui l'incarnation de la Révolution, M. Driault est obligé de spécifier qu'il considère celle-ci comme un bloc ; en fait, Napoléon représente tout au plus — encore faudrait-il faire des réserves et distinguer, en outre, entre le Consul de l'an VIII et l'Empereur — ce qui subsistait, au 18 brumaire, de l'œuvre révolutionnaire : on ne s'accordera jamais pour reconnaître en lui l'idéal des hommes de 1789. D'autre part, le déterminisme historique peut bien suggérer qu'il fut le liquidateur indispensable de la Révolution défailante et qu'il en sauva ce qui pouvait être sauvé ; il n'empêchera pas d'apercevoir que, dès 1796, Napoléon a puissamment contribué à l'engager dans ces guerres de conquête qui ont achevé de la perdre en attendant de le perdre lui-même. Il semble qu'en étudiant autrefois sa politique italienne et orientale, M. Driault inclinait à lui accorder des vues personnelles où l'intérêt de la France, à plus forte raison celui de l'Europe, et en tout cas le destin de la Révolution, n'étaient guère en cause. La figure de l'Empereur est plus complexe que le présent livre ne le donne à croire. Assurément, les circonstances ont fait de lui, dans une certaine mesure, l'homme de la Révolution et un héros national ; qu'il se soit lui-même donné finalement pour tel, ce n'est pas le moindre de ses coups de génie. Mais, avant tout, il était... Napoléon.

1. *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, avec une introduction de G. GIRARD. Paris, A la cité des livres, 1929, 2 vol. in-8°, xx-329 et 324 p. ; ces deux volumes n'épuisent pas les chapitres des mémoires qui concernent le Consulat.

2. *La vraie figure de Napoléon*. Paris, Morancé, s. d. [1928], in-8°, 338 p., 32 illustrations.

Ce qu'était l'homme, M. E. LUDWIG a essayé une fois de plus d'en donner l'idée¹. Ou plutôt, du moins dans la majeure partie du livre, il a cherché à nous en donner le sentiment, en le suivant pas à pas et en ressuscitant, à chaque instant essentiel, la vie complexe et mouvante de son esprit. C'est une espèce de film et l'influence du cinéma est très nette dans le choix des titres de chapitres et des titres courants. Ce n'est pas que, çà et là, l'auteur ne donne son avis sur l'œuvre de Napoléon, et cet avis ne diffère pas beaucoup de celui de M. Driault : l'Empereur a organisé et consolidé la Révolution ; il est le précurseur des États-Unis d'Europe ; mais M. Ludwig fait quelques réserves et lui reproche d'avoir cherché à se créer une légitimité et d'avoir rétabli une noblesse héréditaire. Toutefois, ces notations sont fugitives : c'est bien une histoire psychologique qu'il a voulu écrire et c'est dans son dynamisme qu'il a voulu saisir cet esprit. A la fin seulement, « quand le moteur est arrêté », il entreprend de le démonter et d'indiquer ses caractères dominants en une étude méthodique qu'on peut donc comparer à celle de Taine. A M. Ludwig Napoléon est sympathique ; d'autre part, notre auteur a le sens de la complexité de l'être vivant. Le portrait qu'il trace est donc plus nuancé et on n'y retrouve pas l'espèce de férocité et la rectitude systématique qui donnent tant d'éclat à celui de Taine. Mais, tout compte fait, l'écart n'est pas si grand : on retrouve dans le Napoléon de M. Ludwig le complexe extraordinaire d'une imagination débridée, qui finit par perdre le contact avec le réel, des dons admirables de l'homme d'action et d'une conception réaliste de la vie et de l'humanité, dont le pessimisme et le cynisme s'accordaient à tel point avec les vues de l'ambitieux qu'ils n'en sont peut-être bien que le reflet. En dernière analyse, Napoléon est caractérisé par la volonté de puissance, qui ramène le monde à soi et tend invinciblement à l'absorber. Sous une forme nitzschéenne, c'est dire la même chose que Taine. Cet individualisme sans frein paraît enchanter M. Ludwig. Un reflet de la révolution allemande voltige, çà et là, dans son œuvre. Aujourd'hui, enfin, les barrières qui gênaient en ce pays l'ascension du génie ou du mérite au profit de l'aristocratie se sont effondrées : « toutes les voies s'ouvrent devant les meilleurs ». Napoléon a montré « ce qu'un homme, conscient de sa force, peut obtenir par le courage, la passion et l'imagination, le travail et la volonté ». Nous rejoignons Barrès. M. Ludwig finit, en effet, par déclarer que le héros « peut être pour l'ardente jeunesse actuelle un grand exemple et un suprême avertissement ». La formule est ambiguë, mais, si je comprends bien M. Ludwig, cela nous promet de beaux jours.

M. W. GEER a conçu son ouvrage sur un plan plus traditionnel : il a raconté l'histoire de Napoléon et de sa famille en suivant l'ordre chronolo-

1. *Napoléon*, traduit de l'allemand par M^{lle} A. STERN, avec une préface de H. BIDOU. Paris, Payot, 1928, in-8°, 582 p., 16 illustrations.

gique¹. Nous regrettons de n'avoir pu lire son premier volume où, sans doute, il expliquait son dessein et faisait connaître ses sources. Le sous-titre : « Histoire d'un clan corse », révèle le premier. Mais l'histoire proprement dite de Napoléon ne laisse pas de divertir souvent l'attention. Quant aux sources, l'auteur paraît s'être uniquement servi des imprimés français et, avant tout, on le devine, des travaux de M. Masson. Le second volume est consacré à la période qui va de 1809 à 1813. Il rendra des services aux lecteurs anglais.

MONOGRAPHIES. — L'ouvrage de M^{lle} A. GOBERT, qui lui a valu le titre de docteur en droit, est bien supérieur aux thèses ordinaires et témoigne d'une solide culture historique². L'information est étendue et louable, quoiqu'on puisse faire des objections à l'utilisation des mémoires de Fouché, de Grégoire et de Bourrienne, sans qu'une discussion critique soit instituée sur les renseignements qu'on en a pu tirer. Certains faits, comme le Conseil privé du 3 floréal an XII, auraient mérité d'être mis en meilleure lumière. Le point de vue est peu favorable au Directoire et aux assemblées du Consulat. On ne peut reprocher à M^{lle} Gobert de ne pas avoir refait l'histoire du Directoire, puisque ce sont les seules assemblées consulaires qu'elle a prises en considération. Pourtant, leur faiblesse a la même source que celle du premier : cette bourgeoisie éclairée et libérale ne se soucie pas du peuple, sinon pour s'en méfier et pour le mépriser ; dès lors, elle n'a plus qu'à s'incliner devant la dictature militaire. On peut souhaiter que l'histoire d'un parti parlementaire ne soit jamais isolée du milieu social qui seul peut permettre d'en expliquer complètement la politique.

M. Ed. PERRIN a retracé quelques-unes des aventures, sous le Consulat, d'un agent royaliste du sud-est, l'abbé Rougier³. Cet homme avait un passé révolutionnaire que M. Perrin n'a pas élucidé complètement. On le retrouve à Gap sous le Consulat, aux ordres du marquis de Puyvert. M. Barruol cite son nom dans le livre dont nous avons parlé plus haut. L'étude de M. Perrin est donc un complément utile de l'histoire des conspirations du sud-est.

M. P. LEVILLIOT a décrit avec beaucoup de soin et en utilisant des documents inédits l'état d'esprit des Alsaciens en 1815⁴. Ils regrettaient l'Empereur, sauf le clergé ; le rapport du préfet Kergariou, en mars 1815, ne dissimule pas leurs sentiments et ils ne changèrent pas après Waterloo. Ils souffraient dans leurs intérêts, à cause de la réadaptation économique qu'entraînaient

1. *Napoleon and his family ; the story of a corsican Clan* ; t. II : *Madrid-Moscow, 1809-1813*. Londres, George Allen and Unwin, 1928, xv-384 p., 15 illustrations ; prix : 18 s.

2. *L'opposition des assemblées pendant le Consulat, 1800-1804*. Paris, Sagot et C^{ie}, 1925, in-8°, 419 p.

3. *Un agent royaliste sous le Consulat*. Saint-Étienne, édition des « Amitiés foréziennes et vellaves », 1925, in-8°, 59 p.

4. *L'Alsace en 1815*. Impr. du *Journal de Thann*, 1928, in-8°, 91 p. ; extrait de la *Revue d'Alsace*.

les bouleversements territoriaux. Ils redoutaient qu'on ne portât atteinte à l'œuvre sociale de la Révolution. L'invasion leur coûta particulièrement cher. Bref, ils se montrèrent « aussi bons Français que mauvais royalistes ».

M. P. VIARD a exposé le résultat de ses recherches sur la conscription napoléonienne dans le département du Nord¹. C'est un sujet très important et très neuf. Le Nord, très peuplé (800,000 habitants), fut lourdement frappé : Napoléon lui a pris probablement 50,000 hommes. Sous le Consulat, on tâtonna quant au régime à instituer pour la répartition du contingent et pour les opérations du recrutement. Les conseils locaux conservaient un rôle important, surtout les conseils municipaux. A partir de l'an XIII, le préfet, le sous-préfet et le conseil départemental de recrutement accaparent à peu près tous les pouvoirs. Le contingent imposé est réparti par le préfet entre les cantons ; le sous-préfet groupe les états dressés par les municipalités et établit la liste provisoire des assujettis, entre lesquels il procède au tirage au sort. Avant l'an XIII, on laissait les municipalités former cette liste et on ne les obligeait pas à employer nécessairement le sort. On a donc passé de nouveau sous le Consulat par les mêmes étapes qu'au début de la Révolution ; de 1791 à la levée des 300,000 hommes, les municipalités aussi se procurèrent à leur gré les hommes qu'on exigeait d'elles : les abus qui en résultaient avaient obligé la Convention à établir le service obligatoire et le Directoire la conscription. Après le tirage au sort, les conscrits étaient classés dans l'active, la réserve ou le dépôt, d'après leur rang et leur situation de famille ; les hommes mariés ou pères de famille étaient exempts, comme en l'an II. Le Conseil de recrutement dressait la liste définitive : il appréciait les cas médicaux d'exemption et agréait les substitutions sollicitées par les conscrits assez riches pour s'acheter un remplaçant. L'examen détaillé des cas d'espèces a permis à M. Viard de montrer les difficultés administratives qu'il fallait vaincre, à cause, notamment, des lacunes de l'état civil, des fraudes, des levées précipitées et multiples, sans compter l'intervention des personnages influents et les modifications que l'autorité centrale apportait arbitrairement à ses propres instructions et même à la loi.

Le livre de M. J. BOREL sur Gênes au temps de Napoléon² est le seul que nous ayons à citer pour ce qui concerne les pays réunis, à l'époque impériale, l'ouvrage de M. Capot-Rey sur la Sarre ayant été mentionné plus haut. M. Borel a utilisé les lettres des préfets et l'officielle *Gazetta di Genova* ; mais il n'a pas exploré les Archives nationales ; il publie des extraits de ses documents et parle lui-même le moins possible. Il a eu la bonne idée de dresser, en appendice, la liste analytique des lettres de Napoléon relatives à Gênes, d'après la Correspondance publiée sur l'ordre de Napoléon III. Mais n'en

1. *Études sur la conscription napoléonienne ; la désignation des « conscrits prêts à marcher » de 1800 à 1813 dans le département du Nord*. Lille, Camille Robbe, 1924, in-8°, 48 p. ; extrait de la *Revue du Nord*.

2. *Gênes sous Napoléon I^{er}*. Paris-Neuchâtel, éditions V. Attinger, 1929, in-8°, 230 p.

existe-t-il pas d'autres dans les publications complémentaires? Les différents chapitres donnent quelques indications sur l'hostilité de l'aristocratie et du clergé, sur l'introduction des principes administratifs français, sur la crise de 1814 et sur l'annexion au Piémont. On regrettera que les renseignements ne soient pas plus abondants sur l'activité du port, dont la décadence profonde, signalée par M. Tarlé dont l'ouvrage est cité plus loin, contraste avec l'activité qui se manifestait encore à l'époque de la Révolution. L'essai de M. Borel préparera néanmoins les voies à l'historien qui, nous l'espérons, fera bientôt l'histoire de la Ligurie française.

M. P. ROQUES a réuni en brochure les articles qu'il avait consacrés en 1914, dans la *Revue militaire générale* : la biographie des généraux prussiens de l'époque napoléonienne : Blücher, Scharnhorst, Gneisenau. Ces études, dépourvues de références, donnent une idée claire des caractères respectifs de ces hommes de guerre¹.

BIOGRAPHIES. — M. P. SABOR a écrit sur Masséna et sa famille un livre qu'on peut donner en modèle, car il est documenté avec un soin exemplaire². Cependant, il n'a pu se procurer aucun renseignement nouveau sur les navigations de Masséna qui précédèrent son engagement au Royal-Italien en 1775. Mais il repousse la légende qui le représente comme se livrant, de 1789 à 1792, à la contrebande. Masséna, en effet, quitta le service le 3 août 1789, se maria le 10 et devint aussitôt instructeur de la garde nationale d'Antibes, tout en subsistant d'un petit commerce de fruits et d'épicerie. La guerre commencée, M. Sabor le suit jusqu'au siège de Toulon. Parmi les parents du futur maréchal, il nous fait connaître quelques figures bien curieuses, notamment François Masséna, son cousin germain : ancien savonnier à Nice, sans ressources définies en 1789, il prit parti pour les Français en 1792, se fit nommer « capitaine des guides » par Anselme, en profita pour se livrer à des exactions qui le firent mettre en prison, s'évada, gagna Gênes et fut porté émigré ; Masséna le fit rayer en l'an VII, nommer commissaire des guerres et membre de la Légion d'honneur ! Mais, en l'an XIV, il fut destitué pour concussion et condamné à rembourser 80,000 francs à l'État. Il sut très mauvais gré à son illustre parent de n'avoir pas réussi à le faire réintégrer. Il est vrai que le maréchal n'avait pas qualité pour lui faire la morale, hélas !

Le livre de M. H. MALO sur la duchesse d'Abrantès nous décrit la cour consulaire et impériale et nous révèle quelques-uns de ses scandales³. C'est une

1. *Adversaires prussiens de Napoléon, Blücher, Scharnhorst, Gneisenau* ; préface du général DE LACROIX. Paris, Berger-Levrault, 1928, in-8°, vii-78 p.

2. *Masséna et sa famille*. Aix-en-Provence, éditions de la revue « Le Feu », 1926, in-8°, viii-471 p., 33 gravures ; bibliographie importante.

3. *La duchesse d'Abrantès au temps des amours*. Paris, Émile-Paul, 1927, in-8°, 256 p. ; prix : 12 fr.

triste histoire que celle de Junot, beau soldat, mais peu intelligent et incapable d'adaptation, que la faveur aveugle de Bonaparte a couvert d'or et, de la sorte, incurablement gâté : en 1812, ce n'est plus qu'un fantoche et en 1813 il sombre dans la folie. Sa femme montre plus de souplesse ; mais, comme son mari, jette l'argent par les fenêtres : quand finit l'aventure, elle a quatre enfants et 1,400,000 francs de dettes ; sa grande passion pour Metternich a contribué à détraquer la raison de son mari, d'ailleurs plus volage encore ; peu après, elle s'est prise d'ailleurs d'une passion non moins violente pour Maurice de Balincourt qu'elle a disputé aux dames de la cour, à Pauline naturellement, mais aussi à la sensible Hortense et à plusieurs autres. C'est un livre qui fait pardonner à Napoléon son mépris pour les hommes... et pour les femmes.

La biographie du prince de Pückler-Muskau que retrace agréablement M. A. EHRHARD n'intéresse l'histoire de l'Empire que par ses premiers chapitres¹. Pückler, né en 1785, était fils d'un seigneur de Lusace, mais sa grand-mère maternelle était une La Tour du Pin-Montauban. Ses parents ne s'entendaient pas et son éducation fut lamentable. Officier à Dresde, il mena une vie extravagante ; perdu de dettes, il finit par donner sa démission et mena une vie errante ; il visita la France du sud-est en 1808. En 1812, il rentra au service et, en 1817, épousa la fille divorcée du prince de Hardenberg. On le voit au Congrès d'Aix-la-Chapelle ; puis, ayant divorcé, il cherche femme en Angleterre, se lie à Bettina d'Arnim et, chemin faisant, lance, après 1830, des publications libérales. L'ouvrage de M. Ehrhard sera très utile à ceux qui voudront décrire la haute société de cette époque et le mouvement libéral allemand.

HISTOIRE RELIGIEUSE. — M. l'abbé G. CONSTANT a écrit sur l'histoire de l'Église catholique en France pendant le gouvernement de Napoléon Bonaparte un manuel qui rendra de grands services², car M. Constant est bien informé et ses bibliographies sont abondantes et précises. Toutefois, on doit dire que son ouvrage ne répond pas pleinement à son titre et ne laisse pas de décevoir beaucoup le lecteur. Car il n'étudie pas la vie de l'Église de France pendant cette période, mais seulement les rapports de l'Église catholique et de l'État, du pape et de Napoléon, consul et Empereur. Pourtant, le gouvernement du clergé par Napoléon, les avantages qu'il lui a accordés, la reconstitution progressive du personnel, du culte, de la propagande, des congrégations, de l'enseignement catholique, les démêlés de ce dernier avec l'Université ne sont pas d'un moindre intérêt. Le rôle du catholicisme dans le mouvement des idées et la littérature méritait aussi l'attention. Tel que M. Constant

1. *Le prince de Pückler Muskau* ; I : *De l'aube au zénith, 1785-1834*. Paris, Plon, s. d. [1927], in-8°, 273 p.

2. *L'Église de France sous le Consulat et l'Empire, 1800-1814*. Paris, Gabalda, 1928, in-8°, xxix-396 p. (*Bibliothèque de l'Enseignement de l'histoire ecclésiastique*.)

l'a délimité, on peut même ajouter que les proportions de l'ouvrage ne sont pas pleinement satisfaisantes non plus. Après une introduction de 25 pages sur la Révolution, il en consacre 220 au Concordat et à sa mise en vigueur, et seulement 82 à la période qui va de 1804 à 1813.

L'introduction prête parfois à la discussion. M. Constant exagère sûrement les progrès de l'impiété à la fin de l'ancien régime : elle n'avait pas gagné le peuple autant qu'il le croit. N'aurait-il pas fallu dire un mot des cahiers ? Comment avancer que la conception d'un État maître de la religion est « encyclopédiste » ? Pourquoi attribuer encore la Constitution civile aux gallicans et aux jansénistes ? Pour les gallicans, passe encore, bien qu'ils se soient divisés sur la question. Mais pour les jansénistes la thèse est abandonnée¹. Pour le Concordat, M. Constant attribue la conduite de Bonaparte au sentiment religieux et à ses vues sociales. Sur le premier, on lui objectera qu'il ne manque pas de propos tout opposés à ceux qu'il invoque ; en admettant que Bonaparte eût gardé, de son éducation première, un certain penchant pour le catholicisme, on doutera toujours qu'il eût hésité à passer outre si c'eût été son intérêt. Quant à ses vues d'homme d'État, c'est trop peu, au goût de l'historien, de rappeler qu'à ses yeux il n'y avait pas de morale sans religion et de citer son propos : « L'inégalité des fortunes ne peut subsister sans religion ». Quand on réfléchit à l'usage qu'il a fait du catéchisme et au rôle qu'il attribuait au clergé, on est obligé de conclure que son dessein immédiat était politique : la religion devait préparer des sujets dociles et fidèles. Ce qui l'a donc déterminé avant tout, c'est que les prêtres réfractaires étaient, plus ou moins consciemment, les auxiliaires les plus précieux de la réaction d'ancien régime et des royalistes dont une partie au moins avait partie liée avec l'étranger. M. Constant reproduit lui-même ce propos caractéristique de Bonaparte : « Cinquante évêques émigrés et soldés par l'Angleterre conduisent aujourd'hui le clergé français² ». Ces prélats émigrés, en se sacrifiant pour le roi, s'étaient aussi sacrifiés pour le pape, qui pourtant les abandonna : il est difficile de croire que l'éclatante victoire remportée sur les gallicans, par la grâce du premier consul, n'ait pas grandement contribué à décider Pie VII³. L'ouvrage étant destiné aux étudiants et au grand public, on eût désiré que M. Constant mit semblables faits mieux en lumière ; on eût souhaité aussi qu'un chapitre synthétique résumât les avantages et les sacrifices respectifs des deux parties.

M. V. GIRAUD, dans le second volume de son ouvrage sur le christianisme de Chateaubriand, a étudié un épisode, et non le moins important, de ce réveil

1. Voir, par exemple, l'article de M. CONSTANTIN dans le *Dictionnaire de théologie catholique* de VACANT et MANGENOT.

2. Voir aussi la note de Bernier, reproduite p. 78.

3. M. Constant a noté le fait, p. 80, mais, en passant et en se contentant de dire que Bonaparte porta un grand coup au gallicanisme sans examiner si le pape n'a pas attaché du prix à l'accroissement d'autorité qui en devait résulter pour lui.

religieux dont M. Constant n'a dit que peu de chose¹. La partie essentielle du livre concerne le *Génie du christianisme*, qui remet le catholicisme à la mode au moment où Bonaparte en refaisait un instrument de gouvernement. On trouvera peut-être que l'auteur exagère sinon l'influence, du moins la valeur de l'œuvre. Il suit Chateaubriand jusqu'à sa mort et outrepassé légèrement les limites du sujet en examinant le rôle politique de Chateaubriand. C'est la partie la plus faible de l'ouvrage ; la politique extérieure du vicomte aurait mérité d'être mieux caractérisée.

M. E. AUBRÉE a écrit, avec piété et tendresse, un petit volume sur les sœurs de Chateaubriand ; il y a réuni nombre de détails anecdotiques et de documents inédits ou peu accessibles².

HISTOIRE ÉCONOMIQUE. — M. F. PONTEIL a décrit la situation économique du Bas-Rhin³ au lendemain de la Révolution française à l'aide de la statistique du préfet Laumond, des travaux locaux et de documents inédits qu'il a recherchés aux Archives nationales et dans celles du Bas-Rhin. Il conclut que la situation sous le Consulat marquait une régression certaine par rapport à l'ancien régime, tant au point de vue agricole qu'au point de vue industriel et commercial. Il nous semble que la réadaptation de l'Alsace aux nouvelles conditions du commerce constituait le problème essentiel. L'Alsace, avant 1789, était pays étranger au point de vue douanier : son principal marché était l'Allemagne et Strasbourg était un centre de transit très important entre la Suisse et l'Allemagne du Sud, d'une part, et, de l'autre, les Pays-Bas. Sous l'Empire, l'Alsace devait retrouver sa prospérité et, comme on l'a dit plus haut, elle regretta vivement le régime napoléonien.

On lira avec le plus grand intérêt le livre de M. E. TARLÉ⁴, qui est fondé sur des recherches considérables dans les archives de Milan et de Paris. L'auteur y a trouvé des indications statistiques auxquelles il accorde une valeur, non mathématique assurément, mais relative et, telle quelle, susceptible de caractériser l'économie du royaume d'Italie par rapport aux autres pays et de mettre en lumière le sens des modifications. Toutefois, les statistiques douanières se bornent à indiquer les valeurs et ne disent rien des quantités ;

1. *Le christianisme de Chateaubriand* ; t. II : *L'évolution*. Paris, Hachette, 1928, x-342 p. Nous n'avons pas le tome I entre les mains.

2. *Lucile et René de Chateaubriand chez leurs sœurs à Fougères*. Paris, Champion, 1929, in-8°, 160 p. ; le livre est joliment illustré. M. Aubrée ne paraît pas être aussi parfaitement au courant de l'histoire générale qu'on le souhaiterait. A la page 53, il envisage sans frémir l'idée que la Société populaire de Fougères pût encore exister en 1816 et il concède qu'à cette date elle « devait être bien modérée » !

3. *La situation économique du Bas-Rhin au lendemain de la Révolution française*. Strasbourg, Impr. alsacienne, 1927, in-8°, 171 p., 1 carte (Collection d'études sur l'histoire du droit et des institutions de l'Alsace, publiée par la Faculté de droit et de sciences politiques de la Faculté des lettres de Strasbourg, fasc. III).

4. *Le blocus continental et le royaume d'Italie ; la situation économique de l'Italie sous Napoléon I^{er}, d'après des documents inédits*. Paris, Félix Alcan, 1928, in-8°, xii-377 p. ; prix : 40 fr.

or, M. Tarlé ne donne, par ailleurs, aucune indication sur les prix. Voilà donc des tableaux assez difficiles à interpréter. En outre, on ne voit pas qu'il soit tenu compte des variations de la production agricole.

Le sujet du livre est double : M. Tarlé n'étudie pas seulement les effets du blocus, mais aussi la situation économique du royaume. Aussi son ouvrage sera consulté par le géographe et l'économiste aussi bien que par l'historien. Par exemple, on y trouvera des renseignements intéressants sur le rôle des modifications de frontières dans les rapports commerciaux.

Mais l'objet principal de M. Tarlé est de montrer que Napoléon, non content d'imposer au royaume la conscription et d'accroître ses charges financières¹, l'a exploité systématiquement au point de vue économique. D'abord, il lui a imposé le blocus et ses conséquences ordinaires : privation des denrées coloniales, ruine de la marine marchande et des ports ; au XVIII^e siècle, l'Angleterre était maîtresse des marchés lombard et vénitien : elle achetait toute la soie, elle fournissait toutes les cotonnades. D'autre part, Napoléon a regardé le royaume comme une colonie : il entend que l'industrie française y puise toutes les matières premières qui lui sont nécessaires et y écoule ses produits ; il réserve à la France le blé italien.

Mais, d'abord, M. Tarlé reconnaît qu'en somme le blocus n'a pas causé grand dommage à l'industrie du royaume, qui travaillait surtout pour le marché intérieur. On ne voit pas dans ses tableaux que le commerce ait diminué ; c'est même le contraire qui est vrai. Et la balance commerciale n'est pas défavorable. Le blocus a eu seulement pour résultat de substituer la France à l'Angleterre et d'unir étroitement l'économie du royaume à celle de l'Empire. Ce résultat a été, il est vrai, pour les Italiens, un manque à gagner : le blocus aurait pu favoriser, comme en France, certaines industries, tandis qu'il n'a profité qu'à l'Empire. Mais l'industrie italienne, faible, routinière, exercée principalement à domicile, n'était pas prête à remplacer promptement les produits anglais.

En second lieu, il faut objecter à M. Tarlé qu'il raisonne comme si la France, en accaparant le marché italien, avait accru le sien. Il aurait fallu observer qu'elle avait, en réalité, perdu contact avec le Levant et avec les Antilles ; que l'Espagne lui a été bientôt fermée, sans parler de l'Angleterre même. Le marché italien n'a même pas compensé les pertes. Il semble que Napoléon ait cherché beaucoup moins à enrichir la France aux dépens du royaume qu'à demander à ce dernier de prendre sa quote-part des sacrifices que sa politique imposait nécessairement à tous les pays qui lui étaient soumis ; l'économie est subordonnée ici aux exigences de la guerre et au salut public. Bien entendu, pour l'opinion italienne, ce n'était pas une consolation.

G. LEFEBVRE.

1. Sur ce point, l'auteur aurait pu prendre en considération les observations de M. Pingaud. L'argent exigé du royaume aurait été dépensé en grande partie dans le pays même.

HISTOIRE DE RUSSIE

TRAVAUX DES SAVANTS RUSSES ÉMIGRÉS

(1918-1928)

En essayant de passer en revue l'œuvre historique des savants russes émigrés accomplie au cours de ces dix dernières années, nous ne doutons pas que cet aperçu ne soit incomplet. Il est impossible de faire ici un dénombrement complet : les savants russes qui ont dû quitter leur patrie à la suite de l'avènement du régime bolchéviste se sont dispersés dans de nombreux pays de toutes les parties du monde, et leurs travaux, livres et articles, sont publiés non seulement dans les principaux centres intellectuels de l'Europe et de l'Amérique, mais encore aux confins du monde civilisé. Cependant, leur activité scientifique n'a été jusqu'ici enregistrée méthodiquement par personne, et il est particulièrement difficile aujourd'hui de retrouver tous leurs articles disséminés dans les différents périodiques, spécialisés ou non, qui paraissent dans les pays européens et aux États-Unis.

Le professeur A. V. FLOROVSKI (Odessa-Prague¹) a dernièrement fait un travail bibliographique très utile et fort remarquable dans une brochure publiée en français — *La littérature historique russe : émigration; compte-rendu, 1921-1926*² — qu'il a bien voulu nous autoriser à utiliser pour nous guider dans notre étude. Mais ce guide lui-même ne prétend pas être exhaustif, et on peut, certes, affirmer que toute une série de travaux y a été passée sous silence.

Néanmoins, la revue des travaux que nous offrons ici à l'attention du lecteur présente, nous semble-t-il, un certain intérêt. Elle indique l'essentiel et suffit à prouver que les historiens russes émigrés, contraints de travailler dans les conditions les plus diverses, parfois pénibles et défavorables, déploient, malgré tout, une activité scientifique intense, dont les résultats sont très appréciables. Nul doute que les publications scientifiques russes seraient encore plus abondantes, si l'état actuel du marché mondial des livres ne rendait si difficile aux émigrés russes l'impression de leurs travaux.

I. THÉORIE DE L'HISTOIRE. — Plusieurs ouvrages ont été consacrés à la théorie de l'histoire. Parmi eux, les travaux du professeur BITZILLI (Odessa-

1. J'indique entre parenthèses à côté du nom de chaque auteur le nom de la ville russe où il exerçait son activité enseignante et scientifique avant la révolution bolchéviste, et celui de la ville où il se trouve maintenant. Pour tous les ouvrages qui ne sont pas en russe, j'indique la langue.

2. Prague, 1929.

Sofia) sont les plus remarquables. Son ample *Essai sur la théorie de la science historique*¹ examine les tendances les plus nouvelles de la pensée philosophico-historique. Ce traité substantiel, écrit d'un style nerveux, est principalement consacré au revirement dans les conceptions fondamentales de la pensée historique qui est lié aux idées de Windelband et de Rickert et qui aboutit à la substitution de la méthode individualisatrice à la méthode générique. L'auteur examine par le menu le fondement philosophique de la méthode individualisatrice, en faisant ressortir ses avantages, mais en notant aussi les difficultés théoriques qui lui sont inhérentes. *La philosophie de l'histoire*² du professeur KARSAVINE (Petrograd-Kovno) présente un tout autre caractère. L'auteur y expose son propre système philosophique, qu'il nomme la métaphysique du panmonisme ; du point de vue de cette conception de l'univers, il se livre à un essai paradoxal de représenter la vie historique du genre humain comme s'écoulant en dehors de la loi de causalité. M. BERDIAEV (Moscou-Paris), qui n'est pas un historien, mais un métaphysicien, développe aussi dans *Le sens de l'histoire*³ une interprétation très singulière de l'histoire universelle en proposant de la considérer comme une parcelle du plan divin, fixé d'avance par la Providence, de l'histoire une de tout l'univers visible et invisible. En historien, entièrement étranger à un semblable état d'esprit et à des opinions aussi romantiques et métaphysiques, le professeur VIPPER (Moscou-Riga), dans *Le mouvement cyclique de l'histoire*⁴, entreprend d'un tout autre point de vue de caractériser l'évolution historique en général et, en particulier, la période contemporaine de la civilisation mondiale. Partant de l'idée du caractère périodique de l'évolution historique, il pense que la civilisation actuelle est entrée dans une période de crise analogue à celle de la décadence de l'empire romain. Les trois fondements de la civilisation actuelle — l'industrialisme, le capitalisme, l'impérialisme — sont, d'après lui, sur leur déclin et, avec eux, le système de centralisation étatique qui est à la base de l'ordre politique et social des États modernes. Ce n'est ni le socialisme, ni le communisme qui triompheront et prendront leur place, car l'un et l'autre n'offrent qu'une caricature de l'ancien monde capitaliste et industriel. Comme cela a déjà eu lieu à l'époque de la décadence de l'Empire romain et au début du Moyen Age, la renaissance de la civilisation se fera par la dispersion des organismes publics colossaux en petites cellules, en unions particulières et autonomes, en associations coopératives, corporatives, religieuses, etc., qui prendront sur elles la majeure partie de l'administration, aujourd'hui concentrée dans les organes du pouvoir étatique.

II. HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA RUSSIE. — De tous ces jugements, de ces

1. *Očerki teorii istoriceskoj nauki*. Prague, 1925.

2. *Filosofia istorii*. Berlin, 1923.

3. *Smysl istorii*. Berlin, 1923.

4. *Krugovorot istorii*. Berlin, 1923.

prophéties, de ces généralisations synthétiques, exposées sous une forme littéraire brillante et fondées sur une vaste érudition, mais issues de principes fondamentaux très discutables, passons aux monographies spéciales qui donnent l'analyse détaillée de diverses questions historiques et aux traités généraux qui font la somme de nos connaissances en cette matière et rapportent les résultats des dernières recherches.

L'*Histoire de Russie, 882-1917*¹, du professeur Chmourlo (Youriev-Rome-Prague) est un excellent précis, dense et clair, où sont passés en revue les processus fondamentaux de la vie historique russe au cours de leur développement successif. L'auteur a su donner une vue d'ensemble à la fois brève et complète. Les principales étapes de l'évolution historique de la Russie sont marquées nettement, avec beaucoup de justesse et de savoir. L'énumération à la suite de chaque partie du livre des « monuments de la civilisation russe », c'est-à-dire des chefs-d'œuvre de la littérature et des arts, des productions des hommes de science, des poètes et des artistes, des établissements d'enseignement, des vestiges du passé ayant un intérêt historique, etc., est une source précieuse de renseignements. Dans son *Introduction à l'histoire de Russie*², le même auteur essaie de caractériser d'une façon générale les facteurs essentiels de la vie historique de la Russie, tout comme le fait dans son *Esquisse de l'histoire de la Russie* le professeur VERNADSKY³. Mais, tandis que les ouvrages de M. Chmourlo sont des vues d'ensemble sérieuses, scientifiques et objectives, le livre de M. Vernadsky n'est qu'un pamphlet qui veut présenter l'histoire de Russie dans un raccourci conforme à la doctrine « eurasique ». Les disciples de cette doctrine veulent prouver que les bases historiques de la vie russe ont leurs racines dans la culture asiatique. Ils se posent en ennemis de la civilisation occidentale, qui, prétendent-ils, leur est étrangère. Le livre de M. Vernadsky est construit sur une interprétation tendancieuse et artificielle des événements de l'histoire russe du point de vue de l'eurasisme. On doit au professeur B. E. NOLDE (Petrograd-Paris) un autre essai d'interprétation générale de l'évolution historique de la Russie. Il l'a exposé dans des *Réflexions sur le développement politique de la Russie*, parues en français dans la revue *Le Monde slave* de février-mars 1927 ; synthèse remarquable, mais fondée sur une affirmation qui ne résiste pas à la critique dans l'état actuel de la science historique russe. L'auteur veut prouver qu'il n'y a jamais eu, dans la vie historique de la Russie, qu'un seul facteur de création, le pouvoir, dont les ordres étaient facilement acceptés par la masse de la population. Celle-ci aurait invariablement joué le rôle d'élément docile et plastique entre les mains du pouvoir. Tout serait venu d'en haut, rien d'en bas. L'auteur du présent bulletin a réfuté cette opinion,

1. *Istorija Rossii 882-1917*. Munich, 1922.

2. *Vvedenie v russkiju istoriju*. Prague, 1924.

3. *Načertanie russkoj istorii*. Prague, 1927.

en s'appuyant sur des faits, dans un article des *Annales contemporaines, Conceptions générales de l'histoire de Russie dans la littérature contemporaine*¹.

Le professeur J. LAPPO (Youriev-Prague) a donné un aperçu général de l'historiographie russe dans une esquisse, *L'évolution de la science historique russe*, publiée dans la *Revue historique tchèque*, de Prague². A. KIZEVETTER (Moscou-Prague) a fait paraître deux essais sur les ouvrages scientifiques de Klioutchevsky, l'un dans la *Slavonic Review*, l'autre dans un volume, *Les créateurs de la civilisation russe*³.

III. HISTOIRE DE RUSSIE PAR PÉRIODES. — Voici maintenant, par ordre chronologique d'époques, les monographies spéciales et les articles sur des points particuliers de l'histoire de la Russie.

1. *Préhistoire et temps primitifs*. — Aux temps préhistoriques se rapporte l'ouvrage de M. TOL, *Les Scythes et les Huns*⁴, précis d'ensemble des migrations et des heurts mutuels des diverses hordes asiatiques à l'époque des Scythes et des Huns.

Plusieurs travaux ont été consacrés à la question de l'origine de la Russie, objet, depuis près de cent cinquante ans, d'une querelle interminable dans la littérature scientifique russe. *Les origines de la Russie*⁵ de M. BIELAEV et l'article de M. BRIANTCHANINOV, paru sous le même titre, en français, dans la *Revue des questions historiques*, en 1925, sont plutôt des œuvres de dilettantes. Mais on trouve des considérations historiques dignes d'attention sur l'origine et la signification du mot « Rouss » (Russie) et les conditions d'apparition des principautés Varègues parmi les Slaves russes, dans une série d'autres articles : ceux des professeurs A. FLOROVSKY (Odessa-Prague) et POGODINE (Kharkov-Belgrade), et de M. MOCHINE dans les *Mélanges Zlatarsky*⁶; de M. POGODINE encore, *La patrie des Slaves et l'origine de l'État russe*, dans le recueil d'études philologiques et linguistiques offert au professeur BELITCH⁷ et *La question de la restauration linguistique sous Vladimir*; dans les *Travaux de savants russes à l'étranger*⁸; du professeur BRAUN — *Les Varègues en Russie* — dans la revue *La Conversation*⁹ et, en allemand, *Das historische Russland im nordischen Schrifttum des X-XIV Jahrhunderts*, dans *Mogk Festschrift*¹⁰.

1. *Sovremennaya Zapiski*, XXXVII. Paris, 1928. Cet article a été résumé dans *Le Monde slave*, février 1929.

2. *Nástin vyvoje ruské historické vědy*, dans *Český časopis historický*, 1922.

3. *Klyuchevsky and his course of russian history*. *Slavonic Review*. Londres, 1923, III; *Zoście russoj kultury*. Prague, 1926.

4. *Skify i Gunny*. Prague, 1928.

5. *Náčalo Rusi*. Prague, 1925.

6. *Sbornik v čest prof. Zlatarskago*. Sofia, 1925.

7. *Sbornik filoložkich i lingvističkich studija A. Beliču*. Belgrade, 1921.

8. *Trudy russskykh učenykh za granicej*, II. Berlin, 1923.

9. *Besěda*, t. VI. Berlin, 1925.

10. Halle, 1924.

Un texte khazar du x^e siècle, découvert en 1912 par l'hébraïsant Chekhter, a donné lieu à un travail de M. BROUTZKOUS, *Lettre d'un juif khazar du X^e siècle. Données nouvelles sur l'histoire de la Russie méridionale à l'époque d'Igor*¹, et à un article de M. MOCHINE dans le *Recueil de la Société archéologique russe dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes*². Pour M. Mochine, le prince russe Khalgou, dont parle le document, ne peut être le célèbre Oleg, mais doit être le souverain d'une principauté russe qui se serait formée sur le Taman dans le pays des Khazars; le document parlerait non de l'expédition d'Oleg contre Byzance, comme le pensaient l'académicien Kokovtsov et le professeur Pakhromenko, mais d'une attaque du prince de Taman contre la ville khazare de Kertch, provoquée par l'enchevêtrement complexe des rapports internationaux entre Byzance, les Khazars et le pays de Kiev dans les années quarante du x^e siècle. — Dans les *Mémoires de la Société d'histoire russe de Prague*³, le professeur CHMOURLO a publié une étude critique sur la question controversée de l'époque et du lieu de baptême de saint Vladimir. Il réfute l'hypothèse d'A. Chakhmatov, d'après qui Vladimir se serait fait baptiser non à Korsoune mais à Kiev, deux ans avant son expédition contre Korsoune; après un examen minutieux de la controverse érudite sur cette question, il pense que la réception du catéchumenat, premier pas vers le baptême, a pu avoir lieu à Kiev avant l'expédition contre Korsoune, mais que le baptême lui-même s'est néanmoins passé à Korsoune vers l'an 900. — Dans les *Mémoires scientifiques de la Commission russe d'études de Prague*⁴, le professeur Vernadsky a publié une note au sujet de l'influence sur la *Rousskaïa Pravda* du recueil byzantin *Ecloga ad prochirom mutata* et sur la manière dont ce recueil a été consacré à l'étude des anciennes annales russes. — En 1924 a paru à Berlin un ouvrage posthume : *Les rédacteurs de chroniques russes et leurs sources, notamment les sources juives*⁵, où M. BARATZ a démontré que, parmi les auteurs des anciennes chroniques russes, il s'en rencontre d'origine juive, ce qui expliquerait la grande ressemblance de nombreuses chroniques russes avec des textes juifs bibliques et post-bibliques. L'auteur fait preuve d'une grande érudition, mais ses démonstrations abondent en explications forcées et en interprétations erronées des faits. E. PERFETZKY (Kiev-Bratislava) a publié dans les travaux de la Faculté de philologie de l'Université de Komenský de Bratislava une étude sur *Les chroniques russes et leurs rapports mutuels*⁶, où il se propose de déterminer les rapports qui existent entre les divers recueils de

1. *Pismo khazarского еврея X в. Novyya dannyya dlja istorii južnoj Rusi v epokhu Igorja*. Berlin, 1924.

2. *Sbornik russkago arkheologičeskago obščestva v korolevstve S. H. S.* Belgrade, 1927.

3. *Zapiski russkago istoričeskago obščestva v Pragě*. Prague, t. I, 1927.

4. *Učenyja zapiski russkoj učebnoj kollegii v Pragě*, t. I, fasc. 2. Prague, 1924.

5. *Redaktory russkikh letopisei i ikh istočniki, preimuščestvenno evrejskie*. Berlin, 1924.

6. *Russkija letopisi i ikh vzaimnyja otnoženija*. Bratislava, 1924.

chroniques russes des ^{xiii}e et ^{xiiii}e siècles. Il essaie d'appliquer à celles-ci les méthodes d'études appliquées à celles des ^xe et ^{xi}e siècles par l'éminent spécialiste des chroniques russes, l'académicien A. Chakhmatov. Si ces recherches ont une certaine importance parce qu'elles sont la première tentative d'orientation dans cette question, les conclusions qu'en tire l'auteur devront être soumises à une sévère vérification critique. Tout autre est le point de vue du professeur M. CHAKHMATOV (Petrograd-Prague), neveu de l'académicien. Dans le premier volume d'un grand *Essai sur l'histoire des anciennes idées politiques russes — La doctrine de la puissance publique chez les chroniqueurs russes de la période prêtatare*¹, il se propose de reconstituer l'idéologie politique des auteurs des anciens recueils de chroniques russes, qui, encore qu'elle n'ait été exposée nulle part sous une forme systématique, se révèle néanmoins dans leurs jugements sur les divers événements et les diverses personnes dont parlent leurs écrits. M. Chakhmatov a accompli un très gros travail pour extraire des chroniques tous les passages où interviennent indubitablement dans le récit des chroniqueurs des tendances politiques déterminées. Sous ce rapport, son livre est très utile ; mais, quand il cherche à déduire de ces extraits une doctrine cohérente et systématique au sujet de la puissance publique, il se voit contraint de recourir à des explications forcées, fondées sur une idée fausse. Il tient les chroniqueurs pour des doctrinaires politiques, ce qu'ils n'étaient nullement. Leur appréciation des événements historiques partait du point de vue général au Moyen Age, celui du providentialisme historique. Mais de là à l'élaboration de théories politiques achevées, il y a encore très loin. En considérant arbitrairement les chroniqueurs comme des penseurs et des théoriciens, Chakhmatov leur attribue une schématisation des idées qui, en réalité, leur est tout à fait étrangère et ne se marque nulle part dans leurs écrits. Après cet ouvrage, il s'est tourné vers l'étude des idées politiques dans la période de l'État moscovite et il a publié dernièrement à Prague, en tchèque, un petit travail sur *l'Idéologie politique de Joseph Volokolamsky*².

A la période des ^{xiii}e et ^{xiv}e siècles se rapportent plusieurs travaux qui constituent un événement très heureux dans la littérature historique. S. POUCHKARIEV (Kharkov-Prague) a donné en tchèque, dans la *Revue des sciences juridiques et politiques*, un essai très substantiel et rigoureusement construit sur l'organisation intérieure et la politique extérieure de l'État de Pskov aux ^{xiv}e et ^{xv}e siècles³. Ce travail, fondé sur l'étude directe des documents, complète de façon précieuse le vieux livre de Nikitsky consacré au même sujet. Il faut noter ensuite trois études historico-biographiques. M. KLEPININE a donné un récit fouillé de la vie du grand prince Alexandre

1. *Opyty po istorii drevne-russkikh političeskikh idei. I : Ucenie russkikh letopiscev do-mongolskago perioda o gosudarstvennoj vlasti*. Prague, 1926 (lithographie).

2. *Politická ideologie Josefa Volokolamského*. Prague, 1928.

3. *Šborník věd právních a státních*. Prague, XXXIV, 1 et 2, 1925.

Nevsky¹. Boris ZAITSEV, auteur connu de nombreux romans et nouvelles d'une haute tenue littéraire, a publié une biographie pleine d'art du fondateur du célèbre monastère de Troitsko-Sergueiev, Serge de Radonège, qui fut mêlé à d'importants événements politiques de son temps². Enfin, M. FEDOROV (Petrograd-Paris) a publié une excellente biographie, *Saint Philippe, métropolite de Moscou*³ : autour de la biographie de ce remarquable dignitaire de l'Église russe du xvi^e siècle, dénonciateur hardi des méfaits d'Ivan le Terrible, qui fut persécuté pour ses accusations et périt de mort violente de la main des Maliouta-Skouratov, chefs des *opritchniki* (gardes du corps), l'auteur brosse avec talent un tableau général de cette époque, et il s'applique minutieusement à éclaircir la politique de lutte d'Ivan le Terrible ainsi que les horreurs de l'*opritchnina*.

2. *L'État moscovite*. — Les travaux consacrés à l'époque de l'État moscovite (xvi^e, xvii^e siècles) sont peu nombreux, mais d'un grand mérite scientifique.

Le gros volume du professeur E. CHMOURLO, *La Curie romaine dans l'Orient orthodoxe russe de 1609 à 1654*⁴, comprend d'abord des documents extraits des archives romaines : Propagande, Vatican, Congrégation de Saint-Jérôme, Buoncompagni, Piombino, ainsi que des bibliothèques vaticane, nationale et Vallicelliane ; ces documents ont trait à l'histoire de la politique faite par la Curie romaine pour soutenir la propagande catholique dans l'Orient russe pendant les années en question ; puis une étude de l'auteur, qui consiste en une série d'analyses éclairant l'histoire des questions auxquelles ils se rapportent. Les documents sont reproduits dans leur texte original, et l'étude, alertement écrite en russe, est, dans un appendice, résumée assez largement en français. Documents et commentaires illustrent des épisodes essentiels de l'histoire des efforts faits par la Curie romaine pour étendre et renforcer l'action de la propagande catholique dans l'État de Moscou. L'importance de cet ouvrage est d'autant plus grande qu'à cet égard l'époque comprise entre l'échec de l'aventure du premier faux Dmitri (1609) et la réunion de la Petite-Russie à l'État moscovite (1654) est précisément la moins connue de toutes. M. Chmourlo met très nettement en lumière le rôle de la Curie dans les guerres russo-polonaises du début du règne de Michel Romanov, alors que Vladislav rêvait encore de conquérir la couronne moscovite. Il apporte aussi des détails curieux sur la situation des uniates russes en Pologne dans la première moitié du xvii^e siècle ; il cite de nombreux faits qui jettent un jour nouveau sur l'attitude de Pierre Moguila

1. *Svatoj i blagovernij knjaz Aleksandr Nevskij* (Le saint et orthodoxe prince Alexandre Nevsky). Paris, 1925.

2. *Svatoj Sergij Radonežskij* (Saint Serge de Radonège). Paris, 1925.

3. *Svatoj Filipp, mitropolit moskovskij*. Paris, 1928.

4. E. Šmurlo, *Rimskaja Kurija na ruskom pravoslavnom vostoké v 1609-1654 godakh*. Prague, 1928.

lors de la tentative d'union universelle de 1638-1648 et, dans une remarquable esquisse consacrée à Georges Krijanitch¹, il trace de ce panslaviste du xvii^e siècle un portrait littéraire et psychologique extrêmement intéressant ; il porte sur son œuvre et son action, si diversement commentées, un jugement qui nous semble très juste.

Les deux études du professeur TARANOVSKY (Kiev-Belgrade), *La garantie des droits de la propriété foncière soumise au service dans le régime féodal et monarchique de l'État moscovite* (dans les *Mélanges Balzer*)² et *Les éléments des lois fondamentales dans le code du tsar Alexis Mikhaïlovitch*³, présentent un intérêt primordial pour qui veut connaître la nature de l'État moscovite. En dépit de la conception courante qui voit dans cet État, au xvii^e siècle, un pur régime despotique, Taranovsky montre à la base même du système les éléments d'une monarchie féodale, et il découvre dans la législation russe du xvii^e siècle une série d'actes qui donnent aux sujets du tsar certaines garanties d'inviolabilité des droits de l'individu et de la propriété. Fort peu enclin à idéaliser l'organisation politique de la Russie moscovite au xvi^e siècle, il indique lui-même combien la pratique du temps s'éloignait de la lettre des lois. Ce qu'il cherche, c'est à marquer que la conscience juridique de l'époque n'était pas absolument étrangère aux notions de garanties inviolables de certains droits de l'individu et de la propriété. — M. BOUNAKOV a esquissé un vaste tableau du régime social et politique de l'État moscovite dans un article plein de talent, mais riche en paradoxes, *Les voies de la Russie*, paru dans les *Annales contemporaines*⁴. C'est indiscutablement une idéalisation de la Russie moscovite, mais entreprise dans l'esprit des tendances socialistes et avec une couleur eurasique ; en somme, un essai de publiciste masqué sous l'apparence d'une analyse scientifique⁵. Notons, enfin, une précieuse étude de M. BAGROV sur l'histoire de la cartographie au xvii^e siècle parue dans les *Travaux des savants russes à l'étranger*⁶ et l'article d'A. KIZEVETTER sur un publiciste du xvii^e siècle, Ivan Peresvetov, dans les *Mélanges Struve*⁷. C'est au xvii^e siècle encore que se rapportent en majeure partie les articles de M. MEYENDORF sur l'histoire des rapports anglo-russes, paru dans le même recueil, et d'A. KIZEVETTER sur l'histoire des mouvements paysans en Russie, inséré dans la revue *La Russie paysanne*⁸ ; ces deux

1. Elle avait d'abord paru en italien, sous forme de plaquette, à Rome, en 1926.

2. F. TARANOVSKIJ, *Obezpečenie prav služilago zemlevlâdenija v soslovno-monarkhičeskom stroě moskovskago gosudarstva*, dans *Księga pamiatkowa ku czci Oswald Balzera*. Lwów, 1925.

3. F. TARANOVSKIJ, *Elementy osnovnykh zakonov o Uloženii cara Aleksēja Mihajloviciâ*. Kharbin, 1928.

4. *Sovremennaja Zapiski*, 1927, XXXII, *Puti Rossii*.

5. Voir l'analyse critique de l'article de M. Bounakov dans l'article d'A. Kizevetter, *Conception générale de l'histoire russe dans la littérature contemporaine*, dans les *Sovr-Zapiski*. Paris, 1928, XXXVII.

6. *Trudy russkikh učenykh za granicej*, II. Berlin, 1923.

7. *Sbornik o česti P. B. Struve*. Prague, 1925.

8. *Krestjanskaja Rossija*. Prague, 1923.

articles considèrent aussi les faits correspondants des deux siècles suivants. Citons encore un travail qui a trait simultanément à l'époque de l'État moscovite et au XVIII^e siècle : l'essai de M. B. EVREINOV (Petrograd-Prague) sur la politique coloniale du gouvernement russe dans les bassins de la Volga et de la Kama du XVI^e au XVIII^e siècle, publié dans les *Mémoires de la Société historique russe de Prague*¹. Utilisant aussi bien les travaux antérieurs que les sources originales, il donne un tableau suggestif de l'infiltration de l'État russe dans les confins orientaux de la Russie d'Europe.

3. XVIII^e siècle. — Voici maintenant des travaux qui concernent spécialement le XVIII^e siècle. Le bi-centenaire de la mort de Pierre le Grand a été l'occasion d'aperçus succincts de son œuvre, tels le livre du professeur F. CHMOURLO, *Pierre le Grand et son héritage*², et les articles du professeur P. MILIOUKOV, parus dans les revues *A l'Étranger* et *Le Monde slave*, *Pierre le Grand et sa réforme*³. Dans les *Mémoires de la Société historique russe de Prague* a paru un grand article du professeur E. SPEKTORSKY (Kiev-Belgrade) sur les vues politiques de Pierre le Grand⁴, où sont bien mis en relief le réalisme politique de Pierre, le bon sens de son nationalisme, étranger à tout chauvinisme et à toute idée préconçue, son ardent amour de la Russie, sa conception élevée du devoir de l'État, la subordination volontaire des intérêts personnels du monarque aux exigences du bien public, l'effort pour rapprocher la Russie du reste du monde slave. M. POUCHKARIEV a, sous le titre *Les bases de la politique commerciale et industrielle de Pierre le Grand*, donné, dans la revue tchèque *Sborník věd právnických a statních*, un exposé méthodique des mesures prises par Pierre le Grand dans le domaine de la vie économique de la Russie⁵.

L'époque des successeurs immédiats de Pierre I^{er} n'a presque pas été abordée dans notre période. Seul, A. KIZEVETTER a publié dans les *Annales contemporaines* une étude historique intitulée *Au seuil de la monarchie de la noblesse*, où il insiste sur l'origine du Conseil secret suprême à l'époque de Catherine I^{re}, rectifie quelque peu l'idée que l'on se fait d'ordinaire de cet épisode de l'histoire politique du XVIII^e siècle et analyse le programme social que cet organisme formula au cours de ses travaux⁶. — G. LOZINSKY, dans *Le Monde slave*, a raconté les curieuses aventures de Kantémir, ambassadeur de Russie à Paris en 1741⁷.

Le règne de Catherine II a retenu davantage l'attention. Plusieurs articles ont été consacrés à l'*Instruction* rédigée par elle pour l'assemblée de

1. *Zapiski russkago istoričeskago obščestva v Pragě*, I, 1928.

2. E. CHMOURLO, *Petr Velikij i ego nasledstvo*, Prague, 1925.

3. *Na čužoj storoně*, 1925 (*Le Monde slave*, IV, 1925).

4. *Zapiski russkago istoričeskago obščestva v Pragě*, I.

5. *Sborník věd právnických a statních* (Revue des sciences juridiques et politiques, Prague, 1926).

6. A. KIZEVETTER, *Na porogě dvorjanskoi monarchii*, dans *Sovremennaja Zapiski*, t. XV, 1924.

7. *Le Monde slave*, II et III, 1925.

députés qu'elle réunit en 1767, et qui est un véritable traité sur les vues politiques de l'impératrice. F. TARANOVSKY, qui avait déjà, dans un travail important, réfuté l'opinion courante que Catherine II, dans cette instruction, avait intégralement reproduit les idées de l'*Esprit des Lois*, a publié récemment, dans les *Travaux des savants russes à l'étranger*, une intéressante étude, *Montesquieu en Russie*¹. Il expose les opinions de Montesquieu sur la Russie et marque les divergences fondamentales qui séparent de la doctrine politique de Montesquieu la théorie de Catherine II. — Le professeur FLOROVSKY a consacré au temps de Catherine II quatre articles : dans le premier : *Un légiste français au service de la tsarine Catherine II*², il examine la participation du juriste français de Villiers aux travaux de la Commission législative de 1767. Dans le deuxième : *L'Académie des sciences et la Commission législative de 1767*, il analyse l'instruction donnée par l'Académie à son représentant dans cette Commission³. Le troisième, publié dans les *Travaux scientifiques de l'Université populaire russe à Prague*⁴, est l'examen d'un *Mémoire sur les manufactures*, qui date du début du règne de Catherine II et qu'on attribuait autrefois à la plume de l'impératrice elle-même. M. Florovsky, rejetant cette version, établit que l'auteur est inconnu, mais que Catherine approuva le mémoire et le donna comme instruction au collège des Manufactures. Ce mémoire est d'un grand intérêt historique, car il montre qu'en matière économique la conception physiocratique l'emportait dans les sphères gouvernantes du début du règne de Catherine II. Enfin, dans les *Mémoires de la Société historique russe de Prague*, M. Florovsky publie une note sur une traduction suédoise de l'instruction de Catherine II, parue à Stockholm en 1796⁵. Dans les *Travaux de l'Université populaire russe à Prague*, A. KIZEVETTER a consacré à la doctrine politique exprimée dans l'*Instruction* de Catherine II⁶ un article où il appuie et développe les considérations de Taranovsky sur la divergence qu'il y a entre cette doctrine et les vues de Montesquieu. Le même auteur a, dans la revue *A l'Étranger*, étudié l'histoire de la révolte de Pougatchef sous Catherine II. En exposant la marche de cette révolte, il démontre qu'elle était la réunion de plusieurs révoltes de nature différente, cosaque, allogène (bachkire), paysanne, que tous ces éléments hétérogènes étaient loin d'être solidaires entre eux sur tous les points et que là fut la principale cause de l'échec de l'aventure de Pougatchef⁷. — Le *Novikov* de V. ROSENBERG (Moscou-Prague) est un récit condensé de la vie et de l'action de cet éminent publiciste du temps de Catherine II.

1. *Trudy russkikh učenykh za granicej*, I. Berlin, 1922.

2. *Revue historique de droit français et étranger*, III, 1925.

3. *Učenyja Zapiski (Mémoires scientifiques)*, Prague, 1925.

4. *Naučnye trudy russkago narodnago universiteta v Pragě*, I. Prague, 1928.

5. *Zapiski russkago istoričeskago občestva v Pragě*, I, 1927.

6. *Trudy russkago narodnago universiteta v Pragě*, I, 1928.

7. *Na čužoj storoně*, t. IX. Paris, 1925.

4. XIX^e siècle. — Pour l'époque d'Alexandre I^{er}, il faut tout d'abord signaler le travail de S. MELGOUNOV (Moscou-Paris) : *Œuvres et hommes du temps d'Alexandre*¹. Ce gros volume, qui se présente très bien, est un recueil d'articles consacrés à l'étude soit de personnages de l'époque, soit des idées qui circulaient dans la société du temps ; on y trouve des portraits, Paul I^{er}, Alexandre I^{er}, Barclay de Tolly, Rostopchine, et des tableaux de l'esprit public pendant la période de la guerre de 1813 et dans les dix dernières années du règne d'Alexandre I^{er}, sous le régime d'Arakhtcheïef. L'auteur porte son attention sur la franc-maçonnerie russe, sur le mouvement mystique, sur la réaction gouvernementale et les colonies militaires, sur la préparation du développement d'un état d'esprit d'opposition dans la jeune génération d'alors. En appendice, il critique sévèrement, du point de vue historique, le roman de Merejkovsky, *Alexandre I^{er}*. Le mérite des études de Melgounov est de s'appuyer toutes sur des faits nombreux, pris dans les documents originaux. L'auteur, adversaire décidé de toute idéalisation du passé historique, fait une grande place à la destruction des légendes traditionnelles dans lesquelles les personnages historiques sont embellis et entourés d'une auréole imméritée. Aussi ses articles sont-ils fortement polémiques, mais d'une polémique armée d'arguments de fait et qui se fonde sur les documents. Dans les *Mémoires de la Société historique russe de Prague*, le professeur FATĚV (Kharkov-Prague) établit que les projets politiques de Speranski, qu'on n'avait pas rendus publics, furent connus des décabristes par l'intermédiaire des frères A. et N. Tourguenev ; dans un autre article, il donne des renseignements intéressants sur le sort des mémoires politiques de Karamzine sur la Russie et la Pologne sous le règne de Nicolas I^{er}².

Les recherches de M. VERNADSKY sur *La Charte constitutionnelle de l'Empire russe* méritent une sérieuse attention³. Il s'agit du projet de Constitution qui, sur l'ordre d'Alexandre I^{er}, fut rédigé en 1819 par Novosiltsev. Publié depuis longtemps, ce projet n'avait encore été étudié en détail par personne, bien qu'il soit curieux à maint égard et se distingue de la multitude des projets constitutionnels de l'époque par l'originalité de son contenu. Tous ceux d'entre eux qui nous sont connus, y compris le célèbre projet de Speranski de 1809, partent de la notion de la Russie État centralisé. Seul, le projet du décabriste Nikita Mouravief contient un plan de transformation de la Russie à base de fédéralisme. Mais, chez Mouravief, l'organisation fédéraliste s'accompagne de l'attribution de droits étendus à la représentation nationale et d'une forte limitation du pouvoir monarchique. L'originalité absolue du projet de Novosiltsev réside en ce que, tout en transformant la Russie en Empire fédéral, il conserve au monarque un pouvoir étendu, place

1. *Dela il judi Aleksandrovskaogo vremeni*, I. Berlin, 1923. Le tome II est annoncé, mais n'a pas encore paru.

2. *Zapiski russkago istoričeskago obščestva v Prage*, I, 1927.

3. *Gosudarstvennaja ustavnaja gramota rossijskoj imperii 1819*. Édit. lithographiée. Prague, 1925.

la représentation nationale dans une situation subordonnée et, pour l'organiser, tempère le principe de l'élection par celui de la nomination. M. Vernadsky traite à fond l'histoire de l'élaboration de ce projet, en détermine les sources, en analyse le contenu et tente, enfin, d'en expliquer l'apparition par les conditions politiques générales de l'époque. Il faut signaler comme particulièrement intéressant le chapitre consacré à la détermination des sources du projet : M. Vernadsky réussit à en établir d'une façon précise le rapport étroit avec la Charte constitutionnelle du royaume de Pologne de 1815 et aussi, sous certains rapports, avec la Constitution française de l'an VIII. Non moins intéressantes sont les indications sur les liens qui rattachent certaines idées de Novosiltsev aux principes des Constitutions wurtembergeoise et bavaroise, élaborées en même temps que sa Charte, à un moment où il y avait des rapports directs entre le Wurtemberg, Munich et Saint-Petersbourg. L'influence de ces Constitutions se marque surtout dans la conception des droits individuels des citoyens, qui sont envisagés non comme naturels et inaliénables, mais comme établis par le titulaire de la souveraineté, le monarque. La notion de souveraineté nationale est soigneusement exclue de toute la structure du projet. Les membres des organes représentatifs sont nommés au gré du souverain parmi des candidats désignés par élection. Les décisions de ces organes ne lient pas la volonté du souverain. En même temps, l'Empire est divisé en régions, ayant plus ou moins le caractère d'États (« vice-royautés »), avec leurs institutions représentatives régionales. A l'aide du projet d'oukase rédigé par Novosiltsev pour annoncer l'extension de cette Charte au royaume de Pologne, Vernadsky montre de manière probante que l'objet de toute cette combinaison était de résoudre le problème des « marches » de la Russie. Par le partage de tout l'Empire en vice-royautés, qui ressemblaient à des États, on pensait arriver plus facilement à incorporer à l'Empire, en qualité de vice-royautés, les régions périphériques telles que la Pologne. Comme tous les projets politiques de l'époque, celui de Novosiltsev ne fut pas réalisé. Vernadsky essaie de prouver qu'on songea toutefois à l'appliquer, et il en donne pour preuve la nomination de Balechev comme gouverneur général de plusieurs gouvernements du centre, avec mission d'apporter quelques modifications dans leur administration civile. Mais cette mesure n'avait rien de commun avec les projets de Novosiltsev, et Vernadsky n'arrive pas à étayer son hypothèse sur des arguments bien solides. Le projet de Novosiltsev n'en a pas moins une grande importance pour l'histoire des idées politiques de l'époque. — C'est à l'histoire de la réaction politique dans la seconde moitié du règne d'Alexandre I^{er} que se rapportent les articles de M. KNORRING sur l'évolution des idées d'un homme politique connu de cette époque, Karamzine, et de M. KOYRÉ sur la persécution des philosophes sous le règne d'Alexandre I^{er}¹.

1. KNORRING, dans *Na čužoj storoně*. Prague, 1925. — KOYRÉ, *La persécution des philosophes*, dans *Le Monde slave*, IV, 1926.

Le centenaire du soulèvement des décabristes a donné naissance à une série d'articles commémoratifs d'un caractère général, par MM. MILIOUKOV, MELGOUNOV, MIKOTINE, KIZEVETTER, REMIZOV, ALDANOV, etc., dans les revues : 1^o *La Voix du passé. A l'Étranger* ; 2^o *Le Monde slave* ; 3^o *Les Annales contemporaines*¹. Deux articles d'un caractère plus spécial ont paru dans les *Mélanges Bidlo*² : *Un Tchèque décabriste*, de FLOROVSKY, et *La question slave chez les décabristes* de KIZEVETTER. Les publications de M. VAKAR (rapports de l'ambassade de France à Saint-Petersbourg sur la conjuration des décabristes), de M. REMIZOV sur la correspondance familiale de Pestel et de M. MELGOUNOV (un communiqué de Nesselrode sur le soulèvement des décabristes, découvert par lui dans les archives de l'ambassade de Russie à Paris) mettent au jour des sources d'informations nouvelles³. Dans *Les décabristes d'après les légendes de famille*, le prince VOLKONSKY, petit-fils d'un des décabristes les plus connus, rapporte sur ce groupe une foule de détails nouveaux et intéressants qu'il a puisés dans des souvenirs de famille⁴.

L'époque de Nicolas I^{er} n'a suscité que peu de travaux. M. STRAKOVSKY, auteur de *L'Empereur Nicolas I^{er} et l'esprit national russe*, publié en français, à Louvain⁵, n'a pas tort de penser que les ouvrages consacrés à Nicolas I^{er} manquent souvent d'impartialité et prennent le caractère de pamphlets accusateurs ; mais, en voulant corriger cet excès, il tombe dans l'excès contraire et nous donne, au lieu d'un pamphlet, un véritable panégyrique. Dans son désir de dépeindre Nicolas I^{er} comme le véritable représentant de l'esprit national russe dans sa forme la plus pure, il prétend que Nicolas ne réprimait sévèrement toutes les manifestations libres de la pensée politique russe que parce qu'elles étaient antinationales. Mais quand il veut appuyer cette affirmation sur des faits, il s'écarte beaucoup de la réalité historique, notamment dans son récit des divers épisodes des rapports de Nicolas I^{er} avec Pouchkine, les Slavophiles, etc. — On a plaisir, après ce travail superficiel, à rencontrer des études plus sérieuses sur l'histoire intérieure de la Russie pendant la première moitié du XIX^e siècle. Ce sont les articles du professeur B. NOLDE sur l'effort fait par Speransky, dans ses travaux de codification, pour systématiser la complexité infinie et les multiples divisions de la société russe ; ceux du professeur A. KAMINKE sur l'histoire du papier-monnaie en Russie dans la première moitié du XIX^e siècle et de P. OSTROUKHOV sur l'histoire de la foire

1. *Golos minuvšago. Na čužoj storoně*, II, 1926. — *Le Monde slave*, décembre 1925, janvier-mars 1926. — *Sovremennyya Zapiski*, décembre 1925.

2. *Z dějin východní Evropy a Slovanstva. Sborník věnovaný Jaroslavu Bidlovi*. Prague, 1928

3. *Les rapports de l'ambassade de France à Saint-Petersbourg sur la conjuration des Décabristes*, dans *Le Monde slave*, décembre 1925, mars 1926. — AL. REMIZOV, *Lettres de la famille de Pestel*, *Ibid.*, décembre 1925. — MELGOUNOV, *Neskolko dokumentov o dekabristakh*, dans *Na čužoj storoně*, XIII. Prague, 1925.

4. S. VOLKONSKII, *O Dekabristakh po semejnym vospominanijam*. Paris, 1922.

5. 1928.

de Nijni-Novgorod¹. C'est également l'époque de Nicolas I^{er} et d'Alexandre II qu'étudie M. NOLDE dans un travail vivant et substantiel sur Georges Samarine² : l'exposé détaillé de la doctrine de Samarine, de la part qu'il prit, en raison de ses ouvrages historiques et de ses publications sur les questions des pays périphériques de la Russie, à l'élaboration des mesures gouvernementales relatives aux pays baltes ; de son rôle dans la réforme paysanne de 1858-1861 et dans l'exécution de la réforme paysanne en Pologne en 1863-1864 ; de ses interventions dans les assemblées de la noblesse et dans les États provinciaux en 1860-1870, enfin de son activité de journaliste durant ces mêmes années, offre, outre la biographie de Samarine, une vue des plus intéressante sur l'histoire de la Russie au siècle dernier. Le jugement de Nolde sur Samarine appelle quelques rectifications, car Samarine n'est pas un politique réaliste, absolument impartial, et la doctrine politique des slavophiles perce très nettement dans ses conceptions ; elle a néanmoins dans son action un rôle qui est loin d'être négligeable. — La réforme paysanne de 1861 fait l'objet des ouvrages de deux jeunes historiens, MM. POUCHKAREV et B. EVREINOV. Le travail du premier³ étudie le développement de l'autonomie paysanne depuis l'époque des apanages jusqu'au début du xx^e siècle inclus. C'est un aperçu très concis, presque un résumé, mais dont la précision fait un précieux instrument pour qui veut s'orienter dans l'histoire de l'autonomie paysanne. B. Evreinov⁴ accorde beaucoup plus de place à l'organisation administrative des paysans libérés du servage en 1861. Il suit toutes les controverses qui s'élevèrent alors entre les représentants des diverses tendances qui se heurtaient, leurs mobiles idéologiques et leurs mobiles pratiques et, après avoir exposé l'organisation administrative des paysans libérés d'après la loi de 1861, il considère les changements qu'y apporta la législation ultérieure.

A l'histoire de la politique extérieure de la Russie au début du règne d'Alexandre II se rapporte le livre du professeur B. NOLDE, *La mission de Bismarck à Saint-Petersbourg en 1859-1862*⁵. A l'aide des rapports politiques que Bismarck envoya de Saint-Petersbourg à Berlin durant ces années, Nolde expose et discute l'important épisode de cette politique que marquent, après le traité de Paris de 1856, le refroidissement momentané des relations entre l'Autriche et la Russie et le rapprochement avec Napoléon III inauguré par Alexandre II et son chancelier Gortchakov. Dans son

1. B. NOLDE, dans *Sbornik v čest P. Struve*. Prague, 1925. — KAMINKE, dans *Trudy russkikh učených za graničei*, II, 1923. — OSTROUKHOV, dans *Sbornik... P. Struve* ; en tchèque dans *Rozpravy české Akademie nauk*. Prague, 1927.

2. B. NOLDE, *Jurij Samarin i ego vremja*. Paris, 1926.

3. S. PUŠKAREV, *Očerki istorii krestjanskago samoupravlenija v Rossii (Esquisse de l'histoire de l'autonomie paysanne en Russie)*. Prague, 1925.

4. B. EVREINOV, *Administrativnoe ustroïstvo krestjan po reformě 1861 g. (L'organisation administrative des paysans après la réforme de 1861)*. Prague, 1926.

5. B. NOLDE, *Missija Bismarka v Petrogradě 1859-1862*. Prague, 1925.

compte-rendu de ce travail, A. KIZEVETTER a fait remarquer que le tableau tracé par Nolde ne montre pas tous les aspects du problème et qu'il subit l'influence des rapports adressés par Bismarck à son gouvernement¹.

Notons, enfin, l'intéressant travail de V. ROSENBERG sur *Un épisode de l'histoire de la presse russe : l'organisation de l'opinion publique en Russie, un journal indépendant et sans parti*; les « *Rousskia Vedomosti* », 1863-1918². Les *Rousskia Vedomosti* (Journal russe) ont été, pendant plus d'un demi-siècle, un des journaux russes de Moscou les plus importants et les plus autorisés. Bien qu'indépendantes, elles exprimaient toujours et sans défaillance les tendances démocratiques et progressistes des intellectuels russes. Le journal a disparu en 1918, lorsque le gouvernement bolchéviste a supprimé toute la presse indépendante russe; V. Rosenberg, l'un de ses anciens rédacteurs, expose sous tous ses aspects l'histoire extérieure et intérieure des *Rousskia Vedomosti*; c'est une page brillante de l'histoire de la vie politique et sociale de la Russie pendant la seconde moitié du XIX^e et au début du XX^e siècle.

IV. HISTOIRE RÉGIONALE. — A cette énumération de livres et d'articles consacrés par des savants et écrivains russes émigrés à l'histoire générale de la Russie, il est indispensable d'ajouter quelques indications sur les travaux qui se rapportent à l'histoire des diverses régions russes.

Le gros traité du professeur V. MIAKOTINE (Petrograd-Sofia), *Esquisse de l'histoire sociale de l'Ukraine aux XVII^e et XVIII^e siècles*, est d'une grande importance. Fruit d'études poursuivies durant des années dans les archives russes, ce travail repose sur une accumulation considérable de documents inédits. A la lumière de ces textes, que l'auteur soumet à une analyse minutieuse, maintes conceptions fausses des anciens historiens de la Petite-Russie se trouvent réfutées et, pour la première fois, nous avons un tableau où apparaît d'une façon distincte la différenciation des habitants du pays en cosaques privilégiés, cosaques ordinaires et paysans asservis aux cosaques privilégiés; cette différenciation, qui s'est développée en Petite-Russie aux XVII^e et XVIII^e siècles, n'a été définitivement consacrée par la loi que sous Catherine II. L'ouvrage de Miakotine est indiscutablement le plus grand événement littéraire et scientifique en ce qui touche l'histoire sociale de la Petite-Russie³.

Dans *La Russie occidentale et son union avec la Pologne dans l'histoire du passé*, le professeur I. LAPPO (Youriev-Prague) examine le destin historique des provinces occidentales de la Russie qui firent autrefois partie de l'État russo-lituanien, puis furent, avec lui, réunies à la Pologne et revinrent à la

1. A. KIZEVETTER, *Bismarck, Gorčakov i Napoleon III*, dans *Na čužoj storoně*, XI. Prague, 1925.

2. V. ROSENBERG, *Iz istorii russkoj pečati : organizacija obščestvennago mnénija v Rossii i nezavisimaja bezpartijnaja gazeta Russkija Vedomosti 1863-1918*. Prague, 1924.

3. *Očerki socialnoj istorii Ukrainy a XVII-XVIII st.*, I, II, III. Prague, 1924-1926.

Russie après les partages de la fin du XVIII^e siècle¹. Il étudie d'abord les pays de la Russie occidentale au point de vue de la population indigène et des destinées historiques. Il montre, ce qu'ont irréfutablement établi les progrès successifs de la science historique russe, que, par leur mode de vie, ces pays ont toujours été russes et non polonais. Puis il fait une étude approfondie des résultats obtenus par MM. Lubavsky, Leontovich, Dovnar-Zapolski, Pitchenet et autres dans leurs recherches capitales sur l'histoire de l'État russo-lituanien, qui ont mis en lumière l'importance essentielle qu'avait la culture russe dans le régime de cet État, tant avant l'union de la Lituanie et de la Pologne que dans la période ultérieure².

La *Russie et le Don, 1547-1917*, le vaste ouvrage de M. SVATIKOV³, qui a exigé un travail considérable, mérite de retenir l'attention par le nombre de documents utilisés ; mais les conceptions générales sur lesquelles l'auteur fonde ses raisonnements sont souvent très fragiles et ne résistent pas à la critique.

M. CHMOURLLO a traité l'histoire des limites asiatiques de la Russie dans un livre⁴ qui pose le problème général de l'action réciproque des éléments asiatiques et des éléments européens dans la vie historique russe. L'auteur traite la question avec une impartialité qui contraste avantageusement avec les inventions fantastiques et unilatérales des Eurasiens.

V. HISTOIRE UNIVERSELLE⁵. — Ajoutons ici une revue rapide des travaux consacrés par des savants russes émigrés à des histoires autres que celle de Russie.

Sous le titre de *Introduction à l'histoire universelle*⁶, le professeur BITZILLI (Odessa-Sofia) a publié une vue générale très intéressante, où il trace un

1. LAPPO, *Zapadnaja Rossija i ega soedinenie s Polšej v ikh istoričeskom prošlom*. Prague, 1924.

2. I. Lappo a consacré à l'histoire de l'État russo-lituanien : *Le statut lituanien et sa conclusion en 1588 et Les lois fondamentales du grand-duché de Lituanie et de la Pologne*, deux articles dans le *Sbornik věd právnick a státních*. Prague, 1922, t. XII, et 1923, t. XXIII.

3. S. SVATIKOV, *Rossija i Don 1547-1917*. Vienne, 1924.

4. E. ŠMURLLO, *Rossija v Azii i Evropě*. En italien, dans *L'Europa orientale*. Rome, 1921 ; en tchèque. Prague, 1926.

5. Il a paru utile d'ajouter à la revue des travaux des savants russes en exil sur l'histoire de Russie un court aperçu de la contribution apportée par eux aux études sur l'histoire des autres pays et des autres peuples. La raison principale qui, pour la Russie, justifie cette exception à la règle des bulletins de la *Revue* a été indiquée par M. Kareiev dans l'article *Russie d'Histoire et historiens* (I, 359) : c'est que rares sont encore en Occident les historiens qui lisent le russe et que par suite, à agir autrement, on risquerait de voir nombre de travaux de valeur demeurer ignorés des chercheurs qu'ils peuvent le plus intéresser. Qu'une partie des ouvrages signalés ici se présentent dans une autre langue que le russe, c'est un des effets des bouleversements politiques qui ont condamné tant de savants russes à l'exil, et de cette large émigration dans laquelle — comme il est arrivé pour l'émigration polonaise du XIX^e siècle dans l'histoire politique — on devra sans doute un jour reconnaître un facteur de grande action sur l'histoire intellectuelle du XX^e siècle.

6. *Uvod u světsku istoriu*. Belgrade, 1923.

schéma du développement des formes politiques et des fondements de la civilisation et, d'après ce schéma, caractérise les moments successifs de l'évolution historique.

Aux temps préhistoriques, le professeur BRAUN (Petrograd-Berlin) a consacré sa *Population primitive de l'Europe*. Il examine quels ont été l'époque et le lieu de séjour de la population originelle de l'Europe, l'ordre de peuplement des diverses parties de notre continent, l'origine première des diverses nationalités de l'Europe et leur mutuelle influence civilisatrice. Il trace un vaste tableau des recherches scientifiques sur ces questions, et il s'arrête tout particulièrement sur les théories les plus récentes, celles qui, vers 1910-1920, ont apporté une révision capitale des conceptions anciennes. C'est ainsi qu'il examine la théorie de l'anthropologiste Klaatch (1920), pour qui le point initial de la formation de l'humanité européenne actuelle fut la rencontre sanglante, et ensuite leur mélange, des deux races préhistoriques, celle de Neanderthal et celle d'Aurignac, et qu'il expose les hypothèses de Louchamp (1922), Schwalb (1923), Stremne (1919), qui ressuscitent la théorie de l'origine unique de l'humanité, contrairement à l'engouement, encore si proche de nous, pour les théories pluralistiques, la théorie de Begenort (1919), pour qui l'Amérique et l'Europe, autrefois unies directement, auraient formé un ensemble continental unique, et enfin celle de Marr sur l'existence dans l'Europe préhistorique d'un monde ethnique spécial, « japhétique », qui aurait précédé l'apparition en Europe de la culture indo-européenne, et dont le croisement avec les Indo-Européens apparus plus tard aurait produit notre civilisation. Cette dernière théorie, qui est loin d'être unanimement admise, reçoit de Braun un accueil enthousiaste. Son livre est un tableau intéressant et animé du mouvement récent de la pensée scientifique sur des questions extrêmement compliquées et discutées¹.

Dans le domaine de l'histoire du monde antique et des époques voisines, il faut signaler la brillante production scientifique du professeur M. Rostovtzev (Petrograd-Newhaven, Conn.), qui, pendant la durée de son séjour à l'étranger, a publié une série d'œuvres capitales en russe et en anglais. Son *Précis d'histoire du monde antique. L'Orient. La Grèce. Rome*, paru d'abord en russe², a été ensuite traduit en anglais³. A l'ancienne Égypte, il a consacré un ensemble d'études : *The foundation of social and economical life in Egypt in hellenistic times*⁴, et une série d'articles sur l'histoire de l'Égypte des Ptolémées parus en 1922, *L'État et l'individu dans l'Égypte des Ptolémées*⁵ et l'article *A large Estate in Egypt in the third century b. C. ; a study in economic*

1. BRAUN, *Pervobytnoje naselenie Evropy*. Berlin, 1924.

2. Berlin, 1924.

3. *A history of the ancient world*. Oxford, New-York, 1924.

4. Dans *Journal of Egyptian archaeology*, t. VI, 1920.

5. *Sooremennija Zapiski*. Paris, 1922.

histori
valu
tion r
à côté
Pensé
à par
nale d
Le pl
revue
rapp
l'Amé
Aréth
dans
semb
veau
sation
Les
crés
toire
teur
temp
sées
roma
de la
nism
but
riode
en s'
cont
1. A
2.
3.
4.
5.
6.
7.
8.
9.
10.
11.
12.
13.
rique
14.
15.

history¹. Sa grande *Social and economic history of the Roman Empire*² lui a valu l'approbation unanime du monde savant et a été jugée une contribution remarquable au progrès de nos connaissances scientifiques. Il faut citer à côté d'elle une série d'articles parus dans les *Annales contemporaines*³ et *La Pensée russe*⁴. Parmi les travaux de M. Rostovtzev, il faut faire un groupe à part de ceux qui se rapportent à l'histoire primitive de la Russie méridionale dans ses relations avec le monde hellénique et les civilisations asiatiques. Le plus important est *The Iranians and Greeks in South Russia*⁵, édition revue et profondément remaniée d'un travail publié en 1918. On en peut rapprocher quelques articles parus dans les *Annales contemporaines*⁶, dans l'*American Historical Review*⁷, dans *Monuments et mémoires Piot*⁸, dans *Aréthuse*⁹, dans la *Revue des Arts asiatiques*¹⁰, dans les *Mélanges Kondakov*¹¹, dans le *Seminarium Kondakovianum*¹² et dans la *Strena Buliciana*¹³. L'ensemble de ces travaux constitue un apport important de documents nouveaux qui éclairent les liens profonds de la Russie méridionale avec les civilisations asiatiques et l'Orient hellénique dans les temps les plus reculés.

Les travaux du professeur VIPPER (Moscou-Riga) sont également consacrés à l'antiquité classique et — en partie — préclassique. Son *Précis d'histoire de l'Empire romain*¹⁴ a paru à Berlin en 1924. Par le mot Empire, l'auteur entend ici non l'État romain de la période impériale, mais celui du temps où s'établit l'Empire (*Imperium*) romain sur toutes les régions civilisées du monde d'alors. Des luttes politiques de l'époque où la République romaine se transforme en Empire mondial, il trace un vaste tableau exempt de la partialité violente que l'on constate chez Mommsen. Dans *Le communisme et la civilisation dans l'antiquité*¹⁵, M. Vipper, qui s'était proposé pour but de suivre la manifestation des principes communistes aux diverses périodes de l'histoire universelle, a réalisé la première partie de son programme en s'arrêtant à la limite de l'antiquité. Après avoir noté que l'ethnographie contemporaine a abandonné la vieille théorie de la communauté initiale

1. Madison studies in the Sciences and History, 6, 1922. Cf. *Rev. histor.*, CLIV, 235 ; CLXII, 343.

2. Oxford, 1926. Cf. *ibid.*, CLVII, 373.

3. *Sovremennyya Zapiski*, 1921, IV, VI ; 1922, XVII, XVIII.

4. *Russkaja Mysl*, 1922, VI.

5. Oxford, 1922. Cf. *Rev. histor.*, CLII, 53.

6. *Sovremennyya Zapiski*, 1922, II.

7. 1922.

8. 1923, XXVI.

9. 1924, nos 3 et 4.

10. 1924, I.

11. Prague, 1926.

12. Prague, 1927.

13. Zagreb-Split, 1924. — Voir pour plus de détails A. V. FLOROVSKY, *La littérature historique russe : Émigration*.

14. *Očerki istorii Rimskosj imperii*. Berlin, 1924.

15. *Kommunizm i kultura drevnosti*. Riga, 1926.

et admis que l'État communiste de l'antiquité ne représente pas le stade primitif de l'évolution sociale, Vipper trace un tableau évocateur du régime communiste de la haute antiquité, en s'appuyant sur les exemples de l'ancienne Égypte, des monarchies asiatiques de la Mésopotamie et de l'État péruvien des Incas, découvert par les Européens au xvi^e siècle, mais dont l'origine remonte indubitablement aux temps les plus anciens. Il rattache l'apparition de toutes ces dictatures communistes, fondées sur la négation de la propriété privée et de la liberté individuelle aux inondations périodiques qui emportaient toutes les bornes et détruisaient tous les fondements de la propriété. En même temps, seul un pouvoir central puissant était en mesure de soutenir l'agriculture à l'aide d'importants travaux d'irrigation, de canalisations et de voirie, dont l'exécution exigeait la suppression de la propriété privée et de la liberté des citoyens. De plus, l'arrivée de conquérants étrangers faisait entrer le régime communiste dans le cadre d'une organisation militaire rigoureuse. Il semblerait que l'Europe méridionale ait été placée en dehors des conditions qui firent naître les dictatures communistes de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique. Cependant, là aussi, il est parfois arrivé, au cours du développement de l'individualisme et de la liberté démocratique, que les principes communistes entrassent en scène. Mais ce n'était que des explosions momentanées, provoquées par les conséquences pénibles de grandes guerres, de crises sociales et de troubles intérieurs, pendant que le communisme ancien était idéalisé par la tradition. C'est de ce point de vue que l'auteur examine l'histoire de Corinthe-Argos, les essais de nationalisation de la terre faits par Denys et Timoléon en Sicile, les réformes d'Agis et de Cléomène à Sparte, celles des Gracques et de leurs disciples à Rome. Toutes ces tentatives ont rapidement échoué. En opposition au communisme révolutionnaire, Vipper cite des exemples de communisme conservateur : l'utopie de Platon et l'idéal communiste proposé par la communauté chrétienne primitive. — Signalons, en terminant, les recherches du professeur BOUBNOV (Kiev-Lioubliana) sur l'origine des chiffres¹, où l'auteur réfute la théorie de l'origine arabe et hindoue de notre système de chiffres; il en attribue l'invention aux Grecs anciens.

Voici les études consacrées au Moyen Âge et aux temps modernes. Le professeur OTTOCAR (Perm-Florence) a publié *Il commune di Firenze alla fine del dugento*² et dans la *Revue d'histoire du droit*³ un article en français, *Le rôle de la commune et de la Charte communale dans l'histoire des villes françaises au Moyen Âge*⁴.

1. Bulletin de la section mathématique et scientifique de l'Académie des sciences et des arts de Zagreb, 1924, fasc. 15 et 20, 1925; fasc. 30 (en serbe).

2. Florence, 1926.

3. Haarlem, IV, 1923.

4. Reproduit en italien, *Le città francesi nel Medio Evo*, dans *Saggi storici*. Florence, 1927.

Les idées artistiques et religieuses du Moyen Age sont le sujet des ouvrages des professeurs ANITCHKOV (Petrograd-Skoplie), *Qu'est-ce que l'art d'après les grands maîtres de la scolastique*¹? et ARSENIÉV (Moscou-Königsberg), *L'image de la passion dans l'expérience religieuse du Moyen Age*², et d'A. KOVRÉ (Paris), *L'idée de Dieu dans la philosophie de saint Anselme et Descartes et la Science*³. Sur l'époque de la Renaissance, nous avons les livres du professeur KARSAVINE (Petrograd-Kovno), *Giordano Bruno*⁴, et de POUZINO, *Marsile Ficin*⁵, tous deux en russe. On doit en outre à Pouzino des articles en allemand sur Savonarole et Pic de la Mirandole⁶. Du professeur ZABOUGUINE, notons *Virgilio nel Rinascimento italiano de Dante a Torqueto Tasso*⁷; *L'oltretomba classico, medievale, dantesco, nel Rinascimento*⁸; *Codici historiati di Dante nella biblioteca Vaticana*⁹; *Il Rinascimento christiano in Italia*¹⁰.

Dans *Le régime seigneurial en France à l'issue de l'ancien régime*¹¹, le professeur NIKIFOROV (Kiev-Kharbine) étudie l'ancien régime français avant la Révolution, donnant un aperçu général du régime seigneurial en France à la fin du XVIII^e siècle et une analyse particulièrement détaillée des documents d'archives concernant la province du Poitou. Il ne considère que l'évolution des formes juridiques des relations seigneuriales et ne touche que superficiellement les faits économiques qui sont à la base de cette évolution.

L'époque de la Révolution française a donné naissance aux travaux de M. LEVINE, *L'émigration sous la Révolution française*¹², exposé détaillé fondé sur l'étude approfondie des mémoires, et plusieurs articles relatifs au clergé français dans l'émigration¹³ et au culte de Marat¹⁴. Le professeur E. GRIMM (Petrograd-Sofia) a publié dans l'*Annuaire de l'Université de Sofia*¹⁵ un article sur la Sainte-Alliance. Enfin, J. LEVINE a consacré un article aux relations de la Russie et de l'Autriche sous Nicolas I^{er}¹⁶.

1. Dans les *Annales scientifiques du Collège des Études à Prague (Učenyje zapiski učebnoj kollegii v Praze)*. Prague, 1924 (en français).

2. Dans les *Travaux des savants russes à l'étranger*. Berlin, 1922.

3. Paris, 1923.

4. Berlin, 1923.

5. Berlin, 1923.

6. Dans la *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, 1924-1925 et 1926.

7. 2 volumes. Bologne, 1921-1922.

8. Rome, 1922.

9. Rome, 1923.

10. Rome, 1922.

11. *Senierjalni režim vo Francii na iskhodě starago porjadka*. Paris, 1926.

12. *Emigracija francuzskoj revolucii*. Berlin, 1923.

13. Dans la revue *Na lužoj storoně (A l'étranger)*. Prague, IV, 1924.

14. Dans les *Mélanges P. Struve*. Prague, 1923.

15. T. XVIII. Sofia, 1922.

16. *Na lužoj storoně*. Prague, 1925.

Voici maintenant un ensemble de travaux se rapportant à l'histoire de Byzance. Le professeur F. VERNADSKY a publié des articles sur le budget de l'Empire byzantin et sur les cadastres byzantins¹, sur l'origine de la loi agraire, *Nomos Georgikos*², sur la communauté agraire à Byzance³ et les opérations de rachat du XIII^e siècle⁴, sur les théories byzantines de l'autorité de l'empereur et du patriarche⁵. Les publications de M^{lle} M. ANDREIEV ont recueilli le suffrage d'éminents historiens : *La réception des ambassadeurs tatars à la cour de Nicée*⁶, *La cérémonie de la « prokipsis »* et *La composition de la critique de Philotée*⁷, *Essai sur la civilisation de la Cour byzantine au XIII^e siècle*⁸, *La doctrine de Théodore II Lascaris sur le souverain idéal*⁹, et une analyse du livre de A. VASILIEV, *History of the byzantine Empire*¹⁰. Citons encore de G. OSTROGORSKY un travail sur les impôts à Byzance¹¹.

Le professeur VASSILEV, dont le nom vient d'être cité et qui fait depuis quelques années des conférences à Madison, n'appartient pas au groupe des professeurs émigrés. Il a publié, pendant son séjour à l'étranger, plusieurs ouvrages fondamentaux sur les questions byzantines et arabes. Notons ici : *L'aperçu synthétique de la lutte de Byzance contre les Sarrasins sous la dynastie macédonienne*¹², *Histoire de Yahya-ibn-Saïd d'Antioche*¹³, *La guerre de Cent ans et Jeanne d'Arc dans la tradition byzantine*¹⁴, *Byzantine Studies in Russia*¹⁵.

Les savants russes ont apporté de précieuses contributions à l'histoire des pays slaves. En Yougoslavie, les professeurs F. TARANOVSKY (Kiev-Belgrade), JASINSKY (Odessa-Lioubljana) et A. SOLOVIEV (Belgrade) ont eu à cet égard de grands mérites. M. Taranovsky a publié une série de travaux sur le Code d'Étienne Douchan et une *Introduction à l'histoire du droit slave*¹⁶; M. Jasinsky, des recherches sur le statut de Kastov et sur les lois

1. Dans *Česky časopis historický*, 1922, t. XXVIII, et 1923, t. XXIX.

2. Dans *Byzantium*, 2, 1925.

3. En français, dans les *Annales scientifiques du Collège russe des Études à Prague*, I. Prague, 1924.

4. Dans les *Mélanges Zlatarsky*. Sofia, 1925.

5. Dans les *Mélanges Kondakov*. Prague, 1926.

6. Dans les *Mélanges Kondakov*. Prague, 1926.

7. Dans le recueil *Seminarium Kondakovianum*. Prague, I, 1927, et 2, 1928.

8. Dans les *Travaux de la Société royale des sciences de Bohême*. Nouvelle série, 8, 3. Prague, 1927.

9. *Nazory Theodora II Laskarisa o idealnén panovníku*.

10. I. Madison, 1928.

11. *Recueil dédié à la mémoire de Kondakov*. Prague, 1926.

12. *The Eastern Roman Empire*. Cambridge, 1923, v. IV.

13. *Patrologia Orientalis*. Paris, 1929, vol. XVIII.

14. *Byzantion*, 1926, v. III.

15. *American historical Review*, 1927, 32.

16. *Dušanov Zakonik i Dušanovo carstvo*, dans *Predavanja za Narod*. Novi-Sad, 1924. — *Na, elo zakonitosti u Zakoniku cara Stefana Dušana*. Beograd, 1922.

de la ville de Veprinats¹; A. Soloviev, un *Choix de textes juridiques serbes du XII^e au XV^e siècle*, et plusieurs études (en serbe) sur l'ordonnance de Chilandar du grand joupán Étienne, sur l'ordonnance du roi Miloutine et sur d'autres actes de la vie juridique du peuple serbe². En Bulgarie, le professeur E. GRIMM (Petrograd-Sofia) a publié *L'histoire et les fondements idéologiques du projet du statut organique de 1879*³, et le professeur M. POPROUGENKO (Odessa-Sofia) toute une série de travaux sur l'histoire politique de la Bulgarie et sur l'histoire de la civilisation bulgare⁴. M. TARANOVSKY a consacré à l'histoire du droit public polonais au XVIII^e siècle un travail considérable⁵. Plusieurs travaux de l'académicien FRANTZEV (Varsovie-Prague) ont trait à l'histoire des relations intellectuelles russo-tchèques; ainsi ses recherches sur le voyage de Dobrovsky en Russie, sur la connaissance de la poésie de Derjavine par les Slaves, sur les motifs slavophiles dans la poésie d'Odoevsky, sur les opinions slavophiles d'Ivan Aksakov et sa très importante édition de la correspondance de Chafarjik avec les slavissants russes, munie d'une préface et d'un commentaire abondant⁶. Le professeur PETROV (Petrograd-Prague), éminent spécialiste de l'histoire de la Russie carpathique, a montré une remarquable fécondité scientifique pendant tout son séjour hors de Russie. Durant ces dernières années, il a fait paraître de nombreux travaux en tchèque et en russe dans le *Bulletin de la Société royale des sciences de Bohême* (1921-1922 et 1924-1925), dans le *Recueil philologique de l'Académie des sciences tchèques* (Prague, 1926, VIII), dans la *Revue tchèque d'histoire* (1923, t. XXIX), dans la *Revue tchèque* (1923-1924). Ils ont trait aux questions de la colonisation russe dans la région précarpatiche, à l'histoire des mouvements religieux dans cette région, à l'analyse

1. *Kada i na koji način je bio sosaoljen kastavskij statut?* (en croate), dans *Zbornik znanstov, rasprav jurid. Fakult. Ljublanske Univerze*, III. Ljubljana, 1929. — *Prehod od ustega obicajnega prava k pisanomu zakonu*, IV. Ibid., 1925. — *Zakoni grada Veprinca*, V. Ibid., 1926.

2. *Odobrani spomenici srpskog prava od XII do kraja XV veka*, Beograd, 1926. — *Chilandarskaja povel'a Vel. Žup. Stefana*, dans *Prilozi za književnost, jezyk i folklor*, V, 1-2. Beograd, 1926. — *Povelja krala Milutina barskoj porodici Žareztica*, dans *Archiv za Arbonašku Istoriju*, III. Beograd, 1926.

3. *Istorija i idejnyia osnovy projekta organiceskago Ustava vněsennago v frnovskoje Učreditel'noje Sobranije 1879 goda*, dans *Godišnik na Sofijskija Universitet*, III. Sofia, 1922.

4. *Dostoevskij o slovanskom voprosé*, dans *Mélanges Bobchev*, Sofia, 1921. — *Piesni zapadnyh Slovan Puškina*, dans le recueil *Voschvala*, Sofia, 1921. — *Notes sur la renaissance bulgare*, dans *Bulletin du Musée national d'ethnographie de Sofia*, III, 1923. — *Pamjati M. P. Pogodina*, dans *Mélanges Zlatarski*, 1925. — *Obščestvennité nastroyeniia v Rusija v nadvečerieto na osvobodilnata vojna*, dans la revue *La pensée bulgare*, 1926, VI-VIII.

5. *Nacerky z istorii deržavnogo prava Recy Pospolitoj XVII v.*, dans *Zapysky socialno-ekonomiceskeho viddilu Ukrainkoj Akademii Nauk*, II-III. Kiev, 1926.

6. *Cesta J. Dobrovského a hr. Sternberka do Ruska v letech 1792-1793*, Prague, 1923. — *Děržavin u Slavian : iz istorii rusko-slavianskich literaturnych vzaimootnošenij v XIX věkě*, Prague, 1924. — *Slavjanskija děvy kn. A. Odoevskaho*, dans *Mélanges Pasternek*, Prague, 1923. — *Slavjanofilství J. S. Aksakova*, dans *Česka Revue*, 1923, XVI. — *Rec Josefa Dobrovského proslovená dne 25 září 1791 v ceske ucene společnosti*, Prague, 1926.

de divers documents, dont une partie a été découverte et publiée par le professeur Petrov lui-même¹. Le professeur PERFETSKY a écrit un ouvrage (en tchèque) sur *L'état social et économique de la Russie des Carpathes aux XIII^e et XIV^e siècles*². Pas plus que sur ces travaux, nous ne nous arrêtons sur ceux qui touchent à l'histoire de l'art des peuples slaves. On trouvera là-dessus des renseignements plus détaillés dans le travail maintes fois cité du professeur A. FLOROVSKY. Notons seulement qu'on est redevable à A. GRABAR de nombreuses études sur les monuments de l'art bulgare et que le professeur OKOUNIEV (Petrograd-Prague) poursuit une analyse approfondie des œuvres de l'architecture et de la peinture serbes. Le plus grand historien de l'art, l'académicien N. P. KONDAKOV, mort à Prague en février 1925, n'a publié dans les dernières années de sa vie que quelques courts fragments du grand ouvrage qu'il avait conçu et qui devait être un commentaire archéologique des monuments littéraires de Byzance. Ils traitent notamment du continent mythologique à attraction terrestre³, des costumes orientaux à la cour de Byzance⁴, des harnachements byzantins⁵. Ce n'est qu'après la mort de Kondakov qu'a paru⁶ son étude sur les Manichéens et les Bogomiles et qu'a été publié en Angleterre, sous la rédaction de Muntz, son grand ouvrage sur *l'Icône russe*⁷, dont l'édition russe a paru à Prague⁸.

VI. MANUELS ET RECUEILS. — Si longue que soit notre énumération, elle laisse de côté, à dessein, certaines branches de la production des historiens russes. Elle n'a rien dit des manuels d'histoire, dont il a été publié dans l'émigration un grand nombre (ceux de VIPPER et de L. M. SOUKHOTINE méritent particulièrement de retenir l'attention⁹). Elle a entièrement négligé les nom-

1. *Travaux de l'Académie des sciences bulgares*, t. XXII. Sofia, 1922.

2. *Nigooskija poučenja na Evangelijé XVI v. (La question de l'influence de la réforme calviniste du XVI^e siècle dans la Russie transcarpathique)*, dans *Věstník kralovské české společnosti Nauk*. Prague, 1921-1922. — *Drěvošjaja cerkovno-slavjanskaja gramota 1404 goda v karpato ruskoj territorii*, dans *Sbornik filologickij*, VIII. Prague, 1926. — *M. Bel. Tractatus de re rustica Hungarorum a Notitia Hungariae Novae. Excerpta*, dans *Věstník kral. české Společen. Nauk*. Prague, 1924. — *Kdy vznikly ruské osady na Uherské Dolní Zemi a vůbec za Karpaty*, dans *Česky Časopis Histor.*, 1923, XXIX. — *K voprosu o slověnskorusskoj etnografičeskoj granice : Užhorod*. — *Narodopisnát mapa Uher podle uředního Lexikonu osad s roku 1773*. Prague, 1924 (V. JAVORSKIJ, *Iz istoriji nauchnago izslédovanija Zakarpatskoj Rusi*. Prague, 1928).

3. *Socialné-hospodárské poměry Podkarpatské Rusi ve st. XIII-XIV*. Bratislava, 1924. — *Dvě stati k dějinám Podkarpatské Rusi*, dans *Sbornik filosof, Fakulty Univ. Komenského v Bratislavi*. Bratislava, 1922.

4. *Byzantium*, 8, 1925.

5. *Mélanges Schlumberger*, 2. Paris, 1924.

6. *Seminarium Kondakovianum*. Prague, I, 1927.

7. Oxford, 1927.

8. N. P. KONDAKOV, *Russkaja Ikona*. Prague, I, 1928 ; II, 1929.

9. R. VIPPER, *Učebnik istorii. Srednie veka*. Riga, 1925. — *Učebnik istorii. Novoe vremja*.

breux ouvrages qui ont trait à la Révolution et à la guerre civile en Russie, car les écrits de cet ordre sont plutôt des mémoires que des études historiques. Même dans ceux d'entre eux qui se rapprochent le plus du type de ces dernières, par exemple l'*Histoire des troubles russes*, en cinq volumes, du général DENIKINE¹, ou les ouvrages de P. MILIOUKOV, *Histoire de la seconde révolution russe*², *Russlands Zusammenbruch*³, *La crise russe*⁴, ou encore les travaux des généraux GOLOVINE et DANILOV sur l'histoire de la grande guerre⁵, l'élément subjectif et personnel joue encore un rôle prépondérant. Ces ouvrages pourraient faire l'objet d'un article spécial. Nous nous sommes bornés ici à la littérature historique purement scientifique. Nous avons montré, du moins nous l'espérons, que, même dans ce domaine nettement délimité, la production de l'émigration russe a été très considérable. Ses travaux ont paru soit comme ouvrages distincts, soit sous forme d'articles, tantôt dans les revues russes éditées à l'étranger, tantôt dans les revues scientifiques de tous les pays d'Europe et d'Amérique. Parfois même il a pu être publié des recueils composés uniquement de travaux de savants russes. Tels sont, par exemple, les *Mémoires scientifiques du Collège russe des Études à Prague*⁶, le *Recueil de la Société archéologique russe dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes*⁷, les *Mémoires de la Société historique russe à Prague*⁸, les *Travaux scientifiques de l'Université populaire russe de Prague*⁹, *Seminarium Kondakovianum de Prague* (Prague, 1926-1929). La publication des *Travaux de l'Institut russe à Prague* se prépare actuellement. Enfin, à Berlin, ont paru quatre volumes d'un *Recueil de travaux des savants russes à l'étranger*¹⁰.

A. KIZEVETTER.

Riga, 1928. — *Russkaja istoria*. Riga, 1929. — L. SOUKHOTIN, *Učebnik russkoj istorii*, I-II. Beograd, 1927. — *Istoria drevnjago mira*. Belgrade, 1928. — *Istoria srednich vekov*. Belgrade, 1929.

1. *Očerki russkoj Smuty*, I-V. Berlin, 1922-1926.
2. *Istorija vtoroj russkoj revolucii*. Sofia, 1921-1922.
3. Berlin, 1925.
4. *Rossija na perelome*, I-II. Paris, 1927.
5. N. GOLOVIN, *Iz istorii kompanii 1914 goda na russkom frontě*. Prague, 1925. — G. DANILOV, *Rossija v mirovoj vojně 1914-1915 g.* Paris, 1926.
6. *Učenyja Zapiski osnovanyja russkoj učenoj kollegiej v Prage*, I-IV. Prague, 1924-1927.
7. *Sbornik russkago archeologičeskago občestva v koralevstvě S. H. S.* Belgrade, 1927.
8. *Zapiski russkago istoričeskago občestva v Pragě*. Prague, 1927.
9. *Učenyje trudy russkago narodnago universiteta v Pragě*. Prague, I, 1927; II, 1928.
10. *Trudy russkikh učenykh zagranicej*. Berlin, I-IV, 1922-1923.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

A. MÉTRAUX. *La religion des Tupinamba et ses rapports avec celle des autres tribus Tupi-Guarani*. Paris, E. Leroux, 1928. 1 vol. in-8°, 260 pages, avec VIII planches, 8 figures et 1 carte (Bibliothèque de l'École des Hautes-Études. Sciences religieuses, 45^e vol.).

Le livre très remarquable de M. Métraux apporte une importante contribution à l'étude des croyances et des rites pratiqués par le groupe de tribus désignées généralement sous le nom de Tupinamba, dont le domaine s'étend de l'embouchure de l'Amazone à celle du Rio de la Plata. Malgré leur extinction totale, les Tupinamba sont parmi les Indiens de l'Amérique du Sud ceux qui sont le mieux connus grâce aux récits de d'Yves d'Évreux et de Thevet, pour ne citer que les principaux. M. Métraux a eu la bonne fortune de retrouver une suite de chapitres nouveaux de l'œuvre de Thevet qui permettent de préciser de nombreux points restés dans l'ombre de la religion de ces peuples. Dans la religion primitive commune à tous les membres de la famille tupi, on trouve la croyance à un dieu civilisateur, magicien créateur de l'univers, retiré en une sorte de Paradis et qui détruira peut-être le monde comme une fois déjà il le fit. Son œuvre est parachevée par deux jumeaux mythiques, auteurs du déluge et ayant appris aux hommes l'usage du feu. Des êtres surnaturels, génies de la brousse, esprits, entourent les Tupinamba; aux esprits des morts sont faites des offrandes et certains de ces génies sont censés résider dans desalebasses (*maraca*), qui de simples réceptacles de l'esprit en deviennent par la suite la figuration matérielle. Ces mêmes esprits ont commerce avec les magiciens qui, dans ces tribus, jouissaient d'une considération et d'une autorité importantes. Après avoir passé en revue les rites observés lors de la naissance, de la puberté et du mariage, les cérémonies funèbres et les croyances en l'au-delà, l'auteur traite de l'anthropophagie rituelle des Tupinamba et retrace les diverses phases des nombreuses cérémonies qui accompagnaient la mise à mort des prisonniers, le festin qui suivait et les pratiques auxquelles le sacrificateur devait se livrer après l'exécution. Les derniers chapitres traitent des pratiques magiques relatives à l'agriculture, la guerre, la chasse, aux croyances, aux fêtes et danses, à la salutation larmoyante, coutume répandue exclusivement à l'est des Andes. Enfin, chez les Tupi-Guarani a existé une sorte de messianisme que traduit le mythe de la « Terre-sans-Mal », élément mystique qui peut expliquer certains mouvements migrateurs, tels que la ruée vers la côte du Brésil de ces populations, « vaste croisade prêchée par des magiciens particulièrement écoutés ». De toutes ces pratiques, un certain nombre font partie d'un fonds commun à la religion du groupe Tupi-Guarani; les plus caractéristiques sont la salutation larmoyante, qui peut-être se rattache au culte des morts, et surtout l'anthropophagie rituelle.

R. LANTIER.

Jean BAYET. *Les origines de l'Hercule romain*. Paris, É. de Boccard, 1926. In-8°, xvii-502 pages.

Peu de livres apportent autant de données nouvelles que celui-ci. M. Bayet nous convie, en effet, à la naissance d'un dieu et nous fait assister aux métamorphoses qui ont mué un héros grec en divinité latine. Ce ne sont point seulement des hypothèses que M. Bayet soumet à notre critique, mais une contribution toute personnelle, étayée sur une documentation solide et riche qui n'a rien négligé des matériaux fournis par l'histoire et l'archéologie.

Hercule est un tard venu au panthéon latin. C'est aussi un étranger, un Grec, comme son nom l'indique ; c'est de la Grande-Grèce, de Métaponte et de Crotone que, de proche en proche, il a cheminé jusqu'à Rome, le long des grandes routes suivies par les marchands et les soldats. Ce dieu, au début, est honoré à Tibur, à Rome à la porte *Trigemina* et à l'*Ara Maxima*. De cette triple influence, au III^e siècle, sortira la figure de l'Hercule proprement romain. Le plus ancien de ces lieux de culte est celui de la porte *Trigemina*, peut-être fondé au V^e siècle par des commerçants grecs, sous l'Aventin, où furent également honorés pour la première fois les grandes divinités helléniques, Cérès et Mercure. En 399 avant J.-C., on le voit participer avec Diane aux premiers lectisternes apolliniens. C'est alors un purificateur, comme l'Héraklès de Crotone, un dieu des sources et de la santé comme l'Héraklès de Poseidônia, et M. Bayet de conclure que l'Hercule Trigemine est venu, à travers la Campanie, de cette cité achéo-trézénienne. Mais c'est un étranger, « toujours sous le coup d'un arrêté d'expulsion », qui vit dans le domaine du dieu latin Faunus. Pour vivre, il lui faudra contracter des alliances avec les maîtres du lieu. Pour ces marchands, cet Hercule fut peut-être autre chose encore, le dieu voyageur, le protecteur du commerce, le héros civilisateur aux prises avec les Barbares inhospitaliers. A un moment même, vers le milieu du IV^e siècle, sa légende prend un caractère hostile, Hercule entre en lutte avec Faunus. Mais ce ne fut là qu'un épisode : à mesure que les Romains s'intéressent aux choses du négoce, le dieu gagne de nouveaux dévots.

Plus récent et de caractère plus privé était le sacellum d'Hercule au Palatin. Le dieu était aussi indépendant de celui qu'on adorait à la porte *Trigemina* : c'était un démon chthonien engagé dans le cercle des dieux de la fécondité des Enfers. Son rituel était purement grec. Dieu d'une famille, celle des Potiti, il n'était pas exclusif. Les Pinarii avaient été associés à son culte et son temple s'ouvrait aux marchands du champ de foire voisin. Le conflit inévitable, entre ces deux Hercule, se produisit. Ce fut celui du Palatin qui l'emporta. Vers la fin du IV^e siècle ou dans les premières années du III^e, Hercule se réconcilie avec Faunus, la légende d'Évandre se transporte de l'Aventin au Palatin ; à lui sont rattachés les cultes de Faunus au Lupercal et d'Hercule *ad Aram Maximam*. Cacus, par un mouvement adverse, est exilé du Palatin au pied de l'Aventin. Puis les deux Hercule prendront le même nom, d'Invictus ou de Victor et, à l'époque classique, la légende est subordonnée au récit de la fondation du Grand-Autel par Hercule.

Malgré cette naturalisation, sous le manteau romain qui le recouvre, on reconnaît encore le vieil Héraklès purificateur et sauveur des Grecs, dont la fable a subi

la domination de réalités topographiques ayant agi chacune à son heure et sur un état particulier de la légende.

R. LANTIER.

T. R. S. BROUGHTON. *The Romanization of Africa Proconsularis*. Baltimore, The Johns Hopkins Press; Londres, Humphrey Milford, 1929, VIII-233 pages. Prix : 10 s. 6 d.

Le travail de M. Broughton s'ouvre après la victoire d'Émilien, en 146, et va jusqu'à la fin du II^e siècle après l'ère chrétienne. L'auteur considère avec raison que l'histoire de la colonisation romaine en Afrique est dominée par deux questions : l'exploitation agricole et le régime municipal. Ce livre les étudie d'abord simultanément dans quatre chapitres qui suivent l'ordre chronologique, puis séparément dans deux chapitres qui semblent dès lors un peu maigres et où il ne faut guère voir qu'une conclusion.

Après une période de désolation et de famine, la colonie gracchienne va donner le premier essor ; on ne pense plus qu'à tirer du pays des céréales et bientôt de l'huile. Les grands domaines se forment ; après les colons de Gaius, ceux de Marius ; plus tard ceux d'Auguste, qui profitent des confiscations opérées durant les guerres civiles. Au I^{er} siècle, on accroît le territoire en soumettant les nomades de l'intérieur, tandis que les domaines sénatoriaux, confisqués à leur tour, passent aux mains de l'empereur. Le souci principal devient au II^e siècle la fortification de la frontière vers le sud ; dans ses parages, on aménage des lotissements : les meilleures terres vont aux anciens soldats, les moins bonnes aux indigènes. Toutes ces mesures assurent à la province au commencement du III^e siècle une magnifique prospérité.

Aussitôt après 146, Rome déclare *libres sept villes alliées* et dès le I^{er} siècle se créent des *conventus C. R.* destinés à défendre les intérêts des colons. Au début de l'empire, la province possède une capitale avec Carthage ressuscitée et la vie municipale s'organise. Le second siècle voit naître nombre de cités nouvelles. Mais toujours se maintient une dualité heureusement ménagée : d'une part des communautés indigènes qui conservent une relative autonomie, d'autre part des villes à la romaine avec leurs magistrats, qui les embellissent de riches monuments dont on admire encore les ruines.

Autant de preuves de l'habileté qui marque la politique coloniale de Rome. Dans son introduction, l'auteur insiste sur l'individualisme des Berbères et sur la diversité des régions : les côtes avec les cités commerciales, les vallées agricoles, les plateaux où s'étaient réfugiés les rescapés de Carthage, enfin le désert et ses nomades. Rome n'a pu faire une véritable unité ; de là mille anomalies dans le régime foncier et municipal ; mais Rome est parvenue à tirer du pays tout ce qu'il pouvait donner : des denrées alimentaires, des soldats et en 193 un empereur !

Ce livre, plus clair et agréable à lire qu'original, apporte le résultat des recherches sans les discuter ; il contient les références indispensables, doit beaucoup aux inscriptions, mais quasi rien à l'archéologie, ce qui est regrettable. Tel qu'il est, il peut rendre service et faire attendre — je ne dirai pas sans impatience ! — la suite de la grande œuvre de M. Gsell.

M. DURRY.

J. W. ALLEN. *A History of Political Thought in the Sixteenth Century*. Londres, Methuen, 1928. In-8°, xxii-525 pages. Prix : 21 sh.

Le livre de M. Allen suppose une infinité de lectures ; il témoigne d'une rare connaissance, directe et intime, de la littérature politique et religieuse du xvi^e siècle en France, en Italie, en Angleterre, en Allemagne. Pour certains auteurs qui ne sont pas universellement connus, comme Hooker, Craig ou Doleman, il a la valeur d'une contribution originale. Cette fréquentation des *dii minores* permet de remettre dans leur milieu, et par suite de mieux comprendre, certaines œuvres mâtresses qu'on a tendance à contempler dans un splendide isolement, comme l'*Utopia*. Blackwood et Le Roy, Zampini, du Belloy, Barclay éclairent l'histoire des « Politiques ». Même quand il reprend un sujet rebattu, comme le renversement des valeurs chez les huguenots et les catholiques après la Saint-Barthélemy, M. Allen sait le rajeunir. C'est aussi une vue originale, et fondée sur des faits, dans son chapitre *The toleration controversy* (p. 73), que la position de Castellion et d'Acontius n'était pas, autant qu'on l'a dit, celle de penseurs isolés. « On a dit », reprend-il p. 93, « que la pensée de Castellion est étonnamment moderne. On peut l'appeler « moderne », mais il n'y a pas là place pour l'étonnement. Castellion n'était qu'un parmi beaucoup dans le xvi^e siècle », et la lignée est ininterrompue qui va de lui à Arminius.

On s'étonne seulement que la conception du *political thought* soit un peu étroite, que Rabelais manque à l'Index et que Montaigne tienne peu de place. Peut-être aussi, par réaction contre les auteurs qui ont tout voulu expliquer par la réception du droit romain, M. Allen néglige-t-il trop les juristes. Un mot sur La Popelinière, copiste intelligent, eût été justifié.

Le plan du livre est, pour des esprits latins, un peu déconcertant. Après un exposé général de l'influence du luthéranisme, du calvinisme et du « knoxisme », l'auteur découpera sa matière en sections géographiques : Angleterre, France, Italie. Procédé de classement qui peut être commode, qui permet de se retrouver au milieu de la prodigieuse quantité de notes accumulées par M. Allen, mais qui oblige à des répétitions, à des reprises et qui empêche de tracer la courbe chronologique de l'évolution européenne. Pour étudier les influences de pays à pays, il faut très souvent revenir en arrière. Et n'est-il point bizarre de lire le chapitre sur Machiavel après celui sur Bodin, après le paragraphe sur Jacques I^{er}?

Très peu d'erreurs de détail. P. xiii, lire 1535 pour 1539. P. 395, n. 2, une confusion entre la *Response* de Jean Bodin et le *Discours* de Du Haillan. M. Allen n'est pas le premier à la faire, elle date de Cimber et Danjou, mais on s'étonne de la retrouver chez un homme qui va d'ordinaire droit aux textes. Sur ce même Bodin et ses rapports avec Le Roy, il suit trop aveuglément M. Chauviré. Pourquoi écrire *Le grant Monarchie de France*?

Henri HAUSER.

Général LEGRAND-GIRARDE. *L'arrière aux armées sous Louis XIII*. Crusy de Marcellac, évêque de Mende, 1635-1638. Préface de M. Louis BATIFFOL. Nancy-Paris-Strasbourg, Berger-Levrault, 1927. In-8°, xi-287 pages.

Ce livre est une publication posthume : l'auteur est mort en 1924. Son préfa-

cier, M. L. Batiffol, nous apprend que le général Legrand, ancien sous-chef d'état-major de Joffre, rempli, au cours de la guerre, entre autres fonctions, celles de directeur des étapes et des services de l'arrière à la III^e armée en 1916, au groupe des armées du Nord en 1917. C'est ce qui lui donna l'idée de consacrer les loisirs de sa retraite à rechercher ce qu'avait été le même service au XVII^e siècle, sous Louis XIII. Sujet neuf et qui méritait, pour l'époque choisie, d'être étudié. En effet, il n'existait pas alors de service de l'arrière régulièrement organisé. C'est Richelieu qui tenta le premier de substituer aux moyens empiriques en usage une administration et un contrôle. Il attachait à ces questions une importance telle qu'en juillet 1635 il prit pour lui-même la surintendance générale des vivres aux armées. Comment il l'exerça, avec quel zèle, quelle sollicitude, quel souci des plus menus détails, on peut le voir à l'aide des très nombreux documents, extraits non seulement de la publication classique de d'Avenel, mais aussi des archives des Affaires étrangères et de la Guerre, de la Bibliothèque nationale, que le général Legrand a colligés, analysés et commentés avec une conscience et une probité scientifiques auxquelles il est juste de rendre hommage. Il a limité son étude au fonctionnement des services de l'arrière aux armées de Lorraine et aux années 1635-1638. Ce sont les dates extrêmes d'une mission confiée par le cardinal à un de ces hommes d'Église, dont il aimait à se servir, Sylvestre Crusy de Marcillac, évêque de Mende, comte de Gévaudan, qui s'était déjà distingué par les services qu'il avait rendus au siège de La Rochelle. Nommé en septembre 1635, à l'occasion du voyage de Louis XIII en Lorraine et du siège de Saint-Mihiel, directeur des vivres de l'armée de La Valette, il déploya dans cet emploi une grande activité, un zèle ardent pour le service, une fidélité extrême pour Richelieu, qu'il renseignait au jour le jour par de longues lettres, des comptes-rendus, des mémoires d'une précision remarquable. L'étude du général Legrand met en lumière les difficultés de toute sorte que rencontra l'évêque de Mende : manque d'argent, médiocrité et insécurité des voies de communication, insuffisance des moyens de transport, pénurie des animaux de trait ou de bât, vicissitudes des opérations militaires, et surtout incertitude d'attributions mal définies, multiplicité des organes affectés à la même fonction, toutes causes qui devaient engendrer et qui engendrèrent des conflits d'autorité, des querelles, des intrigues, des crises, qui aboutirent, en fin de compte, à la disgrâce de Marcillac. On peut suivre dans cette étude l'histoire des rapports qu'il entretenait avec les intendants dont les fonctions chevauchaient sur les siennes, avec les chefs d'armée successifs : La Valette, le maréchal de La Force, Bernard de Saxe-Weimar, le marquis de Sourdis, avec qui il eut de vif démêlés, d'Hocquincourt, avec qui il s'accorda d'abord assez longtemps jusqu'au jour où ils se brouillèrent ; ses conflits avec l'abbé de Coursan, agent politique louche, mais homme de confiance de Richelieu, chargé, semble-t-il, par le cardinal de le surveiller ; l'hostilité des Lorrains, en particulier du marquis de Chamblay, membre du conseil souverain. Sous le titre vague, et qui devait faire fortune, d'intendant de police, justice et finances, Marcillac étend son autorité à toutes sortes d'objets : organisation des convois, ravitaillement des places, rassemblement des renforts destinés à l'armée d'Alsace et leur envoi à destination, rasement des châteaux de Lorraine, exploitation des salines de Moyenvic, Marsal et Dieuze, etc. Mais le livre du général Legrand a une portée plus générale : il permet de voir quelle était la vie de l'arrière dans ces armées de la guerre de Trente ans ; il est une contribution à l'histoire, encore obscure, des origines des intendants. Il apporte aussi des renseignements

nouveaux pour l'histoire de la Lorraine, en particulier sur le siège de Remiremont en juillet 1638. Enfin, il éclaire certains détails des débuts de Turenne et permet de penser que l'illustre capitaine sut se souvenir, dans sa mémorable campagne d'Alsace de 1674-1675, de telles expériences qu'il avait faites lorsque, jeune mestre de camp, il participait, en janvier 1636, à ce ravitaillement des places d'Alsace, hardiment exécuté, en plein hiver, par le col du Bonhomme, sous les ordres de La Valette.

Paul COURTEAULT.

Léonce CELIER. *Les Filles de la Charité*. Paris, Bernard Grasset, 1929. In-12, 273 pages. Prix : 12 fr. (Collection : *Les grands ordres monastiques*, VIII).

Très bon livre, d'un ton excellent, exempt de la « littérature » dans laquelle tombent certains ouvrages similaires. L'auteur laisse parler les faits. Il s'est placé au point de vue historique : il s'étend beaucoup sur les origines et le passé de la congrégation qu'il étudie ; sur son organisation et son activité présente, il dit brièvement et simplement l'essentiel. Une espèce de diptyque oppose les portraits de saint Vincent de Paul et de Louise de Marillac, un peu sacrifiée d'ordinaire et à laquelle M. Celier rend pleine justice. A propos de saint Vincent, il néglige, avec raison, les problèmes critiques qu'ont soulevés récemment certains points de sa vie ; il l'envisage exclusivement en tant que fondateur des Prêtres de la Mission et des Filles de la Charité. La création de Vincent de Paul s'est ressentie naturellement des circonstances : une société aristocratique et hiérarchisée, et dans laquelle la vie urbaine avait beaucoup moins d'importance qu'aujourd'hui. Dans sa première pensée, il s'agissait de recruter, parmi les « filles des champs », dont il trace un portrait un peu idyllique et déjà XVIII^e siècle, des auxiliaires chargées d'aider les Dames des Confréries de Charité en s'acquittant auprès des pauvres et des malades des soins matériels que les occupations familiales ou mondaines des Dames et les préjugés du temps leur interdisaient de donner elles-mêmes. Une des difficultés du début fut d'empêcher que les Filles de la Charité devinssent parfois des domestiques sans gages au service des Dames elles-mêmes. Très vite — et c'est une preuve intéressante des ressources de dévouement et d'intelligence qui se trouvaient parmi les « filles des champs » — leur rôle, d'effacé et de subordonné, devint le principal : le dévouement total et permanent devait éclipser le dévouement occasionnel et irrégulier. L'autre grande préoccupation de saint Vincent fut de bien établir que les Filles de la Charité n'étaient pas des religieuses ; il s'agissait d'éviter à tout prix qu'on prétendit les ramener à la clôture, traditionnellement regardée comme caractéristique des ordres de femmes, et naturellement incompatible avec la tâche toute nouvelle que le fondateur assignait à ses filles. D'où aussi, après quelques hésitations et tâtonnements, la pratique des vœux annuels et non perpétuels — encore une nouveauté remarquable. Jusqu'à la Révolution, la congrégation s'est développée de façon normale, presque exclusivement en France, travaillant aux diverses œuvres déjà adoptées au temps des fondateurs. La Révolution a naturellement marqué une crise dans son histoire. Elle trouva moyen de ne pas disparaître complètement et se reforma sans trop de peine une fois la paix religieuse revenue, mais pour se voir en présence d'une grave question de prin-

cipe : relèverait-elle des Ordinaires, comme l'avait voulu Napoléon, ou du supérieur des Prêtres de la Mission, selon la volonté formelle de saint Vincent et de Louise de Marillac? Un schisme temporaire la divisa; la paix ne se rétablit que peu à peu sous la Restauration. Il était réservé au XIX^e siècle d'étendre beaucoup les formes d'activité des sœurs, d'y faire, tant que et partout où cela fut possible, la place plus grande à l'enseignement; d'autre part, de disperser la congrégation dans l'Europe et dans le monde; encore très française par sa maison mère, par ses traditions et par le nombre des sœurs françaises, elle est, à d'autres égards, devenue internationale en même temps que missionnaire. Un point que M. Celier n'avait pas à traiter, mais qui méritait peut-être d'être signalé, c'est la valeur d'exemple qu'ont eue les Filles de la Charité : un grand nombre de congrégations se sont fondées sur leur type; elles ont inauguré une nouvelle forme de vie religieuse, celle qui s'adonne aux œuvres actives; elles gardent d'ailleurs cette originalité d'être presque les seules qui ne se soient pas spécialisées. M. Celier indique discrètement une crise d'adaptation qu'il ne faut ni exagérer ni nier : les méthodes d'assistance, de plus en plus scientifiques et administratives, tendent à exiger un apprentissage technique dont évidemment les fondateurs des congrégations ne pouvaient avoir même l'idée. Elles seront amenées sans doute à tenir compte de cette nécessité.

E. JORDAN.

R. P. LEMMENS, O. F. M. *Geschichte der Franziskanermissionen*. Münster, Aschendorff, 1929, in-8°, xx-376 p., 10 mk. (Missionswissenschaftliche Abhandlungen und Texte, fasc. 12).

Le R. P. Lemmens, déjà connu par d'excellents travaux sur l'histoire des missions, semble s'être proposé d'établir un répertoire qui permit de répondre le plus vite possible aux questions que voici : « Y avait-il à telle époque, dans tel pays, des missions franciscaines? comment étaient-elles organisées? et quels en ont été les résultats, dans la mesure où ils sont appréciables? » Ainsi compris, son livre, qui groupe une masse considérable de faits, recueillis avec une grande érudition, rendra des services sérieux; le plan strictement géographique, parfois un peu arbitraire, a l'avantage de faciliter les recherches, un peu comme le fait, dans d'autres cas, l'ordre alphabétique d'un dictionnaire. On pourrait d'ailleurs en concevoir un autre, qui serait préférable, si l'ouvrage s'adressait moins aux érudits qu'au grand public cultivé : laisser de côté un certain nombre de noms et de détails, et souligner davantage quelques idées générales, que le P. Lemmens se borne à indiquer : quelles sont les grandes périodes de l'activité missionnaire franciscaine, ou, au contraire, les périodes de stagnation? — par quelles causes générales ou particulières (conditions du pays à évangéliser, ou de la chrétienté, ou de l'ordre franciscain) s'expliquent ces contrastes? — quelles sont les méthodes d'apostolat des Franciscains? en ont-ils qui leur soient propres et diffèrent de celles d'autres ordres? — comment les ont-ils adaptées aux cas très divers qui se rencontraient, selon qu'il s'agissait de peuples très barbares, auxquels il y avait lieu de porter les éléments de la civilisation, comme véhicule indispensable du christianisme, ou de nations pourvues d'une ancienne culture, qu'il fallait autant que possible respecter

(à diverses reprises, le P. Lemmens fait allusion aux « réductions » de l'Amérique du Sud, sans expliquer, assez clairement pour ceux qui ne le sauraient pas, en quoi elles consistaient ; les réductions des Franciscains étaient-elles exactement semblables à celles des Jésuites) ? — quelle place, dans les méthodes d'évangélisation, dans les préoccupations des missionnaires, ont tenue l'enseignement général et la science ? — comment les missions ont-elles été favorisées ou desservies par les circonstances politiques, par les rivalités colonisatrices, par le progrès des connaissances géographiques et des communications ? — comment a été compris aux diverses époques le problème du clergé indigène ? — comment a été organisé le recrutement des missionnaires et leur formation ? — En un mot, il y aurait lieu de développer les quelques brèves pages de conclusion par lesquelles termine le P. Lemmens. Il est vrai qu'on ne serait peut-être pas toujours libre de tout dire. Une des curiosités du livre du P. Lemmens est le papillon, qui tient lieu des pages 135-144, où était traitée la question des rites chinois ; il explique qu'il a fallu les supprimer sur l'ordre de la Propagande.

E. JORDAN.

Marcel GROSDIDIER DE MATONS. Metz (dans la collection *Les villes d'art célèbres*). Paris, H. Laurens. In-4^o, 160 pages et 118 gravures.

M. Grosdidier de Matons, docteur ès lettres, est professeur d'histoire et de géographie au lycée de Metz. Il a étudié l'histoire de cette ville ; il en a admiré le site et les monuments. La maison Laurens s'est tout naturellement adressée à lui pour combler la lacune qui existait encore dans sa collection. Le volume se divise en six chapitres. Voici d'abord de très intéressantes observations sur la position de Metz — étude de géographie humaine, comme on dit aujourd'hui — quelques développements sur la période gallo-romaine, représentée par des stèles du Musée, et sur le Moyen Age, dont il subsiste encore des débris de remparts, et la fameuse porte des Allemands, qui doit son nom au voisinage d'un hôpital des chevaliers teutoniques. Un chapitre tout entier est consacré à la cathédrale. Elle fut commencée vers 1220 et il fallut plusieurs siècles pour la terminer ; on construisit d'abord la nef, puis le transept, et l'on finit par le chœur. Elle ne fut point église paroissiale, mais le temple même de la cité de Metz ; on y gardait les archives de la ville et l'une des deux tours servait de beffroi. A côté de sa cathédrale, Metz possède, et surtout possédait autrefois, de nombreuses églises paroissiales ou monastiques, qui sont successivement passées en revue au chapitre III, depuis les plus anciennes, comme celle de Saint-Pierre-aux-Nonains, englobée plus tard dans la citadelle, jusqu'à celle de Sainte-Glossinde, datant de 1752 à 1756 et dont Girardet peignit la coupole. M. Grosdidier donne sur chacune d'elles des détails très précis ; mais peut-être a-t-il voulu être trop complet. L'espace lui sera ainsi mesuré dans la suite. Il consacre encore d'excellentes pages aux anciens hôtels élevés par l'aristocratie messine, aux arcades des changeurs (chap. IV) ; mais il est obligé de passer un peu vite sur la transformation de Metz au XVIII^e siècle, sur la place d'armes et le merveilleux ensemble que forme la place de la Comédie (chap. V). Le dernier chapitre nous décrit les richesses d'art de la Bibliothèque et du Musée, installés dans l'ancien couvent des Carmes. Dans la conclusion, il apprécie brièvement et avec une juste

sévérité les bâtiments construits par les Allemands en dehors des remparts démolis, sur le modèle des édifices de Nuremberg ou de Munich. Nous avons dans ce volume une excellente histoire monumentale de Metz, écrite avec méthode et exactitude; mais nous aurions désiré que cette histoire des monuments fût plus intimement rattachée à l'histoire même de la cité; il aurait fallu faire ressortir davantage la piété des évêques, l'avènement au pouvoir de l'aristocratie, puis de la démocratie, les luttes religieuses et la conquête française du xvi^e siècle, la politique des intendants du xviii^e. La période de la Révolution est totalement absente et celle de 1800 à 1870 représentée par un court alinéa (p. 133). Mais nous avons hâte de déclarer que ce volume est tout à fait digne de l'excellente collection dont il fait partie.

C. Pr.

I. — BECKER (général G.). *Épopée révolutionnaire et napoléonienne. Trois caractères : conventionnel Joseph Becker, lieutenant général comte Becker, maréchal-comte Molitor*. Paris, Berger-Levrault, 1928, viii-178 pages.

II. — DRIES (Léon). *Les congrégations religieuses au temps de Napoléon*. Paris, Félix Alcan, 1929, xi-304 pages. Prix : 30 fr.

III. — KILMANNSEGGE (comtesse DE). *Mémoires sur Napoléon I^{er}*, d'après le manuscrit original des archives du comte Guerrino zu Lynar; traduits de l'allemand par Joseph DELAGE. Paris, éditions Victor Attinger, 1928. 2 vol., 206 et 213 pages, 32 portraits et 8 fac-similés. Prix : 36 fr. les deux volumes.

I. — Sous ce titre assez emphatique, *Trois caractères*, le général G. Becker groupe artificiellement des études consacrées à trois personnages de second plan de l'époque révolutionnaire et impériale : le conventionnel Joseph Becker, le général Léonard-Nicolas Becker, qui n'eut d'ailleurs avec lui aucun lien de parenté, et son gendre le maréchal Molitor.

La carrière politique de Joseph Becker fut assez banale. Ce gros boutiquier de Saint-Avold fut mis en vedette par la Révolution. Il devint juge de paix de son canton, administrateur du district de Sarreguemines, puis du département de la Moselle. Élu à la Convention, il y siégea parmi les modérés, refusa de voter la mort du roi, tout en proclamant sa culpabilité, vécut ignoré pendant la Terreur et ne sortit de l'obscurité qu'après le 9 thermidor. Député aux Cinq-Cents après le coup d'État de Brumaire, il accepta du régime autoritaire une place de percepteur. En somme, ce fut un brave homme, qui sut ne pas s'enrichir, mais qui, au dire même de son hagiographe, n'accomplit jamais rien d'extraordinaire.

Le futur général Léonard-Nicolas Becker naît à Obernai en 1770, étudie au collège de Strasbourg, s'engage à seize ans dans les dragons, combat à l'armée du Nord, se distingue à Wattignies, sert en Vendée (1794-1795) à une époque où l'apaisement tend à se faire, puis sur le Rhin et en Hollande. Adjudant-général depuis 1795, il va à Saint-Domingue comme chef d'état-major du général Hédouville (1797-1798). Il participe ensuite à la funeste campagne d'Italie en 1799, est blessé et fait prisonnier. Général de brigade (janvier 1801), il se distingue à Austerlitz, où

il gagne le grade de divisionnaire, et en 1806, pendant la poursuite après Iéna ; en 1809 en Autriche. Mais il blâme la guerre d'Espagne et prend alors sa retraite. Sous les Cent-Jours, le Puy-de-Dôme l'envoie à la Chambre des représentants, qui le choisit comme questeur. Le ministre Davout le charge de surveiller Napoléon à la Malmaison, puis de l'escorter jusqu'à Rochefort. On lit avec intérêt, pages 98 et suiv., ce qu'il rapporte sur les entretiens à la Malmaison avec l'Empereur ; celui-ci cherchait à se justifier d'avoir abandonné son armée après la défaite de Waterloo et déclarait que la bataille avait été perdue parce que, à commencer par lui-même, personne n'avait fait son devoir. Devenu comte de l'Empire, il se tient à l'écart sous la première Restauration, mais devient pair de France en 1819. Il avait épousé, en octobre 1800, la sœur du général Desaix. Il mourut en 1840.

Fils d'un fermier, Molitor naît à Hayange en 1770. Destiné d'abord à l'état ecclésiastique, il s'engage comme volontaire en 1791 et est élu aussitôt capitaine au 4^e bataillon de la Moselle. Il fait campagne à l'armée du Nord en 1792, arrive à l'armée de la Moselle à la fin de 1793 comme adjudant-général, chef de bataillon et, sous Hoche, prend une part glorieuse à la délivrance de l'Alsace. Il sert ensuite, non sans éclat, dans la région rhénane et mérite le grade de général de brigade (1799). C'est alors qu'il se distingue d'une façon toute particulière, sous les ordres de Lecourbe, au cours des opérations en Suisse contre les Austro-Russes. En 1800, il est encore chargé d'établir, par le pays des Grisons, une liaison entre les armées d'Allemagne et d'Italie : Moreau lui fait obtenir, au choix, le grade de divisionnaire. Il gouverne avec succès la Dalmatie, 1806-1807, puis la Poméranie suédoise, 1807-1808, défend Aspern et joue un rôle important à Wagram. Il est ensuite commandant en chef dans les villes hanséatiques, puis en Hollande, et participe à la campagne de France sous Macdonald. Il se rallie à la Royauté, puis aux Cent-Jours, et s'évertue à organiser la garde nationale d'Alsace. Après une période de disgrâce, il redevient, en 1818, inspecteur général de l'infanterie et prend part en 1823 à l'expédition d'Espagne. C'est alors qu'il devient maréchal et pair de France. Gouverneur des Invalides en 1847, grand chancelier de la Légion d'honneur en 1848, il meurt en 1849.

En résumé, ouvrage mal composé, qui n'ajoute pas grand'chose à ce que pouvaient nous apprendre déjà les ouvrages cités dans la bibliographie, où l'on est d'ailleurs surpris de voir cités des manuels tels que celui d'Albert Mallet (*sic*). Le style est déclamatoire ; on se lasse à suivre des développements parfaitement superflus sur l'histoire générale ou sur les institutions de l'époque (par exemple sur l'Acte additionnel).

II. — M. Deries s'est servi des documents conservés aux Archives nationales, notamment dans les deux séries F 19 et F 7. Il n'a pas consulté directement les archives privées des congrégations, à cause de leur trop grande dispersion ; mais il a utilisé de nombreuses biographies et monographies dont les auteurs, des ecclésiastiques, ont eu en mains les pièces authentiques. Cette méthode ne va pas sans inconvénients, quand on connaît le caractère hagiographique et tendancieux que présentent souvent les travaux de ce genre ; tout au plus peut-on utiliser avec une entière sécurité les documents qu'ils reproduisent in-extenso. — L'ouvrage, assez diffus, est divisé en deux parties consacrées respectivement aux congrégations d'hommes et aux congrégations de femmes ; dans chacune d'elles des chapitres généraux d'introduction sont suivis d'études particulières sur les principales congrégations ou sur des groupes de congrégations.

En principe, Bonaparte maintint les lois révolutionnaires sur les congrégations et même il en étendit l'application à tout l'Empire, voire en Italie et jusque dans la région romaine. Néanmoins, pour des raisons d'utilité pratique, il toléra l'existence de quelques congrégations d'hommes et surtout de congrégations de religieuses. Les vœux perpétuels continuent à n'être pas reconnus par l'État. Le décret du 28 janvier 1809 est significatif à cet égard. En outre, l'administration surveille étroitement les moines et religieuses. Fouché, notamment, ne leur ménage pas son hostilité.

M. Deries a particulièrement insisté sur les Trappistes, à qui Bonaparte lui-même, dès 1801, confia l'hospice du Mont-Cenis et qui furent dispersés en 1811, lorsque leur supérieur, dom de Lestrange, eut pris parti hautement pour le pape ; sur les Pères de la Foi, association assez mystérieuse, dont les membres, sous la Restauration, devaient se faire Jésuites et qui, en attendant, avaient essayé, vainement d'ailleurs, de se faire agréer à l'Université (malgré Fesch et Portalis, Fouché obtint leur dispersion) ; sur les missions et les missionnaires (Lazaristes, Prêtres du Saint-Esprit, Prêtres des Missions étrangères) ; protégées d'abord pour des raisons de politique étrangère, pour faire pièce à l'Angleterre, elles languirent, puis furent frappées lors de la lutte contre le pape ; sur la Compagnie de Saint-Sulpice ; sur la Société des Missions à l'intérieur, suscitée par Fesch ; sur les associations pieuses (celle du père Delpuits, à Paris) ; sur les confréries de pénitents ; sur les Frères de la Doctrine chrétienne, à qui allait être abandonnée l'instruction primaire. Sans doute, les lois révolutionnaires n'avaient pu à cet égard être appliquées, pour beaucoup de raisons et, en particulier, faute de personnel ; mais est-il exact que le pays était « complètement d'accord » (p. 151) avec le Premier Consul pour vouloir substituer l'instruction confessionnelle à l'instruction laïque et désirer qu'elle fût confiée à une corporation religieuse ? Comment expliquer dans ce cas les « discussions orageuses » qui se produisirent au Conseil d'État, lorsque fut préparé le décret qui rattachait l'Institut des Frères à l'Université (p. 158) ? M. Deries note lui-même, d'ailleurs, que l'Institut eut grand-peine un certain temps à se maintenir.

III. — La comtesse de Kilmansegge ne manque pas de finesse d'esprit ; témoin ce jugement sur Pauline Bonaparte : « Elle avait un peu l'air d'un ange déchu auquel il ne restait de son premier état de pureté que l'harmonie de tout son être physique ».

Malgré son amitié ancienne pour la duchesse de Courlande (Dino), qui, soit dit entre parenthèses, aurait un instant rêvé de devenir impératrice des Français, elle ne parvint pas à sympathiser avec Talleyrand et devient son adversaire décidé. Elle trace de lui des portraits féroces, au physique et au moral. Voici comment elle conte leur première entrevue : « Lorsque M. de Talleyrand vint au-devant de moi de son pas lourd et chancelant, les yeux brillants dans une tête à mâchoire de reptile, avec, aux lèvres, un sourire d'hypnotiseur, et que de ce corps s'échappèrent les flatteries les plus outrées, je me dis en moi-même : la nature semble t'avoir donné le choix entre le tigre et le serpent. Tu as opté pour l'anaconda ». Et elle ajoute un peu plus loin : « ... Il était sans-gêne par caprice et par indolence à la fois, faible par habitude et par inclination, fort par intelligence et par éloquence, habile et toujours prêt à enlacer de ses anneaux les êtres faibles, ceux qui pouvaient lui être de quelque utilité et dont l'esprit dénotait une tendance à l'asservissement. De mœurs et de principes déplorables, effrayant par sa satire, profond par la pensée quand il s'agis-

sait de détruire, s'enfonçant tour à tour dans la mollesse et se redressant avec une nouvelle énergie, il avait, disait-il lui-même, besoin du vice pour pratiquer la vertu. Cet homme se vautre dans le bourbier avec ceux qu'il réussit à ensorceler et, quand il en ressort, c'est pour faire de nouvelles victimes et anéantir les anciennes avec un raffinement diabolique et une cruauté de bête féroce ».

Elle insiste sur les intrigues (contre Napoléon) du prince de Bénévent et de son entourage composite. Elle y signale la présence de M^{me} de Souza, « mère de Charles de Flahaut, qui continuait à coûter des sommes considérables à M. de Talleyrand ». Mais elle souligne surtout l'action prépondérante de M^{me} de Laval-Boulogne et de la duchesse de Courlande, qui, d'accord avec le prince auquel elles étaient dévouées corps et âmes, auraient notamment, en septembre 1811, juré la perte de Napoléon ; moyen d'action : exciter contre lui la haine du tsar Alexandre (t. I, p. 105).

C. RICHARD¹.

P. ALFARIC. *Laromiguière et son école. Étude biographique avec quatre portraits*. Paris, « Les Belles-Lettres », 1929. In-8°, 324 pages. (Publications de la Faculté des lettres de Strasbourg, 2^e série, vol. 5.)

Les idées de Laromiguière ont été plus d'une fois analysées, notamment par Taine et par P. Janet, mais sa vie n'avait jamais été l'objet d'une étude approfondie : le livre de M. Alfaric comble cette lacune. Aux renseignements que lui ont fournis différents dépôts d'archives, il a pu joindre ceux qu'il a tirés des papiers de la famille de Laromiguière ; il a publié en appendice un assez grand nombre de lettres intimes qui renseignent utilement sur le caractère du philosophe et même sur l'évolution de sa pensée.

Nul événement dramatique dans cette biographie. Laromiguière n'avait point la passion de la propagande ; loin de là : il ne se soucia pas de heurter, sous l'Empire et la Restauration, la mode intellectuelle du temps ; il ne répugna même pas à revenir aux pratiques religieuses ; c'était peut-être un sage, ce n'était pas un héros. Mais il n'en a pas moins compté parmi ces « idéologues » qui ont perpétué la pensée du XVIII^e siècle, et surtout celle de Condillac, durant le premier tiers du XIX^e. Aussi sa biographie intéresse-t-elle l'histoire des idées pendant la période qui va du Directoire à la monarchie de Juillet.

Il était né, en 1756, à Livinhac-le-Haut, petit bourg de notre département de l'Aveyron. Son père était un « marchand » aisé ; mais la famille était nombreuse. Comme il se signala de bonne heure par son intelligence et son goût pour l'étude on l'envoya au collège, puis chez les Doctrinaires de Toulouse, qui l'enrôlèrent. Il devint régent et fut ordonné prêtre en 1785 : mais il ne dit la messe qu'une fois et, dès 1781, à La Flèche, il avait découvert la philosophie de Condillac. Comme beaucoup de doctrinaires, il prêta le serment en 1791, puis abandonna l'habit en 1792. Cependant, il demeura toujours célibataire, non par scrupule, semble-t-il, mais parce que sa santé fut de bonne heure compromise.

1. Le regretté secrétaire de la *Revue historique* avait accepté de rédiger, en collaboration avec M. Georges Lefebvre, le Bulletin de l'histoire de la Révolution et de l'Empire demeuré sans titulaire depuis la mort de notre cher G. Pariset. Nous donnons ici, tels quels, les fragments déjà rédigés par lui, mais non encore mis au point définitif. [NOTE DE LA RÉDACTION.]

Dès 1794, il publia son *Projet d'éléments de métaphysique*, qui le signala à l'attention de Lakanal, de Daunou et de Sieyès. Envoyé, en l'an III, à l'École normale, il fut proposé pour l'école centrale qu'on projetait de créer à Paris et, désormais, ne quitta plus la capitale. Membre associé de l'Institut pour la classe des sciences sociales et politiques dès 1796, habitué des réunions d'Auteuil, chargé de la bibliothèque des quatre lycées, qui devint ensuite celle de la Sorbonne, il finit par être nommé, en 1809, professeur de philosophie à la Faculté des lettres. Dès 1811, il fut obligé de céder la place à un suppléant. Son influence n'en demeura pas moins grande ; il continua d'enseigner au moyen de conversations personnelles à la bibliothèque et par la publication de ses *Leçons*. Parmi ses disciples, on compte Cousin et Armand Marrast.

Son système fut critiqué de bonne heure par Maine de Biran, par Royer-Collard et par les théologiens, comme entaché de sensualisme. Cousin ne tarda pas à se tourner aussi contre son ancien maître, ce qui ne lui évita pas d'être lui-même attaqué pour ses tendances panthéistes. Laromiguière n'en resta pas moins en bons termes avec Frayssinous et n'eut à souffrir ni de l'Empire, ni de la Restauration. C'est qu'il avait fait nombre de concessions et s'était séparé de Condillac sur beaucoup de points. Comme on l'a dit, il avait même consenti à pratiquer de nouveau par intermittence. Cette évolution est à coup sûr le trait le plus curieux de son existence. A-t-il subi l'influence du spiritualisme renaissant ? L'éducation théologique a-t-elle pris sa revanche sur la formation philosophique ? M. Alfarc penche pour la négative et ne voit dans cette conduite qu'une concession négligemment accordée par un intellectuel contemplatif aux vicissitudes de la politique.

La révolution de 1830 ayant rétabli à l'Institut la classe des sciences morales supprimée par Napoléon, Laromiguière y rentra. Mais le triomphe de Louis-Philippe fut aussi celui de Cousin et notre philosophe mourut en 1837, un peu oublié déjà. Son système conserva néanmoins quelque vie pendant les décades qui suivirent, et M. Alfarc suit l'activité des derniers Laromiguiéristes jusqu'au début de la Troisième République.

Je ne serai point étonné que M. Alfarc fit quelque peu grief à Laromiguière de n'être point revenu se fixer dans le Livinhac-le-Haut, dont le début du livre nous fait une description pleine de vie et de charme. Néanmoins, il a pris visiblement grand plaisir à nous conter la vie de son compatriote et, ce plaisir, il nous le fait partager.

G. LEFEBVRE.

Friedrich MEINECKE. *Weltbürgertum und Nationalstaat. Studien zur Genesis des deutschen Nationalstaats*, 7^e édit. Munich et Berlin, 1928. In-8°, x-558 pages. Prix : 22 mk.

Il importe de signaler la septième édition de ce très remarquable ouvrage, qui, publié pour la première fois en 1907, a connu un grand succès, hautement mérité par l'étendue de la documentation, la profondeur de la pensée et aussi le charme de l'exposition. Il traite de questions particulièrement importantes pour l'histoire de l'Allemagne, mais qui ne laissent pas d'avoir un intérêt « européen ».

En France également, sous l'influence des événements révolutionnaires, le cos-

cosmopolitisme du XVIII^e siècle s'est peu à peu transformé en mouvement national, et la nationalité française s'est singulièrement précisée et fortifiée. En Allemagne, cette évolution a une bien plus grande ampleur, car ce pays, à la fin du XVIII^e siècle et encore pendant une grande partie du XIX^e, ne formait pas politiquement une nation ; comme le dit M. Meinecke, elle n'était une nation que par la civilisation ; elle n'était qu'une *Kulturnation*. La pensée allemande du XVIII^e siècle était, plus encore que la pensée française, empreinte de cosmopolitisme. Mais celui-ci n'était pas en contradiction avec les aspirations nationales. Mieux encore, les plus grands esprits de l'Allemagne considèrent que la conception de l'*universel* caractérise essentiellement la civilisation de leur pays, et précisément au moment où, après la guerre de Sept ans, la Prusse de Frédéric II, prenant sa forme définitive, devenait un État national.

L'auteur montre, avec précision et profondeur, comment le problème se pose pour des penseurs tels que Wilhelm von Humboldt, Novalis, Fr. Schlegel, et quel a été l'apport, à ce point de vue, du romantisme. Beaucoup de chemins, nous dit-il, ont conduit du monde cosmopolite du XVIII^e siècle au monde de l'État national du XIX^e. A cet égard, la crise déterminée par la politique napoléonienne a exercé une grande influence. L'exemple de Fichte est caractéristique et le chapitre que M. Meinecke a consacré au grand philosophe est un des plus instructifs de son livre. Avec une grande finesse, il montre qu'il n'y a pas, entre le Fichte de 1804 et celui des *Discours à la nation allemande*, la contradiction que l'on se plaît souvent à marquer ; car déjà, chez le cosmopolite de la première manière, chez le démocrate admirateur de la Révolution française, on saisit des aspirations nationales, que placera au premier plan le contre-coup des violences napoléoniennes ; d'autre part, comme de son côté l'a si heureusement montré M. Victor Basch¹, Fichte n'a jamais renoncé à son premier idéal. Non moins intéressants sont le chapitre qui, avec Adam Müller, nous montre les progrès de l'élément historique et politique dans la pensée allemande de 1808 à 1813, et celui qui décrit les idées de Stein, Gneisenau et W. von Humboldt, de 1812 à 1815.

L'époque de la Restauration n'est pas traitée de façon moins heureuse. Avec Haller, c'est la franche réaction. Mais Haller, et avec lui les écrivains qui préconisent le retour au pouvoir des États (*Stände*) et qui sont animés de l'esprit aristocratique, contribuent aussi aux progrès de la conception du *Nationalstaat*. Celle-ci, dans les années 40, se dégage des nuées de la pensée *universaliste*, bien qu'elle en soit encore imprégnée, dans une certaine mesure. D'autre part, le réalisme de Ranke ouvre la voie à ce que sera le réalisme bismarckien.

En 1848, c'est le problème des rapports entre la Prusse et l'Allemagne qui se pose fortement. M. Meinecke lui consacre une partie importante de son ouvrage et, pour cette septième édition, il a pu profiter des publications nouvelles, notamment de celle des papiers de Droysen. En dehors de la Prusse, les partisans de l'unité allemande sont convaincus qu'elle ne pourra se réaliser qu'à la condition que la Prusse ne forme pas un État ayant une constitution unitaire. Cette conception est prédominante dans l'Allemagne du Sud et de l'Ouest ; elle a d'éminents protagonistes comme Heinrich von Gagern. On s'explique alors les embarras causés par la Constitution prussienne, qui fut octroyée le 5 décembre 1848 ; on s'explique

1. Dans ses *Doctrines politiques des philosophes classiques de l'Allemagne*, ouvrage que l'on regrette de ne pas voir cité dans cette nouvelle édition de *Weltbürgertum und Nationalstaat*.

aussi, à ce point de vue, le refus du roi de Prusse d'accepter la couronne impériale que voulait lui conférer le Parlement de Francfort. Redoutable antinomie, que Bismarck a résolue par la force, par les deux guerres de 1866 et de 1870. M. Meinecke voit dans la constitution impériale de 1871 l'aboutissement de toute l'évolution politique et de tout le mouvement d'idées antérieures. Il estime également que l'État national allemand a gagné en unité dans les dernières décades avant l'écroulement des Hohenzollern, en 1918. Ne pourrait-on dire aussi que l'État prussien a fortement pesé sur l'Allemagne et a singulièrement accentué la tendance réaliste, aux dépens de la conception idéaliste de l'ancienne Allemagne? En 1921, M. Meinecke redoutait un relâchement des liens unitaires du Reich; mais, depuis, n'observe-t-on pas, dans la jeune République allemande, une tendance assez marquée vers la centralisation? En même temps, ne peut-on espérer du *Nationalstaat* démocratique un certain retour à l'ancienne conception *universaliste* de l'ancienne Allemagne?

Nous n'avons pu que bien imparfaitement donner une idée de la richesse de ce beau volume en connaissances, en idées et en aperçus de toutes sortes. La lecture en est, d'ailleurs, attrayante. Peut-être cependant serait-elle encore facilitée, surtout pour les étrangers, par un rappel plus circonstancié de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne, au cours du siècle précédent. Quelques grains de matérialisme historique rendraient aussi plus accessible l'exposé de tout ce mouvement idéologique, qui ne laisse pas parfois d'être un peu abstrait¹.

Henri Sée.

I. — H. E. ENTHOVEN. *Van Tanger tot Agadir*. Utrecht, Kemink [1929], vii-233 pages, 1 carte.

II. — JONAS JANSEN. *Björkötraktaten, en Episode i europæisk Storpolitik*. Oslo, Grøndahl, 1929, 216 p. Prix : 3,50 kr. (Extrait de *Historisk Tidsskrift*, 1929, 3^e et 4^e livr. — *Avhandlingar fra Universitets historiske Seminar*, 7^e vol.)

I. — Divers jeunes gens, dans les pays neutres, ont choisi comme sujets de thèse des portions de l'histoire diplomatique de 1871 à 1914, rendant ainsi accessibles au grand public de leur pays les révélations de la *Grosse Politik*. Aux Pays-Bas, les thèses de W. J. Jouwersma sur la crise de 1875 et celle de J. S. Bartstra sur les années 1890-1902 avaient déjà suivi cette voie. Le travail de M. Enthoven, *De Tanger à Agadir*, continue la thèse de Bartstra. Son auteur, non seulement a mis à contribution toutes les publications normalement accessibles, mais a même utilisé des recueils comme les lettres de Benckendorff (l'ambassadeur de Russie à Londres) et comme les « Actes » du banquier berlinois Schwabach, qui sont encore presque introuvables; il a, de plus, interviewé certains des acteurs des événements, tels que MM. Jules Cambon, le comte René de Chérisay, Maurice Herbet, Richard Kühlmann, le baron von der Lancken-Wakenitz, etc. Il est arrivé de cette façon

1. Le Zollverein et ses conséquences, le développement industriel de l'Allemagne après 1860 ont été laissés par trop dans l'ombre.

à rédiger un récit qu'il y aura toujours intérêt à consulter, quoique son auteur n'ait pas su se dégager de certaines appréciations fausses, usuelles parmi les neutres, dont la vie intellectuelle est influencée par la publicistique allemande. Son chapitre I est peut-être le moins réussi. Il y a consacré neuf pages bien inutiles à résumer l'histoire du Maroc avant la conférence de 1880, puis il écourte les préliminaires du conflit franco-allemand au sujet du Maroc. Il voit dans l'Entente franco-anglaise « un rêve » longtemps caressé par Delcassé et Paul Cambon. Rien de plus faux : ils ont visé à établir avec l'Angleterre de meilleures relations, mais « l'Entente », qui eût pu devenir une alliance en 1905, était en dehors de ce que l'on pouvait entrevoir avant 1904. L'action de l'Allemagne contre nous au Maroc a été inattendue et l'entente avec l'Angleterre imprévisible avant cette action. Notre accord avec l'Angleterre au sujet du Maroc avait sa contre-partie en Égypte. L'Allemagne, seule parmi les autres nations, mit comme condition à son acceptation du décret khédivial que les diverses réclamations bien modestes qu'elle avait présentées à l'Angleterre recevraient satisfaction. Vers le 1^{er} juin 1904, Lansdowne s'y refusa, puis le 17 suivant accepta. On sait combien énormes et variables furent, au contraire, les exigences de l'Allemagne à notre égard. Avant la conclusion de l'accord franco-anglais du 8 avril 1904, elle avait des difficultés avec le Maroc. Le 5 avril, quand on ne s'attendait nullement à la conclusion de cet accord, il avait été question d'envoyer un ou deux vaisseaux allemands au Maroc et d'occuper Agadir. Le 13 avril, le prince Lichnowsky, alors simple conseiller référendaire, dans un mémoire écrit *évidemment par ordre*, résuma l'impression de ses chefs en ces termes : « Nous avons besoin d'un succès dans notre politique extérieure, car l'entente franco-anglaise et le rapprochement franco-italien sont considérés comme des défaites pour nous. A mon avis, il faudrait... demander... si l'Angleterre aurait des objections à une action... sur la côte occidentale ». J'avais l'intention de demander à Lichnowsky *par ordre de qui* il avait rédigé ce mémoire. Il est malheureusement mort avant que j'aie mis mon dessein à exécution. Mais il est certain que le mémoire est la clef de tout ce qui suivit. Vers le 15 août, Metternich dut sonder Lansdowne au sujet de l'action sur la côte occidentale et fit part en ces termes du résultat de son sondage : « Si nous essayions d'obtenir le contrôle d'un port sur la côte occidentale, l'Angleterre ne chercherait pas à éluder l'obligation qu'elle a contractée ». L'action de l'Allemagne contre nous se développant ensuite, Delcassé se montra d'abord très désireux d'accorder à l'Allemagne tout ce qu'on pouvait croire qu'elle demanderait ; mais, vers le 20 avril, Bülow fit répondre que « des négociations franco-allemandes séparées n'étaient pas considérées comme convenant à la situation ». A cette époque, on était parvenu au quai d'Orsay à connaître le chiffre des dépêches allemandes ; Delcassé apprit par elles que Bülow ne voulait pas négocier avec lui ; d'autre part, il dut recevoir vers le 5 mai l'assurance de l'appui de l'Angleterre et même l'offre d'un traité défensif. Dès lors, Delcassé cessa d'insister auprès de l'Allemagne pour lui donner satisfaction, mais Rouvier désirait se débarrasser de lui et le sacrifia sans regret pour obtenir de Bülow ce que celui-ci avait refusé à Delcassé. Il fut d'ailleurs aussitôt contraint de voir que son espoir avait été vain : Bülow ne voulait pas se contenter d'avoir fait chasser Delcassé et humilié la France ; il voulait faire du Maroc un ulcère dans le flanc de l'Algérie pour y enchaîner ainsi une notable partie de nos forces et non « créer un barrage contre l'inondation de l'impérialisme français », comme le croit M. Enthoven. Celui-ci aurait dû dire tout cela et il ne l'a pas fait.

Ses conclusions ne sont pas plus justes : « Quoique Kiderlen ait commis des fautes », écrit-il, « il est certain que son action à Agadir a mis fin à l'isolement de l'Allemagne à Algésiras, et cela parce qu'il n'a pas succombé à la tentation d'exiger une portion du Maroc. On le voit clairement au changement d'attitude de l'Angleterre ». Il est ridicule de répéter que l'Allemagne, appuyée de ses alliances avec l'Autriche, l'Italie et la Roumanie et ayant à sa dévotion la Turquie, ait été isolée. Quant à Kiderlen, il a effectivement commencé par exiger une portion du Maroc, il n'y a renoncé que parce qu'il a vu que ni la France, ni l'Angleterre n'y consentiraient. Son aveu à ce sujet est imprimé dans les *Documents diplomatiques français*, 3^e série, t. I, récemment parus. Quant au changement d'attitude de l'Angleterre, il s'explique, non parce que « la France avait dû en 1911 consentir à ce qu'elle avait plusieurs fois, sous la pression de l'Angleterre, refusé de faire », mais parce que la nuance pacifiste de l'opinion anglaise, persuadée que l'Empire britannique est assez fort et ses intérêts mondiaux trop compliqués pour qu'il ait à se préoccuper de maintenir en Europe l'équilibre traditionnel, prenait peu à peu le dessus.

II. — L'étude de M. Jansen sur le traité de Björkö n'est pas seulement très fouillée, elle se distingue aussi par sa très réelle impartialité. L'auteur, comme la plupart des écrivains scandinaves, quand il a commencé son travail était sous l'influence de ce qu'ont écrit les Allemands. Mais, au cours de son étude, il a rectifié beaucoup de ses préjugés. On peut différer d'avis avec lui sur quelques nuances ; on doit reconnaître qu'il aurait été difficile de traiter son sujet mieux qu'il ne l'a fait. Ses conclusions sont donc d'autant plus intéressantes. « Le traité », dit-il, « était exclusivement dirigé contre l'Angleterre. Il était purement défensif. Il ne constituait pas une menace contre la France, qui était seulement invitée à s'y associer [un peu péremptoirement, il faut l'avouer !]. Nicolas a donc pu le conclure sans trahir l'alliance qu'il avait avec elle. Si Guillaume II a usé de petites supercheries envers Nicolas II pour lui faire signer le traité, il était bien intentionné envers lui et, dans son enthousiasme, croyait même que cette alliance était un bienfait pour le monde entier ». Tout cela me paraît juste, sauf en ce qui concerne la France. Il est exagéré de dire que Guillaume « ait cru de bonne foi que la France accèderait au traité ». On ne pouvait le supposer que si l'on admettait que la sommation d'y accéder provoquerait chez nous une panique semblable à celle qui avait été la conséquence des menaces contre Delcassé. Rien ne prouve que Rouvier eût cette fois-là fait des concessions aussi désastreuses pour notre dignité. Guerre pour guerre, il valait mieux combattre avec les Anglais contre l'Allemagne que contre l'Angleterre pour servir l'Allemagne. L'état d'esprit des Allemands nous invitant à signer est d'ailleurs prouvé par cette remarque de Bülow : « Nous devons nous réserver la possibilité de laisser les mains libres à la France au Maroc si elle accède. Ce serait le meilleur emploi que nous puissions faire du Maroc et la conclusion la plus favorable de notre campagne » ! Ces lignes sont la condamnation de ce qu'a dit M. Jansen, que Bülow voulait défendre les intérêts allemands au Maroc. On voit qu'il n'y songeait pas, pour la bonne raison qu'ils n'étaient pas menacés. Il voulait seulement nous humilier pour accroître son prestige et rester chancelier. Comme le remarquait Eulenburg, « il tenait à sa place plus qu'à sa vie » et croyait s'y maintenir plus solidement en nous abaissant.

Émile LALOY.

E.-F. GAUTIER, professeur à l'Université d'Alger. **L'aménagement du Sahara.** Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1929. 1 vol. in-4°, XVIII-283 pages.

L'Académie des sciences coloniales avait mis au concours pour 1925-1926 l'importante question suivante (c'est elle qui dit *importante*) : *Recherche d'une politique générale et à longue portée d'aménagement du Sahara*. Ce concours était doté d'un prix de 12,000 francs. Le prix fut décerné, le 30 juin 1928, sur le rapport de M. J. Chailley, au mémoire dont la devise était la suivante : « *Ich bin der Geist der verneint* ; je suis l'esprit qui dit non. C'est la devise de Méphistophélès, dont la qualité d'intellectuel est bien établie par ses relations avec le Dr Faust. L'intellectuel dit non, et la vie dit : oui ». L'auteur du mémoire est tout de même un intellectuel de marque, E.-F. Gautier, professeur à l'Université d'Alger.

Il est curieux de voir un mémoire sur l'aménagement du Sahara commencer, sans préavis, par une déclaration de guerre aux intellectuels. Nous avons entendu, il y a trente ans, des fanfares de cet ordre pour une affaire qui n'avait rien de commun avec une mise en valeur coloniale. Espérons que l'aménagement du Sahara soulèvera moins de passions.

Il est de fait que l'aménagement du « plus beau désert de la planète », reconnu comme tel, dans un autre livre plus scientifique, par l'auteur du mémoire, rencontre dès l'abord de fortes objections, qui ne sont pas celles d'intellectuels coupeurs de cheveux en quatre, mais celles du simple bon sens. Comment l'auteur parvient-il à se tirer d'affaire? Avec beaucoup d'adresse, il faut le reconnaître. Cette adresse consiste essentiellement à englober dans l'aménagement du Sahara celui des Hauts-Plateaux algériens, de la zone sahélienne du Niger et des bas pays du Tchad. Mais jusqu'à quel point l'auteur était-il autorisé à se servir d'un tel subterfuge? Selon nous, il n'y était pas autorisé du tout. La définition du Sahara est fort claire, elle ne prête à aucune ambiguïté. C'est le pays absolument dépourvu de précipitations pluviales régulières. Ni les Hauts-Plateaux, ni la zone sahélienne du Niger, ni les bas pays du Tchad, malgré la rareté des pluies, ne sont dans ce cas. Ils ne font donc point partie du Sahara. Ils n'auraient pas dû entrer dans un mémoire consacré à l'aménagement du Sahara.

Le Sahara, en réalité, est une étendue morte, et morte à jamais, à la réserve de quelques oasis sans avenir. Seule, la découverte de grandes richesses minérales pourrait y amener, près des mines, une population de sédentaires qu'on y entretiendrait avec beaucoup de peine et d'efforts, comme à Kalgoorlie dans l'Ouest-Australien. Mais, jusqu'ici, le sous-sol du Sahara demeure aussi rebelle que le sol à toute exploitation humaine. « Au Hoggar », avoue Gautier, « M. Bourcart a étudié plus de 6,000 échantillons de roches éruptives très variées ou de schistes métamorphiques sans rencontrer un seul indice d'une minéralisation intéressante ».

Si cet espoir disparaît, il n'en resté aucun autre. On peut, à la rigueur, dompter des déserts d'une étendue médiocre. Mais celui-là est immense. C'est bien le *cœur mort* de la planète. Ni le Dahna d'Arabie, ni le Takla-Makan du Turkestan chinois, ni même l'affreux désert d'Australie ne peuvent lui être comparés. Voyez la belle carte au 1/50,000,000 dressée par E. de Martonne et L. Aufrère (*L'extension des régions privées d'écoulement vers l'océan*, publication n° 3 de l'Union géographique internationale. Paris, 1928).

Quand un désert est petit et qu'il y a des « châteaux d'eau » naturels voisins, on peut en irriguer une partie ; par exemple, le désert de Thar dans l'Inde, irrigué au moyen des eaux de l'Himalaya. Rien de pareil pour le Sahara. Il est immense et il n'a à portée qu'un château d'eau tout à fait insuffisant (l'Atlas). Les caractères désertiques y sont tellement prépondérants que la présence de deux accidents de relief accentués (Tibesti et Hoggar) est impuissante à rien y changer : exemple qui serait unique au monde s'il n'y avait pas le haut plateau sec des Andes de Bolivie, du Chili du Nord et du Pérou du Sud.

L'aménagement agricole du Sahara est donc bien la plus vaine des chimères. Il l'est d'autant plus que, comme M. Gautier le reconnaît et comme M. E. de Martonne l'a démontré avec plus d'autorité, « le dessèchement du Sahara ne fait que croître et s'étendre sur ses lisières », rien qu'en vertu de la prolongation du climat désertique et sans péjoration des conditions essentielles de ce climat.

Alors, pourquoi tout ce bruit ? Uniquement pour arriver à la construction d'un chemin de fer transsaharien. Ce chemin de fer, remarquons-le bien, n'a pas pour but avoué la mise en valeur du Sahara, mais la liaison de l'Afrique du Nord et du Soudan. On voudrait nous faire croire qu'il ne traversera pas 3,000 kilomètres de solitudes désolées, destinées à demeurer éternellement désolées ; on voudrait ainsi triompher des répugnances très justifiées de l'opinion publique française à l'égard de cette entreprise.

Camille VALLAUX.

Am
tign
Heitz
disper
quels
rédui
retro
avec
l'Alli
passi
archi
vant
—
(Balt
et 94
sité
Près
thiqu
Les
reco
dans
intér
cons
il se
chal
du f
asse
dans
sur
des
lier
290
ball
sièr
inté
thor
de l

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Antiquité. — Daniel VÖLTER. *Glozel und die Einwanderung von Semiten im heutigen französischen Département Allier, um 700 vor Chr.* (Strasbourg, J. H. Ed. Heitz, 1929, in-8°, 221 p., 110 fig. et un alphabet). — Le titre même de l'ouvrage dispense d'un long compte-rendu. Il suffira d'indiquer les résultats généraux auxquels l'auteur est parvenu : vers 700 avant notre ère, des Hébreux, opprimés et réduits en esclavage par les Phéniciens, travaillent aux mines du Sinaï. On les retrouve dans le delta du Rhône, puis ils remontent le fleuve jusqu'à son confluent avec la Saône et, enfin, parviennent, on ne sait comment, dans le département de l'Allier, à Glozel. Là, ils écrivent, écrivent. Tout leur est bon pour satisfaire leur passion d'écrire, même les vestiges laissés par leurs prédécesseurs. Quant aux archives qu'ils ont abandonnées, ce n'est pas M. Völter qui les expliquera. Mieux vaut ne pas parler de ses traductions.

R. LANTIER.

— George E. MYLONAS. *Excavations at Olynthus ; part I : The neolithic settlement* (Baltimore, Johns Hopkins Press, in-4°, xvii-108 p., avec 2 planches en couleurs et 94 fig. ; prix : 7 s. 50). — Sous la direction de M. David M. Robinson, l'Université Johns Hopkins a entrepris l'exploration du site d'Olynthos, en Macédoine. Près du village de Myriophyto, sur la colline de Megali Tumba, trois villages néolithiques ont été découverts, séparés les uns des autres par des couches d'incendie. Les maisons, de forme quadrangulaire ou trapézoïdale, à une ou deux pièces, sont recouvertes d'un toit de branchages ou de roseaux. Il n'y a aucune trace de poutres dans les constructions faites en gros galets de rivière. Découverte particulièrement intéressante, un four de potier a été retrouvé à l'angle sud-est de la fouille. De construction assez compliquée, rappelant les fours encore en usage dans la région, il se compose d'une sole ovale et d'un foyer duquel rayonnent des conduites de chaleur. Il devait exister sur cet emplacement un atelier de potier, car en dehors du four on semble bien avoir retrouvé une fosse à terre. La poterie d'Olynthos est assez variée. Dans le plus ancien village, on a recueilli des tessons à engobe noire ; dans le second et le troisième des fragments à décor géométrique gravé ou peint sur fond rougeâtre. Des haches de pierre, des ciseaux, des pesons de tisserand et des poinçons d'os, ainsi que des vases et des bracelets de pierre complètent le mobilier de la station, dont la période de plus grande prospérité se place entre 3000 et 2900 avant notre ère. De même que dans d'autres villages néolithiques de la région balkanique, Olynthos a donné un certain nombre d'idoles en marbre, pierre grossièrement taillée et argile. Les images féminines de terre cuite sont parmi les plus intéressantes, l'une d'elles est ornée d'un décor de chevrons. Les habitants d'Olynthos étaient des agriculteurs qui ont occupé la Thrace et la partie septentrionale de la Macédoine pendant la seconde période du néolithique.

R. LANTIER.

— André BERTHELOT. *L'Afrique saharienne et soudanaise. Ce qu'en ont connu les*

Anciens (Paris, les Arts et le Livre, 1927 ; petit in-4°, 431 p., avec 8 cartes, dont 4 hors texte ; prix : 75 fr.). — Après avoir, dans les deux premiers livres, esquissé un tableau général de la géographie physique et humaine de ces régions à l'époque contemporaine, M. Berthelot aborde la discussion des témoignages anciens qui se répartissent sur à peu près dix siècles, d'Homère à Ptolémée. Tous ces chapitres sont pleins de choses ; ils constituent un précieux répertoire, non seulement pour la géographie, mais aussi pour l'histoire ancienne de l'Afrique saharienne et soudanaise. La documentation à laquelle ont puisé les auteurs anciens n'est ni grecque, ni latine. Les Grecs ont dû la plupart de leurs renseignements aux Égyptiens pour l'Afrique orientale, aux Syriens pour l'Afrique occidentale. Directement, ils ne paraissent guère avoir connu que la Cyrénaïque et, sur l'intérieur, les Carthaginois ne leur ont guère fourni d'indications, eux-mêmes n'ayant probablement pas pénétré très avant dans le pays. Cependant, par l'intermédiaire de leurs comptoirs de la côte occidentale, ils ont été à même de récolter des informations sur les tribus de l'intérieur. Par contre-coup, les voyages d'Alexandre ont ouvert une ère nouvelle pour la connaissance de ces pays. Jusqu'alors la documentation géographique des Grecs était indirecte ; en les installant à Alexandrie, le conquérant élargit leur horizon. Le périple de la mer Érythrée recueille les enseignements fournis par les voyages dans la mer Rouge et le long de l'Océan Indien. Mais ce fut l'organisation administrative de l'Empire romain qui fournit aux géographes les matériaux les plus abondants. L'œuvre de Ptolémée ne serait en somme que la mise en valeur de cette importante documentation.

R. LANTIER.

France. — Nous devons signaler à nos lecteurs une brève étude de M. Louis HALPHEN sur *Les débuts de l'Université de Paris*, parue dans les *Studi medievali* (nouvelle série, 21 avril 1929, p. 134-139). Il y prouve que, dans les bulles pontificales de 1209 à 1222, le terme *universitas* ne désigne pas l'Université, mais l'ensemble des maisons et élèves, le « Studium Parisiense ». La formule bien connue « *noverit universitas vestra* » n'a aucun rapport avec une Université quelconque. C'est peu à peu que le corps universitaire de Paris s'est constitué, et seulement à partir de 1231 que son existence autonome est formellement reconnue par la papauté.

— Arthur LÅNGFORS. *Histoire de l'abbaye de Fécamp en vers français du XIII^e siècle*, publiée avec une introduction et un glossaire. Helsinki, 1928, in-8°, 282 p. (Annales Academiae scientiarum Fennicae, B, XXII, 1). — Le poème, divisé en trois livres, a été transmis par un manuscrit de la Bibliothèque nationale de Madrid (9446), qui contient diverses compositions françaises. L'auteur, religieux de Fécamp, a conduit scrupuleusement son histoire jusqu'à l'année 1201. La première partie est la traduction d'un texte latin dont le manuscrit est perdu, mais qu'on connaît par l'édition de la *Neustria pia* reproduite par M. Långfors. La seconde partie est aussi une traduction, celle du traité latin sur le Précieux sang, déjà publié deux fois, par M. Omont et M. Kajava. Le troisième livre vient d'un texte latin perdu, mais dont Guillaume Le Hule a donné la substance au *xvii^e siècle* dans une histoire de l'abbaye (édit. A. Alexandre 1893). De l'exposé des sources, très sûrement découvertes par M. Långfors, on voit assez que ces quelque 6,000 vers n'ont pas de valeur historique originale. Tout le prix du poème est dans son intérêt linguistique, et le nom seul de l'éminent romaniste de Helsingfors garantit la qualité du nouveau travail qu'il nous présente.

C. BRUNEL.

— Louis ROYER et Antoine THOMAS. *La Somme du Code, texte dauphinois de la région de Grenoble, publié d'après un manuscrit du XIII^e siècle* (Impr. nationale, 1929, 138 p. Tiré des « Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale », t. XLII). — Ce manuscrit a été découvert par M. Royer, conservateur de la bibliothèque et des archives municipales de Grenoble, au château d'Uriage ; le propriétaire actuel, le comte de Féligonde, a bien voulu l'autoriser à le copier et à le publier. C'est une acquisition précieuse à la fois pour l'histoire du droit et pour la connaissance du dialecte dauphinois, dont il est le plus ancien monument connu. M. Royer a montré que le texte dérive, non pas de la version provençale du *Codi*, mais d'une traduction latine très voisine d'un manuscrit de Tortose étudié par Fitting ; le traducteur dauphinois ne s'est d'ailleurs pas fait faute d'abrégé et de remanier son texte. Le manuscrit provient de la Grande-Chartreuse et les caractères de son écriture indiquent le début du XIII^e siècle ; il est apparenté de près avec une *Somme* de Richard de Pise exécutée pour le seigneur d'Uriage dans le début du XIV^e siècle. Dans sa forme vulgaire, cette compilation juridique, dit M. Royer, « a été composée pour une catégorie de personnes qui, par leur situation sociale, se trouvaient fréquemment dans le cas d'appliquer les règles du droit : seigneurs féodaux, souvent pris comme arbitres dans des cas litigieux, bourgeois ou marchands des villes, dont les fortunes récentes étaient devenues d'une gestion délicate ». Elle ajoute un élément nouveau concernant la diffusion du droit romain dans le sud-est de la France. — L'étude linguistique de ce précieux document est l'œuvre de M. Antoine Thomas, et ce nom suffit pour en montrer l'intérêt philologique. Il l'a terminée par un précieux glossaire qui occupe les p. 100-137.

— Ch. DE LA RONCIÈRE. *Les portulans de la bibliothèque de Lyon* (Lyon, mai 1929, in-4^e, 22 p. et 14 planches ; édité aux dépens des « Amis de la Bibliothèque ». Fait partie des « Documents paléographiques, typographiques, iconographiques » publiés par le conservateur Henri Joly, 8^e fascicule). — La bibliothèque de Lyon possède quatre atlas de cartes marines ou portulans, dont deux sont reproduits dans le présent ouvrage. Le premier a été exécuté à Venise par le cartographe et peintre Pietro Vesconte, très probablement en 1319 ; le second, qui est anonyme, sort d'un atelier vénitien à une date qu'il est difficile de fixer exactement ; mais le costume du portrait peint sur les plats de la reliure indique la fin du XIV^e siècle et la nomenclature appartient certainement au dialecte vénitien. Dans la préface, M. de La Roncière met en pleine lumière ces différents points ; il reconstitue l'œuvre cartographique de Vesconte, indique dans quelles circonstances cet artiste génois alla travailler à Venise, insiste sur l'intérêt historique, géographique et artistique de ces deux belles œuvres, si intéressantes pour l'histoire maritime de la reine de l'Adriatique.

— Jean CALVIN. *Épître à tous amateurs de Jésus-Christ, 1535...* avec une introduction sur une édition française de l'*Institution* dès 1537 ? par Jacques PANNIER (Paris, Fischbacher, publications de la Société calviniste de France, n^o 2. In-8^o, 56 pages, 2 facs. ; prix : 10 fr.). — En nous rendant le grand service de rééditer la préface mise par Calvin en tête de la traduction du Nouveau Testament dans la Bible d'Olivétan (p. 34-55), M. Pannier nous présente une hypothèse hardie : celle d'une édition française de l'*Institution* antérieure à 1541. Malgré ses recherches minutieuses (qui, sur bien des points, enrichissent nos connaissances calvinistes), malgré l'ingéniosité de ses discussions, je doute qu'il convainche le lecteur. Plus

d'un, parmi ses arguments, se retournerait même contre lui, et le meilleur n'est pas la confrontation du texte de l'*Institution* avec celui de l'*Épître*. Lisez, par exemple, la page 53 : « Devant cette accumulation d'antithèses, ces allitérations qui aboutissent à des jeux de mots, bref toute cette rhétorique qui sent encore l'école, on a l'impression que le vrai Calvin, le créateur de la prose française, n'est pas encore maître de son instrument ». M. Pannier, après avoir décrit avec les yeux de la foi l'*Institution* française, qui serait, à l'en croire, sortie en 1537, à Genève, des presses de Jean Gérard, ajoute sagement : « Un seul exemplaire échappé aux bûchers et autres causes de destruction suffira pour fixer définitivement ce point d'histoire littéraire et religieuse ». Condition suffisante assurément, mais en même temps nécessaire.

Henri HAUSER.

— LESLEY BYRD SIMPSON. *The struggle for Provence 1593-1596. A sidelight on the internal policy of Henry IV, based on unpublished correspondence of Henri de Montmorency-Damville...* (University of California Press, Berkeley, 1928, in-8°, 1-23 p.).

— La bibliographie est une science très utile. Faute de le croire, M. Simpson est venu s'installer au Cabinet des manuscrits sans avoir ouvert les travaux de MM. Wilkinson sur la Ligue en Provence, de M. Dumoulin sur « a certain La Fin », de Mouton sur d'Épernon, enfin de son compatriote Ch. Palm sur Damville. Dans ces conditions, il est inévitable de se figurer qu'on a découvert le manuscrit 62 du fonds Dupuy, déjà utilisé par M. Palm. M. Simpson nous rend service en publiant le texte des lettres, mais il n'ajoute rien à notre connaissance de Henri IV. — Quelle idée bizarre d'imaginer que le Vulson de la p. 12 pourrait être un Wilson?

H. Hn.

— FUNK-BRENTANO. *La grande légende de la mer : l'île de la Tortue* (Paris, la Renaissance du livre [1929], 252 p.; prix : 15 fr.). — La petite île, le rocher de la Tortue, est comme un satellite, un avant-poste de Saint-Domingue ou Haïti. Elle fut au XVI^e siècle un repaire pour les aventuriers maritimes : corsaires boucaniers, flibustiers, qui exercèrent une piraterie souvent fructueuse dans la mer des Antilles, le plus souvent au détriment des Espagnols, dont les galions étaient pour eux une proie sans cesse convoitée. Certains chefs français : Monbars dit l'Exterminateur, Jean-David Nau, surnommé l'Olonnais parce qu'il était originaire des Sables-d'Olonne, le général Grammont, commencèrent la conquête de Saint-Domingue et, quand la flibusterie fut détruite par la Compagnie des Indes occidentales au temps de Colbert et de Seignelay, Haïti resta colonie française. Cette histoire, qui n'a rien de légendaire, a été racontée par M. Funk-Brentano avec une verve entraînante; il s'est abstenu de lui donner le caractère d'un livre d'érudition; il laisse au lecteur, curieux d'être exactement renseigné, le soin de consulter lui-même les ouvrages énumérés à la fin, p. 250-253. Cette bibliographie le rassure en lui donnant l'impression qu'il ne perd pas son temps à parcourir une histoire romancée.

Ch. B.

— FERDINAND BUISSON. *Condorcet* (Paris, Félix Alcan, 1929, in-16, 137 p.). — E. VANDERVELDE. *Jaurès* (Ibid., 1929, 150 p.; Collection des Réformateurs sociaux; chaque volume : 12 fr.). — On sait que la « Collection des Réformateurs sociaux », dirigée par M. C. Bouglé, se propose de donner, en de petits volumes, des pages choisies des plus remarquables de ces réformateurs, en les faisant précéder d'introductions, où est retracée la vie de ces penseurs et où l'on donne une idée géné-

rale de leur doctrine. MM. Ferdinand Buisson et E. Vandervelde ont satisfait, d'une façon heureuse, à ce programme. — M. Buisson a bien fait de reproduire d'importants extraits des célèbres mémoires de Condorcet sur l'instruction publique, qu'il n'est pas toujours aisé de se procurer, et de nous donner une idée de la fameuse *Esquisse des progrès de l'esprit humain*. — M. Vandervelde a choisi aussi dans l'œuvre touffue de Jaurès des pages très caractéristiques de cet étonnant esprit. Sa longue introduction, écrite de main de maître, est d'autant plus séduisante que l'éditeur a connu d'assez près le grand orateur et qu'il évoque, de la façon la plus vivante, des souvenirs personnels.

H. S.

— Justement encouragée par le succès croissant de ses éditions d'auteurs grecs et latins, l'Association Guillaume Budé a pris sous son patronage une nouvelle collection, celle des Textes français modernes du xvi^e au xix^e siècle (cf. *Rev. histor.*, t. CLX, p. 448). Elle a pour objet de « donner satisfaction, en même temps, au public universitaire en tant qu'instrument de travail et au grand public, qui aime se cultiver en lisant ». On a donc réduit l'annotation à l'essentiel, qui est de mettre sous les yeux du lecteur les variantes des diverses éditions comparées au texte définitif donné par l'auteur et, en outre, d'élucider aussi brièvement que possible les obscurités du texte ; le tout d'ailleurs renvoyé à la fin du volume. Ce sont donc, si l'on peut ainsi parler, des éditions critiques, mais non des éditions savantes. On a pris soin de présenter chaque volume sous un aspect séduisant : un caractère spécial a été choisi pour chaque siècle : le *Garamond* pour le xvi^e, le *Jenson* pour le xvii^e, le *Fournier* pour le xviii^e, le *Didot* pour le xix^e. Tandis que les textes grecs paraissent sous le signe de la chouette et les latins sous celui de la louve, les textes français portent sur la feuille de titre l'image d'une tête casquée empruntée à une sculpture datant du début du xvi^e siècle et qui donne une vague idée de Jeanne d'Arc. Les textes seront donnés dans leur intégrité et les œuvres seront complètes. On assure que toutes les dispositions sont prises pour livrer au public au moins vingt-cinq volumes par an.

Pour 1929, ont déjà paru (éditions Fernand Roches, 150, boulevard Saint-Germain) les ouvrages suivants : *Rabelais*, en entier, cinq volumes (chaque vol. au prix de 18 fr.), par M. Jean PLATTARD, qui, dans la préface du tome I : *Pantagruel*, a résumé tout ce qu'on peut déjà savoir sur l'homme et sur l'œuvre. Le tome V contient, outre le *Cinquiesme livre*, les lettres et écrits divers de Rabelais, classés selon l'ordre chronologique, et enfin un glossaire, indispensable pour comprendre la langue si savoureuse, mais si compliquée, de maître Alcofribas. — Pour le xvii^e siècle, un tome I^{er} des œuvres de Racine a déjà paru ; mais, rapidement épuisé, il a fallu procéder à une réimpression. — Les œuvres complètes de Montesquieu débutent par les *Lettres persanes*, aux soins de M. Élie CARCASSONNE (on peut signaler dans l'introduction les remarques sur la prétendue seconde édition des *Lettres* destinée, d'après Voltaire, à tromper les scrupules du cardinal de Fleury au sujet de certains passages indécents ou impertinents de l'auteur, qui s'opposaient à son élection comme membre de l'Académie française). — La transition du xviii^e siècle au xix^e se trouve dans l'autobiographie de Benjamin CONSTANT : *Adolphe*, par J.-Jacques BOMPART (prix : 15 fr.). Il est assez curieux de comparer, dans l'introduction, le passage relatif au mariage manqué de Constant et de M^{lle} Pourras avec celui de Gibbon et de M^{lle} Curchod, dont il a été parlé dans notre précédente livraison. — Aux débuts du romantisme se rapportent des

œuvres d'inégale valeur littéraire : *Le Rouge et le Noir* de STENDHAL par M. Pierre JOURDA (2 vol. ; prix : 39 fr.) et le pastiche de MÉRIMÉE : *Le théâtre de Clara Gazul* (prix : 21 fr.), manifeste à la fois littéraire et politique d'un voltairien qui attaque, mais en se cachant, à la fois le classicisme épuisé et le cléricisme persécuteur au temps de Charles X. — C'est à la poésie pure (ou impure) qu'appartiennent les œuvres d'Alfred DE VIGNY, dont les *Poèmes* sont édités par M. Jean CHUZEVILLE (prix : 18 fr.), et celles de Charles BAUDELAIRE : *Les fleurs du mal*, par M. Édouard MAYNIAL (prix : 19 fr. 50). Elles dépassent notre domaine. Ch. B.

— Mgr M. CHAILLAN. *La vieille église de Saint-Victor de Marseille et le pape Urbain V* (Marseille, Tacussel, 1929, 406 p. et 25 pl. hors texte). — Dans ce volume, l'auteur a publié un important document, tiré des archives du Vatican, concernant les réparations ordonnées à cette antique église par le pape Urbain V, les travaux exécutés dans la crypte, le transept, les murs, le cloître en 1363. Ce document est encore plus instructif pour l'histoire économique que pour l'archéologie elle-même.

— Nous avons omis de signaler en son temps une étude, pleine de faits nouveaux, sur *L'église de Riquewihr pendant la Révolution, 1789-1799*, par M. Chr. PRISTER, alors doyen de la Faculté des lettres de Strasbourg (*Bulletin de la Société d'archéologie de Riquewihr*, 11^e Bulletin, 1926, 40 p.). L'histoire de cette délicieuse petite ville et de son église apporte une inestimable contribution à l'histoire religieuse de la Révolution française.

Amérique espagnole. — Lillian Estelle FISHER. *The Intendant system in Spanish America* (Berkeley, University of California Press, 1929, in-8°, x-385 p.). — Miss Fisher, qui nous a déjà donné en 1926 un très bon travail sur l'institution des vice-rois d'outre-mer, passe maintenant à celle des intendants. L'ancien système était devenu inopérant, pour bien des raisons, dès l'avènement des Bourbons. Or, en 1718, ils avaient introduit en Espagne, à l'instar de la France, l'institution des intendants. Après un échec, on l'y rétablit avec succès en 1749. On eut l'idée, après la guerre de Sept ans, de la transporter aux colonies, comme nous l'avions fait antérieurement au Canada. La première intendance fut créée à la Havane en 1764, puis le régime fut étendu au continent, dans le cadre subsistant des vice-royautés, de 1768 à 1790. Il y eut même une intendance des Philippines. Seul Porto-Rico n'aura la sienne qu'en 1811. Il résulte de la consciencieuse analyse de l'auteur que l'institution fut bienfaisante ; miss Fisher estime même qu'appliquée plus tôt, dès le début du règne réformateur de Charles III, elle aurait pu imprimer un tout autre tour à l'histoire des colonies espagnoles. — Les pages 96-331 donnent la traduction de la grande ordonnance organique de 1786. H. HAUSER.

Belgique. — J. BOES. *De Lieve, eerste kunstmatige verbinding tussen Gent en de zee* (Gand, impr. de W. Siffer, 1929. In-8°, 65 pages, planches et plans ; extrait du *Bulletijn der Maatschappij van Geschied- en Oudheidkunde te Gent*, 1929). — A l'occasion du centenaire du canal de Terneuzen en 1930, la direction des Archives municipales de Gand a décidé de publier une série de monographies sur les communications de cette ville avec la mer aux siècles passés. La première, fort intéressante, a été consacrée au Lieve, canal construit pour faire communiquer Gand avec Damme, alors port de Bruges, elle-même à cette époque la plus grande ville de la Flandre. Déjà en 1243 Aardenburg avait donné l'exemple en décidant

de faire creuser l'Eede, le ruisseau qui la mettait en communication avec le Zwin (ou Escaut maritime) à Slepeldamme. En 1251, Ypres imita cette initiative en faisant approfondir l'Yser et l'Ypervleet pour se relier à Nieupoort. La même année fut établi le premier projet de creusement du Lieve : le canal devait rejoindre l'Eede près d'Aardenburg et suivre ensuite l'Eede jusqu'à Slepeldamme. Ce projet, on ne sait pourquoi, ne fut pas exécuté. Les documents qui viennent ensuite nous apprennent qu'en 1262 on travaillait à l'exécution d'un autre tracé : le Lieve, après avoir atteint l'Eede en amont d'Aardenburg, était continué vers l'ouest jusqu'à Damme (au lieu de suivre le cours de l'Eede du sud au nord). En 1272, l'écluse de Damme fut construite : le canal était achevé. Son tracé ne suivait le lit d'aucune rivière, quoique ayant emprunté une petite portion de celui de la Durme ou Cale. Par suite, l'eau devait y être maintenue par des écluses. Sa largeur paraît avoir été de 5 mètres au fond et de 9 mètres au niveau de l'eau ; les bateaux qui y naviguaient ne devaient avoir ni plus de 0^m90 de tirant d'eau, ni plus de 4^m50 de long, ni plus de 2^m30 de large. D'après la charte de 1251, la juridiction devait appartenir, suivant les lieux, à Gand et à Aardenburg ; mais, par suite du tracé définitif, elle fut attribuée entièrement à Gand. Celle-ci payait des droits au comte de Flandre, à l'éclusier de Damme et à la ville de Bruges. Gand elle-même, dès 1323, affirma le canal. Celui-ci, à la fin du x^ve siècle, n'avait plus beaucoup d'importance. En 1722, le trafic journalier ne s'élevait plus qu'à quatre bateaux en moyenne. À la fin du x^{viii}e siècle, quand le Lieve devint impraticable entre Raveschoot et Damme, une douzaine de bateliers continuèrent à le fréquenter.

Émile LALOV.

États-Unis. — *International Index to Periodicals*, vol. XVI, mars 1928 (New-York, the H. W. Wilson Company, xi-122 p.). — Bibliographie consacrée aux humanités et aux sciences, où sont mentionnés à la fois par nom d'auteurs et de sujets les articles publiés dans les périodiques du monde entier. Dans la présente livraison, le nombre de ces périodiques atteint au chiffre de 300 environ. Ne sont signalés que ceux dont les éditeurs communiquent leurs journaux et revues à l'administration de l'*Index* ; c'est ainsi qu'on trouve marqués les articles des *Débats* et non ceux du *Temps* ; la *Revue des Deux Mondes* et non la *Revue de Paris* ; le *Journal des économistes*, qui paraît à la librairie Félix Alcan, et non la *Revue historique*. La Direction de l'*Index* ne demande qu'à étendre son domaine. Que les éditeurs veuillent bien l'y aider.

Grande-Bretagne. — The Hon. Cliul BIGHAM. *The kings of England, 1066-1901* (Londres, John Murray, 1929, 522 p., 36 portraits ; prix : 21 s.). — De M. Bigham on a déjà signalé ici même deux recueils de biographies, l'un sur les premiers ministres, l'autre sur les principaux ministres (*chief ministers*) de l'Angleterre. Pour faire suite à ce que l'éditeur annonce comme des « Fascinating studies » sur les grands personnages qui ont dirigé les affaires du royaume, l'auteur ajoute la biographie des trente-six souverains qui ont régné en Angleterre de Guillaume I^{er} à la reine Victoria. Ne lui demandez ni érudition, ni vues personnelles ; il s'en défend dans les premières lignes de sa préface. Sans doute, il a beaucoup lu, mais sans choix, ni discernement ; la bibliographie qu'il a ingénument présentée à la fin de l'ouvrage en est la preuve manifeste. De ses lectures, il n'a voulu retenir que les faits capables d'intéresser le grand public ignorant et frivole ; ses biographies sont,

il est vrai, agréablement esquissées, mais elles sont banales et n'apprennent rien de nouveau sur aucun point de l'histoire. Ch. B.

— On trouve une abondante bibliographie dans l'*Annual Bulletin of historical literature* pour l'année 1928, publié par la *Historical Association* (Londres, Bell, 1929, 71 p.; prix : 1 s.). L'histoire ancienne y est traitée par MM. B. L. HALLWARD et M. P. CHARLESWORTH, celle du Moyen Age par MM. R. G. D. LA HASS et Eileen POWER; le xvi^e siècle par M. C. H. WILLIAMS, les xvii^e et xviii^e siècles par M. P. C. VELLACOTT; l'histoire coloniale et celle d'Amérique, de 1500 à 1928, par Miss Lilian M. PENSON; le xix^e siècle, 1789-1928, par M. Harold TEMPERLEY, « honorary editor » du *Bulletin*. — Pour la même *Historical Association*, le prof. A. P. NEWTON a publié *A select list of works relating to the history of the British empire overseas*, dressée surtout pour l'usage des étudiants, et qui complète les bibliographies indiquées plus haut (*Ibid.*, 24 p.; prix : 1 s.). — Enfin, dans la série des « Leaflets », signalons deux rapides études : l'une par M. Harold TEMPERLEY, *Foreign historical novels* (n° 76, *Ibid.*, 24 p.; prix : 1 s.), où l'auteur apprécie la valeur historique de sept grands romanciers : deux Français, Victor Hugo et Alexandre Dumas père; un Danois, Jensen; un hongrois, Jokai; un Polonais, Sienkiewicz, et deux Russes, Merekovski et Tolstoy; le tout suivi d'une assez abondante bibliographie. — Le n° 77 des « Leaflets » est intitulé *The english captivity of James I, king of Scots*, par E. W. M. BALFOUR-MELVILLE (*Ibid.*, 16 p.; prix : 1 s.). On connaît en gros l'histoire de ce malheureux prince, qui fut, à l'âge de onze ans, capturé en mer par des pirates de Norfolk (1406), livré au roi d'Angleterre Henri IV, qui le retint prisonnier au mépris d'une trêve qui réglait alors les relations de l'Angleterre et de l'Écosse. Henri V à son tour se servit de lui comme otage, et pendant ses campagnes en France, après Azincourt, essaya de l'employer pour détourner les Écossais de l'alliance française. Après dix-huit ans d'une captivité à la fois décente et très surveillée, Jacques I^{er} put enfin racheter sa liberté par le traité de Londres (14 décembre 1423), au prix de 40,000 £, somme égale, disait-on, aux frais causés par cette longue captivité. Les comptes, dont l'auteur n'a pas indiqué nettement l'origine et dont il a tiré dans cette notice un bon parti, ne semblent pas justifier ce motif. N'était-ce pas une autre manière de chantage? — Ch. B.

— *The Pipe roll of 31 Henry I. Michaelmas 1130*. Reproduced in facsimile from the edition of 1833 (Londres, H. M.'s Stationary Office, 1929, xxiii-161 p.; prix : 1 £.). — On sait que le plus ancien rôle de la Pipe, ou grand rôle de l'Échiquier, a été publié en 1833 par le Rév. Joseph Hunter. Tirée à petit nombre (250 exemplaires), distribuée généreusement à des particuliers, l'édition fut promptement épuisée. Elle était devenue introuvable. On vient de la reproduire par le procédé anastatique; mais on a mis en tête une assez longue liste d'additions et de corrections, dressée par M. Charles Johson, du P. Record Office, dont la compétence et le souci d'exactitude sont bien connus de tous les médiévistes qu'intéresse l'histoire de l'Angleterre médiévale. Ch. B.

— Nous avons à signaler tout un lot de volumes publiés en 1929 par l'administration du P. Record Office (Londres, His Majesty's stationary office).

I. *Curia regis rolls of the reigns of Richard I and John*; t. IV : 7-8 *John* (ix-435 p.; prix : 1 £ 10 s.). — Dans ce volume on a reproduit intégralement le texte des procédures concernant les causes portées soit devant le roi en personne, soit

devant les juges du Banc du roi pendant les années 1205-1206. L'auteur de la préface (M. C. T. FLOWER?) expose que les rôles où elles ont été transcrites doivent être attribués à trois scribes différents, dont un même est désigné par son nom : Martin; or, il est vraisemblable qu'il s'agit ici de Martin de Pateshull, qui devint par la suite un juge, très souvent mentionné dans le *Notebook* de Bracton. Le présent volume contient huit de ces rôles et termine en quelque sorte une série à part, puisque, dans les années suivantes, les rôles sont réduits presque à rien, ou cessent. Ceux qu'on vient de publier nous font connaître jusque dans le plus menu détail l'extrême variété des causes portées devant le Banc royal, le droit et la procédure, la condition des terres et des personnes, ça et là des scènes de mœurs prises sur le vif. A cet égard, l'Index des matières doit être parcouru avec soin; il complète même en quelque sorte l'Index des noms propres, où l'on s'étonne tout d'abord de ne pas trouver le nom du roi Jean, bien qu'il soit maintes fois mentionné dans le cours du volume; certaines indications permettent de compléter l'itinéraire de ce roi pendant sa campagne en Poitou, 1206. Oserai-je signaler une misérable faute d'impression! Au bas de la page 8, on lit « nisi pacaret et precium ». Ne faut-il pas lire *ei*?

II. *Calendar of the fine rolls*; vol. X et XI : *Richard II*, 1383-1399 (iv-433 et 515 p.; prix : 1 £ 10 s. chaque). — Comme on le voit, ces deux volumes terminent le règne de Richard II. Le texte en a été préparé par M. C. B. DAWES. J'ai déjà indiqué la nature de ces documents (*Rev. histor.*, t. CLVI, p. 345) où les Français trouveront à glaner, notamment en ce qui concerne les biens ou fiefs anglais appartenant à des abbayes normandes : Fécamp, Préaux, Sézéc, et qui furent confisqués comme étant des « alien priories »; ou encore les négociations pour la paix avec la France en 1392; mais ce sont surtout les multiples sources de revenus extraordinaires alimentant le trésor que l'on peut suivre à chaque page dans ces volumes.

III. *Calendar of close rolls. Henry IV*; t. II : 1402-1405 (529 p.; prix : 1 £ 10 s.; par M. BIRD). — Ici, c'est plutôt toute l'administration intérieure qui est représentée : lettres adressées aux shériffs, aux collecteurs d'impôts, aux juges du Banc royal et de l'Échiquier, aux maires des principales villes, spécialement de Londres. Il serait actuellement pénible d'avoir à utiliser ce volume parce qu'il n'est pas muni d'index. Espérons que nous n'attendrons pas longtemps cet indispensable complément.

IV. *Calendar of the close rolls. Henry V*; vol. I : 1413-1419 (527 p.; prix : 1 £ 15 s.). — Même observation à propos du présent volume, rédigé par M. BIRD (on nous prévient que l'index sera joint au tome II et que ce tome est déjà à l'impression). Il présente un très vif intérêt, en particulier pour nous, parce qu'on y voit les mesures de toute nature prises par Henri V pour ses expéditions en France en 1415 et en 1417 : levée et mobilisation des troupes; emploi des revenus appartenant aux « alien priories » et mis sous séquestre; surveillance des navires étrangers arrivant dans les ports anglais; ainsi, p. 131, ordre de perquisitionner dans les navires vénitiens pour voir s'ils importent leur monnaie (les « galeyhalpens ») pour les vendre à Londres; ordre de payer l'arriéré de solde aux troupes restées en France en 1417 et pour lequel on n'avait encore pu qu'engager les bijoux du roi (p. 373), etc. Ce volume et le suivant devront être examinés de près par les historiens français.

V. *Letters and papers, foreign and domestic, of the reign of Henry VIII. Addenda*, 1^{re} partie, nos 1-293 (vii-441 p.; prix : 1 £ 10 s.). — Ce volume a pour auteurs feu

JAMES GAIDNER et M. R. H. BRODIE. On saisit ici la fâcheuse méthode qui a présidé à l'établissement de cet énorme *Calendar* : il a été exécuté avant qu'on eût fait, aux archives, le récolement exact de tous les fonds où l'on devait puiser ; de là des omissions et aussi des admissions regrettables ; c'est pourquoi il a fallu se résigner à donner ce volume d'*Addenda*, qui commence par une série de quatre-vingt-quatre numéros dont la date est incertaine, et qui se continue de 1509 à 1536. Le tome II contiendra sans doute la table des matières.

VI. Voici, par contre, l'Index des cinq volumes du *Calendar of the patent roll* pour le règne d'Édouard VI (772 p. ; prix : 2 £ 10 s.). On ne saurait trop remercier l'administration du P. R. O. d'un si utile instrument de travail.

VII. *Calendar of State papers, Foreign series, of the reign of Elizabeth*. 3^e partie du tome XXI, publié par Sophie Crawford LOMAS et Allen B. HINDS (XLII-608 p. ; prix : 1 £ 15 s.). — On lit dans la préface : « Le présent volume est le second des trois qui ont été nécessaires pour mettre les papiers relatifs aux affaires de Hollande et de Flandre sur le même plan que ceux de la série générale contenus dans la 1^{re} partie du tome XXIII. Il traite des derniers mois de l'année 1587 et concerne surtout la seconde et dernière tentative de Leicester pour s'emparer des Pays-Bas. Le terrain avait déjà été exploré de très près par Motley dans *The history of the United states* et plus récemment dans la *Vie de Walsingham* par M. Conyers Read, mais la masse des matériaux est si grande et leur intérêt si varié qu'il reste encore beaucoup à dire. Nos documents permettent de présenter le côté anglais d'une situation difficile et compliquée ». C'est cette situation qui est sommairement exposée dans la préface.

VIII. *Acts of the Privy Council of England* ; vol IV : 1617-1619, par M. J. V. LYLE (570 p. ; prix : 1 £ 15 s.). — Ce volume se recommande vivement à l'attention des historiens et en particulier des économistes par les détails qu'il contient sur le commerce avec la France, la Russie, l'Espagne. La longue réponse faite par le Conseil (15 janvier 1618) aux réclamations de l'ambassadeur de France sur les infractions au traité de commerce est un bon exemple, entre beaucoup d'autres, de l'intérêt qu'offre pour nous la lecture de ces procès-verbaux. Enfin, comme on sait, c'est le texte même de ces *Acts* qui est sous nos yeux.

Ch. B.

— Theodore F. T. PLUNKETT, *Yearbooks of Richard II. 13 Richard II, 1389-1390* (Londres, Spottiswoode, Ballantyne et C^{ie}, 1929, XLIX-205 p., dont 166 doubles pour le texte et la traduction ; prix : 7 doll. 50 cents). — Ce volume, a été publié sous les auspices de la « Fondation Ames » ; il fait suite à celui qui se rapporte à la douzième année du règne (1388-1389), publié par M. George F. Deiser en 1914 et signalé dans la *Revue historique*, au tome CXVII, page 189. Dans la préface, M. Plunkett fournit d'utiles renseignements sur les manuscrits des *Yearbooks* relatifs au règne de Richard II ; il cherche les raisons pour lesquelles ces *Annales*, qui nous sont parvenus au complet pour Édouard II, ne sont plus représentés sous Richard II que pour un petit nombre d'années. Il écarte l'hypothèse de leur disparition pour des causes fortuites. D'autre part, on pourrait supposer que les troubles, si fréquents et si graves pendant le règne de ce prince, ont entravé le cours de la justice et, par conséquent, suspendu le travail des clercs chargés de résumer les débats portés devant les tribunaux suprêmes de la Couronne ; c'est, en effet, justement pendant les années de calme que les *Yearbooks* font défaut. La véritable cause de leur irrégularité provient plutôt de ce que la jurisprudence avait changé de caractère depuis Édouard II. A cette époque-là, elle n'était pas encore solidement établie ;

l'interprétation de la loi ou de la coutume par les juges donnait lieu à des discussions animées entre les parties et la cour, et il importait d'en suivre exactement l'évolution. Un demi-siècle plus tard, la jurisprudence et la procédure s'étaient régularisées au point qu'il n'importait plus autant de connaître par le menu détail les incidents d'audience. D'ailleurs, la procédure en équité du *Conseil* et de l'*Échiquier* avait dégagé les cours de *common law* et les *sergeants* d'une cause constante de tâtonnements. La régularité des *Yearbooks* reparaitra au siècle suivant, en leur donnant un caractère strictement juridique. — Autre considération présentée par M. Plunkett : tandis que les *Yearbooks* d'Édouard II sont représentés par un assez grand nombre de manuscrits, si différents les uns des autres que la collation en est devenue presque inextricable, ceux de Richard II n'offrent guère que des différences de forme : le fond est identique ; aussi l'éditeur a-t-il pu se contenter de donner le texte d'un des manuscrits, celui qu'il estime le plus correct et le plus lisible. Il l'a reproduit avec une exactitude minutieuse. En regard est une traduction, vraiment indispensable, le texte étant rédigé en un français très spécial et abrégé de telle sorte qu'il faut une longue pratique de cette sorte de documents pour y voir clair ; enfin, il a sérieusement contribué à leur intelligence en publiant le texte des jugements tels qu'ils sont transcrits en latin sur les *Plea rolls*. Ces textes, traduits également en anglais, apportent au lecteur ordinaire un repos et une sécurité dont il a grand besoin. — On saura gré, enfin, à M. Plunkett d'avoir commenté dans sa préface certains procès intéressant la condition des personnes et des terres, notamment la transformation des tenures serviles qui fit de si grands progrès au XIV^e siècle, surtout après la Peste noire.

Ch. B.

— *The complete Peerage, or A history of the House of Lords and all its members from the earliest times*, by G. E. C. (édit. revue par M. GIBBS et mise au courant par M. H. A. DOUBLEDAY et Lord HOWARD DE WALDEN, vol. VII ; Londres, The St. Catherine Press, 1929, 753 p. ; prix : 3 £ 13 s. 6 d.). — L'éminent J. H. Round disait volontiers que ce *Peerage* était le meilleur de tous les dictionnaires concernant les Pairs du royaume d'Angleterre, celui dont G. E. Cokayne, son premier auteur, avait rédigé avec le plus de science et de conscience. Son texte [entre crochets] et ses notes ont été scrupuleusement reproduits ici et les additions successives portent le nom des auteurs. Aussi ne peut-on accueillir qu'avec reconnaissance toute nouvelle édition conçue dans le même esprit ; c'est le cas pour celle que poursuivent en ce moment M. Doubleday et Lord Howard. Elle contient les biographies et généalogies depuis *Husee* jusqu'à *Lincolnshire*. Mais quel principe a présidé au choix de ces familles ? On lit en première page : « Histoire de la Chambre des lords et de tous les membres de cette Chambre depuis les plus anciens temps » ; un Français demandera d'abord en quoi consiste la Chambre des lords et depuis quand on peut parler de pairs du royaume. Disons qu'il faut entendre par là les vassaux directs de la Couronne, ceux que le roi, depuis le XIII^e siècle (sinon même avant), appelait à siéger dans ses Conseils, à raison soit de leur tenure, soit de la sommation royale (*writ*) qui les convoquait à son Parlement. On me pardonnera de prendre pour exemple ceux qui ont porté, ou qui sont supposés avoir porté le titre de comte depuis la conquête. Ce sont d'abord les seigneurs plus ou moins authentiques de Pont-Audemer, puis les Beaumont (p. 523-536), puis les Montfort (p. 537-547) ; enfin, les Lancastre (p. 547-549), les Sydney (p. 549-561), etc. Sur la famille des Montfort, les auteurs ont réuni un très grand nombre de faits puisés aux meilleures sources. J'ai un vif regret de

n'avoir pu connaître cet excellent travail, publié juste au moment où venait de se terminer la nouvelle édition de mon livre sur le « martyr » d'Evesham. Je ne suis pas en mesure de soumettre à un examen attentif les autres biographies du volume; celui auquel je me suis livré ne peut que me confirmer dans la haute opinion qu'on doit avoir sur cette admirable publication.

Ch. B.

— Arthur E. PRESTON. *Christ's hospital. Abingdon. The almshouses, the hall and the portraits* (Oxford University Press, 1929, in-12, 66 p., illustr.). — Cet hôpital fut créé en 1553 à l'aide des fonds provenant des deux guildes charitables que possédait Abingdon et qui venaient d'être sécularisées (1547). Le « maître » actuel de cet hôpital, M. Preston, expose, d'après des documents d'archives, l'histoire des guildes et de l'hôpital; il en décrit les bâtiments et les portraits des personnages notables qu'on en conserve, entre autres ceux d'Henri VI et d'Édouard VI. Intéressante monographie.

— *An Inventory of the historical monuments in London*; vol. IV : *The City* (Royal Commission on historical monuments, England. Londres, H. M.'s stationary office, 1929, in-4°, xxxiv-228 p., nombreux croquis et plans dans le texte; un plan général dans une pochette, montrant l'emplacement occupé par les monuments; prix : 1 £ 1 s. 6 d.). — Aux trois volumes qu'a déjà fait paraître la Commission : abbaye de Westminster, région occidentale de Londres, Londres à l'époque romaine, vient de s'ajouter un tome IV consacré à la ville épiscopale, à la Cité. Comme dans les précédents volumes, on trouvera dans celui-ci la description méthodique, très minutieuse et impersonnelle, de tous les monuments, ecclésiastiques et civils, antérieurs à l'année 1714, qui subsistent encore aujourd'hui en tout ou en partie. Pour chacun d'eux, un plan indique exactement les diverses époques de la construction et des remaniements, à l'intérieur et à l'extérieur, avec la décoration, le mobilier sacré ou profane, etc. Le cadre est fourni par les vingt-six quartiers (*wards*) de la Cité, rangés d'après leur ordre alphabétique.

Une courte préface résume brièvement l'histoire monumentale de la Cité, qui est coupée violemment en deux par le terrible incendie de 1666. Il détruisit ou endommagea sérieusement 86 églises paroissiales sur 107 qui existaient auparavant (voir l'appendice II); dans ce nombre, 51 ont été reconstruites ou réparées sous la direction de Christophe Wren, l'illustre architecte de la nouvelle cathédrale de Saint-Paul. Quant aux bâtiments civils, aux maisons particulières, ce qui était construit en bois fut en grande partie la proie des flammes; seuls ont résisté les monuments construits en pierre de taille, tels que les hôtels des compagnies de marchands, les « Inns of court », le Guildhall, qu'il fallut d'ailleurs à plusieurs reprises restaurer et agrandir pour les adapter à des besoins nouveaux. Comme on doit s'y attendre, ce sont les monuments religieux qui sont les plus anciens et l'on éprouve une particulière jouissance à faire une connaissance intime avec Saint-Mary-le-Bow, dont la crypte remonte au XI^e siècle; avec Saint-Bartholomew-le-Grand, construit au XII^e; avec Sainte-Hélène, couvent de religieuses bénédictines fondé en 1204-1216; avec l'église ronde du Temple édiflée en 1185, etc.; sans oublier la synagogue des Juifs espagnols et portugais qui fut construite en 1700-1701 (voir p. 10 et suiv.). Deux gros morceaux, qui s'opposent d'ailleurs dans un saisissant contraste, retiennent fortement l'attention : l'un Saint-Bartholomew, si vénérable dans sa noblesse un peu rude; l'autre Saint-Paul, si imposante par sa masse et si riche par sa décoration lapidaire. La place faite au mobilier est considérable : fonts baptismaux, vitraux (les anciens ont presque entièrement disparu),

monuments funéraires, chaires et pupitres, vases en métal précieux, rampes d'escalier, ferronnerie d'art et emblèmes héraldiques (deux pages entières, 203 et 204, imprimées en très fins caractères, sont consacrées à l'armorial des familles londonniennes), peintures murales (assez rares), etc. Un glossaire et un index des noms de choses et de personnes terminent ce très beau volume. Ch. B.

— Signalant une nouvelle traduction des *Mabinogion*, par MM. T. P. ELLIS et John LLOYD (Londres, H. Milford, 2 vol.), le supplément littéraire du *Times*, en son n° 1449, montre que, si cette traduction est supérieure à celle que Lady Charlotte Guest a donnée en 1849, et si elle est fondée sur de meilleurs textes, elle est trop littérale pour représenter fidèlement l'original. Quant au commentaire, il n'ajoute rien d'important à celui de M. Joseph Loth dans sa remarquable traduction (2^e édit., 1913). C'est donc cette dernière qui doit plutôt servir de guide pour l'étude d'une œuvre capitale de la littérature celtique.

— Sur l'*Université de Londres*, son histoire depuis 1726, sa transformation radicale depuis 1900 et la loi de 1926, qui lui ont donné sa constitution actuelle, on lira un bref résumé de M. Pierre VAUCHER, paru dans la *Revue des sciences politiques*, numéro de janvier-mars 1928. — Dans la livraison d'avril-juin, M. Vaucher, professeur à cette Université, a publié une étude sur *Les élections générales en Angleterre* en mai-juin 1929 et les débuts du ministère travailliste. Sa conclusion mérite d'être signalée : « Les travaillistes ne semblent pas devoir sacrifier à des vues théoriques les intérêts de l'Empire. Le pays leur remet sans inquiétude la conduite de la politique impériale et il se réjouit de les voir prendre en main la direction de la politique extérieure avec le désir ardent de « conquérir » la paix. Mais les Anglais ne veulent pas être gouvernés par les Trades-Unions et, pas plus qu'en 1926, lors de la grève générale, ils ne leur permettraient de se substituer au Parlement. »

— J. COUTURIER, professeur à l'Institut catholique de Paris. *Le « Book of common prayer » et l'Église anglicane* (Paris, éditions Spes, 1928, in-12, 227 p. ; prix : 6 fr.). — Très instructive brochure dont il faut recommander la lecture à toute personne qui s'intéresse à l'histoire des religions en général et, particulièrement, à celle de l'Église officielle d'Angleterre. On y trouvera décrits avec une grande précision le *Prayer book*, qui tient lieu de notre Bréviaire, de notre Missel et du Rituel romain, les divers remaniements qu'il a subis jusqu'en 1660, les discussions passionnées soulevées par la révision entreprise en 1927-1928. On sait que, finalement, le Parlement, qui s'est en partie substitué à la royauté pour l'examen de certaines affaires ecclésiastiques, a rejeté les propositions du clergé anglican tendant à rapprocher la liturgie anglicane de la liturgie romaine. On trouvera aussi dans le livre un résumé des « Conversations » de Malines et, cà et là, quelques portraits des principaux protagonistes. La biographie de Mgr Barnes, évêque de Birmingham, nommé par le gouvernement travailliste en 1924, le « clericus anglicanus stupor mundi » (p. 139-148), est un morceau savoureux. Ch. B.

Italie. — *Indice degli Atti accademici pubblicati dal 1911 al 1924* (Rome, Bardi, 1928, 135 p.). — C'est la table alphabétique, par nom d'auteur, des articles publiés par l'*Accademia nazionale dei Lincei*. Il est superflu d'insister sur l'utilité d'une pareille bibliographie.

Russie. — *L'U. R. S. S. et le désarmement*, préface d'Armand CHARPENTIER (Paris, A. Delpeuch, 1928, in-8°, 74 p. ; prix : 3 fr.). — On sait qu'à la Société des

Nations, en novembre 1927, au nom du gouvernement soviétique, Litvinov a proposé un projet de désarmement intégral, à réaliser en quatre années. La présente publication contient le discours de Litvinov à Genève, deux déclarations du 30 novembre et du 3 décembre 1927, le projet de désarmement de l'U. R. S. S., le compte-rendu de la délégation au Congrès du parti communiste de l'U. R. S. S. (14 décembre 1927). Ce sont là d'intéressants documents pour les futurs historiens du mouvement pacifiste. Dans le rapport fait au Congrès du parti communiste, Litvinov a marqué avec humour le peu de confiance qu'il avait dans le pacifisme réel de la Société de Genève ; mais cet humour même n'a-t-il pu inciter des pacifistes « bourgeois » à penser que le gouvernement soviétique, nanti d'une puissante « armée rouge », n'était peut-être pas pleinement sincère ? Il ne nous appartient pas d'examiner cette question. Certaines personnes, et notamment l'auteur de la préface, M. Armand Charpentier, estiment qu'il pourrait être spirituel et bienfaisant de discuter sérieusement l'intéressant programme présenté par Litvinov. — H. S.

Tchécoslovaquie. — M. Vlastimil KYBAL, ministre de Tchécoslovaquie à Madrid, et qui ne laisse passer aucune occasion de rappeler qu'il a fait une partie de ses études à Paris, avait préparé une communication pour le Congrès d'Oslo ; il la publie maintenant avec tout l'appareil critique désirable dans un volume intitulé : *Les origines diplomatiques de l'État tchécoslovaque* (Prague, éditions « Orbis », 1920, 107 p.). M. Camille Barrère, ancien ambassadeur à Rome, dont M. Kybal fut pendant quelques années le collègue, a bien voulu annoncer le volume par une préface où, après avoir exposé rapidement l'activité diplomatique déployée par MM. Mazarik, Beneš et Stefanik pendant la guerre, il rappelle « une des entreprises les plus étonnantes de la résurrection de la Tchécoslovaquie ». Il s'agissait « de réunir et de jeter dans le même creuset tous les soldats tchèques faits prisonniers aux fronts des Alliés, ceux qui, contraints de se battre contre leurs amis, faisaient campagne avec les armées autrichiennes ». Avoir combattu auprès des grands alliés fut « pour les Tchécoslovaques la certitude d'entrer dans le concert des nations victorieuses et la consécration de leur renaissance historique ». M. Kybal s'est uniquement proposé d'exposer les faits à l'aide des documents officiels et de ceux que M. Beneš a publiés au tome III de son *Livre des documents*.

Turquie. — MOUKBIL-BEY. *La campagne de Perse, 1514* (Paris, Berger-Levrault, 1928, in-8°, vii-125 p., 8 croquis ; prix : 12 fr.). — Nous sommes si pauvres en études directes sur la puissance militaire des Turcs Osmanlis, qu'il faut accueillir avec reconnaissance ce travail où un chef d'escadrons de la jeune République turque étudie la campagne menée contre la Perse par le Sultan Sélim « l'Inflexible » comme on étudierait une campagne napoléonienne. Il y a peut-être bien du factice dans la façon dont le moderne stratège nous mène de la mer de Marmara jusqu'à la plaine de Tchaldiran, où une victoire décisive écrasa la puissance des Séfévides. La part de S. M. le Hasard a sans doute été plus grande dans cette épopée, que les mutineries des janissaires faillirent faire mal tourner. Il y a aussi une sorte de romantisme, une sorte de chauvinisme kémaliste rétrospectif dans le portrait qui nous est donné de Sélim, définitif fondateur de l'Empire, commandeur des croyants, réformateur de ces institutions militaires qui devinrent la terreur et l'admiration de l'Europe.

H. H. R.

— Donald C. BLAISDELL. *European financial Control in the Ottoman Empire. A study of the Establishment, activities and significance of the Administration of the*

Ottoman Public Debt (New-York, Columbia University Press, 1929, in-8°, x-243 p. Introduction d'E. M. EARLE ; prix : 3 doll.). — Bonne étude sur la Dette ottomane, dont on signale l'étroite relation avec l'histoire même de la Turquie. L'auteur ne songe pas à nier que l'intervention de la finance européenne était indispensable et légitime et qu'elle fut, dans l'ensemble, bienfaisante. Après quoi, il a cru devoir sacrifier aux idoles du jour et dénoncer l'« impérialisme » des puissances occidentales, surtout de la France. Il y a pour lui « impérialisme » quand les gouvernements mettent la force de l'État au service des créanciers nationaux contre un débiteur récalcitrant, quand ils soumettent à des conditions la négociation, le lancement ou la cotation de nouveaux emprunts. On ne peut réprimer un sourire en lisant cette définition sous une plume américaine. Il reste que, lorsqu'un État ne tient pas ses engagements, il risque de voir s'établir chez lui ce que M. Blaisdell appelle des « avant-postes » de l'État créancier. Mais laissons là toute philosophie et voyons dans son livre un sérieux exposé des faits, allant jusqu'à l'époque actuelle.

H. HR.

Folklore. — Alexander Haggerty KRAPPE. *Études de mythologie et de folklore germaniques* (Paris, Leroux, 1928, in-8°, VIII-189 p., avec 6 figures ; prix : 40 fr.). — Alertement écrit en français par un Américain, ce recueil sera lu avec intérêt. L'auteur paraît au courant des principaux travaux parus en Allemagne et en Scandinavie. Peut-être recherche-t-il trop souvent les comparaisons. Les contacts avec la civilisation méditerranéenne sont habilement signalés (*Thor et le Loup*). Parmi les autres études, au nombre de douze, il y a lieu de citer celles qui sont consacrées à Odin et Gunnlöd, au Dieu du Gué, à la légende des Harlungen.

R. LANTIER.

— Robert HERTZ. *Mélanges de sociologie religieuse et de folklore* (Paris, Félix Alcan, 1928, in-8°, 249 p. ; prix : 35 fr.). — Dans ce nouveau volume des *Travaux de l'Année sociologique*, on trouvera une réimpression des principaux travaux du regretté Robert Hertz, tué à l'ennemi en 1915. M^{me} Alice R. Hertz, qui avait ajouté une préface à ce recueil, est disparue, elle aussi, avant que le volume soit sorti des presses. Les deux premiers mémoires, *La représentation collective de la mort* et *La prééminence de la main droite*, se rattachent à toute une série d'études entreprises par l'auteur sur l'impureté : *Saint Besse* et *Contes et dictons recueillis sur le front parmi les poilus de la Mayenne* (inédit), à des travaux de mythologie comparée et de folklore. Le livre se termine par la réimpression intégrale du compte-rendu du livre de Grass sur *Die russischen Sekten*. L'ensemble de ces travaux réunis en volume rend encore plus sensible la perte que les études sociologiques ont faite en Robert Hertz.

R. LANTIER.

Histoire religieuse. — M.-J. PINET. *La vie ardente de Gerson* (Paris, Bloud et Gay, 1929, in-12, 246 p.). — En écrivant son livre sur « la vie ardente » de Gerson — pourquoi ardente ? pourquoi cette épithète, qui n'est peut-être pas la plus juste ? pourquoi une épithète ? à tout cela pas de réponse, sinon que c'est la mode — M^{lle} Pinet n'a pas prétendu nous donner, d'un des plus grands hommes de l'Église de France, un des plus sympathiques, la biographie approfondie qu'il mériterait. En particulier, on ne cherchera pas dans son livre un exposé détaillé des idées de Gerson sur la papauté et sur l'Église. Même en ce qui concerne les sermons, M^{lle} Pinet excite l'intérêt plutôt qu'elle ne le satisfait. Mais, avec la sérieuse connaissance de l'époque qu'attestent ses travaux antérieurs, elle a tracé une bonne

esquisse de la vie tourmentée et de la physionomie morale de son héros. L'ouvrage est de lecture agréable ; il le serait davantage encore sans une certaine recherche de naïveté et d'archaïsme qui n'est pas la vraie simplicité. — Notons quelques inadvertances : Jean de Jandun écrivant en 1360, Alexandre V un capucin ! Ce n'est pas Vasari qui nous apprend qu'on voyait, mais on voit encore, car elle subsiste au Campo-Santo de Pise, une fresque représentant le Dit des trois morts et des trois vifs. Elle est très antérieure au célèbre concile.

E. JORDAN.

— Jean RIVIÈRE. *Mgr Batiffol, 1861-1929* (Paris, Gabalda, 1929, in-16, 95 p.). — Les nombreux amis de Mgr Batiffol seront reconnaissants à M. Rivière de la brochure substantielle, sobre et bien informée, dans laquelle il marque très exactement la position intellectuelle de l'éminent historien, dresse la bibliographie de ses publications, fait ressortir, ce qui sera peut-être le plus nouveau pour beaucoup de lecteurs, la nouveauté et l'importance de son œuvre à l'Institut catholique de Toulouse. Sur les circonstances de son départ, il dit, avec mesure, ce qu'on peut dire. En appendice, quelques extraits d'articles nécrologiques publiés sur Mgr Batiffol.

Histoire générale. — G. LEFEBVRE, R. GUYOT et Ph. SAGNAC. *La Révolution française* ; tome XIII de *Peuples et civilisations, Histoire générale* publ. sous la direction de L. HALPHEN et Ph. SAGNAC (Paris, Félix Alcan, 1930, in-8°, 583 p. et 1 carte hors texte ; prix : 60 fr.). — Nous ne pouvons, dans la présente livraison, qu'annoncer brièvement ce nouveau volume (le septième paru) de l'*Histoire générale* publiée sous la direction de MM. Louis Halphen et Philippe Sagnac, nous réservant d'en donner d'ici peu un compte-rendu détaillé. Il ne nous apporte pas seulement une remarquable histoire de la Révolution elle-même : comme il convenait dans une histoire générale, le dessein des auteurs a été plus vaste. D'un bout à l'autre de l'Europe et jusqu'en Amérique, ils se sont efforcés de suivre les contre-coups de la crise française ; à montrer comment le programme de la Révolution a été accueilli et appliqué tant en France qu'au delà des frontières de notre pays ; les conflits qui en sont résultés : conflits politiques et conflits d'idées. Ils ont mis en lumière combien puissante a été l'action exercée à la fois hors de France et en France même sur les esprits par l'œuvre créatrice des révolutionnaires et comment elle obligea les penseurs du monde entier à se poser d'une façon nouvelle la plupart des problèmes agités avant 89. De l'histoire de la Révolution prise comme centre, c'est donc bien une vue d'ensemble de l'histoire mondiale à la fin du XVIII^e siècle qu'ils nous donnent.

Comme les autres volumes de la même collection, celui-ci compte de copieuses notes bibliographiques, un index développé, une carte excellente (de l'Europe au temps de la Révolution française). Quoique trois auteurs aient collaboré à la rédaction de l'ouvrage : M. Lefebvre, pour la période de 1789 à 1795, M. Guyot, pour l'époque du Directoire, M. Sagnac, pour le tableau de la civilisation européenne à la fin du XVIII^e siècle, il forme, comme ses aînés, un tout bien lié et d'une lecture extrêmement instructive.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

FRANCE

Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus. Bulletin. 1929, juillet-septembre. — Joseph LOTH. Saint Doccus et l'hagio-onomastique (*Doccus* et non *Cadocus* est un nom de saint attesté par des noms de lieu ; son culte fut très répandu en Galles, en Cornwall, dans la Bretagne française). — E. POTTIER. Rapport sur les travaux exécutés dans la deuxième session de l'Union académique internationale. — H. GELZER. Notice nécrologique sur Ch.-V. Langlois. — Pierre ROUSSEL. Le kômos des Dionysia (publie une inscription attique concernant une célébration des Dionysia faite sans doute à frais communs par plusieurs dèmes). — R. CAGNAT. Rapport sur la situation des publications de l'Académie pendant le premier semestre de 1929. — Émile ESPÉRANDIEU. Nouvelles découvertes en Gaule (inscriptions et bas-reliefs). — Maurice BESNIER. L'usurpateur Achilleus et le titre de « corrector » (les « correctores » étaient des magistrats chargés de mettre de l'ordre dans les finances des villes libres d'une province et de réprimer les troubles. Ce titre fut pris par un usurpateur égyptien, appelé Achilleus, en 295, « pour bénéficier à la fois du prestige que devait lui conférer cette haute magistrature et des espérances de réforme que ce mot éveillait dans l'esprit de ses partisans »). — P. WUILLEUMIER. Les dernières fouilles d'Italie (à Rome, au lac Nemi, à Herculaneum). — R. DUSSAUD. Notice nécrologique sur Henri Gelzer, président de l'Académie, décédé subitement le 1^{er} août. — Comte DU MESNIL DE BUISSON. Rapport sommaire sur la quatrième campagne de fouilles à Mishrifé. — Adrien BLANCHET. L'amputation de la main (supplice infligé jadis, par exemple, à des faux monnayeurs).

Bibliothèque de l'École des chartes. 1929, janvier-juin. — Alfred COVILLE. Notice sur la vie et les travaux du comte François Delaborde (avec une bibliographie de ses œuvres). — J. ESTIENNE. Chartes de saint Geoffroi, évêque d'Amiens, 1105-1112 (texte et commentaire de trois de ces actes qui sont inédits). — F. LOT. L'état des paroisses et des feux en 1328. 1^{er} article (très important mémoire sur la population de la France au début du xiv^e siècle. Les chiffres donnés par l'état de 1328 méritent toute créance). — Louis DE GRANDMAISON. La maison de Jeanne d'Arc à Tours (déterminée à l'aide de documents nouveaux). — Henri COURTEAULT. État sommaire des documents entrés aux Archives nationales par des voies extraordinaires : dons, achats, échanges, de 1918 à 1928. — L. AUVRAY. Horace Walpole et la Bibliothèque du roi, 1766-1792.

Bulletin de la Société de l'histoire de Paris. 1929, fasc. 3 et 4. — G. DUPONT-FERRIER. Discours du président (qui parle des coches de terre, des coches d'eau utilisés autrefois par les Parisiens, des hôtelleries où ils allaient se restaurer après

le voyage). — M. FOSSEYEU. L'abbé Jules-Paul de Lionne, prieur commandataire de Saint-Martin-des-Champs, 1647-1721 (il était fils d'Hugues de Lionne). — Henri LEMOINE. Les comptes de démolition de la Bastille. — A. PERRAULT-DABOT. Les statues de l'époque romantique au jardin du Luxembourg, à Paris (Clémence Isaure, Velléda, la famille Adam). — André BOSSUAT. Documents inédits sur l'histoire du Palais et sur ses gouverneurs au xv^e siècle. — Léo MOUTON. L'affaire de la Croix de Gastine (il s'agit d'une pyramide surmontée d'une croix, érigée sur l'emplacement d'une maison possédée par un certain Philippe Gustine. Ce Gustine avait été condamné à mort et pendu en 1569 pour avoir célébré chez lui la cène huguenote, malgré l'édit qui l'avait interdite. Quand, deux ans plus tard, Coligny fut en faveur auprès de Charles IX, les héritiers du défunt réclamèrent la restitution du terrain et l'enlèvement de la croix. La croix fut abattue ; alors éclata une véritable émeute, que la municipalité eut quelque peine à étouffer).

Bulletin de la Société d'histoire moderne. 1929, juin. — Paul RAPHAEL. George Sand et Hippolyte Fortoul (d'après la correspondance du futur ministre, qui a été communiquée à l'auteur, 1835-1840. Discussion sur les idées exprimées par eux et comparées à celles des saints-simoniens et des romantiques. La correspondance est suspendue à partir de 1844, où Fortoul commence son évolution vers la Droite). = Novembre. COORNAERT. La draperie rurale en Flandre (très bref résumé ; à retenir les observations présentées par L. Cahen). = Décembre. Albert GIRARD. Les origines des consuls de France en Espagne (on trouve pour la première fois un consul à Barcelone en 1578 ; à partir de cette date, la nomination des consuls suscita des conflits continuels, qui ne cessèrent qu'après le traité des Pyrénées).

Bulletin hispanique. T. XXXI, 1929, octobre-décembre. — E. SALANBIEN. Gongora. — G. CIROT. La chronique de D. Pedro Fernández de Velasco (Velasco, connétable de Castille, mort en 1559, composa une chronique peu originale des rois asturiens, léonais et castillans, depuis Pélagie jusqu'à Henri III. Pour montrer de quels éléments elle a été composée, M. Cirot publie le chapitre consacré au règne de Ferdinand III, indiquant les sources connues qu'a utilisées Velasco). — Bibliographie.

Carnet de la Sabretache. 1929, août-novembre. — César GONDALIER. Mémoires, publiés par le colonel DE TUGNY, 1688-1715 ; suite et fin (en Catalogne, 1708-1712, sous les ordres du duc de Noailles ; en Allemagne, au siège de Fribourg, 1713). — VIENNET. Souvenirs ; suite et fin (décidé à servir tout souverain « de fait », Viennet garde sous la première Restauration son grade d'officier ; il reste ensuite à l'armée après le retour de l'Empereur, tout en refusant de voter pour l'Acte additionnel ; puis il consent à entrer avec son grade dans les « tirailleurs fédérés » de la Garde nationale à Paris. Après les Cent-Jours, les Bourbons lui font grief de n'avoir pas voulu les suivre en Belgique et désormais il se consacre uniquement à la littérature. Quelques détails sur Fouché après sa disgrâce définitive, « ce vieil égoïste qui avait pensé à conserver, aux dépens des révolutionnaires, tout ce que la Révolution lui avait donné »).

Le Correspondant. 1929, 10 novembre — Jacques MAUPAS. Le concordat prussien (signé le 13 août 1929. « La diplomatie pontificale a remporté depuis la guerre d'incontestables succès ; la triste journée du 19 septembre 1870 est effacée des annales pontificales »). — René DOLLOT. Chateaubriand à Venise et à Trieste

(étude très documentée sur une des sources de l'*Itinéraire*). — H. D'ESTRE. Les conquérants de l'Algérie : le maréchal Clauzel (l'expédition de Mascara et son échec devant Constantine. Héroïsme avec lequel Changarnier commanda la retraite). = 25 novembre. Comte DE BOURMONT (sommation par huissier au directeur du *Correspondant* d'insérer une réponse à l'article sur le maréchal de Bourmont paru dans la livraison du 10 août 1929. Le comte de Bourmont est l'arrière-petit-fils du maréchal). — Jacques DE COUSSANGE. Dans les pays du Nord. I. Les nouveaux États baltes. — Armand PRAVIEL. L'année romantique. III, 1829. — Madeleine BARRÉ. Les moines poètes du mont Cassin (utilise les documents inédits publiés par Antonio Mira). — Henri D'ESTRE. Les conquérants de l'Algérie : le maréchal Valée. = 10 décembre. Mgr BAUDRILLART. Une grande âme, une grande œuvre, d'après la correspondance inédite de la comtesse Hedwige Zamoyka et du cardinal Perraud (introduction à l'histoire d'une féconde entreprise d'éducation féminine fondée en Pologne sous la haute direction du cardinal Perraud et de quelques prêtres de l'Oratoire. Vie d'Hedwige Dzialsinska, née à Varsovie le 4 juillet 1831, élevée par une anglaise protestante, M^{lle} Birt, mariée en 1852 à son oncle, le comte Ladislas Zamoyksi, « le Bayard de la Pologne », auprès duquel s'affermir sa foi catholique); 1^{er} article, suite au 25 décembre. — DE LANZAC DE LABORIE. Chateaubriand sous la Restauration (d'après le récent ouvrage de M. Emmanuel Beau de Loménie). — Henri LALOU. L'union libre devant la loi et la jurisprudence (conclusion : le mariage étant, au point de vue social, une institution qui a fait ses preuves, il est inadmissible que la loi ou la jurisprudence mette sur le même point que lui l'union libre et qu'elle reconnaisse à l'« épouse de fait » les mêmes avantages qu'à l'« épouse de droit »). — Chanoine A. BROS. La semaine d'ethnologie religieuse de Luxembourg (5^e section tenue en septembre 1929. Résumé des principales communications). — Édouard TROGAN. Georges Clemenceau. — Antoine DE TARLÉ. Le mouvement économique. = 25 décembre. Gabriel HANOTAUX. Jeanne d'Arc. Le centre et le midi de la France (dans une conférence faite à Moulins, l'auteur expose l'appoint apporté par le centre et le midi de la France à l'œuvre libératrice de Jeanne d'Arc). — Roger LABONNE. Servitude et grandeur marocaines. I. — Th. MAINAGE. Aperçus de l'histoire asiatique (d'après les ouvrages de M. Grousset. = 1930, 10 janvier. Prince Sixte DE BOURBON. La prise de Fort-l'Empereur (et l'entrée de l'armée française dans Alger, 5 juillet 1830. Un intendant en chef déclare que « jamais, dans aucune de nos campagnes, une ville n'a été occupée avec autant de ménagement. Pas un seul officier, pas un soldat n'a franchi le seuil d'un Maure, d'un Turc ou d'un Juif ; la ville d'Alger n'a pas même subi la charge d'un logement militaire »). — Marc HÉLYS. Au pays des Volcans (le Guatemala. L'auteur raconte comment le peuple, séparé du monde par de hautes montagnes et une mer inhospitalière, après être resté longtemps très aristocratique, très attaché à l'ancien régime espagnol, est passé rapidement à la « démocratie sanguinaire » d'un Rufino Barrios). — Auguste VIATTE. L'Inde splendide et tragique (rapides impressions de voyage).

L'Esprit international. The international Mind. 1930, janvier. — Émile BOREL. Les États-Unis d'Europe (esquisse le plan général de leur organisation, qui n'est encore qu'une utopie). — H. Wilson HARRIS. La conférence à Cinq. — André TIBAL. Les relations économiques de la Roumanie et de l'Allemagne (montre comment « l'effort de l'Allemagne en Roumanie se développe parallèlement à une

action menée dans les régions voisines de l'Europe orientale et sud-orientale ». — **Alfred BIHLMANS.** La Lettonie et les problèmes baltiques. — **K. K. KAWAKAMI.** Le conflit sino-russe en Mandchourie. — **Marcel HANDELSMAN.** L'idée du rapprochement entre les nations dans l'histoire moderne (conférence faite au Centre européen de la Dotation Carnegie, le 2 mai 1929). = Documents. La X^e assemblée de la Société des Nations (analyse des discours de MM. A. Briand et Stresemann, des entretiens de Washington, etc.). = Bibliographie. = Revue des revues.

Journal des Savants. 1929, novembre. — **Commandant J. VIVIELLE.** L'astronomie nautique arabe (à propos de l'*Introduction à l'astronomie nautique arabe* de Gabriel Ferrand, t. I. A l'aide de documents antérieurs à l'arrivée des Jésuites et à la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, l'auteur présente une théorie nouvelle du système cosmologique des Chinois). — **Charles BRUNEAU.** L'atlas linguistique de l'Italie et de la Suisse méridionale. — **P. DHORNE.** La langue de l'Ancien Testament (combat la thèse soutenue par A. S. Yahuda et d'après laquelle les récits de la Genèse relatifs à la création, au paradis terrestre, au déluge, sont nés dans un milieu où Hébreux et Égyptiens sont encore très mélangés et à une date où la langue hébraïque évoluait sous l'action immédiate de l'égyptien). — **H. DEHÉRAIN.** La mission de Félix Lajard en Perse, 1807-1809, et ses conséquences scientifiques; suite et fin. — **Id.** Les manuscrits des bibliothèques de l'Institut (d'après le *Catalogue général des bibliothèques publiques de France*, qui vient de s'enrichir de deux volumes consacrés : l'un à la bibliothèque de l'Institut, l'autre à celles du musée Condé à Chantilly, à la bibliothèque Thiers, aux musées Jacquemart-André à Paris et à Chaalis, M. DehéRAIN fait connaître l'origine et le caractère des documents qu'elles contiennent).

Mercur de France. 1929, 15 novembre. — **Chanoine MARCEL.** La jeunesse de Diderot, 1732-1743 (vive critique des *Mémoires* de M^{me} de Vandeuil, qui n'apprennent rien de précis sur cette période). — **Jean DEMEURE.** L'*Institution chrétienne* dite de Calvin (« du point de vue littéraire, l'*Institution* n'est pas de Calvin » et l'on en réclame « un texte lisible et sûr »). — **Charles S. HEYMANS.** La vraie Mata Hari, courtisane et espionne; suite (le procès, la condamnation et l'exécution). — **Chronique de Glozel.** La Société préhistorique française et le *Journal des Débats* condamnés pour diffamation, le 25 octobre 1929. = 1^{er} décembre. **A. CHABOSEAU.** La question bretonne (en quoi l'autonomisme breton est fondé en raison). — **Charles S. HEYMANS.** La vraie Mata Hari; suite (réfutation de tous ceux qui ont tenté de prouver son innocence). = 15 décembre. **Pierre DUFAY.** Le centenaire de la *Revue des Deux Mondes*. — **Charles S. HEYMANS.** La vraie Mata Hari; fin (« Une Mata Hari est indigne de la couronne des martyrs »). — **Chronique de Glozel :** Communication d'inscriptions libyennes (avec deux figures).

La Révolution française. 1929, octobre-décembre. — **G. RIFFATERRE.** Le sentiment du Tiers-État sur les corporations en 1789. — **L. DE CARDENAL.** Les subsistances dans le département de la Dordogne, 1789-an IV; suite. — **A. REBILLON.** Situation économique du clergé français à la fin de l'Ancien régime (les documents sont incomplets et parfois peu sûrs; ils permettent cependant de conclure qu'en général la fortune ecclésiastique à Rennes et dans la région était, en somme, en bon état quand survint la Révolution; mais « partagée, et mal partagée entre un personnel trop considérable, dont les éléments les moins utiles absorbaient la meilleure part, elle pouvait à peine suffire à l'entretien du clergé »). — **P. CARON**

Roland et Chaliar, 1792 (à la demande de la municipalité de Lyon, Roland écrivit à Chaliar, le 25 août 1792, une lettre où il lui reprochait d'avoir réclamé « la tête des prêtres réfractaires et des aristocrates ». Réponse de Chaliar, le 7 septembre 1791. Ces deux lettres sont publiées ici pour la première fois). — Id. Une circulaire du ministre de Finances (qui intervient, 1^{er} juillet 1793, pour faire voter l'Acte constitutionnel, ce qui permettra de faire paraître à découvert « le républicain et le royaliste, l'homme libre et l'esclave, l'être vertueux qui aime sa patrie et celui qui est assez criminel pour la haïr ». C'est le plus ancien exemple qu'on ait constaté de pression électorale).

Revue archéologique. 1929, juillet-septembre. — Lieutenant-colonel ANDRIEU. Le paysage de la Vierge au donateur, de Van Eyck, au musée du Louvre, n° 1986 (ce paysage est composé de croquis pris de Fourvière et présentant, dans son front, le massif du mont Blanc). — G. DRIOUX. Nantosvelta (?) chez les Lingons (on peut identifier au moins six représentations de cette déesse « à la hutte »). — S. REINACH. Un épisode inédit de la guerre civile de 69 ap. J.-C. (d'après le Josèphe slave, dans le récit qu'il fait de la bataille de Bedriac, ou Bebriac, en Gaule). — Louis ROBERT. HOUTÉVELL (corrections à une inscription de Gortyne où il est question d'un pugiliste). — Askharbek KALANTAR. Inscriptions d'Arménie en caractères inconnus. — A. AUDIN. Le Palladium de Rome (c'était une statue de bois figurant Pallas armée; un oracle avait déclaré imprenable la ville qui la posséderait, mais seulement pendant un millier d'années; en 205, les interprètes sibyllins ordonnèrent d'aller chercher en Asie la grande Mère Idéenne, afin de renouveler la protection de la déesse du Palladium en un moment où Annibal était aux portes de Rome). — ROBLOT-DELONDRE. Notes sur l'église de Saint-Loup de Naud, Seine-et-Marne (c'est la seule église romane de la Champagne; elle fut construite à la fin du premier quart du XII^e siècle, sans doute par un maître d'œuvre ayant travaillé en Périgord). — M. MAXIMOWA. Un camée commémoratif de la bataille d'Actium (au musée de l'Ermitage). — S. REINACH. Statues et statuettes non figurées ou mal figurées dans les cinq volumes du *Répertoire de la statuaire antique*; suite. — Gaston MIGEON. Les monuments des Croisés en Syrie et en Palestine. — S. REINACH. Du nouveau sur le Déluge (les fouilles récentes en Mésopotamie ont révélé l'existence de couches alluviales d'une profondeur considérable. C'est vers l'an 3400 qu'elles se seraient formées).

La Revue de Paris. 1929, 15 novembre. — Abbé DE VÉRI. Souvenirs de l'année 1778. — *** La *Revue de Paris* en 1829. = 1^{er} décembre. Pierre LYAUTEY. En observant l'Amérique (conclusions à tirer de la manière réaliste qui est appliquée aux États-Unis). = 15 décembre. Prince Sixte DE BOURBON. La *Provence* devant Alger, 3 août 1829 (bref récit de la vaine tentative faite par le commandant de la frégate *Provence* pour obtenir du dey d'Alger la juste réparation des insultes faites à la France; à la suite, portraits du prince de Polignac, du baron d'Haussez et du général de Bourmont, chargés de suivre les affaires d'Algérie et de préparer l'expédition nécessaire; cette œuvre fut poursuivie malgré la mauvaise humeur de l'Angleterre). — Camille JULLIAN. Les premiers temps de la littérature chrétienne (à propos du livre récent d'A. Puech, *Histoire de la littérature chrétienne*. En écrivant ce livre, M. Puech « nous aide à mieux comprendre les destins et la nature de notre Église de Gaule »). — Alain PETIT. La situation politique de l'Inde. — Comte René DE MONTI DE REZÉ. Souvenirs sur le comte de Chambord. I (par un de ses servi-

teurs, qui vécut auprès de lui, à Frohsdorf, pendant seize ans, 1868-1883). — Jean MARTET. Qui était Georges Clemenceau? (M. Martet fut le secrétaire et, pendant plusieurs années, le témoin, le confident du « Tigre ». Le portrait qu'il en trace mérite d'être retenu). = 1930, 1^{er} janvier. R. POINCARÉ. La Ruhr et le plan Dawes (Fr. H. Simonds répète, après beaucoup d'autres, que le Président, après la cessation de la résistance allemande, en 1923, sur la Ruhr, « a manqué l'occasion de monnayer l'occupation de ce bassin ». M. Poincaré répond : « Avant d'occuper la Ruhr, j'avais expressément déclaré que la France défendrait également les droits de tous les créanciers de l'Allemagne au titre des réparations. Je n'entendais pas non plus faire le jeu de l'Allemagne, qui cherchait visiblement à nous dissocier. J'ai jugé préférable de travailler à la préparation d'un règlement commun ; c'est ainsi qu'a eu lieu l'expertise à laquelle le général Dawes a donné son nom »). — Gabriel HANOTAUX. Lettres de Mérimée à la comtesse de Montijo (introduction à la publication imminente de la correspondance de la comtesse, ordonnée par le duc d'Albe, noble héritier de ce trésor). — Prince Sixte DE BOURBON. L'Angleterre et la conquête d'Alger (raconte la campagne diplomatique engagée, d'une part, entre le prince de Polignac, résolu à l'expédition contre le dey d'Alger, et Lord Aberdeen, froidement hostile ; d'autre part, entre le baron d'Haussez, ministre de la Marine, et Lord Stuart de Rothesay, ambassadeur d'Angleterre). — Comte DE FELS. Quoi de nouveau à l'Est? — Paul MORAND. New-York (impressionnantes notes de voyage). — Comte René DE MONTI DE REZÉ. Souvenirs sur le comte de Chambord. II (intéressants souvenirs sur la duchesse de Berry et sur Marie-Louise, duchesse de Parme, leurs mariages et leur postérité. Sur le comte de Chambord : « Jamais il n'a pu vaincre la grande timidité cachée qui l'oppressait. C'est dans celle-ci, dans son manque d'ambition, dans les conséquences du mariage que son entourage ecclésiastique avait offert à sa virile jeunesse, qu'il faut chercher les causes des décisions si décevantes prises par lui pendant son règne d'exilé, particulièrement en 1873 ». Note une tentative faite par l'impératrice Eugénie, en 1875, pour une fusion entre la monarchie légitime et l'Empire. Quelques détails inédits sur l'opiniâtre refus opposé par le comte aux royalistes qui travaillaient au rétablissement de la monarchie « légitime »). — A. ALBERT-PETIT. Les livres d'histoire.

Revue des Deux Mondes. 1929, 15 novembre. — G. HANOTAUX. L'expansion civilisatrice de la France. — Vice-amiral DE MAROLLES. Le prologue de la conquête du Tonkin. Journal de l'expédition Rivière, 1882-1883 (journal tenu à partir du 14 avril 1882 ; récit de la prise d'Hanoï le 25 avril). — André CORTHIS. A Saragosse. Les fêtes de Notre-Dame del Pilar (octobre 1929). — Duc DE BROGLIE. Mémoires ; suite : L'avènement de la République (la proposition Wallon ; maladresse de Chesnelong, « qui rallia plus de vingt réfractaires à la proposition qu'il combattait ». Résultat : l'amendement Wallon, qui organisait le gouvernement républicain sans prononcer même le mot de République, est votée par une voix de majorité). — André DEMAISON. Visite à la presse de province. VI. Grenoble et Montpellier. — Georges ROTH. L'assassinat de M. de Lamartine, juillet 1820 (amusante étude critique des récits publiés sur ce prétendu événement dans les journaux du temps : « Jamais Lamartine n'a été, en juillet 1820, victime d'un attentat quelconque sur les grandes routes de l'Italie. Il a lancé cette légende dans ses *Mémoires politiques* et l'a corroborée en modifiant le texte du journal intime de sa mère »). — Paul BOURGET. A Chantilly (rapport lu à la séance trimestrielle de l'Institut,

23 octobre 1929, sur la situation du domaine pendant l'année écoulée). = 1^{er} décembre. René CAGNAT. Nos savants dans l'Afrique du Nord depuis un siècle. — Duc de BROGLIE. Mémoires; suite (l'organisation du Sénat et le principe, accepté par la Gauche, de la révision du pacte constitutionnel auraient dû rallier les plus modérés de la Droite; mais « la Gauche fit preuve de sens politique, tandis que la Droite en manqua complètement ». Comment le premier ministre républicain finit par venir au monde. Quant aux responsables, le premier, dit M. de Broglie, « le seul vrai coupable, le véritable auteur de la République, c'est M. le comte de Chambord »). — Charles DELVERT. L'histoire de la guerre par les témoins (d'après l'ouvrage d'un professeur d'université américaine, Jean Norton Cru, Français et ancien combattant; « œuvre admirable, qui représente plus de douze années de travail »). — Vice-amiral de MAROLLES. Journal de l'expédition Rivière; suite (prise de Nam-Dinh, 26-27 mars 1883; le combat de Can-Gia et la mort de Rivière, 19 mai. Il paraît prouvé que le commandant tomba vivant entre les mains des Pavillons noirs et qu'il fut décapité dans la rizière de Phu-Hoai). — André LE BRETON. Victor Hugo chez Louis-Philippe (Hugo nous a renseignés mieux que personne sur la vie intime du roi et sur la Cour des Tuileries). = 15 décembre. Général MORDACQ. Pouvait-on signer l'armistice à Berlin? (la politique et la stratégie furent unanimes à ne pas vouloir continuer la guerre, les hommes d'État alliés fondant leur décision sur l'avis très catégorique de Foch. En ce qui concerne Foch et Clemenceau, si l'on peut déplorer que l'armistice n'ait pas été signé à Berlin, où les Alliés pouvaient parvenir à la fin de l'année, on ne saurait leur en faire un reproche. « En admettant même que la France, le 5 novembre 1918, ait voulu poursuivre seule la guerre, ce qui lui était possible au point de vue militaire, jamais les Alliés n'y auraient consenti »). — G. LENÔTRE. La Compagnie de Jéhu; épisodes de la réaction lyonnaise, 1794-1800. I. Le dieu Châlier. — Prosper MÉRIMÉE. Lettres à la comtesse de Montijo, 1866-1867 (lettres fort intéressantes détachées de la correspondance de la comtesse, mère de l'impératrice Eugénie, et dont le duc d'Albe a ordonné la publication intégrale, conformément au désir manifesté par l'impératrice elle-même). — Marie-Louise PAILLERON. François Buloz et les débuts de la *Revue* (portrait de Buloz; sa vie et ses travaux littéraires). — Jules CAMBON. Georges Clemenceau (« c'était un héros; il a rempli le monde de son nom et sauvé son pays ». Témoignage à retenir, M. Cambon ayant été appelé au ministère de la Guerre auprès de Clemenceau en novembre 1917. Il rappelle cet aveu fait par Clemenceau à un ami intime : « Jusqu'au 18 juillet dernier [1918], j'ai douté de la victoire; mais personne n'en a rien su ». On critique beaucoup le traité de Versailles et l'action personnelle de Clemenceau; M. Cambon, qui s'y connaît, déclare : « Cela est naturel, mais je doute que personne eût pu mieux faire; on oublie trop que nous ne pouvions pas négocier le traité tout seuls »). = 1930, 1^{er} janvier. CAULAINCOURT. L'agonie de Fontainebleau. I. La « Cour de France » (seconde partie des Mémoires du duc de Vicence. La « Cour de France » était l'enseigne de la maison de poste de Fromentau, où s'arrêta l'Empereur le 31 mars 1814 et où il apprit la capitulation de Paris. Alors, il chargea Caulaincourt d'aller négocier avec les Alliés avant leur entrée dans la capitale; entrevue de Caulaincourt avec l'empereur de Russie et Schwarzenberg). — François DE WITT-GUIZOT. Le long de nos frontières : le grand-duché de Luxembourg (son histoire; importance actuelle de son industrie). — Général MANGIN. Lettres de jeunesse (une lettre adressée à ses parents de Zimbougou, 1^{er} mars 1891, raconte la prise de Diéna; une autre lettre, très

détailée, est datée de Djenné, le 18 juillet 1894). — G. LENÔTRE. La Compagnie de Jéhu. Le dieu Chaliel II (la Terreur à Lyon, pour venger Chaliel, 1793-1794). — Paul HUNZIKER. La question du surmenage scolaire. — A. AUGUSTIN-THIERRY. Ce qui se prépare en Algérie (ce que seront les fêtes du Centenaire). — Henry BORDEAUX. Octave Feuillet. = Supplément : Célébration du centenaire de la *Revue* à la Sorbonne, 15 décembre 1929 (discours qui ont été prononcés à cette occasion).

Revue des Études anciennes. T. XXXI, 1929, n° 4. — Georges SEURE. Inscriptions grecques du pays des Astiens (ce pays est une bande de littoral qui s'étendait d'Apollonie du Pont jusqu'à l'entrée du Bosphore; il est appelé aujourd'hui Strandja Planina). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. CXXIV : Au champ magique de Glozel. Conclusion (« Je n'ai jamais », déclare l'auteur, « douté de l'authenticité des objets découverts en 1924 et 1925; mais, à partir de janvier 1926, les faux ont apparus. L'ensemble des objets authentiques provient d'un lieu d'opérations magiques; ils peuvent du reste venir d'ailleurs et avoir été transportés dans un four de verrier servant de lieu de débarras. La résidence personnelle de la sorcière ou du sorcier ne devait pas en être très éloignée. Après quelques hésitations, je l'ai placée dans la seconde moitié du III^e siècle de notre ère. » Il est fâcheux que le gisement ait été discrédité par une série d'erreurs et de fautes : « L'erreur, ce fut de placer aux temps préhistoriques des ruines gallo-romaines; la faute, ce fut d'accumuler les objets faux autour d'un gisement authentique et intéressant »). — Maurice BESNIER. Notes sur les routes de la Gaule romaine. IV : Nouveaux miliaires (en Armorique, en Poitou, en Limousin). — G. et A. VINCENT. Les chemins creux en groupes, de l'époque de la Tène. — G. CHENET et C. JULLIAN. Le Pont-des-Quatre-Enfants (ce nom désignerait-il un carrefour avec des images de quatre génies ou de quatre frères?). — G. DRIoux. Le dieu « à la roue » chez les Lingons, à propos d'un bas-relief inédit. — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. — André PARROT. Une nouvelle traduction du Nouveau Testament (celle de Maurice Gougel et Henri Monnier; œuvre très remarquable).

Revue des Études arméniennes. T. VIII, fasc. 2, 1928. — Louis MARIÈS. Étude sur quelques noms et verbes d'existence chez Eznik; 1^{re} partie (exégèse et questions d'exégèse philosophique; rapports d'Eznik avec Platon et Marcion. Traduction latine et essai de traduction française de son livre. Bibliographie). — Joseph MARKWART. Le berceau des Arméniens (les Arméniens ont vécu autrefois au nord de la Thessalie, dans le voisinage des Athamaniens et des Illyriens; ils ont pu se trouver en contact avec les Pélasges de Thessalie et de l'Hellespont, avec les Tyrséniens de la péninsule d'Athos et du Lemnos, ainsi qu'avec les Étrusques; il y a donc « tout lieu d'envisager des contacts linguistiques entre l'arménien et l'étrusque ». — N. ADONTZ. Grégoire l'Illuminateur et Anak le Parthe (la vie de Grégoire forme la partie fondamentale de l'œuvre d'Agathange, qui, si elle n'est pas dépourvue de quelques coloris épiques, n'inspire pas autrement de confiance). — Frédéric MACLER. Donations et libéralités (en première ligne celles de Nubar pacha). — Bibliographie. = T. IX, fasc. 1, 1929. Paul ALPHANDÉRY. Note sur une étymologie du mot *vardopret* (estime que Du Cange a peut-être donné la solution de l'énigme, quand il indique l'origine du mot, emprunté au grec : βάκτρον = bâton, et πήρα = sac ou bourse, d'où le latin *Bactroperatae* pour désigner les philosophes qui, au mépris du siècle, portent avec eux tout ce qu'ils possèdent). — E. BENVENISTE. Titres iraniens et arméniens. — Georges CUENDET. Eznik et la Bible (les

citations d'Eznik sont trop souvent erronées). — Georges DUMÉZIL. Le dit de la princesse Satinik (Satinik est une princesse des Alains. Moïse de Khorène la mentionne plusieurs fois, toujours dans un entourage épique ou fantastique et avec des attributs de légende). — A. Ferdinand HÉROLD. Crébillon, Tacite et l'Arménie. — J. LAURENT. Byzance et Antioche sous le curopalate Philarète. — Frédéric MACLER. Une recension arménienne des canons du concile de Gangres. — Henri MASSÉ. Le sultan Seldjoukide Keykabad 1^{er} et l'Arménie. Documents persans (traduits par l'auteur de l'article. Keykabad 1^{er}, 1219-1236, fut le plus brillant roi de la dynastie des Seldjoukides de Roum). — G. MILLET et SIRARPIE DER NERSESIAN. Le psautier arménien illustré (avec seize planches). — Abbé J. MUYLDERMANS. Le discours de Xystus dans la version arménienne d'Evagrius le Pontique (commentaire). — Le R. P. Paul PEETERS, Bollandiste. Pour l'histoire des origines de l'alphabet arménien. — Le R. P. POIDEBARD. Documents d'art oriental. Anciennes broderies arméniennes (avec douze planches en couleur). — Gustave SOULIER. Le moine arménien Hethoum et les apports d'Extrême-Orient à la fin du XIII^e siècle et au commencement du XIV^e (Hethoum est, comme on sait, mieux connu en Occident sous le nom d'Hayton ou Aïton).

BIBLIOGRAPHIE DES COMPTES-RENDUS¹

Abbott (Wilbur Cortez). A bibliography of Oliver Cromwell. T., n° 1450 (œuvre monumentale, qui ne comprend pas moins de 3,520 numéros).

Abernethy (viscount d'). An ambassador of peace. Pages from the diary of viscount d'Abernethy. *Espr. intern.*, 1929, 654 (le t. I va de Spa, 1920, à Rapallo, 1922; l'ouvrage laisse « une forte impression de sincérité »; le t. II va de 1922 à 1923). — T., n° 1449 (important pour l'affaire de la Ruhr).

Achard (A.). Une ancienne justice seigneuriale en Auvergne : Sugères et ses habitants. *B. Éc. ch.*, 1929, 183.

Adam (George). Treason and tragedy; an account of French war trials. T., n° 1443.

Adami (Vittorio). La Dalmazia ai tempi di Napoleone. *R. st. it.*, 1929, 321.

— Storia documentata dei confini del regno d'Italia, t. II. *A. st. I.*, 1928, 556 (savante histoire et description de la frontière italienne du mont Dolent au Piz-Lat).

Aeschely-Weintraub (A. Z.). Introduction à

1. Liste alphabétique des revues analysées, avec le sens des abréviations employées :

A. H. R. = American historical Review. — An. Boll. = Analecta Bollandiana. — A. st. it. = Archivio storico italiano. — A. st. I. = Archivio storico lombardo. — A. st. Rom. = Archivio della società romana di storia patria. — B. Éc. ch. = Bibliothèque de l'École des chartes. — B. hisp. = Bulletin hispanique. — E. H. R. = English historical Review. — Ec. H. R. = Economic history Review. — Espr. intern. = L'esprit international. — H. = History. — Hist. = Historia. — J. S. = Journal des Savants. — J. mod. H. = Journal of modern history. — Linc. R. = Accademia dei Lincei, Rendiconti. — M. Fr. = Mercure de France. — Pol. = Polybiblion. — R. B. P. H. = Revue belge de philologie et d'histoire. — R. C. = Revue critique d'histoire et de littérature. — R. ét. anc. = Revue des études anciennes. — R. ét. arm. = Revue des études arméniennes. — R. ét. h. = Revue des études historiques. — R. H. éc. = Revue d'histoire économique et sociale. — Rév. fr. = La Révolution française. — R. H. Dr. = Revue historique de droit français et étranger. — R. H. Égl. = Revue d'histoire de l'Église de France. — R. H. Rel. = Revue de l'histoire des religions. — R. Nap. = Revue des études napoléoniennes. — R. P. = Revue de Paris. — R. st. it. = Rivista storica italiana. — R. Q. H. = Revue des Questions historiques. — Sc. = Scientia. — Spec. = Speculum. — T. = The Times, Literary supplement. — T. G. = Tijdschrift voor Geschiedenis.

- l'étude des hérésies religieuses parmi les Juifs : la Kabbale, le Hassidisme. *R. H. Rel.*, 1928, 170.
- Akasawa (K.)*. The documents of Iriki, translated and edited. *T.*, n° 1451 (important).
- Albertini (Eugène)*. L'Empire romain. *R. P.*, janvier 1930.
- Allen (G. C.)*. The industrial development of Birmingham and the Black country 1860-1927. *T.*, n° 1451 (instructif).
- (*Miss Hope Emily*). Writings ascribed to Richard Rolle, Hermit of Hampole. *Spec.*, 1929, 469 (quelques corrections indiquées par Howard R. Patch).
- Al-Omari (Ibn Fadl Allah)*. L'Afrique, moins l'Égypte ; trad. et annoté par Gaudetroy-Demombynes. *R. C.*, 1929, n° 9 (important).
- Amann (E.)*. Dictionnaire de théologie catholique ; t. IX : Laubrusse-Marletta. *R. H. Égl.*, XV, 512.
- Andrae (W.), Fabricius (E.), Lehmann-Harleben (K.)*. Städtebau. *R. C.*, 1929, n° 9 (important tirage à part de la *Real-Encyclopädie* sur les règles suivies par les Anciens pour la construction des villes).
- Andrews (Matthew Page)*. History of Maryland Province and State. *T.*, n° 1443.
- Angell (James W.)*. The recovery of Germany. *T.*, n° 1458 (bonne étude sur le redressement économique de l'Allemagne depuis 1924).
- Angus (S.)*. The religious quests of the graeco-roman world. *T.*, n° 1456 (important ; écrit au point de vue modernisme protestant et sur un ton dogmatique assez déplaisant).
- Anstey (Vera)*. The economic development of India. *T.*, n° 1453 (remarquable).
- Arbenina (Miss Stella)*. Through terror to freedom. *T.*, n° 1445 (l'auteur s'appelle en réalité baronne Paul Meyendorff. Ruinée par la Révolution, elle sut se faire un nom au théâtre. Incarcérée comme contre-révolutionnaire, elle réussit à recouvrer sa liberté, ainsi que son mari, baron esthonnien. Récit passionnant).
- Art studies*. Medieval, renaissance and modern. *Spec.*, 1929, 471 (analyse détaillée du 5^e fasc.).
- Asakawa (K.)*. The documents of Iriki, illustrative of the development of the feudal institutions of Japan. *A. H. R.*, 1929, 95.
- Ashley (Sir William)*. The bread of our forefathers. *Ec. H. R.*, II, 145 (remarquable ; quelques critiques par R. Lennard).
- Ashmead-Bartlett (E.)*. The riddle of Russia. *T.*, n° 1451 (constate que l'opposition dans les rangs des Soviets ne cesse de croître).
- Astley (H. J. D.)*. Biblical anthropology compared with and illustrated by the folklore of Europe and the customs of primitive peoples. *T.*, n° 1443.
- Aston (major-general Sir George)*. The biography of the late marshal Foch. *T.*, n° 1449.
- Auerbach (Erich)*. Dante als Dichter der irdischen Welt. *T.*, n° 1445.
- Aus Social-und Wirtschaftsgeschichte*. Gedachtnisschrift für Georg von Below. *R. st. it.*, 1929, 290 (important).
- Baasch (Ernst)*. Holländische Wirtschaftsgeschichte. *E. H. R.*, II, 170 (conscientieux, mais insuffisant ; l'auteur ne pose aucun problème et n'en résout aucun).
- Bachhofer (Ludwig)*. Early Indian sculpture. *T.*, n° 1450 (deux splendides volumes).
- Bacon (amiral Sir R. H.)*. The life of Lord Fisher of Kilverstone. *T.*, n° 1446 (utilise la correspondance privée de Fisher, qu'il considère comme le plus remarquable Anglais de ce siècle).
- Baer (Fritz)*. Die Juden im christlichen Spanien. I. Aragonien und Navarra. *R. H. Rel.*, 1929, 139 (publication de tout premier ordre).
- Baethgen (Friedrich)*. Quellen und Untersuchungen zur Geschichte der päpstlichen Hof-und Finanzverwaltung unter Bonifaz VIII. *A. st. it.*, XII, 2, 154.
- Bagnani (Gilbert)*. The roman Campagna and its treasures. *T.*, n° 1449 (instructif ; bonne bibliographie).
- Baikaloff (Anatole V.)*. In the land of Communist dictatorship. Labour and social condition in Soviet Russia today. *T.*, n° 1455 (l'auteur, qui est un socialiste russe, condamne le régime soviétique en s'appuyant sur les documents mêmes que les Soviets font publier).
- Baikie (James)*. A history of Egypt from the earliest times to the end of the XVIIIth dynasty. *T.*, n° 1452 (sans valeur originale).
- Baldacci (Antonio)*. L'Albania. *T.*, n° 1449.
- Ballard (général Colin)*. The great earl of Peterborough. *T.*, n° 1446 (amusante biographie d'un général médiocre qui remporta de grands succès dans la guerre d'Espagne et qui occupa une grande place dans la société anglaise au temps de la reine Anne).
- Ballester y Castell (Rafael)*. Las fuentes narrativas de la historia de España 1474-1808 ; I : Los reyes católicos : Carlo I, Felipe II. *B. H.*, 1929, 367 (intéressant et utile).

- Baron (Hans).** Leonardo Bruni Aretino. Humanistische-philosophische Schriften. *Spec.*, 1929, 476 (très utile compilation; W. L. Bullock relève un assez grand nombre d'erreurs). *A. st. it.*, XII, 1, 139.
- Barry (Mgr William).** The coming age and the catholic Church. *T.*, n° 1450 (plaidoyer en faveur de l'Eglise romaine, les termes « catholicisme » et « démocratie » ayant au fond le même sens).
- Barton (Sir Dunbar Plunket).** The amazing career of Bernadotte, 1763-1844. *T.*, n° 1453 (résumé de ce que l'auteur avait déjà conté en trois volumes).
- Battaglia (Felice).** Marsilio da Padova e la filosofia politica del medio evo. *R. st. it.*, 1929, 281.
- Baudot (dom Jules).** Le bréviaire. *R. H. Egl.*, XV, 513 (excellent manuel).
- Behm (Johannes).** Die Mandäische Religion und das Christentum. *R. H. Rel.*, 1928, 157 (fait ressortir l'importance de la secte des Mandéens, qui existe toujours dans l'Irak).
- Beitz (Egid).** Deutsche Kunstführer an Rhein und Mosel. *An. Boll.*, XLVII, 1-4.
- Bellaud-Dessalles (M^{me}).** Histoire de Béziers. *R. H. Egl.*, XV, 523 (traite surtout de l'Eglise de Béziers. Très superficiel).
- Benoit (Fernand).** La légation du cardinal Sadolet (auprès de François I^{er} en 1542), d'après sa correspondance avec le cardinal Farnèse. *B. E. ch.*, 1929, 193.
- Berkeley (G. F. H.).** The Irish battalion in the papal army of 1860. *T.*, n° 1452.
- Bertrand (Jean-Toussaint).** Histoire de l'Amérique espagnole depuis les origines jusqu'à nos jours. *R. ét. h.*, 1929, 449 (œuvre monumentale).
- Bevan (Edwyn).** Thoughts on Indian contents. *T.*, n° 1454.
- Bibliothek der Kirchenväter.** *An. Boll.*, XLVII, 1-4 (choix d'œuvres patristiques traduites en allemand par O. Bardenhever, K. Weyman et J. Zellinger, t. LIX-LXI).
- Birrell (Francis).** La duchesse du Maine. *T.*, n° 1443.
- Blacum (Aodh de).** Gaelic literature surveyed. *T.*, n° 1443 (très utile compilation).
- Blakeney (E. H.).** Plato's Apology of Socrates. *T.*, n° 1453.
- Bognetti (G. P.).** Sulle origini dei comuni rurali nel medioevo. *A. st. it.*, XII, 1, 109 (bonne étude sur les communautés rurales dans la région de Milan et de Côme).
- Bois (E.).** La vie scolaire et les créations intellectuelles en Anjou, 1789-1799. *Rév. fr.*, 1929, 373 (important).
- Les fêtes révolutionnaires à Angers, 1793-1799. *Ibid.*, 377 (riche documentation).
- Bouchayer (Auguste).** Les Chartreux maîtres de forges. *R. H. Egl.*, XV, 522 (montre que, dans le Dauphiné, les Chartreux ont découvert, dès le XI^e siècle, les procédés qui caractérisent la métallurgie moderne).
- Boulenger (Marcel).** Le duc de Morny. *R. Nap.*, 1929, 242.
- Mazarin. *R. P.*, janvier 1930.
- Bouteron (Marcel) et Tremblot (J.).** Bibliothèque de l'Institut, ancien et nouveau fonds. *J. S.*, 1929, 412 (fait partie du *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France*, 1928).
- Boxer (C. R.).** Commentaries of Ruy Freyre de Andrada; in which are related his exploits from the year 1619, in which he left this kingdom of Portugal as general of the sea of Ormuz, until his death. *T.*, n° 1450 (utile édition d'un ouvrage anonyme publié à Lisbonne en 1647).
- Boye (Martin).** Die Synoden Deutschlands und Reichsitaliens 922-1059. *A. st. it.*, XII, 1, 143.
- Braun (Franz) et Hillen-Ziegfeld (A.).** Geopolitischer Geschichts-Atlas; I : Das Altertum. *R. C.*, 1929, n° 9 (Lucien Febvre critique vivement cette discipline un peu tapageuse de la géopolitique en faveur actuellement en Allemagne).
- Bremond (Henri).** L'abbé Tempête. Armand de Rancé, réformateur de la Trappe. *R. H. Egl.*, XV, 498 (beaucoup d'érudition et de fine psychologie; mais faut-il modifier l'opinion qu'on avait en général sur l'abbé de Rancé?).
- Brögger (A. W.).** Ancient emigrants; a history of the Norse settlements of Scotland. *T.*, n° 1456 (utile traduction d'un ouvrage très remarquable).
- Brown (Miss Beatrice Curtis).** Anne Stuart; queen of England. *J. mod. H.*, I, 649 (bonne biographie à la manière de L. Strachey).
- Bruchet (Max).** Marguerite d'Autriche, duchesse de Savoie. *R. B. P. H.*, VIII, 923 (livre admirable avec un véritable trésor de pièces justificatives).
- Buch (W. J. M.).** De Oost-Indische Compagnie en Quinam. De betrekkingen der Nederlanders met Annam in the xviii^e eeuw. *T. G.*, 1929.
- Burns (C. Delisle).** Democracy. *T.*, n° 1451.
- Busnelli (Manlio Duilio).** Un carteggio inedito di frà Paolo Sarpi con l'ugonotto Francesco Castrino. Venezia-Parigi, 1608-1611. *B. E. ch.*, 1929, 190.
- Butterfield (H.).** The peace tactics of Napoleon, 1806-1808. *T.*, n° 1458 (remarquable).

- Calhoun (George M.)*. The growth of criminal law in ancient Greece. *J. S.*, 1929, 419.
- Carcopino (Jérôme)*. Autour des Gracques. *R. ét. anc.*, XXXI, 370 (beaucoup de nouveau sur les Gracques, et de bon aloi).
- La République romaine, des Gracques à la mort de César. *R. P.*, janvier 1930.
- Carrothers (W. A.)*. Emigration from the British isles. *T.*, n° 1453 (important).
- Catel (Albert) et Lecomte (Maurice)*. Chartes et documents de l'abbaye cistercienne de Preuilly. *R. Égl. Fr.*, XV, 490 (nombreuses critiques, par Piétrisson de Saint-Aubin, à un ouvrage d'une « valeur très réelle »).
- Cavaignac (Eugène)*. La paix romaine. *R. C.*, 1929, n° 8 (A. Piganol : beaucoup d'idées érudites et d'observations personnelles ; mais de la confusion dans l'exposé et une bibliographie mal ordonnée).
- Chanidzé (A.)*. Manuscrits géorgiens de Gratz. *An. Boll.*, XLVII, 1-4.
- Chesterton (G. K.)*. The Thing. *T.*, n° 1450 (cette « Chose », c'est l'Église romaine, dont l'auteur entreprend une fois de plus de faire comprendre la souveraine grandeur à ses compatriotes protestants).
- Childe (V. Gordon)*. The Danube in prehistory. *T.*, n° 1455.
- Chlumecky (Leopold von)*. Erzherzog Franz-Ferdinands Wirken und Wollen. *T.*, n° 1453.
- Choisenard (S.)*. Saint Thomas d'Aquin et l'influence des astres. *Sc.*, 1930, 71 (intéressant exposé de la doctrine de saint Thomas sur l'astrologie, que l'auteur considère comme susceptible d'une étude scientifique).
- Chudgar (P. L.)*. Indian princes under British protection. *T.*, n° 1456.
- Clark (G. N.)*. Seventeenth century. *T.*, n° 1458 (tableau rapide d'où l'auteur élimine tout ce qui tend à interpréter l'histoire par des causes économiques ou sociales).
- Colebatch (Sir Hal)*. A story of a hundred years. Western Australia, 1829-1929. *T.*, n° 1455.
- Colenbrander (H. T.)*. Vestiging van het koninkrijk, 1813-1815. *T. G.*, 1929 (rétablissement du royaume des Pays-Bas).
- Colombo (Alessandro)*. Milano preromana, romana e barbarica. *A. st. I.*, 1928, 540 (beaucoup d'érudition mise au service d'une œuvre de vulgarisation).
- Compeyrot (Jean)*. Ce qu'il faut connaître de la finance internationale. *R. H. éc.*, 1929, 507.
- Connolly (James L.)*. John Gerson, reformer and mystic. *An. Boll.*, XLVII, 1-4.
- Conti-Rossini (Carlo)*. Storia d'Etiopia. I. *R. B. P. H.*, 1929, 906 (remarquable histoire de l'Éthiopie ; le t. I va des origines au XIII^e siècle).
- Cotton (Charles)*. The Saxon cathedral at Canterbury, and the Saxon saints buried therein. *T.*, n° 1453.
- Courteau (E.-H.)*. Le siège de Bayonne en 1523. *R. C.*, 1929, n° 9.
- Coussange (Jacques de)*. La question slesvigoise et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. *M. Fr.*, n° 752 (ouvrage écrit en danois et très bien documenté).
- Coville (Alfred)*. Recherches sur l'histoire de Lyon du V^e au IX^e siècle. *An. Boll.*, XLVII, 1-4 (quelques observations critiques par le P. Delehaye).
- Craemer (Rudolf)*. Gladstone als christlicher Staatsman. *T.*, n° 1458.
- Crump (C. G.)*. History and historical research. *H.*, 1929, 241.
- Cutolo (Alessandro)*. I privilegi dei sovrani Angioini alla città di Napoli. *A. st. it.*, XII, 1, 145.
- Davenport (Miss Frances Gardiner)*. European treaties bearing on the history of the United States and its dependencies ; II : 1650-1697. *J. mod. H.*, I, 646 (important).
- Dawson (Robert Mc Gregor)*. The civil service of Canada. *T.*, n° 1458.
- Defoe (Daniel)*. A tour thro' London about the year 1725 ; publ. par Sir Mayson M. Beeton and E. Beresford Chancellor. *T.*, n° 1454 (très belle réédition illustrée).
- Degering (Hermann)*. Die Schrift-Atlas der Schriftformen des Abendlandes vom Altertum bis zum Ausgang des 18. Jahrh. *A. st. it.*, XII, 1, 122 (atlas de 240 planches où sont reproduits les types d'écriture les plus notables, surtout au point de vue artistique).
- Delattre (Edmond)*. Recherches sur le droit pénal à Cambrai et dans le Cambrésis. *R. H. Dr.*, 1929, 808 (contribution appréciable à l'histoire du droit pénal).
- Denison (J. H.)*. Emotion as the basis of civilization. *J. mod. H.*, I, 642 (les connaissances historiques de l'auteur sont fort limitées).
- Dept (Gaston-G.)*. Les influences anglaise et française dans le comté de Flandre au début du XIII^e siècle. *R. B. P. H.*, VIII, 919 (instructif, mais trop de fautes d'impression).
- Deries (Léon)*. Les congrégations religieuses au temps de Napoléon. *Pol.*, CX, 127.
- Dillay (Marguerite)*. Chartes du Poitou. *R. Éc. ch.*, 1929, 182.
- Dobrée (Bonamy)*. Restoration tragedy 1660-1720. *T.*, n° 1455.

- Doberschütz (E. von)*. Der Apostel Paulus. *An. Boll.*, XLVII, 1-4 (grande érudition).
- Downey (Fairfax)*. The Grande Turke : Sulayman the Magnific, sultan of the Ottomans. *T.*, n° 1449.
- Duncan McGillivay*. Journal; publ. par *Arthur S. Morton*. *T.*, n° 1455 (bonne édition d'un intéressant journal tenu par un employé de la C^{ie} du N.-O. au Fort-George, 1794-1795).
- Dupont-Ferrier (G.)*. La formation de l'État français et l'unité française. *R. ét. h.*, 1929, 440 (bon tableau d'ensemble).
- Duthoit (Eugène)*. Le catholicisme, lien social. *R. H. éc.*, 1929, 511.
- Eden (Sir F. M.)*. A state of the Poor, 1797; publ. par *A. G. L. Rogers*. *H.*, 1929, 272 (ce n'est qu'un abrégé, qui n'est ni exact ni sûr, des trois gros volumes publiés par Eden sur la vieille loi des Pauvres).
- Eisenmenger (Victor)*. Erzherzog Franz Ferdinand. *T.*, n° 1453.
- Erben (Wilhelm)*. Kriegsgeschichte des Mittelalters. *R. Q. H.*, 1929.
- Erdmann (Carl)*. Die Wiedereröffnung des Trienter Konzils durch Julius III. *A. st. it.*, XII, 1, 158.
- Eriau (Jean-Baptiste)*. L'ancien Carmel du faubourg Saint-Jacques, 1604-1792. — Une mystique du XVII^e siècle : sœur Catherine de Jésus, carmélite, 1589-1628. *Pol.*, CX, 118.
- Evans (Joan)*. The unconquered knight; a chronicle of the deeds of Don Pero Nino. *H.*, 1929, 248 (excellente traduction du *Victorial*, œuvre de Diaz de Gomez, qui présente le côté pratique et non héroïque de la chevalerie).
- Every (E. F.)*. 25 years in South America. *T.*, n° 1458 (traite surtout de la situation de l'Église dans ces États).
- Fabia (Ph.)*. La table Claudienne de Lyon. *R. ét. anc.*, XXXI, 374 (apporte beaucoup de nouveau).
- Fabre (Abel)*. Manuel d'art chrétien. *R. B. P. H.*, VIII, 945 (manuel de premier ordre).
- Fanfani (le R. P.)*. Marie-Clotilde de Savoie, princesse Jérôme-Napoléon, 1843-1911. Vie et lettres; trad. par *Marie-Thérèse Porte*. *R. C.*, 1929, n° 9 (peu intéressant).
- Felding (Rowland)*. War letters to a wife : France and Flanders, 1915-1919. *T.*, n° 1450 (intéressantes lettres écrites du front de Flandre par le lieutenant-colonel Fielding à sa femme).
- Ficker (Gerhard)*. Handbuch der Kirchengeschichte; II : Das Mittelalter. *R. C.*, 1929, n° 9 (2^e édit. remaniée, mais qui n'est pas encore au point).
- Firth (Miss Catherine B.)*. The learning of history in elementary schools, 1929, 277 (plein de bonnes choses).
- Fleming (J. R.)*. The story of the Church Union in Scotland, 1560-1929. *T.*, n° 1449 (utile résumé).
- Fliche (Augustin)*. La chrétienté médiévale, 395-1254. *R. Q. H.*, 1929, 399 (lumineux et nouveau).
- Flori (E.)*. Il trattato « De regimine principum » e le dottrine politiche di s. Tomaso. *Sc.*, 1930, 72 (l'auteur s'efforce de prouver que ce traité ne peut être de saint Thomas, parce qu'il est en contradiction avec ses idées politiques).
- Franchi de' Cavalieri (Pio)*. Note agiografiche. Fasc. 7. *An. Boll.*, XLVII, 1-4 (plein d'érudition personnelle).
- Frazer (Sir James George)*. The Fasti of Ovid (utile traduction, qu'accompagne un admirable commentaire).
- Friis (Astrid)*. Alderman Cockayne's project and the cloth trade. *E. H. R.*, II, 155 (un des plus importants ouvrages qui aient paru sur l'histoire économique de l'Angleterre au XVII^e siècle).
- Fuller (colonel J. F. C.)*. The generalship of Ulysses S. Grant. *T.*, n° 1451.
- Gain (André)*. La Restauration et les biens des émigrés. *Rév. fr.*, 1929, 365 (deux gros volumes remplis de renseignements dont beaucoup sont nouveaux. M. Marion signale un certain nombre d'erreurs de détail).
- Garnier (chanoine Adrien)*. Les ordonnances du 16 juin 1828. *R. P.*, janvier 1930 (il s'agit des ordonnances qui fermaient les petits séminaires).
- Gazier (Georges)*. La presse bisontine pendant la Révolution. *Rév. fr.*, 1929, 379.
- Gedachtnisschrift für Emil Seckel*. *R. H. Dr.*, 1929, 802 (volume de Mélanges contenant quatre études sur l'histoire du droit).
- Gee (John Archer)*. The life and work of Thomas Lupset. *R. C.*, 1929, n° 8.
- Gigante (Silvino)*. Storia del comune di Fiume. *T.*, n° 1455.
- Ginsburg (M. S.)*. Rome et la Judée. *R. C.*, 1929, n° 8 (A. Piganiol : des jugements personnels et intéressants; style incorrect et bibliographie confuse).
- Giussani (Antonio)*. Antichità romane e preromane di Como, Varese, Canton Ticino. *A. st. I.*, 1928, 543 (important).
- Glover (T. R.)*. Democracy in the ancient world. *R. C.*, 1929, n° 8 (peu de faits nouveaux, mais brillant exposé).
- The influence of Christ in the ancient world. *T.*, n° 1456.
- Goldschmidt (Hans)*. Bismarck und der Friedensunterhalter 1871. *J. mod. H.*, I,

- 667 (met en relief les documents de la *Grosse Politik* concernant le traité de Francfort).
- Gorce (Denys)*. La « lectio divina », des origines du cénobitisme à saint Benoît et à Cassiodore ; I : Saint Jérôme et la lecture sacrée dans le milieu ascétique romain. *R. Q. H.*, 1929, 396.
- Gordon (John)*. My six years with the Black watch, 1881-1887. *T.*, n° 1458 (récits d'aventure et de guerre par un simple soldat au service de l'Angleterre en Égypte).
- Gosses (I. H.) et Japikse (N.)*. Handboek tot de staatkundige geschiedenis van Nederland. *R. B. P. H.*, 1929, 969 (2^e édit. d'un excellent manuel mis au courant).
- Gottschalk (Louis R.)*. The era of the French Revolution, 1715-1815. *J. mod. H.*, I, 652 (assez bon manuel).
- Grabmann (M.) et Pelster (Fr.)*. Opuscula et textus historiam Ecclesiae ejusque vitam atque doctrinam illustrantia. Series Scholastica, fasc. 1-7. *Spec.*, 1929, 484.
- Gratien (le P. O. M. Cap.)*. Histoire de la fondation et de l'évolution de l'ordre des Frères-Mineurs au XIII^e siècle. *An. Boll.*, XLVII, 1-4 (expose les faits avec un remarquable esprit de conciliation).
- Greely (major-general U. S. Army, A. W.)*. The polar regions in the twentieth century ; their discovery and industrial evolution. *T.*, n° 1449.
- Grettan (R. H.)*. A modern history of the English people, 1910-1928. *T.*, n° 1452.
- Grotius (Hugo)*. Briefwisseling ; publ. par P. C. Molhuysen, 1^{er} livr. *T. G.*, 1929.
- Gurian (Waldemar)*. Die politischen und sozialen Ideen des französischen Katholizismus 1789-1814. *R. Q. H.*, 1929, 476 (beaucoup de renseignements précieux).
- Gwynn (Stephen)*. Captain Scott. *T.*, n° 1453 (ajoute beaucoup de nouveau à ce qu'on savait déjà sur le capitaine Scott et sur ses voyages de découverte dans les régions antarctiques).
- Haas (Wilhelm)*. What is european civilization and what is its future. *Espr. int.*, 1930, 147.
- Hall (D. G. E.)*. Early english intercourse with Burma, 1587-1743. *H.*, 1929, 263 (très instructif).
- Hampe (Karl)*. Die Aktenstücke zum Frieden von S. Germano, 1230. *B. Éc. ch.*, 1929, 170 (excellente édition).
- Hasbrouck (Alfred)*. Foreign legionaries in the liberation of South America. *J. mod. H.*, I, 687 (instructif).
- Haskins (Charles Homer)*. Studies in mediaeval culture. *T.*, n° 1456 (très important).
- Hawkins (Miss L. M.)*. Allegiance in Church and State. *T.*, n° 1453 (bonne étude sur le cas de conscience qui troubla les Jacobites « non jureurs » après la Révolution de 1689).
- Hay (M. F.)*. The Blairs papers, 1603-1660. *T.*, n° 1455 (très intéressants documents sur l'histoire des catholiques écossais et des prêtres, jésuites et autres agents de la propagande catholique en Écosse).
- Haydon (Walter)*. Russia as seen by two Tilmanstone miners. *T.*, n° 1456.
- Hayes (J. Gordon)*. Antarctica ; a treatise of the Southern continent. *T.*, n° 1457.
- Robert Edwin Peary. A record of his explorations, 1886-1909. *Ibid.*
- Hervey (Lord Francis)*. The history of king Eadmund the Martyr and of the early years of his abbey. *T.*, n° 1453.
- Hewart of Bury (Lord)*. The new despotism. *T.*, n° 1449 (brillante étude sur le développement qu'a pris en Angleterre la bureaucratie depuis ces dernières années et sur ses néfastes conséquences. L'auteur est le « chief justice » d'Angleterre).
- Hindus (Maurice)*. Humanity uprooted. *T.*, n° 1456 (curieuse étude par un Russe qui a quitté son pays à l'âge de quatorze ans et qui l'a revu après la Révolution soviétique. Il en décrit les transformations en philosophe sympathique et paradoxal).
- Hippolytus Werke* ; IV : Die Chronik ; publ. par Adolf Bauer. *An. Boll.*, XLVII, 1-4.
- Histoire de Romainmotier*. *B. Éc. ch.*, 1929, 188.
- Homo (L.)*. Les institutions politiques romaines, de la Cité à l'État. *R. B. P. H.*, 1929, 907 (excellent).
- Ichihashi (Yamato)*. The Washington conference and after. *J. mod. H.*, I, 678 (ample recueil de documents).
- Inguanez (Maurus)*. Codicum Casinensium mss. catalogus. II, 1. *Spec.*, 1929, 485.
- Jaberg (K.) et Jud (J.)*. Sprach- und Sach-Atlas Italiens und Südschweiz, t. I. *J. S.*, 1929, 389 (monument gigantesque qui fournira aux linguistes près d'un million de mots nouveaux ou de formes inédites).
- Jane (Cecil)*. Liberty and despotism in spanish America. *T.*, n° 1455.
- Johnson (Vernon)*. One Lord, one Faith. *T.*, n° 1455 (intéressant pour l'histoire du mouvement anglo-catholique).
- Kadmi-Cohen*. Nomades. Essai sur l'âme juive. *R. C.*, 1929, n° 9 (sans valeur).
- Kaiser (Joh. Bapt.)*. Das Archidiaconat Longuyon. Visitationsbericht von 1628-1629. *R. H. Égl.*, XV, 494 (Longuyon, au diocèse de Trèves, contenait sept doyens

- nés, dont quatre en terre française, désignés jadis comme « ausländische Territorien ». Travail considérable, mais qui prête le flanc à de nombreuses critiques).
- Kantorowicz (Hermann). Der Geist der englischen Politik und der Gespenst der Einkreisung Deutschlands. *T.*, n° 1456 (plaidoyer d'un Allemand courageux qui entreprend de prouver que l'Angleterre n'a pas voulu « encercler » l'Allemagne).
- Kardoff (Siegfried von). Bismarck. Vier Vorträge; ein Beitrag zur deutschen Parteigeschichte. *J. mod. H.*, I, 668 (important).
- Keith (Arthur Berriedale). The sovereignty of the British dominions. *T.*, n° 1450 (important).
- Kekelidze (K.). Die Bekehrung Georgiens zum Christentum. *An. Boll.*, XLVII, 1-4 (important).
- Kleinschmidt (Beda). Meine Wander- und Pilgerfahrten in Spanien. *An. Boll.*, XLVII, 1-4 (notes sur l'histoire de l'art).
- Kohi (Halvdan). Les luttes des paysans en Norvège, du xvi^e au xix^e siècle; trad. par E. Guerre. *R. H. éc.*, 1929, 515 (très instructif).
- Korganoff (général G.). La participation des Arméniens à la guerre mondiale sur le front du Caucase, 1914-1918. *R. Ét. arm.*, VIII, 251 (œuvre utile d'historien, de soldat et d'Arménien).
- Krappe (Alexander Haggerty). Études de mythologie et de folklore germaniques. *R. C.*, 1929, n° 8 (remarquable).
- Kromayer-Veith. Schlachten-Atlas zur Kriegsgeschichte; 5^e livr. : Griechische Abth. IV; Römische Abth. III. *R. C.*, 1929, n° 8 (la section relative à la guerre des Gaules est l'œuvre de T. R. Holmes).
- Kurtz (G. H.). Willem III en Amsterdam, 1635-1685. *T. G.*, 1929.
- Labry (Raoul). Alexander Ivanovitch Herzen. Essai sur la formation et le développement de ses idées. *R. H. éc.*, 1929, 517 (étude approfondie que l'auteur a complétée par une bonne étude sur les rapports entre Herzen et Proudhon); — *J. mod. H.*, I, 664 (remarquable).
- Laistner (M. L. W.). A survey of ancient history. *T.*, n° 1450 (tableau consciencieux, mais incolore, de l'histoire ancienne considérée presque uniquement du point de vue politique).
- Lanoueille (E. de). Le Bienheureux Urbain V et la chrétienté au milieu du xiv^e siècle. *R. Q. H.*, 1929, 476 (écrit pour le grand public).
- Lanzoni (Francesco). Le diocesi d'Italia dalle origini al principio del secolo VII. *A. st. it.*, XII, 1, 96 (beaucoup d'érudition et d'esprit critique en plus de onze cents pages).
- Lariman (Georges). Notes sur l'histoire de la science des comptes. *R. B. P. H.*, VIII, 985 (important pour l'histoire de la comptabilité marchande).
- Larsons (M. J.). Als expert im Sovietdienst. *M. Fr.*, n° 750 (bien qu'attaché au service des Soviets, l'auteur appartenait aux « sans-parti » et il avait le communisme en horreur. Son livre est le martyrologe des « fonctionnaires qualifiés » qui ont été persécutés comme antirévolutionnaires).
- Latham (J. G.). Australia and the British Commonwealth. *T.*, n° 1454 (important).
- Laurent (Henri). Documents relatifs à la procédure, en foire de Champagne et de Brie, contre les débiteurs défaillants originaires de Malines. *R. B. P. H.*, 1929, 984 (publie vingt-cinq documents intéressants, compris pour la plupart entre 1294 et 1311).
- Lawrence (A. W.). Classical sculpture. *T.*, n° 1454.
- Le Carou (le R. P.). L'office divin chez les Frères-Mineurs au xiii^e siècle. *R. Q. H.*, 1929, 474 (important).
- Ledermann (Laszlo). Pellegrino Rossi; l'homme et l'économiste. *R. H. éc.*, 1929, 520 (bonne étude, avec une abondante bibliographie).
- Legaret (G.). Histoire du développement du commerce depuis la chute de l'empire romain jusqu'à nos jours. *R. B. P. H.*, VIII, 935 (simple manuel, qui devra être révisé de très près).
- Lehmann (Paul). Mittelalterliche Bibliothekskataloge Deutschlands und der Schweiz; II : Bistum Mainz Erfurt. *An. Boll.*, XLVII, 1-4.
- Levillain (Léon). Recueil des actes de Pépin I^{er} et de Pépin II, rois d'Aquitaine, 814-848 (longue analyse et quelques critiques par F. Vercauteren).
- Levison (Wilhelm). Das Werden der Ursula Legende. *B. Éc. ch.*, 1929, 160 (compte-rendu très approfondi par Levillain).
- Liber memorialis ordinis Fratrum Minorum S. Francisci Capuccinorum 1528-1928. *An. Boll.*, XLVII, 1-4.
- Lindsay (A. D.). The essentials of democracy. *T.*, n° 1451.
- Lockwood (Helen D.). Tools and the man. *Ec. H. R.*, II, 179 (bonne étude comparée sur l'ouvrier français et les Chartistes anglais en 1830-1848).
- Lowe (E. A.). Scriptura Beneventana. Facsimiles of South Italia and dalmatian mss.

- from the sixth to the fourteenth century. *T.*, n° 1453 (très important).
- Lowie (James H.).** Rashi on the Pentateuch. *T.*, n° 1455 (excellente traduction d'un des plus anciens et des plus intelligents commentaires du Pentateuque. L'auteur, qui vécut de 1040 à 1105, est le plus ancien et le plus fidèle interprète de l'exégèse juive).
- Mac Iver (David Randall).** Italy before the Romans. *R. C.*, 1929, n° 8 (remarquable).
- Mackenzie (Compton).** Gallipoli memories. *T.*, n° 1453 (intéressant témoignage d'un officier attaché au Service des renseignements pendant la campagne de Gallipoli).
- Macmillan (William Miller).** Bantu, Boer and Briton; the making of the South Africa. *J. mod. H.*, I, 661 (instructif).
- Macmunn (Sir George).** Afghanistan from Darius to Amanullah. *T.*, n° 1454.
- Mac Nair (Harley Farnsworth).** Modern Chinese history. Selected readings. *J. mod. H.*, I, 674 (instructif).
- Maiuri (A.).** Visioni italiche: Pompei. *Hist.*, 1929, n° 3 (compte-rendu par G. Lugli).
- Mallet (Bernard) et George (C. Oswald).** British budgets. 2° series, 1913-1921. *T.*, n° 1452.
- Marconi (P.).** La pittura dei Romani. *Hist.*, 1929, n° 3 (compte-rendu par P. Ducati).
- Marcu (Valeriu).** Lenin; thirty years of Russia. *J. mod. H.*, I, 672 (portrait brillant, mais fantaisiste).
- Marichal (Paul) et Mirot (Léon).** Noms de lieu d'origine féodale et moderne, 3° fasc. *R. Q. H.*, 1929, 467 (ce fascicule achève la publication des cours d'A. Longnon).
- Mariéjol (Jean-H.).** La vie de Marguerite de Valois, reine de Navarre et de France, 1553-1615. *R. C.*, 1929, n° 9 (vives critiques adressées à cet ouvrage par Lucien Febvre).
- Martin (E.).** Cahiers de doléances du bailliage de Mirecourt. *R. C.*, 1929, n° 9.
- (*Victor*). Le gallicanisme politique et le clergé de France. *Pol.*, 1929, CX, 121.
- Mattiussi (le R. P. G., Soc. Jesus).** Les points fondamentaux de la philosophie thomiste; adapté de l'italien par l'abbé J. Levillain. *Sc.*, 1930, 70 (Mattiussi tient pour saint Thomas et contre Duns Scott. Bon exposé de la doctrine).
- Maurel (André).** La duchesse du Maine, reine de Sceaux. *R. ét. H.*, 1929, 446 (portrait médiocre d'une personne insignifiante).
- Mawer (A.).** Problems of place-names study. *T.*, n° 1454.
- Mecus (Adrien de).** Histoire de Belgique. *R. ét. h.*, 1929, 451.
- Meillet (Antoine).** Les langues dans l'Europe nouvelle. 2° édit. *R. C.*, 1929, n° 8 (très remarquable; cette nouvelle édition contient un bon relevé statistique des parlers usités en Europe par L. Tesnière).
- Melville (Lewis).** In the days of Queen Anne. *J. mod. H.*, I, 649 (réédite, mais sans critique, les souvenirs sur le prince William Henry, duc de Gloucester, 1689-1697, par Jenkin Lewis. Ce prince est un des nombreux enfants de la reine Anne, qui tous moururent jeunes).
- Menéndez Pidal (Ramon).** A España del Cid. *I. B. H.*, 1929, 356 (étude définitive sur le Cid historique. « Le Cid de Dozy, le condottiere, est mort; celui de Pidal vivra et restera »).
- Meriam (Lewis).** The problem of Indian administration. *T.*, n° 1455 (il s'agit des mesures prises par le gouvernement des États-Unis au sujet des Peaux-Rouges).
- Middlebush (F. A.).** The despatches of Thomas Plott, 1681-1682, and Thomas Chudleigh, 1682-1685, 1926. *T. G.*, 1929.
- Milligen (S. van).** Ontwikkelingsgang der muziek van de oudheid tot onzen tijd. 3° partie. *T. G.*, 1929.
- Milner-White (Eric) et Knox (Wilfrid L.).** One God and the father of all. *T.*, n° 1455 (défense de la cause protestante contre les anglo-catholiques).
- Monceaux (Paul).** La vraie légende dorée. *R. B. P. H.*, VIII, 892 (remarquable).
- Monot (Émile).** Le maréchal Ney à Lons-le-Saulnier, 1815. *R. Nap.*, 1929, 247.
- Montenovesi (Ottorino).** Beatrice Cenci davanti alla giustizia dei suoi tempi e della storia. *A. st. rom.*, LI, 149 (complète heureusement le bel ouvrage de Corrado Ricci; s'il en diffère, ce n'est pas toujours avec raison).
- Morgan (J. de).** La préhistoire orientale. *Hist.*, 1929, n° 3 (compte-rendu par U. Belini).
- Morse (H. B.).** The East India company trading to China, 1635-1884. *Ec. H. R.*, II, 155.
- Mottram (R. H.).** A history of financial speculation. *T.*, n° 1457.
- Mowat (R. B.).** A history of european diplomacy, 1451-1789. *H.*, 1929, 287 (nombreuses critiques présentées par Richard Lodge).
- Muddiman (J. G.).** The bloody assizes. *T.*, n° 1453 (important et neuf).
- Mühlstein (H.).** Die Kunst der Etrusker; I: Die Ursprünge. *J. S.*, 1929, 416.
- Mulder (le R. P. S. J.).** « De potestate collegii, mortuo papa », des Aug. Triumphus. *R. C.*, 1929, n° 9 (nouvelle édition d'un « quodlibet » soutenu à Paris par Agostino

- Trionfo. E. Jordan montre que ce petit traité est postérieur à 1295, puisqu'il y est fait allusion à l'abdication de Célestin V).
- Müller (J.). Le mediazioni per la pace e le decisioni arbitrali del Vaticano 1598-1917. *Lineei R.*, 1928, 575 (longue analyse du livre).
- New (Chester W.). A biography of John George Lambton, first earl of Durham. *T.*, n° 1458 (important pour l'histoire diplomatique de l'Angleterre de 1830 à 1840).
- Nina (Luigi). Le finanze pontificie sotto Clemente XI. *A. soc. rom.*, LI, 161 (reconstitue l'œuvre de ce pape, auteur d'un plan tendant à transformer le système des impôts).
- (Esterreich-Ungarns Aussenpolitik, 1908-1914. Diplomatische Aktenstücke. *T.*, n° 1457 (très important; l'absence d'un index est regrettable).
- (Esterreich-Ungarns letzter Krieg 1914-1918, t. I, 1^{re}-3^e livr. *T.*, n° 1453 (recueil de documents publiés par le ministère autrichien de la Guerre).
- Oppermann (Otto). Der fränkische Staatsgedanke und die Aachener Königskronungen des Mittelalters. *A. st. it.*, XII, 1, 149.
- Orwin (C. S.). The reclamation of Exmoor forest. *T.*, n° 1456 (contribution à l'histoire agricole de l'Angleterre).
- Oursel (Charles). L'art roman en Bourgogne. *R. C.*, 1929, n° 8.
- Pagès (Georges). La monarchie d'ancien régime en France. *H.*, 1929, 264 (« charming and suggestive work »).
- Pagine cristiane antiche e moderne. *An. Boll.*, XLVII, 1-4 (analyse des tomes I, III et IV).
- Paris (Pierre). La peinture espagnole depuis les origines jusqu'au début du XIX^e siècle. *B. H.*, 1929, 369 (son histoire, faite surtout au moyen de représentations photographiques).
- Perceval (Émile de). Dans les archives du vicomte Lainé, ministre et pair de France, 1765-1835. *R. Q. H.*, 1929, 496.
- Perret (Louis). La titulature impériale d'Hadrien. *R. Q. H.*, 1929, 482; — *R. B. P. H.*, 1929, 910.
- Pestana (Junior). D. Cristobal Colom ou Symam Palha. *M. Fr.*, n° 752 (Colomb était un Portugais à la solde de d. João II, à titre d'agent secret. Colom = Colmo; palha = paille en portugais; Symam = Simon. Colomb n'est donc qu'un déguisement de Simão Palha, qui possédait tous les secrets de navigation des Portugais !).
- Phillips (C. S.). The Church in France, 1789-1848. *T.*, n° 1454 (bon).
- Picotti (G. B.). La giovinezza di Leone X. *A. soc. rom.*, LI, 156 (important; utilise beaucoup de documents inédits).
- Pleyer (K.). Die Politik Nicolas V. *A. st. it.*, 1928, 554.
- Polentoni (Sicconis). Scriptorum illustrium latinae linguae libri XVIII; publ. par B. L. Ulmann. *A. st. it.*, XII, 1, 118 (première édition complète de la compilation de Secco Polentone, 1375-1447, sur les auteurs qui ont écrit en latin, de Livius Andronicus à Pétrarque. L'étude des sources est insuffisante). *B. Éc. ch.*, 1929, 193.
- Ponsoye (Édouard). La justice d'un intendant de Louis XIV. *R. H. Égl.*, XV, 516 (l'auteur révisé le procès de Lespinas, instruit en 1690 par Lamoignon de Basville, intendant de Languedoc).
- Poulsen (Frederik). Katalog des Etruskischen Museums der Ny Carlsberg Glyptothek. — Bildertafeln des Etruskischen Museums. *J. S.*, 1929, 416 (deux ouvrages qui donnent une idée assez complète de l'art étrusque d'après les collections du musée Helbig à Copenhague).
- Poupé (Edmond). Le pillage près d'Aix des équipages de Bonaparte revenant d'Égypte. *Rév. fr.*, 1929, 380.
- Préclin (E.). Les jansénistes du XVIII^e siècle et la Constitution civile du clergé. — Le développement du Richérisme, 1713-1791. *R. Q. H.*, 1929, 403 (deux bonnes thèses de doctorat; remarques critiques par Ch. Urbain).
- Prestage (Edgar). Chivalry; its historical significance and civilising influence. *H.*, 1929, 248.
- Preston (Arthur E.). The church and parish of St. Nicholas, Abingdon, and other papers. *T.*, n° 1453.
- Priestley (Herbert Ingram). A history of american life, I, 1492-1848. *T.*, n° 1455 (remarquable).
- Psellos (Michel). Chronographie, ou Histoire d'un siècle de Byzance, 976-1077, t. II; trad., par Émile Renauld. *R. C.*, 1929, n° 9 (trop de passages mal traduits). Publications of the Grotius Society, n° 5-7. *H.*, 1929, 264.
- Puech (A.). Histoire de la littérature grecque chrétienne depuis les origines jusqu'à la fin du IV^e siècle. *R. B. P. H.*, VIII, 889 (ouvrage d'un mérite exceptionnel).
- Punzi (G. A.). L'Italia del VI secolo nelle « Variae » di Cassiodoro. Saggio storico politico. *A. st. it.*, XII, 1, 147.
- Rawlinson (H. G.). Source book of Maratha history. I, to the death of Shivaji, par R.

- P. Patwardhan et H. G. Rawlinson. *T.*, n° 1453.
- Rein (Adolf). Uebersee-Geschichten. *R. Q. H.*, 1929, 469 (trois importants volumes sur l'expansion européenne en Amérique).
- Remy (Ferdinand). Les grandes indulgences pontificales aux Pays-Bas, 1300-1531. *R. B. P. H.*, 1929, 222 (simple essai; « on ne peut lui accorder qu'une indulgence plénière, à défaut de mieux »); — *B. Éc. Ch.*, 1929, 185.
- Rey (Charles F.). The romance of the Portuguese in Abyssinia. *T.*, n° 1450 (raconte les voyages des Portugais au pays du Prêtre Jean, l'aide qu'ils lui apportèrent contre l'Islam, etc., 1490-1633).
- Ribera y Tarragó (Julian). Disertaciones y opúsculos. *B. H.*, 1929, 349 (Ciro: œuvre forte et neuve pour l'histoire, la poésie, la musique espagnoles).
- Rigault (Georges). Les Frères des écoles chrétiennes. *R. H. Égl.*, XV, 523 (avec une bonne vie de saint Jean-Baptiste de La Salle).
- et Goyau (Georges). Martyrs de la Nouvelle-France, t. I. *R. H. Égl.*, XV, 510.
- Robertson (D. S.). Greek and roman architecture. *T.*, n° 1454.
- (J. M.). A history of freethought in the xixth. century. *T.*, n° 1455 (remarquable).
- Robinson (T. H.), Hankin (J. W.) et Burki (F. C.). Palestine in general history. *T.*, n° 1452.
- Rochemont (Ruth de). Evolution of art. *T.*, n° 1450.
- Roelfsema (Ena Hebelina). De klooster en proesdijgederen in de provincie Groningen. *T. G.*, 1929.
- Rolland (Paul). Topographie tounaisienne gallo-romaine et franque. *R. B. P. H.*, 1929, 973.
- Robequain (Charles). Le Than hoà; étude géographique d'une province annamite. *J. S.*, 1929, 427.
- Rose (H. J.). A handbook of greek mythology. *T.*, n° 1457 (bon; contient des recherches originales); — *R. ét. anc.*, XXXI, 375.
- Rostockseff (M.). The social and economic history of the Roman Empire. *Éc. H. R.*, II, 137 (ce livre ouvre un chapitre nouveau à l'interprétation de l'histoire ancienne).
- Rothe (Tancredi). L'esprit du droit chez les Anciens. *R. H. Dr.*, 1929, 799.
- Rouquerol (général J.). L'aventure de l'amiral Koltchak. *M. Fr.*, n° 750 (livre intéressant fondé sur les documents de la mission française).
- Salandra (Antonio). La neutralità italiana [1914]; ricordi e pensieri. *J. mod. H.*, I, 669 (très intéressant).
- Salinis (P. de S. J.). Marins et missionnaires. Conquête de la Nouvelle-Calédonie, 1843-1857. *R. H. Égl.*, XV, 525.
- Sánchez Alonso (B.). Fuentes de la historia española e hispano-americana. 2^e édit. revue et augmentée. *B. H.*, 1929, 371 (source complète d'un précieux instrument de travail).
- Sandhurst (viscount). From day to day. *T.*, n° 1450 (t. II de ces Mémoires qui se rapportent aux années 1916-1921; agréables et instructifs).
- Sante (Georg Wilhelm). Die deutsche Westgrenze im 9 und 10 Jahrhundert. *B. Éc. Ch.*, 1929, 167 (Levillain: mémoire d'un médiocre intérêt).
- Sarton (George). Introduction to the history of Science. I, from Homer to Omar Khayyam. *Spec.*, 1929, 486 (D. B. Macdonald signale la grande importance de ce livre, au moins en ce qui concerne la part de l'Islam dans le développement des connaissances scientifiques).
- Sayous (André-E.). Le commerce des Européens à Tunis depuis le xii^e siècle jusqu'à la fin du xvi^e. *R. H. Éc.*, 1929, 524 (étude très originale et neuve).
- Sbath (Paul). Bibliothèque des manuscrits Paul Sbath. *An. Boll.*, XLVII, 1-4 (ces manuscrits proviennent du monastère de Rabban Hormizd, au nord de Mossoul).
- Schéfer (Christian). La politique coloniale de la Monarchie de Juillet. L'Algérie et l'évolution de la colonisation française. *R. Q. H.*, 1929, 502 (beaucoup d'érudition et de clarté).
- Schermerhorn (E. W.). Malta of the knights. *T.*, n° 1456 (intéressant, mais un peu trop idyllique).
- Schipa (Michelangelo). Sicilia e Italia sotto Federico II. *A. st. it.*, XII, 1, 116.
- Schissel (Otmár). Kataloge griechischer Handschriften. *R. Q. H.*, 1929, 482 (très utile).
- Schmitt (Alphonse). Le Barrois mouvant, 1625-1698. *R. ét. H.*, 1929, 443 (thèse complète, précise et neuve).
- Schneider (Fedor). Mittelalter bis zur Mitte des xiii Jahr. *A. st. it.*, XII, 1, 131 (bon manuel).
- Schulten (Adolf). Numantia. *J. S.*, 1929, 422 (compte-rendu et analyse par St. Gsell).
- Schönbauer (Ernst). Beiträge zur Geschichte des Bergbaurechtes. *J. S.*, 1929, 421 (bonne étude sur la législation minière des Anciens).
- Schuyler (Robert Livingston). Parliament

- and the British empire. *T.*, n° 1452 (important).
- Scott (Ernest). Australian discovery by land. *T.*, n° 1450.
- Ste (Henri). Esquisse d'une histoire économique et sociale de la France. *R. H. éc.*, 1929, 525 (mieux qu'une esquisse, c'est un véritable traité d'histoire économique et sociale d'une grande valeur pédagogique).
- Séjourné (dom Paul). Le dernier Père de l'Église : saint Isidore de Séville. *R. Q. H.*, 1929, 472 (ouvrage monumental).
- Serrier (G.). De quelques recherches concernant le mariage contrat-sacrement, et plus particulièrement de la doctrine augustinienne des liens du mariage. *R. Q. H.*, 1929, 473 (conscientieuse compilation).
- Seymour (Mrs. Flora Warren). The story of the Red Man. *T.*, n° 1455.
- Shoaber (Mathias A.). Some forerunners of the newspapers in England 1476-1622. *T.*, n° 1455 (très instructif).
- Short (Ernest H.). The painter in history. *T.*, n° 1450.
- Siebens (Arthur Robert). L'origine du code deutéronomique. *R. C.*, 1929, n° 9.
- Siren (Oswald). A history of early Chinese art; I : The pre-historic and pre-han periods. *T.*, n° 1449 (très belle publication qui complètera quatre volumes).
- Smogorzewski (Casimir). La Pologne, l'Allemagne et le « Corridor ». *Espr. int.*, 1930, 149 (argumentation vigoureuse en faveur de la thèse polonaise : Danzig et le « Corridor » sont polonais; le « Corridor » a toujours existé).
- S. N. D. Sir William Howard, viscount Strafford, 1612-1680. *T.*, n° 1453 (bonne étude anonyme sur le procès et l'exécution d'un des vingt-quatre martyrs catholiques dont la canonisation est en instance à Rome).
- Sosnosky (Theodore von). Erzherzog Ferdinand. *T.*, n° 1453.
- Soudié (Maurice). Les journées de février 1848. *R. P.*, 15 janvier 1930 (l'auteur ne nous apprend pas grand chose de nouveau, mais il nous l'apprend bien).
- Southey (Robert). Journal of a tour in Scotland in 1819. *T.*, n° 1454.
- Spinazzola (V.). Le arti decorative in Pompei e nel Museo nazionale di Napoli. *Hist.*, n° 29, p. 3 (compte-rendu par G. Lugli).
- Spiridovitch (A.). Les dernières années de la cour de Tsarskoïé-Sélo; t. II : 1910-1914. *M. Fr.*, n° 750 (intéressants souvenirs, où l'on suit l'ascension de Raspoutine).
- Stella (L. A.). Echi di civiltà preistoriche nei poemi d'Omero. *Sc.*, CCXII, 12 (A. Mendes-Corréa : beaucoup d'érudition et de sens critique).
- Survey of American foreign relations, 1928. *T.*, n° 1457 (très important).
- Tardé (Eugène). Le blocus continental et le royaume d'Italie. *R. B. P. H.*, VIII, 932.
- Tardi (abbé D.). Fortunat. *H. Egl. Fr.*, XV, 489 (sujet assez mince, gonflé de digressions); — *An. Boll.*, XLVII, 1-4.
- Taylor (G. R. Stirling). English political portraits of the nineteenth century. *J. mod. H.*, I, 658.
- Thompson (J. M.). Leaders of the French Revolution. *J. mod. H.*, I, 655 (intéressant, mais souvent contestable).
- (R. Lowe). The history of the devil, the horned god of the West. *T.*, n° 1449 (intéressant).
- Thörnell (G.). Studia Tertullianea; IV : De Tertulliani Apologetico bis edito. *R. C.*, 1929, n° 8 (bon appareil critique; P. de Labriolle conteste les principaux résultats).
- Timerding (Heinrich). Die christliche Frühzeit Deutschlands in den Berichten über die Bekehrer. *An. Boll.*, XLVII, 1-4.
- Toynbee (Margaret R.). St Louis of Toulouse and the process of canonization in the xivth. century. *T.*, n° 1458.
- Tout (T. F.). Chapters in the administrative history of England, t. III-IV. *H.*, 1929, 252 (Charles Johnson montre que Tout n'a pas toujours bien compris les dates des brefs émanés de la chancellerie; la date indiquant le jour où l'acte a été scellé ne concorde pas forcément avec les comptes du « hanaper »; on ne saurait donc les utiliser avec sécurité pour établir l'itinéraire du souverain).
- Trotsky (Léon). La Révolution défigurée. *M. Fr.*, n° 750 (quelques documents contre la faction dominante de l'U. R. S. S.).
- Tschuppik (Karl). Elizabeth, Kaiserin von Österreich. *T.*, n° 1456.
- Vallery-Radot (Jean). L'église de la Trinité de Fécamp. *B. Éc. Ch.*, 1929, 198.
- Valli (Francesco). La « Devota revelazione » o « Dialogus brevis » di Santa Caterina da Siena. *A. st. I.*, 1928, 548 (nouvelle édition des deux textes en latin et en langue vulgaire, avec un utile commentaire).
- Vattier (Georges). Essai sur la mentalité canadienne-française. — Esquisse historique de la colonisation de la province de Québec, 1608-1925. *R. H. Égl.*, XV, 504 (ce sont deux bonnes thèses).
- Verri. Carteggio di Pietro et di Alessandro Verri; publ. par Emanuele Greppi et Alessandro Giuliani, t. VI. *A. st. I.*, 1928, 560 (ce volume va de janvier 1773 à juin 1774).

- Verrill (A. Wyatt)*. Old civilizations of the New World. *T.*, n° 1453 (estimable étude sur les anciennes civilisations du continent américain).
- Vetulani (Adam)*. Le grand chapitre de Strasbourg, des origines à la fin du XIII^e siècle. *R. H. Dr.*, 1929, 305.
- Vulliamy (C. E.)*. The red archives. Russian State papers 1915-1918; trad. par *A. L. Hynes*. *T.*, n° 1453 (important recueil de pièces choisies parmi les trente-cinq volumes de documents déjà publiés par le gouvernement soviétique).
- Waddell (H.)*. The wandering scholars. *R. B. P. H.*, 1929, 894 (livre enthousiaste et vivant).
- Waite (A. E.)*. The holy kabbalah. *T.*, n° 1454 (remarquable).
- Warmington (E. H.)*. The commerce between the Roman empire and India. *R. C.*, 1929, n° 8 (remarquable).
- Watson (Grant E. L.)*. Moses, lord of the Prophets. *T.*, n° 1451.
- Weill (G.)*. Histoire du parti républicain en France, 1814-1870. *R. B. P. H.*, 1929, 934 (excellente refonte de l'édition primitive).
- Weston-Webb (W. F. M.)*. The autobiography of a British yarn merchant; publ. par *Stephen Gwinn*. *T.*, n° 1455 (intéressant pour l'histoire du commerce).
- Whaite (H. C.)*. St. Christopher in english mediaeval wallpainting. *T.*, n° 1454.
- Whitlock (Brand)*. La Fayette. *T.*, n° 1451 (ouvrage monumental en deux volumes sur La Fayette et son temps).
- Whitson (Miss Agnes M.)*. The constitutional development of Jamaica, 1660-1729. *J. mod. H.*, I, 648; — *H.*, 1929, 266 (bonne étude, mais ce n'est encore qu'un squelette).
- Whitton (colonel F. E.)*. Wolfe and North America. *T.*, n° 1450 (raconte la lutte des Anglais et des Français dans l'Amérique du Nord, en se plaçant surtout au point de vue français).
- Willært (le R. P. L., S. J.)*. Histoire de Belgique. *R. B. P. H.*, VIII, 964 (bon manuel; omissions et critiques signalées par Ganshof et Quicke).
- Wilson-Fox (Mrs. A.)*. The earl of Halsbury, Lord high chancellor. *T.*, n° 1449 (bonne biographie d'un homme politique mort en 1921 à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans. Il s'appelait Hardinge Stanley Giffard, d'une famille qui remontait au XI^e siècle).
- Woodward (E. L.)*. Three studies in european conservatism : Metternich, Guizot, the Catholic Church, in the nineteenth century. *T.*, n° 1453.
- Worringer (Wilhelm)*. Griechentum und Gotik. *T.*, n° 1454 (signale des traces de l'influence hellénique aussi bien dans les sculptures de l'Inde et de Java que dans les cathédrales gothiques).
- Yahuda (A. S.)*. Die Sprache des Pentateuch in ihren Beziehungen zum ägyptischen, t. I. *J. S.*, 1929, 397 (le P. Dhorme refuse de voir dans la langue égyptienne l'origine directe de celle du Pentateuque. La thèse soutenue par Yahuda ne peut être admise).
- Yver (J.)*. L'interdiction de la guerre privée dans le très ancien droit normand. *R. B. P. H.*, VIII, 986 (note de Ganshof).
- Zeller (G.)*. L'organisation défensive des frontières du Nord et de l'Est au XVIII^e siècle. *R. B. P. H.*, VIII, 928 (remarquable et neuf).
- Zwarts (Jac.)*. De eerste Rabbijnen en Synagogen van Amsterdam paar archivalische Bronnen. *T. G.*, 1929.

CHRONIQUE

France. — M. Max (Maxime) BRUCHET, archiviste en chef du département du Nord et de la ville de Lille, chargé de cours à la Faculté des lettres, est mort le 26 novembre 1929 dans sa soixante-deuxième année. Ancien élève de l'École des chartes (promotion de 1891), il fut tout d'abord archiviste de la Savoie, et des archives dont il avait la garde il tira de nombreux articles ou livres, parmi lesquels il faut indiquer un ouvrage considérable : *Le château de Ripaille* (1907), où il étudia Bonne de Bourbon, femme du Comte Vert de Savoie ; *La vie privée à la cour de Savoie, XIV^e et XV^e siècles, 1264-1363* (avec un grand nombre de pièces justificatives). A la masse de documents inédits qu'il avait réunis en Savoie et à Turin, il ajouta plus tard ceux des archives du Nord, et il les utilisa avec autant d'art que d'érudition dans *Marguerite d'Autriche, duchesse de Savoie* (1927), volume richement illustré et dont une partie importante est consacrée au célèbre tombeau de Philibert de Savoie, époux de Marguerite, qui le fit construire à l'église de Brou. L'Académie des inscriptions a récompensé ce beau travail en lui décernant le premier prix Gobert (1928). M. Bruchet ne quitta pas Lille pendant toute la durée de la guerre et, par sa belle conduite, il contribua pour une grande part à sauver ses chères archives.

— On lit avec un vif intérêt l'étude nécrologique de M. Joseph NOUAILLAC sur *René Fage, 1848-1929*, publiée par la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze. Avocat, bâtonnier de l'Ordre au barreau de Tulle, sa ville natale, M. Fage montra de bonne heure un très vif intérêt pour l'histoire de son pays d'origine, en particulier pour celle de Baluze, son illustre compatriote. Les institutions, l'archéologie, le folklore du Limousin lui doivent de nombreuses monographies fondées sur l'étude directe des documents. On en trouvera la bibliographie à la fin de la brochure. — P. 29, parmi les professeurs de l'École des chartes dont R. Fage suivit les cours, M. Nouaillac nomme par erreur « Léopold » Meyer.

— Notre collaborateur, M. Jérôme CARCOPINO, a été élu membre de l'Académie des inscriptions le 31 janvier 1930, en remplacement de M. Charles-V. Langlois, décédé.

— L'Institut international de coopération intellectuelle a proposé de publier un lexique des termes de la langue politique. L'objet en est exposé dans un manifeste signé de MM. EISENMANN, directeur de la *Revue historique*, Wilhelm HAAS (Berlin), Paul MANTOUX (Genève) et Alfred ZIMMERN. Ce Comité sollicite l'avis des personnes compétentes qui voudront bien adresser leurs suggestions à la section de l'Institut international, à Paris, rue de Montpensier, 2 (Palais-Royal).

— La librairie Letouzey et Ané a mis en vente les fascicules 82 et 85, tome VIII, du *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, qui renferment les articles de Justinien à Latin ; les fascicules 82-84, tome X, du *Dictionnaire de théologie catholique*, allant de Massarelli à Messe.

Norvège. — La mort prématurée d'Alexandre BUGGE (décembre 1929) a été pour les sciences historiques en Norvège une perte très sensible. Dans tout pays, la

disparition d'un historien de sa haute valeur eût laissé un vide ; mais on comprendra aisément que ce vide semblera particulièrement douloureux dans un petit pays où le monde des savants est forcément restreint, leur tâche souvent bien difficile, leurs rapports entre eux d'autant plus suivis et personnels.

Alexandre Bugge était le fils du grand linguiste Sophus Bugge. Né en 1870, il s'est, dès sa prime jeunesse, orienté vers les études historiques et linguistiques. Dans les archives anglaises, il trouva pour notre histoire médiévale des sources jusque-là inconnues et il devint le spécialiste de tout ce qui touchait aux rapports de la Norvège avec les pays de l'Ouest, marchant ici, comme souvent d'ailleurs, sur les traces de son illustre père. Sa spécialité est clairement indiquée par les titres mêmes de ses principaux ouvrages, tous publiés en norvégien et, par conséquent, d'une lecture interdite à la plupart des historiens français : *Études sur l'autonomie et le commerce des villes de Norvège avant l'ère de la Hanse* (thèse, 1899) ; *Les rapports de la Norvège avec les Îles Britanniques* (à partir de 1910) ; *Les influences occidentales sur les Scandinaves et plus particulièrement sur les Norvégiens à l'époque des vikings* (1905. Ouvrage couronné par l'Université d'Oslo). Outre ces initiatives plus purement personnelles, Bugge collabora aux principales publications collectives de son temps, et notamment au *Diplomatarium Norvegicum*, 4^e fasc. Dans la grande histoire de Norvège (*Norges historie fremstillet for det norske folk*), il fut chargé d'écrire les deux premiers volumes sur les origines jusqu'à la mort de saint Olav (1030) et sur l'époque des sagas (1030-1319). Dans l'*Histoire de la navigation norvégienne*, il fit toute la partie antérieure à la Réforme, et dans l'*Histoire du commerce du bois en Norvège* le premier volume. Érudit et historien de valeur, Bugge fut aussi un écrivain, un vulgarisateur de grand talent. Son livre sur « Les Vikings » (*Vikingerne*), comme sa grande *Histoire universelle* en huit volumes, récemment terminée, en font foi. C'est plus particulièrement à ses qualités d'écrivain qu'il dut d'être désigné, peu de temps avant sa mort, pour donner une traduction moderne du *Heimskringla* de Snorri Sturlason, œuvre qui reste un des grands livres vivants de notre littérature, à la fois source de connaissances historiques et source de style.

Bugge avait été nommé en 1903 professeur d'histoire à la Faculté des lettres à Oslo ; mais, comme sa santé était malheureusement faible et que l'enseignement semblait lui prendre une trop grande partie de ses forces mesurées, il préféra, après plusieurs semestres d'absence à l'Université, résigner ses fonctions de professeur pour se consacrer uniquement à ses travaux d'érudition et de vulgarisation. Retiré à la campagne, il poursuivait avec une énergie admirable ses publications, évoquant parfois, par sa vie et son isolement même, les grands hommes de science des temps passés. Bientôt la maladie ne cessa plus de le faire souffrir. Peut-être faut-il voir dans ce triste état de santé la cause d'une certaine inégalité dans sa production, où, à côté de passages d'une très grande valeur, on trouve aussi parfois, il faut bien en convenir, des parties sensiblement plus faibles. Mais il est dès maintenant certain que même l'examen le plus rigoureux de ses titres à l'estime des historiens laissera debout une œuvre qui suffit amplement pour assurer à son auteur un nom vénéré et respecté à la fois dans son pays et parmi les historiens scandinaves.

G. Høst.

Le gérant : R. LISBONNE.

dra
où
cile,

D, il
ues.
roes
oris
urs,
tres
ust-
es-
Les
nes
que
vives
let-
s la
fut
aint
tion
du
eur,
Les
mes,
scri-
tra-
des
sto-

es à
nent
éra,
pre-
risa-
lica-
es de
ent-
dans
par-
t des
time
son
riens

é
v
a
t
J
il
é